

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°354

SEPTEMBRE 2014

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **IRAK: FORMATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT**
- **KURDISTAN: VISITE DE FRANÇOIS HOLLANDE À ERBIL**
- **ÉTAT ISLAMIQUE: REPOUSSÉ EN IRAK LE DAECH MENACE LES KURDES DE KOBANÊ**
- **PARIS: CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'IRAK**
- **CULTURE: COLLOQUE À L'UNESCO SUR LE PATRIMOINE IRAKIEN EN DANGER**

IRAK : FORMATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT IRAKIEN

Le 8 septembre, Haydar Al-Abadi et son cabinet, composé de 24 ministres, étaient approuvés par le Parlement irakien. Seuls les postes de la Défense et de l'Intérieur n'ont pas encore été pourvus, ce qui perpétue un peu l'ère Maliki, lequel assumait ces fonctions par intérim depuis des années. Les trois vice-présidents choisis renouent aussi avec la tradition du « consensus » qui veut que tous les représentants des principales communautés du pays soient représentés : Iyad Allawi, pour l'Alliance nationale irakienne, Osama Al-

Nudjayfi, l'ancien président du Parlement, qui représente les sunnites et... Nouri Maliki, dont le rôle dans la crise irakienne ne sera finalement pas jugé et qui a peut-être négocié son 'retrait sans effusion de sang' en échange d'une fonction plus honorifique que politique mais qui lui permet de rester sur le banc de touche, sans sortir tout à fait du jeu irakien.

Haydar Al-Abadi a plaidé pour une résolution des conflits qui ont abouti à la partition de facto de l'Irak et a notamment assuré que son gouvernement était « déterminé à résoudre

tous les problèmes en suspens avec le Gouvernement régional du Kurdistan ».

Au cabinet du Premier Ministre, trois vice-Premiers ministres sont pressentis : le Kurde Hoshyar Zebari, qui quitte ainsi son poste des Affaires étrangères, Saleh Al-Mutlaq, le leader sunnite du Front national irakien, et Baha Aradji, un sadriste.

Aux Finances c'est Roj Shaways, un vétéran du PDK, qui est pressenti, après avoir été vice-premier Ministre sous Jaffari et Maliki.

La question du budget dû aux Kurdes par Bagdad étant le nerf de la guerre, cette nomination peut apparaître comme un geste envers les Kurdes. Aux Affaires étrangères, c'est un ancien Premier Ministre et ancien vice-président, Ibrahim Jaffari, porte-parole du Parti de Maliki.

Hussein Sharistani est relégué à l'Éducation nationale, ce qui peut laisser espérer une relance dans les négociations sur la gestion du pétrole kurde par le GRK.

Remplaçant Hussein Sharistani au ministère du Pétrole, Adi Abdul-Mahdi n'est pas « l'homme de Maliki » mais vient du Conseil islamique suprême d'Irak, un parti religieux chiite. C'est un économiste, ministre des Finances irakien en 2004 et 2005, qui a la particularité d'avoir plus de liens avec la France que la Grande-Bretagne, puisqu'il a fait ses études en France, à partir de 1969, où il a travaillé pour plusieurs think tank françaises et a dirigé quelques revues franco-arabes. Le nouveau ministre du Pétrole peut amorcer une nouvelle politique, plus souple, rompant avec l'intransigeance du gouvernement Maliki-Sharistani sur cette question. Chiite, il n'appartient pas au parti État de droit, mais est un haut responsable du Conseil suprême islamique, un parti religieux qui a toujours maintenu de bonnes relations avec les Kurdes et est considéré comme « un homme de dialogue » par ces derniers.

Quant au Premier Ministre, Haydar Al-Abadi, il est né à Bagdad en 1952, où il a fait des études d'ingénieur, avant de partir à Manchester pour compléter son cursus. Membre du parti religieux chiite Al-Dawa dès 1967, il en occupe assez rapidement une position de leadership à la fin des années 70, notamment en tant que membre de l'exécutif, alors qu'il est à Londres, où il restera en exil jusqu'en 2003. En 1983, l'Irak lui confisque son passeport pour « conspiration contre le Parti Baath »,

et dans cette même décennie, trois de ses frères sont arrêtés pour appartenance à Dawa.

Revenu en Irak, il est ministre des Communications entre 2003 et 2004. Au début de 2005, il est conseiller auprès du Premier Ministre Iyad Allawi et à la fin de cette même année est élu au parlement, où il a présidé la commission de l'économie, de l'investissement et de la reconstruction, puis celle des finances. En juillet dernier, il a été élu vice-président du Parlement. Dès 2010, il avait été régulièrement mis en avant comme une alternative à Nouri Maliki, dont il est un des proches. Décrit comme un homme d'abord « ouvert, amical », il a la réputation d'être « accessible » ce qui peut trancher avec l'isolement et la défiance frôlant la paranoïa dans lequel s'est enfermé son prédécesseur, lui aliénant une bonne partie des milieux politiques irakiens et kurdes.

Les Kurdes ont montré peu d'enthousiasme à se joindre au nouveau gouvernement irakien et jusqu'au 8 septembre, l'incertitude a régné sur leur participation, alors qu'une ultime réunion avait lieu à Suleimanieh, au siège du Gorran, entre les représentants des principaux partis kurdes, le PDK, l'UPK, et les deux partis islamiques, pour en décider : Nêçirvan Barzanî, le PM de la Région kurde, le secrétaire général adjoint de l'UPK, Kosrat Rassoul, le leader de Gorran, Nashirwan Mustafa, Mohammed Faradj, le secrétaire général adjoint de l'Union islamique du Kurdistan et le leader du Groupe islamique, Ali Bapir. Selon le porte-parole de Gorran, le secrétaire d'État adjoint américain pour le Proche Orient Brett McGurk et le représentant des Nations Unies en Iraq, Nicklay Mladenov des États-Unis et de l'ONU étaient présents à cette rencontre.

Le lendemain 9 septembre, alors que le Parlement irakien s'était déjà réuni pour approuver par vote le Premier Ministre, les députés kurdes

attendaient encore le feu vert de leurs leaders, et, arrivés un peu en retard, confirmèrent finalement la participation de principe des Kurdes au futur gouvernement.

Dans un entretien avec le journal kurde Rudaw, daté du 10 septembre, le ministre des Affaires parlementaires du GRK, Mawlud Bawamurad, a déclaré que la participation des Kurdes au gouvernement irakien a été décidée sous « une forte pression » des États-Unis, conditionnant l'aide américaine dans la lutte contre l'EI, mais qu'il estimait que c'était « une bonne décision ».

Sur les rapports entre les Kurdes et les chiites, Mawlud Bawamurad fait part d'une hostilité de certains milieux chiites, notamment parmi les cercles proches de Nouri Maliki, les Kurdes étant vus comme les responsables directs de sa chute. Le soutien international à Erbil a fait naître aussi des rancœurs, du fait que les chiites se sentent, eux, dépourvus d'un tel soutien. Beaucoup de Kurdes, pour leur part, ne trouvent aucun avantage personnel à participer au nouveau gouvernement de Bagdad et sont enclins à se passer de l'Irak, maintenant qu'ils ont récupéré les territoires qu'ils réclamaient. Mais le soutien international et l'armement sophistiqué qu'ils ont reçu des puissances occidentales obligeaient quelque peu les leaders kurdes à ne pas « lâcher » l'Irak, tout en soumettant leur participation au gouvernement à une période « conditionnelle » de trois mois. Les chiites ont de même accepté ce partenariat kurde en raison de la faiblesse de leur position devant la menace d'EI et leur dépendance envers l'aide américaine. Ils ont dû également tenter une réconciliation quelque peu forcée avec les sunnites, dans le dessein de les détacher de la tentation de rester ou de basculer totalement du côté d'EI.

Un député kurde a même estimé auprès d'un journaliste du Monitor, Mohammad Al-Saleh, que le retour

de son bloc politique au gouvernement était plus un accord entre Kurdes, d'une part, et USA et ONU, de l'autre, qu'avec des Irakiens dont ils estiment avoir peu à espérer. Selon Muthana Amin, autre parlementaire kurde à Bagdad, le Premier Ministre Al-Abadi mise d'ailleurs plus sur une alliance entre chiïtes et sunnites (pour autant qu'elle soit durable) qu'avec les Kurdes, qu'il souhaite laisser de côté, espérant recomposer au moins les deux parties arabes et séparées de l'Irak.

En tout cas, le principal point de litige entre Erbil et Bagdad, la question du pétrole, n'a cessé d'être alimentée par une bataille juridique exportée aux États-Unis, alors même que l'Irak et le Kurdistan faisaient face, au mois d'août, aux assauts d'EI.

Début août, en effet, Bagdad souhaitait toujours empêcher la vente d'une cargaison de pétrole brut, d'une valeur de 100 millions de \$, en provenance du Kurdistan, convoyée sur la côte texane. L'Irak a déposé une plainte auprès de la Cour fédérale de Houston, et a aussi demandé à sa

propre cour suprême de bloquer toute nouvelle exportation de pétrole brut de Gouvernement régional du Kurdistan.

Mais bien que Bagdad ait demandé la saisie des millions de barils transportés par le pétrolier Kalavrta, et que cette saisie ait été préalablement ordonnée par une cour locale, la cour de Houston l'a levée car celui-ci stationne dans le golfe du Mexique en dehors des eaux territoriales américaines, à environ 97 km (60 miles) des côtes. Mais le juge n'a pas tranché sur le fond de l'affaire, à savoir à qui appartient ce brut et qui a le droit d'en disposer. Le ministre irakien du Pétrole avait annoncé immédiatement son intention de contester la décision du tribunal, qui ne porte pourtant que sur un point du code maritime.

Par ailleurs, cela a incité le GRK à continuer ses exportations en utilisant plus volontiers de petits pétroliers, d'une capacité de 250 000 barils, afin de tromper la surveillance de Bagdad, multipliant les cargaisons vers différentes destinations, à partir du port turc de Ceyhan.

Plusieurs de ces pétroliers ont ainsi opportunément disparu du réseau satellite avant de réapparaître quelques jours après, vides de leur cargaison : ainsi le Kamari, qui transportait à la fois du pétrole iranien et kurde, et qui s'évanouit des écrans au nord du Sinaï égyptien, pour réapparaître (vide) 2 jours plus tard, au large d'Israël.

Le Kalavrta s'est de même déplacé, fin août, et a disparu 24 h dans les eaux internationales en bordure de la côte texane. En juillet dernier, un autre pétrolier a transféré du brut kurde dans un autre cargo au sud de la mer de Chine.

Le 6 septembre, le gouvernement irakien, qui n'avait plus que 2 jours avant la formation d'un nouveau cabinet, refaisait une demande de saisie auprès des tribunaux américains, jusqu'à ce que la propriété du pétrole soit légalement établie. Dans le même temps, une compagnie grecque faisait l'objet de poursuites pour avoir exporté du brut kurde via 5 de ses navires. Bagdad réclame 318 millions de dommages et intérêts.

KURDISTAN : VISITE DU PRÉSIDENT FRANÇOIS HOLLANDE À ERBIL

Le président de la république française François Hollande s'est rendu à Bagdad puis Erbil, le 12 septembre, lors d'une visite-éclair de trois heures. C'était la première fois qu'un chef d'État foulait le sol du Kurdistan et c'est à la France qu'est revenu ce rôle de premier pas diplomatique.

François Hollande a d'abord atterri à Bagdad, dans la matinée (c'était aussi le premier chef d'État étranger à se rendre en Irak depuis l'effondrement du pays devant l'État islamique). Il y a rencontré le tout nouveau président irakien, le Kurde Fouad Massoum, et le Premier ministre Haydar Al Abadi, qui venait, quelques jours auparavant, de former son cabinet.

Dans la déclaration que François Hollande a faite aux côtés du nouveau président irakien, Fouad Massoum, le président français a déclaré qu'il tenait à « être présent, ici, aujourd'hui à Bagdad, parce qu'il y a un nouveau gouvernement en Irak qui s'est constitué démocratiquement et qui a pu rassembler l'ensemble des composantes du peuple irakien. Et vous y avez joué un rôle majeur. » Se disant honoré d'être le premier chef d'État à être reçu à Bagdad, depuis la formation du nouveau gouvernement, il a affirmé « le soutien et l'amitié de la France » ainsi que sa solidarité, en précisant :

« Cette solidarité prend plusieurs formes. D'abord une solidarité politique. Si la France est aux côtés de

l'Irak, c'est parce que l'Irak est un pays qui a fait sa transition démocratique, qui a pu organiser des élections, qui a pu former un gouvernement. Un gouvernement où toutes les familles politiques sont présentes (...) La solidarité de la France est aussi humanitaire et sécuritaire. Vous affrontez un ennemi, un groupe terroriste qui n'a pas de frontière, mais qui a des intérêts maintenant territoriaux, qui veut faire la guerre non pas simplement à l'Irak, qui veut faire la guerre à tous les peuples qui ne partagent pas cette vision du monde fondé sur la terreur. (...) La solidarité de la France, c'est aussi d'avoir pu fournir, aussitôt qu'il a été possible, une aide humanitaire, qui a été répétée à plusieurs reprises et encore aujourd'hui, et aussi une aide militaire. Nous

continuerons ensemble, dans les discussions que j'aurai avec vous, avec le gouvernement irakien, à organiser cette solidarité qui n'est pas simplement le reflet de notre amitié, mais également de notre intérêt commun, dans la lutte contre le terrorisme. »

François Hollande a aussi annoncé la tenue, à Paris, le 15 septembre, d'une conférence internationale sur la sécurité en Irak et la lutte contre le groupe terroriste Daesh, dont il a exposé les objectifs, dans une conférence donnée cette fois avec le Premier ministre Haydar Al-Abadi, à l'issue de leur entretien :

« Cette conférence aura trois objets. Le premier, c'est de fournir un cadre politique pour que chacun puisse coordonner ses efforts, que chaque pays puisse apporter un soutien à l'Irak dans ce moment. Ensuite il y aura un volet d'aide humanitaire indispensable. Et enfin il y aura un aspect sécuritaire, avec une large coalition qui est en train de se former pour venir en soutien militaire à l'Irak.

La France elle-même a engagé une coopération justement avec les nouvelles autorités irakiennes et c'était également le sens de ma présence ici. Coopération dans tous les domaines. Humanitaire, nous avons déjà livré plus de 60 tonnes de matériel. Coopération et aide militaire, c'est la 4ème livraison de moyens militaires pour les Irakiens dans leur combat contre le mouvement terroriste. Et cette coopération doit prendre aussi un aspect économique de reconstruction, de développement et c'est ce dont nous avons convenu avec le Premier ministre.

Enfin, la France fait son devoir sur le plan de l'accueil des personnes persécutées. Nous sommes en soutien du peuple irakien, des minorités et lorsqu'il y a des cas d'urgence qui le justifient et des liens qui peuvent être établis avec la France, nous faisons notre devoir. »

Répondant plus précisément à la question d'un journaliste sur les buts

et l'utilité de cette conférence, François Hollande a indiqué que la conférence de Paris devait répondre à trois questions :

« D'abord, comment aider l'Irak pour que cette nation puisse faire face à cette attaque terroriste. Nous devons donner un cadre politique, montrer que la communauté internationale est présente. Il y aura, lundi, les cinq pays membres permanents du conseil de Sécurité, il y aura aussi beaucoup d'autres pays qui veulent s'associer, montrer leur soutien à l'Irak.

Deuxièmement, nous devons coordonner nos efforts pour bien répondre aux besoins urgents de l'Irak mais aussi à la reconstruction des zones où Daesh a installé un moment son influence et a détruit une partie du territoire.

Enfin, il y aura nécessairement des aspects sécuritaires qui seront évoqués et vous savez qu'il s'est constitué une coalition et nous aurons donc aussi à évoquer ses objectifs. »

Répondant à la question d'un journaliste sur des frappes aériennes françaises éventuelles en Syrie, François Hollande a répondu que « La France a aidé militairement l'Irak depuis maintenant plusieurs semaines. Compte tenu de la gravité de la situation, des actes barbares qui avaient été commis, du groupe terroriste qui de Syrie est venu en Irak et menace l'ensemble de la région et même au-delà, je suis venu ici à Bagdad pour discuter avec les nouvelles autorités irakiennes, qui ont fait cet effort de s'unir, pour dire la disponibilité de la France, pour aider encore davantage militairement l'Irak dans sa lutte contre le terrorisme » mais que la question de la Syrie serait abordée lors de la conférence : « Il y a un an, presque jour pour jour j'avais averti de la gravité de la situation en Syrie. La communauté internationale a préféré prendre d'autres chemins. Nous voyons que depuis un an, je devrais dire d'ailleurs depuis plus longtemps, la détérioration, le chaos

même, de la situation syrienne a abouti à ce qu'il y ait une pénétration de ce groupe terroriste en Irak. Donc nous devons aussi trouver les solutions appropriées pour la Syrie, mais aujourd'hui c'est de l'Irak qu'il s'agit et de la disponibilité de la France dans un cadre international. »

Sur cette même question, Haydar Al-Abadi est aussi intervenu, sur la volonté ou non de l'Irak d'une intervention internationale en Syrie :

« Aujourd'hui nous sommes en train de mener une véritable guerre en Irak avec la participation du service de sécurité de notre armée, de la mobilisation populaire et également des enfants de nos régions contre ce mouvement terroriste. Nous pouvons gagner sur le sol mais nous avons besoin d'une couverture aérienne. Cette agression vient du territoire syrien, le mouvement de l'EIL – Daesh a des bases en Syrie et l'Irak comme je l'ai dit, subit une véritable agression. Ces groupes agressent nos citoyens, ils tuent nos citoyens, et ce sont des victimes innocentes qui tombent. La communauté internationale a la responsabilité d'arrêter cette agression et d'intervenir afin de détruire les capacités de l'EIL qui part de Syrie, comme je l'ai dit dans les actions militaires menées contre nous. »

Après un déjeuner qui réunissait « tous les chefs de partis de l'Irak », le président français s'est envolé pour Erbil, où il a été reçu par Massoud Barzani. Les principaux points de cette étape-éclair était la visite de réfugiés chrétiens dans la cathédrale Saint-Joseph à Ankawa, où il a rencontré notamment le patriarche des Chaldéens et l'évêque d'Erbil, en plus de venir à la rencontre directe des familles installées dans l'église.

Massoud Barzani et François Hollande ont ensuite fait une déclaration de presse conjointe.

Le président kurde, a salué et remercié le chef d'État français au nom de tous les Kurdes disant que cette visi-

te couronnait de « façon historique » la relation de longue date entre le peuple kurde et le peuple français. Massoud Barzani a indiqué que le soutien de la France a eu « le plus grand effet sur le moral de notre peuple et de nos Peshmergas. L'aide militaire que vous nous avez accordée a également joué un rôle très important pour nous permettre de battre les terroristes. » Il a tenu à réaffirmer la détermination des Kurdes à non seulement vaincre, mais aussi « extirper les terroristes », ajoutant qu'en plus de s'opposer aux terroristes, le Kurdistan avait aussi pour mission de permettre aux per-

sonnes déplacées de rentrer chez elles. « Les terroristes sont en train de reculer et les Peshmergas avancent sur le terrain. »

Le président français a qualifié sa première visite au Kurdistan irakien de « très émouvante » en raison de « l'amitié entre le peuple français et le peuple kurde », des moyens impressionnants déployés par les Kurdes pour venir en aide aux centaines de milliers de réfugiés. François Hollande a constaté que le Kurdistan avait fait « le meilleur usage » des armes qu'il avait reçu de la France, de l'Union européenne et des Etats-Unis, et que cela avait été

« décisif pour inverser le rapport de force » dans la lutte contre l'État islamique. « Le Kurdistan irakien est un exemple de ce que les communautés peuvent faire ensemble, comment elles peuvent vivre ensemble. La France est attachée à cette diversité, à cette pluralité du Moyen-Orient, où des chrétiens vivent à côté des musulmans, à côté d'autres confessions, et ce sont ces minorités qui font ce rayonnement exceptionnel du Moyen-Orient, et nous devons tout faire pour préserver cet esprit-là. En ce sens, l'action que vous avez pu mener au Kurdistan irakien peut donner espoir. »

MOSSOUL :

L'ÉTAT ISLAMIQUE REPOUSSÉ EN IRAK MENACE LES KURDES DE KOBANÊ

Après que les Peshmergas et l'armée irakienne ont repoussé les milices de l'État islamique qui assiégeaient Amerli, les Irakiens ont lancé leurs troupes dans plusieurs assauts, début septembre, sur la ville de Tikrit, tenue par les djihadistes, mais sans succès, alors que l'EI tentait d'avancer, de son côté, au sud de Bagdad, en intensifiant ses attaques, peut-être en espérant obliger les forces irakiennes à se détourner de Tikrit ou délaissier les positions nouvellement gagnées à Amerli. C'est ainsi qu'après avoir dû se retirer des alentours d'Amerli, qu'ils assiégeaient, l'EI a aussi concentré plusieurs de ses attaques dans la province d'Anbar et vers Samarra, la ville sainte chiite, utilisant pour cela des forces dégagées du siège d'Amerli. Les mouvements des troupes djihadistes ont aussi fait craindre qu'un assaut majeur se préparait contre la ville de Haditha, dans une zone restée à l'écart des frappes aériennes. Devançant la menace, les forces irakiennes et des tribus sunnites hostiles à l'EI ont attaqué les djihadistes autour de Haditha, tandis que des frappes aériennes américaines bombardaient des positions de l'EI près du barrage de Haditha. En parallèle, les djihadistes devaient aussi faire face à la

poussée des Peshmergas au nord et à l'est de Mossoul, et ont dû se retirer de la ville de Bashiqa, reprise par les Kurdes en coordination avec les frappes américaines.

Mais toujours fidèle à sa tactique de diversion quand il perd des positions, l'EI a accentué sa pression sur Samarra et Bagdad, d'abord avec des attaques terroristes. Puis le 8 septembre, il a lancé un assaut important à Dhuluiya, au sud-est de Samarra, dans la province de Salahaddin, sans pouvoir prendre la place. La menace sur Samarra, ville sainte chiite, est évidemment de forte conséquence d'un point de vue psychologique et symbolique, mais plus pragmatiquement, Dhuluiya est aussi un point stratégique permettant de gêner les communications entre cette ville et Bagdad.

À la fin du mois de septembre, l'armée irakienne et l'aviation américaine concentraient leurs attaques sur Kirkouk et, à l'ouest, empêchant EI de reprendre Ramadi, dans la province d'Anbar, qui a une position clef entre Haditha et Fallujah. Et c'est alors qu'EI a opéré un retour soudain en direction de Rabia - Yaroubia, ce poste-frontière clef entre la Syrie et l'Irak, tenus conjointement par les YPG et les

Peshmergas, dont la prise permettrait une plus grande facilité d'accès et de communication, pour l'EI, entre la Syrie et l'Irak. L'attaque a été repoussée, mais les frappes aériennes autour de Mossoul et de Raqqa, le recul de l'EI de Rabia-Yaroiubia, ont eu pour conséquence une recrudescence des assauts contre la ville kurde de Kobanê et son canton, qui avait pu contenir le même type d'assaut au mois d'août.

Ramenant peut-être des troupes qui avaient reculé devant les Kurdes à Mossoul, ou bien faisant venir des renforts d'autres places de Syrie, l'EI a rassemblé rapidement de nombreuses forces contre Kobanê et, entre le 16 et le 19 septembre, les localités du canton sont tombées les unes après les autres, les YPG se retrouvant dans la même position que les Peshmergas en août, à court de munitions et sous-armés, devant un adversaire équipé d'armes lourdes. Mais la situation de Kobanê est encore plus critique du fait de son isolement des autres cantons en Syrie, et de son unique poste-frontière à Suruç, en Turquie.

Que ce soit sur le terrain kurde, irakien ou syrien, il arrive ainsi fréquemment que, quand l'EI perd une ville ou un district, ses milices atta-

quent soudainement un tout autre point sur le front, même éloigné, au lieu de s'accrocher aux positions menacées ou de tenter de les reconquérir à tout prix, comme font les Kurdes ou les Irakiens. C'est que l'EI, tant qu'il tient sur le terrain les places-fortes qui lui permettent de verrouiller la défense de son « État », Mossoul, Falludjah, Tikrit, Hawidja et en Syrie, Raqqa, peut se permettre d'avancer ou de reculer rapidement, abandonnant des places, renonçant à en assiéger d'autres, et fondant sur des cibles-surprises, qui, logiquement, semblait loin de ses opérations initiales.

Cette tactique lui permet d'apparaître plus invincible qu'il n'est sur le terrain, en amoindrissant, dans les esprits des populations qui vivent dans sa terreur (ou de ses supporters) chaque retraite, ou défaite, du fait qu'elles sont presque simultanément accompagnées d'une recrudescence d'assauts en un autre point de son immense ligne de front entre la Syrie et l'Irak.

En face, les forces irakiennes ou kurdes paraissent, par comparaison, avancer ou opérer plus lentement, en regagnant le terrain de façon plus méthodique, et surtout, en s'accrochant le plus possible aux nouvelles places reconquises, afin de les étendre le plus loin possible sans, toutefois, risquer de se retrouver encerclés, comme à Ninive ou Sindjar en août.

Par ailleurs, l'EI ne se soucie pas du sort des populations qui les ayant soutenus, pourraient se retrouver en danger lors du retour des forces chiites ou sunnites hostiles aux troupes du calife, voire kurdes, du fait de leur « trahison ». Au contraire, les tragédies de Sindjar, d'Amerli, de Ninive et d'autres lieux, où les civils restés sur place ont subi ou ont risqué de terribles exactions, ont servi de leçons aux Kurdes : depuis août, il n'y a plus eu de retrait majeur et soudain des Peshmergas, comme à Qaraqosh ou Sindjar, et si leur avancée plus modérée, moins hasardeuse, peut

sembler frustrante aux populations encore occupées par les djihadistes, comme à Sindjar, elle est aussi moins sujette aux revirements et aux brusques retraites et il n'y a pas, pour le moment, de retour des réfugiés dans des zones qui ne sont pas totalement sécurisées.

Alors que les USA frappent l'EI en Syrie comme en Irak, le fait que les djihadistes ne relâchent pas leur étai militaire sur Ramadi, qu'ils se lancent dans une nouvelle offensive contre les Kurdes à Kobanê ou Sindjar, montrent aussi la limite des opérations aériennes, peu efficaces pour entraver la capacité de déplacement et d'opération des troupes d'EI qui semble, en tout cas, décidé à ne pas lâcher ses positions à Anbar (conjoint à ses territoires de Syrie) et même à s'y étendre, en poursuivant ses tentatives sur Ramadi. Enfin, l'effondrement du canton de Kobanê est, pour lui, une étape supplémentaire dans l'unification de son « État » et la maîtrise de ses frontières.

PARIS : CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'IRAK

Une « conférence internationale pour la paix et la sécurité en Irak » s'est tenue le 15 septembre 2014 au Quai d'Orsay, inaugurée conjointement par le président François Hollande et le président irakien Fouad Massoum, avec les représentants d'une trentaine de pays, à savoir l'Allemagne, l'Arabie saoudite, le Bahreïn, la Belgique, le Canada, la Chine, le Danemark, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Irak, l'Italie, le Japon, la Jordanie, le Koweït, le Liban, Oman, les Pays-Bas, le Qatar, la Norvège, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Russie, la Turquie, la Ligue des États arabes, en plus des représentants de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union européenne).

Dans son discours d'inauguration, François Hollande a rappelé les objec-

tifs de la conférence : « apporter aux nouvelles autorités irakiennes le soutien politique qui leur est nécessaire, pour lutter contre une menace majeure qui s'appelle Daech et qui fait peser sur l'Irak, sur la région du Moyen-Orient et sur le monde un risque majeur. »

Alors que la nouvelle de l'exécution par l'EI du journaliste britannique David Haines venait juste de tomber, François Hollande a rappelé toutes les exactions et les crimes contre l'humanité dont s'est rendu coupable Daech :

« Ce groupe terroriste a non seulement décapité des journalistes, des humanitaires mais a perpétré des massacres, des exactions contre la population civile. Ce mouvement terroriste s'en est pris aux plus faibles, aux plus fragiles, aux femmes, aux enfants. Ce mouvement

terroriste s'en est pris également aux minorités religieuses qu'il a pourchassées pour éliminer un certain nombre de communautés. Ce mouvement terroriste s'est déployé sur tout un territoire, en Irak, en Syrie. Ce mouvement terroriste se joue des frontières et prétend même fonder un Etat. Telle est la menace, elle est globale, il doit donc y avoir une réponse globale. »

François Hollande a aussi répété que l'unité était elle aussi « nécessaire sur le plan international. Le Conseil de sécurité dans sa résolution 2170 a déclaré que Daech constitue un danger immense pour la sécurité du monde. Le combat des Irakiens contre les terroristes est donc aussi le nôtre. Et nous devons nous engager ensemble, c'est le sens de cette conférence, aux côtés des autorités irakiennes, clairement, loyalement et

fortement. Et il n'y a pas de temps à perdre.

Cette aide, elle doit d'abord être humanitaire. Près de 2 millions de personnes ont été déplacées, et j'ai vu moi-même, vendredi à Erbil, la détresse de celles et de ceux qui ont tout quitté face à l'avancée des terroristes. Pour ces familles, pour ces femmes, ces enfants, nous devons engager un effort exceptionnel.

Il faut mettre en place un véritable pont humanitaire et renforcer l'action – remarquable d'ailleurs – des Nations Unies sur le terrain. Mais il convient d'être efficace, là aussi c'est le sens de cette conférence, recueillir des fonds des pays amis, acheminer des vivres et les matériels indispensables et accueillir dans la région, et parfois au-delà, les populations les plus menacées.

L'Irak a également besoin d'un appui militaire. Les amis de l'Irak doivent coordonner leur action pour répondre aux demandes des autorités irakiennes. La France pour sa part a déjà livré des équipements, en liaison avec l'Europe et les pays qui pouvaient s'associer à nous. »

Sur la question syrienne, le président français a signifié que « le territoire irakien n'était pas « le seul concerné » :

« Daech est installé en Syrie et menace l'ensemble du Moyen-Orient. Il fait aussi appel – ce mouvement terroriste – a des combattants venus du monde entier et chaque pays, y compris le mien – est concerné. Nous devons donc tout faire pour lutter contre l'endoctrinement de nos jeunes, empêcher leur embrigadement, casser les filières jihadistes, priver Daech de ses ressources et punir tous ceux qui lui sont associés, de près ou de loin. (...) La réponse à la menace terroriste est enfin politique, et la communauté internationale doit trouver une solution durable là où est né ce mouvement, c'est-à-dire en Syrie. Je rappelle que depuis maintenant 3 ans, la crise en

Syrie a fait 200 000 victimes, 200 000 morts. Le chaos fait le jeu des terroristes, il faut donc soutenir ceux qui peuvent négocier et faire les compromis nécessaires pour préserver l'avenir de la Syrie. Et pour la France, ce sont les forces de l'opposition démocratique, elles doivent être appuyées par tous les moyens. »

Enfin, le président français a tenu à « alerter » sur la situation fragile du Liban qui a accueilli près de 2 millions de réfugiés syriens ainsi que de la Jordanie.

Donnant un compte-rendu final de cette conférence, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a voulu insister sur les points suivants :

« Le premier point : le mouvement Daech, qui n'est ni un État ni représentatif de l'Islam, est un mouvement d'une dangerosité extrême que toutes celles et tous ceux qui sont là considèrent nécessaire de faire reculer, puis disparaître. Pourquoi ? Parce que le mot d'ordre de ce groupe terroriste est tragiquement simple et il a été très bien résumé ce matin par le président irakien. Les égorgeurs de Daech, c'est ainsi que je les appelle, disent au monde entier : « Ou bien vous êtes avec nous, ou bien nous vous tuons. ». Lorsque l'on a à faire à un groupe de la sorte, il n'y a pas d'autre attitude que de se défendre. C'est ce que la communauté internationale, quelles que soient ses nuances et ses différences, a décidé de faire.

La deuxième observation, c'est que tout le monde est concerné et pas seulement les pays qui sont directement frappés comme l'Irak, la Syrie et les pays voisins. C'est l'ensemble du Proche et du Moyen-Orient, l'Europe elle-même et la France et le monde entier. On sait qu'il n'y a pas d'exemple où un groupe terroriste s'arrête de lui-même, c'est la raison pour laquelle il y a eu récemment une réunion à Djeddah et il y en aura d'autres. Il y en a bientôt une aux Nations unies, parce que tout le

monde est concerné dans cette lutte nécessaire.

La troisième observation que je voudrais faire, c'est que si l'on veut mener une lutte efficace contre ces terroristes - ce qui prendra du temps car c'est une action de long terme -, il faut que cette action soit globale.

Ce matin, nous avons parlé d'une approche politique. C'est parce que les autorités irakiennes ont maintenant décidé une approche inclusive après les élections qu'elles sont en situation, avec notre soutien, de mener cette lutte. C'est donc une approche politique qui est indispensable et qui explique le soutien que nous apportons tous, unis, aux nouvelles autorités d'Irak. »

Laurent Fabius a aussi annoncé la tenue prochaine d'une autre conférence, à Bahreïn, qui portera plus spécifiquement sur la nécessité de « tarir le financement » du groupe terroriste et les moyens à mettre en œuvre pour cela.

« De la même façon, il faut interrompre et stopper les flux de combattants qui viennent de nombreux pays du monde. On a cité le chiffre de 51 pays qui, bien évidemment, ne doivent plus pouvoir alimenter les combats sur le terrain. Par ailleurs, il y a la dimension humanitaire et de reconstruction. Il y a près de deux millions de personnes déplacées en Irak et il y a des situations extraordinairement difficiles. Aujourd'hui, les gens sont démunis dans une chaleur suffocante. Dans quelques semaines, le froid arrivera et il faut que l'ensemble des pays - ils ont commencé à le faire - que ce soit dans les pays voisins, en Europe et à travers l'Organisation des Nations unies, apportent leur soutien sur le plan humanitaire et sur le plan de la reconstruction de l'Irak. C'est un pays potentiellement riche mais qui a besoin de notre soutien à tous. »

Voilà quelques-uns des éléments abordés ce matin. Je suis bien sûr

lacunaire, mais ce sont les éléments qui m'ont personnellement frappé, ce qui signifie que cette conférence internationale a été, de l'aveu de tous, utile. Elle va permettre d'avancer dans le soutien nécessaire à la paix et à la sécurité en Irak et dans la lutte non moins nécessaire contre le groupe terroriste Daech. »

Dans leurs conclusions, les États participants et les représentants des Nations Unies et de l'Union européenne ont exprimé :

– « leur attachement à l'unité, à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de l'Irak. Ils ont salué la formation d'un nouveau gouvernement sous l'autorité du premier ministre, M. Haydar al-Abadi, et lui ont apporté leur plein soutien pour conforter l'État de droit, mettre en œuvre une politique de rassemblement et assurer la juste représentation de toutes les composantes au sein des institutions fédérales et l'égalité de tous les citoyens, toutes mesures nécessaires pour lutter efficacement contre Daech (EIIL) et les groupes terroristes qui sont une menace pour tous les Irakiens.

– Les participants à la conférence de Paris ont affirmé que Daech (EIIL) constitue une menace pour l'Irak mais aussi pour l'ensemble de la communauté internationale et que faire face à une telle menace, où qu'elle soit, nécessitera une action sur le long terme de la part de la communauté internationale. Ils ont condamné les crimes et les exactions massives qu'il commet contre les populations civiles, y compris les minorités les plus vulnérables, qui peuvent être considérés comme des crimes contre l'Humanité. Ils sont convenus de coopérer et de tout faire pour veiller à ce que les auteurs de ces crimes en rendent compte devant la justice. Ils confirment leur soutien à l'enquête menée par le Haut-

Commissariat aux Droits de l'Homme à cet effet.

– Tous les participants ont souligné l'urgente nécessité de mettre un terme à la présence de Daech (EIIL) dans les régions où il a pris position en Irak. Dans cet objectif, ils se sont engagés à soutenir, par les moyens nécessaires, le nouveau gouvernement irakien dans sa lutte contre Daech (EIIL), y compris par une aide militaire appropriée, correspondant aux besoins exprimés par les autorités irakiennes et dans le respect du droit international et de la sécurité des populations civiles.

– Les participants à la Conférence ont également rappelé leur détermination à mettre en œuvre les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies relatives à la lutte contre le terrorisme et ses sources de recrutement et de financement, notamment la résolution 2170. Ils veilleront à la bonne application de celle-ci et prendront les mesures nécessaires pour qu'elle produise tous ses effets. Ils sont convaincus qu'une action déterminée est nécessaire pour éradiquer Daech (EIIL), notamment en prenant des mesures pour prévenir la radicalisation, en coordonnant l'action de tous les services de sécurité et en renforçant la surveillance des frontières. Ils ont accueilli avec satisfaction la perspective de travailler à un plan d'action pour lutter contre le financement du terrorisme.

– Réaffirmant leur soutien au gouvernement irakien, les partenaires internationaux ont rappelé la nécessité de soutenir les aspirations du peuple irakien au respect des droits de l'homme dans un cadre fédéral respectueux de la constitution, des droits des régions et de l'unité du pays.

– Ils ont salué le rôle des Nations unies en Irak, notamment pour coordonner et faciliter l'assistance internationale au gouvernement irakien. Les participants à la Conférence reconnaissent également que la Ligue des États arabes et l'Union européenne sont des partenaires stratégiques essentiels à long terme pour l'Irak. Ils se sont également félicités des résultats de la conférence de Djeddah du 11 septembre 2014.

– Les participants à la Conférence sont convenus de poursuivre et renforcer, en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain, les efforts déployés jusqu'ici en matière d'aide humanitaire d'urgence apportée au gouvernement irakien et aux autorités locales, afin de les aider dans l'accueil et l'aide aux réfugiés et déplacés qui doivent pouvoir retourner dans leurs foyers en toute sécurité.

– Les partenaires internationaux ont marqué leur disponibilité à assister l'Irak dans ses efforts de reconstruction, dans une optique de développement régional équitable, notamment par l'apport d'expertise et de savoir-faire et un soutien financier approprié, grâce par exemple à un fonds mondial spécifique pour aider à reconstruire les zones dévastées par Daech (EIIL).

– Les partenaires internationaux sont convenus de rester pleinement mobilisés dans leur soutien aux autorités irakiennes et dans la lutte contre Daech (EIIL). Ils s'assureront de la mise en œuvre et du suivi des engagements pris aujourd'hui, notamment dans le cadre des Nations unies et des autres organes créés à cet effet, et lors des réunions de haut niveau qui se tiendront en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies. »

CULTURE : COLLOQUE à L'UNESCO SUR LE PATRIMOINE IRAKIEN EN DANGER

Le 29 septembre s'est tenue, à Paris, au siège de l'UNESCO, un colloque intitulé « Le patrimoine irakien en danger : comment le protéger ? », en présence de Mme Irina Bokova, directrice générale de l'Unesco. Organisé conjointement par la France et l'Irak, le colloque avait pour but d'évaluer « la situation du patrimoine culturel en Irak et les dangers qui le menacent depuis le début de l'offensive de l'État islamique, alors que les responsables irakiens du patrimoine et de l'archéologie ont lancé des appels pressants à la communauté internationale pour sauver les sites et le patrimoine culturel mésopotamiens. »

Après les allocutions d'ouverture d'un représentant du ministère des Affaires étrangères français, de Mahmood Al-Mullakhalaf, délégué permanent de l'Irak auprès de l'UNESCO et d'Irina Bokova, la première table ronde faisait un état des lieux du patrimoine culturel irakien, avec, comme intervenants, Qaes Hussein Rashed, le directeur du musée de Bagdad et le Dr. Saad Iskander, directeur général des manuscrits et bibliothèques d'Irak.

Le directeur du musée de Bagdad a expliqué « qu'une mafia internationale des Antiquités informe Daesh de ce qui peut être vendu » (...) Ils identifient les objets et disent ce qu'ils peuvent vendre », Daesh fait des fouilles pour vendre (ces objets) sur les places européennes et asiatiques par l'intermédiaire des pays alentours. « Des pièces sont inestimables... Certaines ont 2.000 ans, peuvent valoir très cher, mais comme il n'y a pas de marché réel, on ne peut dire combien ça vaut. On n'a pas encore de statistiques car Daesh est encore là. Pour le moment, c'est du terrain conquis par Daesh, il faut attendre ou tout faire pour reprendre. On ne peut rien faire. »

Qaes Hussein Rashed a notamment évoqué le pillage du palais assyrien d'Ashurnasipal II, à Kalhu, datant du IXe s. avant notre ère : « Des tablettes assyriennes ont été volées et retrouvées dans des villes européennes. Certains des objets sont découpés et vendus en pièces, dont une tablette figurant un taureau ailé.

Béatrice André-Salvini, conservatrice générale du patrimoine, directrice du département des antiquités orientales, musée du Louvre, évoquait la nécessité de faire connaître le patrimoine historique et culturel de l'Irak afin de le sauvegarder, tandis que Madame Géraldine Chatelard, chercheuse associée, Institut français du Proche-Orient (IFPO), faisait un état des lieux du patrimoine archéologique et bâti en Irak depuis 2003.

Monseigneur Pascal Gollnisch, directeur général de L'œuvre d'Orient présentait le patrimoine des communautés chrétiennes en Irak.

La seconde table ronde, « Comment protéger le patrimoine culturel d'Irak ? » était introduite par Bruno Favel, chef du département des affaires européennes et internationales à la direction générale des patrimoines, ministère de la Culture et de la Communication.

L'intervention du professeur Alain Desreumaux, directeur de recherche au CNRS, président de la Société d'études syriaques, portait sur les manuscrits syriaques au nord de l'Irak, tandis que le Colonel Ludovic Ehrhart, chef de l'Office Central de lutte contre le trafic de Biens Culturels (OCBC), abordait la lutte contre le trafic des biens culturels en Irak.

Le Dr. Abdullah Khorsheed Qader, directeur de l'institut irakien pour la conservation des antiquités et du patrimoine à Erbil, présentait, pour

sa part, « la situation du patrimoine au Kurdistan : bilan et perspectives ». Il a notamment évoqué la destruction de la tombe du prophète Jonas et de nombreuses statues à Mossoul ou encore des palais assyriens dans que l'EI a « dynamités ou détruits ».

La question des formations pour la protection et la conservation du patrimoine irakien a été aussi soulevée par Eric Gross, directeur de l'Institut National du Patrimoine, et Alessandra Peruzzetto, archéologue, spécialiste du programme pour l'archéologie et le Moyen-Orient.

Dans les conclusions de cette conférence, Philippe Lalliot, Ambassadeur, Délégué permanent de la France auprès de l'UNESCO a jugé le patrimoine irakien « en très grand danger. »

« Le conflit est aussi une guerre contre la culture. Nous pouvons éprouver des scrupules à dénoncer des crimes perpétrés contre le patrimoine, alors que les pires horreurs sont commises contre les hommes. Quand les morts se comptent par dizaines de milliers, faut-il se préoccuper du +nettoyage culturel+ ? Oui. Lutter contre le trafic, c'est lutter contre le terrorisme" et faire en sorte que "la contrebande n'alimente pas le trésor de guerre et l'armement des organisations terroristes. (...) "Quand les morts se comptent par dizaines de milliers, faut-il se préoccuper du nettoyage culturel ? Oui, certainement oui, car l'anéantissement du patrimoine qui porte l'identité d'un peuple et l'histoire du pays n'est pas un dommage collatéral ou secondaire dont nous pouvons nous accommoder. Il relève en effet de la même logique que l'anéantissement des hommes. C'est parce que la culture est une puissance d'incitation au dialogue que les groupes les plus extrémistes, fanatiques, obscurantistes s'acharnent à vouloir l'anéantir. »

La directrice générale de l'Unesco Irina Bokova a « alerté l'ensemble des Etats membres, les principaux musées du monde et le marché de l'art » en demandant "la plus extrême vigilance envers les objets qui pourraient venir du pillage en cours du patrimoine irakien.

L'Unesco a appelé le Conseil de Sécurité de l'ONU à adopter une

résolution d'interdiction préventive de tout commerce des objets culturels irakiens et syriens, pour lutter contre le trafic illicite. ». Irina Bokova a aussi indiqué que l'Unesco a "partagé les coordonnées et toutes les informations pertinentes avec les états-majors engagés dans des frappes aériennes » pour protéger de ces frappes des sites historiques, a

également indiqué Mme Bokova. Les autorités irakiennes ont aussi alerté sur le fait que l'EI avait transformé de nombreux palais ou sites antiques pour lui servir de bases.

Avec la prise de la province de Ninive, l'État islamique a mis la main sur 2000 sites archéologiques irakiens.



Des peshmergas près de Tal Afar, le 24 août.



Le barrage de Mossoul, sur le Tigre, est le plus grand du pays. Il a été repris aux jihadistes par les combattants kurdes soutenus par l'aviation américaine, le 18 août.

«Les armes livrées actent la création d'un Etat kurde»

Sur le barrage de Mossoul, d'où ils ont délogé les jihadistes de l'Etat islamique, les peshmergas se battent d'abord pour la naissance d'un Kurdistan.

Par **JEAN-LOUIS LE TOUZET**
Envoyé spécial au barrage de Mossoul et à Makhmour (Irak)

Des soldats tout neufs des forces spéciales du Kurdistan, équipés de matériel principalement américain, ont été disposés sous la réverbération du feu de midi et réclament la gloire sur le ruban de ciment du barrage de Mossoul. Ce dernier est perforé par endroits par les frappes américaines ouvrant des bouches béantes dans les fers à béton de cet ouvrage cyclopéen de 100 mètres de haut sur 3 kilomètres de long, repris le 18 août à l'Etat islamique (EI). L'opération de communication des

forces kurdes en direction des médias internationaux est remarquablement orchestrée.

Masrour Barzani, 44 ans, l'un des fils du président du gouvernement régional du Kurdistan et responsable des opérations militaires de la région de Mossoul, donne à chaque journaliste dix minutes. Les questions fusent sur la vaillance des troupes kurdes, le saccage et la ruine laissés par l'Etat islamique, les positions de l'ennemi à six kilomètres, les frappes des avions que l'on entend au loin, les fumées qui montent par-delà les sommets pelés et les remerciements appuyés à l'Occident. Masrour Barzani est debout sous 48°C. Jugulaire au menton, vi-

REPORTAGE

«Contre de futurs martyrs qui se moquent de mourir et protégés par du blindage et par leur foi, qu'est-ce que tu peux faire avec un fusil d'assaut ? Rien. Donc tu recules.»

Le capitaine Karim peshmerga

la parfaite éducation et le goût de la belle horlogerie suisse qu'il porte au poignet. «Avant les frappes américaines et la livraison des armes, notamment par la France, on n'était pas un Etat indépendant», assure-t-il. Ainsi donc les livraisons ont-elles entériné cet acte d'indépendance ? Le commandant Barzani est d'un coup fort embarrassé : «En fait, c'est une question politique. Je ne peux rien dire de plus, mais je tiens à remercier la France de ces livraisons.»

«FIABILITÉ». Un homme replet, horriblement boudiné dans son treillis, moustache fournie, court sur pattes, va et vient entre les blindés, un Montecristo aux lèvres. A la main droite, une mitrailleuse légère américaine M60 (7.62mm) comme si c'était un jouet. Le voilà qui fait l'article comme un représentant de commerce, lui trouvant des mérites «techniques» dans le combat d'infanterie : «Puissance de feu et fiabilité dans la nouvelle version.» Il assure qu'il a quitté Vienne «où j'étais pour affaires», en passant «par Paris où j'avais à faire», pour rejoindre les hommes du commandant Barzani. «Des Champs-Élysées à la mort», dit-il en se rengorgeant. Mais, à le

sage sorti de l'adolescence et un Dragunov à l'épaule, ce fusil de précision russe long comme une canne de pêche : «Je tire au fusil de sniper depuis l'âge de 14 ans, dit-il en tapotant la crosse. C'est une véritable passion.» Histoire de signifier que ce n'est pas la politique qui l'a conduit, par son lignage présidentiel, à poser pour la photo, mais bien la défense de la nation kurde. «Je viens de passer vingt jours sur le front avec mes hommes», avance-t-il. Difficile toutefois de dire s'il est juste sorti de son convoi de berlines noires aux vitres fumées pour cette opération de propagande exempte de toute force irakienne alors qu'elles prirent part au combat. Ou alors s'il a effectivement été à la manœuvre lors de la reprise du barrage. Ce qui est certain, c'est qu'il n'a pas la peau tannée de ses hommes qui ont cuit sous la fournaise, mais on sent



voir, c'est plutôt un combat contre la goutte qu'il aura à mener. Les affaires qui l'occupent sont d'un genre particulier. «En attendant les armes françaises, il a bien fallu en faire venir d'ailleurs. Et c'est mon travail.» D'où? «Mes intermédiaires bulgares sont très efficaces», lâche-t-il en mettant fin à la discussion d'un signe horizontal.

La petite ville de Makhmour, à 50 kilomètres au sud d'Erbil, a été reprise le 10 août grâce à l'appui du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) venu de Turquie en renfort des peshmergas (les combattants kurdes irakiens). Le bâtiment du centre des sports est étoilé d'impacts et témoigne de l'intensité des échanges des tirs. Les peshmergas en ont fait leur centre de commandement et leur cantine. Cinq capitaines assis dans un canapé s'émeuvent en commun «des anciens baasistes qui ont rejoint avec armement lourd l'Etat islamique», comme le précise le capitaine Abdelkader Karim. Ce dernier dit avoir été surpris par la résistance jihadiste :

«Contre de futurs martyrs qui se moquent de mourir et protégés par le blindage du métal et par leur foi, qu'est-ce que tu peux faire avec un fusil d'assaut? Rien. Donc tu recules.» Le capitaine Ismaël Mohamed explique :

«Les armes livrées par l'Europe actent la création de l'Etat kurde indépendant. Il n'y aura pas de retour en arrière.»

Akram, le vendeur de gaz de Makhmour, a retrouvé sa ville la semaine dernière. Sa maison n'a pas été touchée. «Tout est intact», se réjouit-il en faisant un rapide inventaire. Il assure qu'il se sent «protégé par les troupes du PKK». Elles se trouvent à 500 mètres à vol d'oiseau du centre-ville à flanc de coteau et disposent ainsi d'une vue panoramique sur les positions de l'Etat islamique.

SARDINES. Le commandant Pekosher Zagros et ses troupes, dont il se refuse à donner le nombre, sont venus de Turquie par «les montagnes» pour porter main-forte aux peshmergas à la peine pour nettoyer Makhmour. «En quatre heures, c'était fini», dit-il. Le drapeau frappé de l'étoile rouge flotte sur une guérite et la figure d'Abdullah Ocalan – le leader du PKK emprisonné à vie en Turquie – sur fond jaune claque au vent. Ici, pas un mot, ni de plats somptueux, ni de fusils d'assaut M4 ou M16, mais

REPÈRES



«L'Etat islamique n'est pas un phénomène irakien mais une présence transnationale qui présente un danger imminent pour tous les pays du monde.»

Mohamed Chia al-Soudani
le ministre irakien des Droits de l'homme

d'antiques kalachnikovs avec des magasins scotchés sur le chargeur. Ici, on mange des sardines en boîte avec un pain rassis. Quand le commandant a terminé en silence de saucer sa boîte, les hommes se lèvent et quittent la table.

L'officier, yeux verts, petite calvitie, moustache taillée, rasé de près, a 40 ans. Il en paraît dix de plus. Le commandant Zagros est le seul à rentrer dans les détails tactiques des combats. «Les jihadistes sont très mobiles. Des groupes de trois ou quatre. On voit qu'ils ont été formés par des experts en Syrie ou en Afghanistan. On sent une véritable pratique de la guérilla. En fait, ça nous ressemble un peu...» raconte-t-il, soulignant : «On a noté la présence de Tchétchènes parmi eux.» Quant aux bombardements dont ils ont bénéficié? «Bombarder un blindé oui, mais bombarder des groupes de trois ou quatre hommes qui savent ce que c'est que le combat rapproché, l'effet est quasi nul. Or, les membres de l'Etat islamique, aujourd'hui, se sont enterrés pour tenir leurs positions, qui se trouvent à 4 kilomètres, dit ce combattant aguerri qui explique avoir tout sacrifié à la cause kurde. Une armée régulière se bat pour des soldes, des privilèges, un rang, des honneurs. L'Etat islamique le sait, et c'est pourquoi il a pris ce pays en un éclair. Contre des partisans comme nous qui sommes habitués à la mort et à vivre de rien, il a capitulé.» Les moines soldats du PPK vont relever leurs positions au moment où la nuit va s'ajuster au crépuscule. ◀

La ville turkmène était assiégée par l'Etat islamique depuis le 18 juin.

Armée, milices et peshmergas libèrent Amerli

C'est l'un des très rares succès de l'armée irakienne sur les forces de l'Etat islamique : elle a réussi, avec le soutien des milices chiïtes et des peshmergas (les combattants kurdes), à briser dimanche le siège de la petite ville turkmène d'Amerli (160 km au nord de Bagdad). L'aviation américaine est intervenue également, faisant de cette opération la première ébau-

restre succède à la déroute sans gloire de l'armée irakienne, qui, le 9 juin, a perdu Mossoul et sa région sans combattre, puis à une série de défaites des forces kurdes, contraintes de se retrancher dans leur région autonome et d'abandonner plusieurs bourgades, comme la ville chrétienne de Qaraqosh. Elle est la conséquence de la coalition qui s'est mise en place et, aussi, de l'appui fourni par l'aviation américaine qui, depuis le 8 août, bombarde les positions jihadistes. C'est le premier engagement militaire des

En participant à cette offensive, Washington se retrouve pour la première fois aux côtés de l'Iran, qui est aussi de la partie.

che d'une coalition contre les forces du calife autoproclamé Ibrahim, alias Abou Bakr al-Baghdadi.

Les combattants irakiens, soldats et miliciens, et les peshmergas étaient parvenus dès samedi à entrer dans la bourgade turkmène. Parce que ses 20 000 habitants sont majoritairement chiïtes, elle était assiégée depuis le 18 juin. La situation y était dramatique : manque d'eau, de nourriture, de médicaments et sa population, comme le craignait ouvertement l'ONU, risquait fort d'être massacrée si les islamistes réussissaient à s'en emparer. Plusieurs pays occidentaux ont d'ailleurs largué de l'aide humanitaire au cours du week-end.

Contre-offensive. Dopés par cette première victoire, les forces spéciales irakiennes, les combattants kurdes et les miliciens chiïtes ont intensifié lundi leurs attaques et ont réussi à reprendre la localité de Souleimane Bek (à 175 km de Bagdad). Ce début de contre-offensive ter-

Etats-Unis en Irak depuis le retrait de leurs troupes, fin 2011. Cette intervention a déjà joué un rôle crucial en aidant les peshmergas à reprendre à l'Etat islamique le barrage de Mossoul (lire ci-contre).

Bras armé. En participant à cette offensive, Washington se retrouve pour la première fois aux côtés de l'Iran, qui est aussi de la partie. Ce sont en effet les brigades chiïtes Al-Badr qui ont participé à la reprise d'Amerli et Souleimane Bek, où elles ont subi des pertes. Ces milices irakiennes, armées, organisées et conseillées par les Gardiens de la révolution, sont l'un des bras armés de Téhéran en Irak. Et le parti dont elles sont l'émanation a été créé en Iran en 1982.

Une question taraude sans doute Téhéran et Washington : les succès de Bagdad annoncent-ils d'autres victoires ou sont-ils une réussite isolée. Tout dépend de l'avenir de cette coalition : tiendra-t-elle ou non ?

JEAN-PIERRE PERRIN

Kurds retool to confront ISIS threat in Iraq



Pesh merga in the Bashika Mountain region of northern Iraq. When ISIS fighters first rolled into Kurdistan, the collapse of the enclave's official guardians shattered hopes about security.

ERBIL, IRAQ

Initial losses test resolve and reputation of the once-feared pesh merga

BY AZAM AHMED

For decades, the pesh merga have enjoyed a fearsome reputation as unconquered mountain warriors, a storied band of guerrilla fighters who became the official guardians of the Kurdish enclave in northern Iraq. But when fighters from the Islamic State of Iraq and Syria rolled into Kurdistan in August, the pesh merga fled the front line, just a half-hour drive from the territorial capital, Erbil.

Their collapse left tens of thousands of defenseless residents in the path of ISIS. And it shattered widespread hopes that the Kurdish forces might succeed in checking the militants' advance where the Iraqi Army had failed, further calling into question fundamental assumptions about Iraq's security.

Though the Kurdish forces have reclaimed much of the lost ground in the last two weeks, rallied by a campaign of American airstrikes, the initial losses prompted hard questions about how the pesh merga could have failed their greatest test in more than 20 years.

It has also set Kurdish officials scrambling to try to overcome years of internal political and military divisions in order to answer the threat and secure more military assistance from the United States and Iran.

In some respects, the biggest threat the pesh merga faced in the last decade

was tedium, according to a range of interviews with Kurdish officials and security commanders.

The Iraqi security forces, their bitter enemy under Saddam Hussein's rule, had nominally become their allies after the American invasion in 2003.

Many of the pesh merga's battle-hardened veterans quit to take advantage of new opportunities amid a wave of economic development.

Training became an afterthought, and there was little incentive to unify pesh merga units that remained mostly divided along political party lines. Rather than answer to a central command, units took orders from their party, an arrangement that devolved into the Kurdish civil war in 1996.

"What happened now is teaching us that we cannot be just sitting down as if we don't have enemies," said Fuad Hussein, the chief of staff to the Kurdish president, Massoud Barzani. "Still, we need this resistance culture to defend what we reached, to defend the quiet life, to defend what we are going to build."

"Otherwise," he added, "they will destroy what we have."

Central to that reckoning is a realignment of the pesh merga. Last Tuesday, Mr. Barzani signed an amendment to create a more national army. Rather than have a force largely divided between

their allegiance to two major parties, the Kurdish Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan, officials will integrate the units under the banner of the Ministry of the Pesh Merga.

Officials said consistent training would become the focus. Young men and women, whether they join the military or not, will be given some measure

of military training, he said.

"During this long period of time, we failed to create a nationalized pesh merga," said Mustafa Sayid Qadir, the minister of Pesh Merga. "We are planning to create and establish a united, nationalized and systematic army."

Still, many remain skeptical that the political will exists to upend a decades-old power structure. Some officials believe that to encourage the move to restructure the pesh merga, there should be conditions set on any aid given to the Kurdish government.

"As we know in this part of the world it is not just about laws on paper, but about political commitment," said one Kurdish official, speaking on condition of anonymity because of the sensitivity of the issue. "It can be done, but it could go either way."

As it stands, experts believe that the parties field soldiers of more than 60,000

"What happened now is teaching us that we cannot be just sitting down as if we don't have enemies."

apiece, while the ministry can claim just 50,000 in its own ranks.

"The vast bulk of the pesh merga are under the control of the individual political parties," said Michael Knights, a researcher at the Washington Institute, who has specialized in the Kurdish forces.

Exact figures of pesh merga forces are a closely held secret in Kurdistan, but experts like Mr. Knights figure the number has swelled to about 175,000

since the ISIS assault began. Young and old have rushed to the battle front, dusting off old weapons to assist in the defense of the Kurdish enclave.

But the young fighters have no battle experience. For those who remained, belonging to the pesh merga was practically a pension — steady pay for little work. Many of the older pesh merga moved on, starting businesses and embracing the changing face of Kurdistan.

“We all began to reconstruct our country,” said Sirwan Barzani, a prominent businessman and relative of the Kurdish president, who rejoined the pesh merga to help after the ISIS encroachment. “It was another way to fight — to improve your country and make it nice.”

Now, he lives on a base near the town of Gwer, which the pesh merga retook in the initial wave of American airstrikes. Mr. Barzani said the pesh merga had been starved of resources from Baghdad, forced to pay for their own salaries and maintenance. With his personal funds, he has furnished the pesh merga with cars, weapons and food.

As for the losses, Mr. Barzani echoed explanations given by other Kurdish officials: No one expected such a quick and decisive assault by ISIS, and the Kurdish fighters were also facing a better-armed militant army, with heavy weapons and vehicles claimed from the Iraqi soldiers they had overrun.

Others say that while the ISIS fighters did possess advanced weaponry, the pesh merga had their own heavy weapons. They were simply out of position when ISIS struck.

Mr. Barzani, who owns the Korek cell-phone company as well as one of the biggest shopping malls in Erbil, bemoaned the more than 600-mile border that Kurdistan must defend now. The climate, too, has changed. The fight is no longer in the mountains, where the Kurds burnished their reputation.

“We know how to fight in the mountains,” said Mr. Barzani, sipping a Starbucks Frappuccino. “But this is the desert, and it’s so hot. It’s completely different.”

Calls for munitions heard in every corner of Kurdistan now appear to have



Gen. Zrar Sayda, along with four sons, four nephews, three cousins and one brother, has been fighting ever since ISIS militants first stepped into Kurdish territory.

been partly answered, according to Masrour Barzani, the top intelligence official in Kurdistan. The pesh merga have started receiving shipments of ammunition, machine guns and mortars, mostly made in Eastern Europe and therefore compatible with the systems used by the Kurds, he said.

“They are not American-made weapons,” he said. But “these are the shipments that the Americans are providing to us.”

Mr. Barzani said requests for heavy weapons had not been addressed, including Humvees and antitank weaponry.

Jumping in line to help arm the pesh merga are several nations, including Albania, Canada, Croatia, Denmark, France, Italy and Britain. Last week, President Barzani said that the Iranians had also been supplying weapons to the Kurds, and in fact were the first nation

to do so after ISIS militants started their march across Iraq.

As in the past, though, what remains to be seen is how long the pesh merga will be able to rely on the support of outsiders. Coupled with that uncertainty is the lack of clarity on how coordination with the Iraqis will go. Some officials say that Baghdad, despite pressure from the United States, has not been forthcoming with providing weapons or other military help.

“Recently, in the last couple of days, Baghdad had been reluctant to allow the shipment of the weapons to Kurdistan,” Mr. Barzani said on Aug. 20.

Assuming the Sunni militants can be permanently driven out of Kurdistan, there is a looming question about what the pesh merga’s next step is.

On a rocky hilltop overlooking a branch of the Tigris River, Gen. Zrar Sayda of the pesh merga peered through binoculars at a patch of recently cleared land.

Along with four sons, four nephews, three cousins and one brother, General Zrar has been fighting ever since ISIS first stepped into Kurdish territory, suggesting the spirit of the pesh merga remains intact.

Only the day before, ISIS fighters had been holed up in the village of Tal Khaim. Now, the militants had been forced almost completely out of Kurdish lands.

In the distance, a car trundled down a dirt road, stopping periodically.

“They are laying mines along that road,” said General Zrar, pulling the binoculars away.

Asked why his men did not engage the ISIS fighters, he said: “Because they are on the Iraqi side. It’s not my problem.”



ANDREA BRUCE FOR THE NEW YORK TIMES

Forces loyal to the Patriotic Union of Kurdistan operate out of this base in the mountainous Bashika region of northern Iraq, about a kilometer outside ISIS-controlled territory.

Facing hard-liners and American sanctions, Iranian president talks tough

TEHRAN

BY THOMAS ERDBRINK

For more than a year, Iran's president, Hassan Rouhani, had been walking a political tightrope by trying to restore some level of relations with the country's archenemy, the United States. His hard-line opponents pelted him with eggs for his efforts, while those who voted for him hoped for a possible thaw.

In one of his most famous breaks with the past, Mr. Rouhani — nicknamed the “diplomatic sheikh” here because of his skills in dealing with foreigners — even held a phone call with President Obama early in his term. Since then he has publicly pleaded to explore open discussions and at least some cooperation with the United States.

But on Saturday Mr. Rouhani struck a starkly different tone. In a news conference that marked his being in office more than a year, Mr. Rouhani echoed the longstanding Iranian view that the United States can never be trusted. Not only did he rule out any cooperation on fighting regional terrorist groups (after suggesting the idea himself recently), he also hinted that American actions were responsible for creating the Islamic State in Iraq and Syria, as well as Al Qaeda and the Taliban, a mantra offered by the Iranian leadership.

In addition, he expressed doubt about whether the United States had “adequate good will” to resolve the nuclear issue, and called new sanctions by the Obama administration over the nuclear program “a very ugly move.”

In the complicated world of Iranian politics, it is difficult to know if Mr. Rouhani's statements — his toughest on the United States since taking office — represent a shift in his thinking or are tailored to a domestic audience where hard-liners have increasingly worked against his pursuit of domestic freedoms and better foreign relations.

It is also possible the speech was a tactical move to strengthen Iran's position

“Yes, of course, we bypass the sanctions. We believe they are illegal and crimes against humanity.”

before renewed talks on Iran's nuclear program, which it says is for peaceful purposes but the West suspects is aimed at building an arsenal of bombs.

Mr. Rouhani's statements came just a day after the Obama administration imposed the new sanctions, blacklisting 30 people and entities it said were linked to the country's nuclear program.

In a statement, the White House said the sanctions were a continuation of its strategy to crack down on groups suspected of seeking to avoid or violate existing sanctions, even as “the United States remains committed” to reaching an accord by late November.

But the latest sanctions appeared to frustrate Mr. Rouhani. “Yes, of course, we bypass the sanctions,” he said in the news conference. “We believe they are illegal and crimes against humanity.”

He added that for relations to improve, the United States must make the first move. “Our people distrust Americans,” he said. “It would be better if Americans could do something that could help to build some trust in the future. Unfortunately, their moves only deepen distrust.”

Although he was one of the political stars of the United Nations General Assembly meeting last year, hobnobbing with international leaders who had long shunned Iran, he said Saturday that he had not decided whether he would make the trip this year to the headquarters in New York. “And,” he said, “I have no plans to meet with Mr. Obama.”

The phone call between the two men came just after his appearance at last year's United Nations session, and

helped lead to a temporary nuclear agreement in November, under which some parts of Iran's nuclear program were suspended, along with some sanctions against Iran.

Although the country's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, has allowed

Mr. Rouhani to pursue the diplomacy, he also stepped up his criticism of the United States in recent months and said he was pessimistic that the nuclear talks and direct talks with the United States would lead to anything.

Some analysts said Mr. Rouhani's angry tone Saturday might have been aimed at pre-empting criticism from in-

fluential hard-liners who may be waiting for the right moment to attack the government. Already some hard-liners are calling for an end to the talks because of the new sanctions.

Even some of his most optimistic supporters are beginning to say there will be no thaw in relations any time soon. “At least the nuclear talks will contin-

ue,” said Mojgan Faraji, a journalist for pro-Rouhani media. “But relations between Iran and America seem almost impossible now.”

Developments in the region have suggested that the United States and Iran have increasingly parallel interests, with both countries seeing the newly powerful Islamic State in Iraq and Syria as a potent threat after it gobbled up territory in Iraq and Syria. The Sunni extremist group is opposed to Iran, which is overwhelmingly Shiite.

Iran has supported the Iraqi Kurds in their struggle against the group, and played an important role in persuading Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki of Iraq to give up his bid for a third term, a move the United States supported.

“Still, we are not Germany or Turkey, who can work with the U.S.,” said Saeed Laylaz, an economist and government adviser. “In the end we do not have any normal relations with each other.”

Hard-liners said Saturday that they felt vindicated by Mr. Rouhani's statements. “President Rouhani was realistic today; finally he realized that our supreme leader has been right all the time in his pessimism over the U.S. intentions,” said Hamid Reza Taraghi, a hard-line political analyst with good connections in the office of Ayatollah Khamenei. “Today it is clear that there is only one voice in Iran, and that is the voice of Mr. Khamenei.”



MORTEZA NIKOUBAZL FOR THE NEW YORK TIMES

President Hassan Rouhani, nicknamed the “diplomatic sheikh,” at a news conference where he expressed the common Iranian view that the United States can't be trusted.

Les millénaires de la résistance kurde

Moyen-Orient

Capitale du Kurdistan autonome irakien, Erbil est devenue une citadelle assiégée par les djihadistes et l'ultime rempart des chrétiens. Durant des siècles, les Kurdes se sont battus successivement ou simultanément contre les Turcs, les Arabes, les Britanniques, les Iraniens, les Irakiens. Aujourd'hui, l'Occident leur livre des armes.

C'est un peuple perdu dans les millénaires de l'Histoire. C'était un peuple sans État, dispersé entre cinq pays, la Turquie, la Syrie, l'Arménie, l'Irak et l'Irak ; sa langue, ou plutôt ses langues (car il en parle au moins deux) n'étaient enseignées nulle part. On cherchait en vain sa trace dans les atlas. Les Kurdes ont fini par obtenir, il y a onze ans, la constitution d'une province autonome dans le nord-est de l'Irak à force de résistance armée, avec une capitale, Erbil (ou Arbil ou Irbil, selon les cartes et les dictionnaires), située à plus de 300 kilomètres au nord de Bagdad. C'est à partir de là que se joue la reconquête de l'Orient sur la barbarie du "califat". Américains et Européens redécouvrent que les *pechmergas* ("ceux qui vont au-devant de la mort") kurdes sont leurs derniers alliés...

La race kurde, écrivait le grand reporter Jean Bertolino qui la connaissait bien et l'avait étudiée pour *le Spectacle du monde*, est née au deuxième millénaire avant notre ère, d'un brassage violent entre les Médes, grands envahisseurs du plateau iranien, et des tribus de pâtres montagnards vivant dans le massif de Zagros : les Coutis. Race essentiellement guerrière. En 401 avant Jésus-Christ, Xénophon, qui traversa avec 10 000 mercenaires le pays des Kardouques, au nord-est de Mossoul, raconte que ce peuple lui a donné plus de mal que toute l'armée du roi achéménide Artaxerxès.

Il faudra une oppression extérieure forte pour faire naître un sentiment nationaliste entre ces hommes rudes.

« Les Kardouques, écrit le philosophe et général grec, barraient notre chemin chaque fois que la route se resserrait. Les Grecs devaient alors les contourner pour les prendre à revers, mais d'autres Barbares faisaient rouler des rochers sur eux, tiraient à l'arc, sans engager le combat au corps à corps. Ils ne s'enfuyaient qu'au moment où les Grecs arrivaient à portée de la main, mais ils parvenaient à s'échapper car, à part leur arc et leurs flèches, ils n'avaient rien à porter. »

Après avoir vu passer les Arméniens, les Romains, les Arabes, les Mongols, ils rencontrent les

Turcs au XVI^e siècle. Ils gardent le contrôle des sources du Tigre et de l'Euphrate, vivent de l'élevage et sont musulmans. En 1514, le partage de la région entre l'Empire ottoman et l'Empire perse en fait des sujets de deux princes différents. Longtemps, les tribus kurdes se sont livrées à des guerres fratricides. Il faudra une oppression extérieure forte pour faire naître un sentiment nationaliste entre ces hommes rudes séparés par des massifs montagneux. C'est au cours du XIX^e siècle que les seigneurs kurdes vont s'unir contre les Turcs.

Pendant la Première Guerre mondiale, ils pèsent de tout leur poids contre l'État ottoman allié aux Allemands. Les Britanniques, qui leur ont fait des promesses, sont accueillis en libérateurs quand ils entrent dans Mossoul. Les Kurdes obtiennent, par le traité de Sèvres de 1920, signé par le sultan, la reconnaissance d'une entité autonome bâtie à travers les nouveaux pays (Turquie, Irak, Iran, Syrie). Les voici, apparemment, récompensés.

Ils déchanteront très vite. À Ankara, Mustafa Kemal renverse le sultanat en 1922, prend la tête d'une république centralisée et autoritaire et ne reconnaît pas le traité de Sèvres. La langue kurde est interdite, des intellectuels kurdes arrêtés. Le cheikh Saïd Piran, qui avait mené une rébellion antikémaliste et pro-ottomane, est exécuté en juin 1925. Les engagements pris par Mustafa Kemal au traité de Lausanne en 1923 de respecter la culture des minorités ne seront jamais tenus. À l'est, Reza Pahlavi a pris le pouvoir en Iran avec le titre de chah, en 1925. Celui-ci redoute les sécessions et interventions étrangères. Les Kurdes en sont les premières victimes : en 1934, une rencontre entre Mustafa Kemal et Reza Pahlavi scelle la coopération des deux États contre eux. Mais la Seconde Guerre mondiale va offrir aux Kurdes une opportunité inespérée.

En 1941, les troupes britanniques, présentes en Irak, et soviétiques entrent en Iran pour sécuriser leurs voies d'approvisionnement. Dans le plus grand secret est fondée l'Association pour la renaissance kurde, conduite par Qazi Mohamed. Des délégués venus de Turquie, d'Irak et d'Irak signent un



▲
Kurdes à la poursuite de Persans en Arménie, peinture du XIX^e siècle. Des révoltes qui ne cessent pas depuis le XVI^e siècle.



PHOTO : SELVALEPAGE

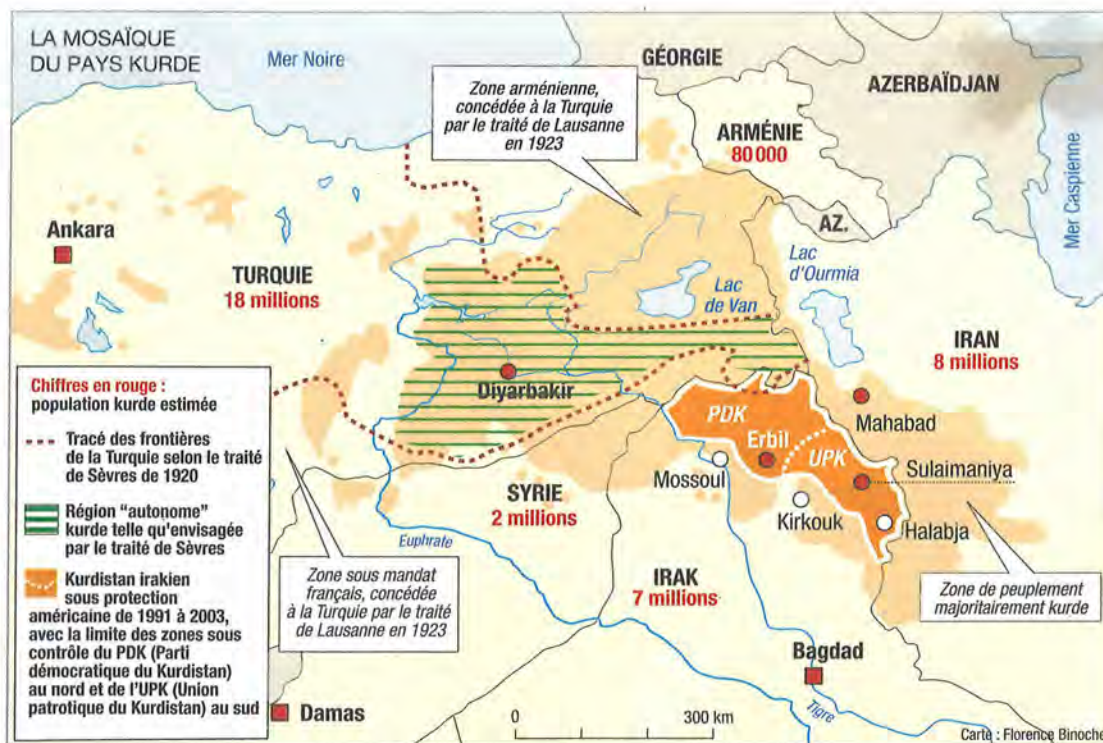
pacte pour la création d'un Grand Kurdistan. Puis, les Soviétiques occupant le nord de l'Iran en 1944, Qazi Mohamed profite de la confusion pour proclamer la République autonome kurde ou république de Mahabad. Mais, en 1946, alors que la guerre froide se profile, l'Armée rouge évacue l'Iran sous la pression internationale et le chah met fin aux prétentions kurdes en faisant exécuter Qazi Mohamed.

En Irak, les Kurdes sont une minorité dans le royaume arabe que les Britanniques ont fondé en 1921, mettant Fayçal sur le trône. Les Kurdes reprennent les armes dès 1924. Contre eux, les avions britanniques viennent en appui de l'armée irakienne. Le chef de la rébellion, le général Mustafa al-Barzani, né en 1903, se réfugie un temps en URSS et revient en Irak en 1958, quand le dernier roi, Fayçal II, est assassiné, le 14 juillet de cette année-là. Le régime du

général Kassem garantit les droits nationaux de tous, quelles que soient leur origine et leur religion.

Mais la réconciliation entre Arabes et Kurdes est de courte durée. Le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI), présidé par Barzani, entre en clandestinité en 1961. Le général Kassem reprend la guerre ; celle-ci se poursuit encore quand Kassem est renversé à son tour par le général Aref. En 1966, celui-ci cherche à négocier une trêve avec Barzani. La rencontre a lieu à Erbil. C'est alors que l'on découvre que le pays kurde abrite aussi des chrétiens, qui sont à l'époque 300 000, des chrétiens qui luttent avec des musulmans pour la même indépendance.

La trêve ne durera pas. En 1971, Saddam Hussein devient vice-président irakien, au lendemain d'un accord de paix qui fait entrer cinq personnalités



Trente-cinq millions de Kurdes (non compris la dizaine de millions d'expatriés) se répartissent sur cinq pays. Ils ont une région autonome en Irak depuis 2003. Ci-dessous, le chef kurde Mustafa al-Barzani. Son fils Idris était général de ses maquisards. Son autre fils, Massoud, préside le Kurdistan irakien.



kurdes au gouvernement. Mais au sein même de la communauté kurde, on se méfie de ces Irakiens qui ne cherchent qu'à mettre la main sur le pétrole du Kurdistan. Et en pleine guerre froide, les services secrets américains n'hésitent pas à fournir des armes, avec la complicité du chah d'Iran, aux *pechmergas* d'Irak en lutte contre un régime qui se rapproche de Moscou. À l'été 1974, maquisards kurdes et soldats irakiens se font à nouveau la guerre. Pourtant, ni les Américains ni le chah ne veulent vraiment la victoire des Kurdes de Barzani : Téhéran voit d'abord, dans cette guérilla, un moyen d'affaiblir son voisin irakien et de museler ses propres Kurdes ; aux yeux des Américains, en ébranlant l'Irak panarabiste, elle permet de soulager à la fois Israël et le chah. Les Kurdes ne sont qu'un élément secondaire de ce jeu de dominos. Quand, en 1975, le chah signe un accord avec Saddam Hussein, la guérilla s'effondre brusquement. La majorité des Kurdes, lassée

Saddam Hussein en profite pour se venger sauvagement sur les Kurdes en les massacrant au napalm et au gaz.

des combats, accepte le Kurdistan autonome qu'on leur offre et reprend une vie normale.

L'arrivée au pouvoir de Khomeiny en Iran, en 1979, change la donne. L'ayatollah tend la main aux Kurdes d'Irak, cependant que Saddam Hussein envahit l'Iran, en 1980. Les Kurdes, quant à eux, sont divisés sur le parti à prendre : dirigé par le fils de Mustafa al-Barzani, Massoud, le PDKI accepte l'aide iranienne ; opposant historique à Barzani, Jalal Talabani a fondé l'Union patriotique du Kurdistan

(UPK), qui refuse de collaborer avec l'Iran. Quand Saddam Hussein se rapproche de la Turquie, en 1984, les deux mouvances se réconcilient dans l'idée de renverser le pouvoir à Bagdad et d'obtenir l'autodétermination. En 1988, le cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak laisse les mains libres à Saddam. Celui-ci en profite pour se venger sauvagement sur les Kurdes, en les massacrant au napalm, au phosphore et autres armes chimiques dans l'indifférence générale.

Mais il commet une grave erreur stratégique en se lançant dans l'aventure de l'invasion du Koweït (2 août 1990). Provoquant la formation d'une coalition sous direction américaine, sa faute va donner quelque répit aux Kurdes. La communauté internationale oblige l'Irak à accepter la création d'un Kurdistan plus étendu que la région autonome consentie en 1974. Kirkouk et son pétrole en sont, cependant, toujours exclus. La minorité chrétienne entre au gouvernement. Le 4 octobre 1992, est proclamé un État fédéré kurde d'Irak du Nord. Dans le même temps, la diplomatie américaine demande aux différentes factions kurdes de se réconcilier pour participer à la chute de Saddam Hussein.

Ce sera chose faite en 2003 au moment où les États-Unis envahissent l'Irak. Les Kurdes irakiens obtiennent leur État autonome. Prospère, leur région est un havre de paix, y compris pour les chrétiens et les yazidis. Ils parviennent même à agrandir leur territoire en mettant enfin la main sur la région pétrolifère de Kirkouk. Dans cette nouvelle partie de poker international, les voici prêts à se faire les alliés de l'Occident. Sans jamais oublier leur ambition finale, la création d'un Kurdistan indépendant. ●

Claire L'Hoër

À lire
Les Kurdes et Leur histoire, de Sabri Cigerli, L'Harmattan, 192 pages, 17 €. **Le Kurdistan d'Irak 1918-2008**, de Saywan Barzani, L'Harmattan, 292 pages, 28 €.

For Yazidis, Exile From Spiritual Homeland in Iraq Dilutes Ancient Culture

Some are contemplating migration, severing ties to their holy land. Others want to stay and protect their shrines.

By Rania Abouzeid
for National Geographic / September 2, 2014
news.nationalgeographic.com

LALISH, Iraq—Pir Said stood reverently barefoot, like all those in the inner temple sanctuary, on the warm inner stone courtyard of the holiest shrine in the Yazidi faith, the tomb of Sheikh Adi in the town of Lalish.

Lalish, in Iraq's northern Kurdish mountains, is to the Yazidis what Mecca is to Muslims, or what Jerusalem is to followers of the three great monotheistic faiths: Islam, Christianity, and Judaism.

It is the holiest site of an ancient Kurdish minority faith whose members have been in flight since early August, scattered by the tempestuous advance of Islamic State (IS) insurgents into Sinjar, a majority Yazidi town in northwestern Iraq, and its surroundings.

The Yazidis were propelled into the international spotlight last month, when tens of thousands fled on foot, climbing into the imposing but largely barren Sinjar Mountain range to escape IS militants besieging them at its base.

The United Nations doesn't have a specific figure for the number of displaced Yazidis, because it is considering Iraqis as a whole and not differentiating among the country's various religious communities, a spokesperson said. But it's clear from talking with displaced Yazidis that entire villages have been emptied of their inhabitants



Yazidi women make their way to a shrine in Lalish. "Our land is blessed. It is holy. The prophets walked here," said a Yazidi man. Photograph by Farhad Babaei, laif/Redux



A man prays at the door of the holiest shrine in the Yazidi faith, the tomb of Sheikh Adi, in the town of Lalish in northern Iraq. Photograph by David Honl, ZUMAPRESS.com/Corbis

Their plight prompted U.S. President Barack Obama's administration to try to prevent a humanitarian crisis by delivering food and water via airdrops by the Iraqi and U.S. air forces, a strategy that was combined with U.S. airstrikes against IS positions around the mountain.

Most of the Yazidis who were on the mountain are now in makeshift camps in the governorate of Dahuk and other parts of Iraqi Kurdistan. Some 450 displaced families are staying in Lalish.

With the initial emergency over, the news cycle has moved on from the tragedy of the Yazidis, as it invariably does. But the fate of this community remains uncertain.

Entire villages have been emptied, their residents left to ponder if or when they can safely return. Some are contemplating migration, severing ties to a land they deem holy. Others are determined to stay and protect their shrines.

SPIRITUAL HEARTLAND

Lalish is safe for now, tucked away in a lush valley enclosed by gently undulating hills, some sparsely forested, others carpeted in a dry grass that makes them look like sun-kissed golden waves.

The place is so inconspicuous that it's easy to miss from the main ribbon of asphalt running alongside it. A left turn takes you to a small checkpoint manned by Kurdish peshmerga forces guarding the entrance to the town. On the right, there's a gas flare, its bright orange flame signposting the energy riches below the soil.

But it's the riches above the soil—the many religious shrines—that most concern adherents of this ancient faith, which according >

➤ to their lore, is at least 6,700 years old.

Pir Said, a black-bearded 37-year-old dressed in baggy white pants and a loose long-sleeved white shirt, is a "servant of the house," dedicated to the temple sanctuary. He is one of only 25 people traditionally permitted to live permanently in this holy town.

He stood in the shade of one of the few mulberry trees—their thick, gnarled trunks sprouting from the stone floor—whose sprawling branches shield pilgrims from a merciless sun.

Several children rushed past him, kissing the stone archway before entering the cool cavernous interior of Sheikh Adi's tomb, carefully stepping over, but not on, the threshold as tradition dictates.

"I cannot leave Lalish, or live without it," Pir Said said. "People, whoever they might be, are most present in their own land. When they leave it, they disappear—they melt into other communities. We're present here as a community in Lalish. If we leave, we think we will be weakened."

As with Muslims and Mecca, Yazidis must undertake a pilgrimage to Lalish at least once in their lifetime if they can, and those who live in Iraq should do so at least once a year.

The Yazidis are no strangers to persecution. They've endured it at least 72 times in their history, they say. This episode marks number 73. Estimates of their numbers range from a million to 700,000 to a few hundred thousand. There's a large Yazidi community in Germany, and others in North America, Turkey, and Syria, but most Yazidis live in northern Iraq, in an area radiating from Lalish.

A RIGID BELIEF SYSTEM

Theirs is not an inclusive community. Yazidis forbid converts and abide by a strict caste system—a vestige, along with a belief in reincarnation, of their time in India thousands of years ago—that prohibits not only marriage with non-Yazidis but also intermarriage between the castes. (According to some accounts, the Yazidis fled from Kurdistan to India long ago, whereas others claim they originated from there.)

Like the IS adherents who are tormenting them, Yazidis declare followers they perceive to have strayed from their rigid belief system to be infidels.



The distinctive fluted spires of Yazidi shrines are dotted throughout Lalish and its surroundings.
Photograph by Farhad Babaei, laif/Redux



Yazidi men, women, and children trek toward the safety of Kurdish-controlled areas with the few possessions they could carry. Entire Yazidi villages have been emptied of their residents in the wake of advances by the Islamic State.
Photograph by Yasin Akgul, NarPhotos/Redux

Yazidi religion, which blends Zoroastrianism and Mesopotamian rituals with Christian, Jewish, and Sufi influences, centers around seven great angels led by Malik Taus (or Tawsi Malik), also known as the Peacock Angel or, less charitably, Shaytan—Satan.

Unlike members of the three great monotheistic faiths that consider Satan a fallen angel, the Yazidis believe that he was forgiven, his tears of redemption so voluminous that they extinguished the fires of hell.

And in the same way that Muslims turn to Mecca to pray, Yazidis face the sun.

It is for these reasons that IS followers, and others before them, consider Yazidis devil- and sun-worshipping apostates.

TIED CLOSELY TO THE LAND

The Yazidis' esoteric faith is intricately tied to their land, which is why their displacement and the prospect of mass migration cuts deeper even than the pain of losing one's home. Exile threatens to dilute an ancient way of life and the traditions that underpin the Yazidi faith.

Every Yazidi, for instance, must be baptized in the water of one of two sacred springs (which non-Yazidis are forbidden to see), even if it warrants traveling from overseas, Yazidis say.

Water from the springs is mixed with soil from Lalish to make balls of mud that are key components of rituals around marriage and death. During funerals, the soil and water mix is placed in the eyes, ears, and mouth of the deceased.

A small copper pot full of dirt sits just inside the stone archway of Sheikh Adi's shrine. It is said that the dirt is collected from the large marble room with a domed roof where Sheikh Adi lies in a sarcophagus. Every Yazidi should possess some of the sacred dirt, according to custom, and carry it with him or her like a talisman.

The coffin is covered in green velvet, and like those of two other sheikhs in the same enclosure, it is ringed with colorful knotted scarves, each knot representing a prayer a pilgrim has offered. Yazidis believe that untying a knot an earlier pilgrim has made will grant that person his or her wish.

Other rituals too are tied to Lalish and its surroundings, ➤

➤ mainly revolving around festivals, including the new year, which is celebrated in spring.

Without sacred books, the Yazidis have a rich oral tradition, and they believe they're descendants of Adam but not of Eve. Some castes, like the Pirs, are endowed with spiritual healing powers, they say. The members of Pir Said's family, for instance, are considered headache healers.

"Faith is in your heart. You don't need to be close to here to have it, but for sure if you're closer to these areas, you feel it more strongly," said Zaid Jamah, a 33-year-old sitting in the shade on the stone floor in another part of the shrine complex.

A REFUGE FOR THE DISPLACED

Like the several dozen men lounging around him, Jamah had been displaced from the villages of Bashika and Bahzani, about 30 miles (50 kilometers) south of Lalish and just 15 miles (25 kilometers) from IS-controlled Mosul.

He and his family used to visit the shrine at Lalish every week, but now they find themselves temporarily living there. Like many of those around him, Jamah is contemplating his next move. Should he stay in an Iraq that is fragmenting along ethno-sectarian lines, in which small minorities like his are feeling squeezed out and persecuted? Or should he join his two sisters and their families in Germany?

"It's bitter. Exodus is bitter, and I'm saying that from here, from a holy place in Iraq," he said. "I still can't believe that I've left my village. Sometimes I wonder: Have I dreamed all this? Has it really happened?"

Jamah said he doesn't want to live what he considers will be a difficult life in a non-Yazidi community. "I'd rather be here, living in a pile of garbage, than overseas. It's exile, a bitter word. Our land, what can I tell you?" He touched the ground. "Our land is blessed. It is holy. The prophets walked here. Prophet Adam walked here. This implores us to stay, even if we don't want to."

Not all of the displaced people gathered around him shared his views. The IS was a foe that would not easily or soon leave them in peace, some said. "They kill anybody, even Muslims!" one man said. "They blow up shrines," said another. "It's not like they're a party, where you can talk to them."



A school in Turkey becomes a home for this family of Iraqi Yazidis who crossed the border at Roboski. The Yazidis' faith is intricately tied to their lands in northern Iraq, and many religious rituals are centered around Lalish, in the northern Kurdish mountains.

Photograph by Yasin Akgul, NarPhotos/Redux



A community uprooted: These Yazidi people, who fled their homes in Sinjar, wait at a border crossing in August 2014. Photograph by Adam Ferguson, The New York Times/Redux

Madina, a woman in her 40s who had been listening nearby, interjected: "I'm sorry—I want to leave. What did we see in Iraq except war and difficulties and terror?" she said. "Our religion is dear to us. We don't want to lose ourselves in larger, different communities far from here," she continued, but "we haven't been at peace here."

"We cannot forsake our shrines," said Safa Sumoo, 40. "If I was offered all of Europe, even now with this situation we're in, I wouldn't swap it for a meter of land in Iraq, especially in Bahzani and Bashika—not a meter. That's how much it means to us." Arabization

The Yazidis have sustained shattering losses before. At least several dozen villages, by some accounts many more, were resettled under former leader Saddam Hussein's Arabization program, in which he displaced Kurds from their lands and replaced them with transplanted Arab communities.

"He took our lands not because we were Yazidis but because we were also Kurds," said Hadi Baba Sheikh, 52, younger brother of Baba Sheikh, a cleric in his 80s who's the spiritual leader of the Yazidis. "He took areas that were on the hills. He wanted people on the plains, where he could see them, not in the hills, where they could hide."

Kurdish forces reclaimed those Yazidi territories after the fall of Saddam's regime, in 2003, Hadi Baba Sheikh said.

He knows the dilemma facing his people and the difficulties of living far from Lalish. He spent 20 years in Germany with his wife and six children, returning frequently for religious rituals.

He came back to Iraq several years ago because, he said, he didn't want to lose his children to a foreign way of life.

"The next generation would not stay Yazidi," he said. "When a Yazidi migrates, he loses. Yes, my family was far from war, but when a Yazidi leaves his land..." He paused. "To us, land is part of God, and I am part of this land, and the land here is blessed. We will not last without it." ■

To beat ISIS, focus on Syria

Julien Barnes-Dacey
Daniel Levy

LONDON The battlefield successes of ISIS in Iraq, and renewed American military action there, have turned attention back to Syria. It was there that ISIS originally ramped up its appeal while fighting against the Syrian government. Today, ISIS is headquartered in Syria and uses Syrian territory to regroup and resupply.

In Western capitals there is now a renewed debate about how to deal with Syria's brutal ruler, Bashar al-Assad. The policy options being discussed have largely been boiled down to a binary choice: jump into bed with Mr. Assad to defeat ISIS, or double down on the halfhearted existing policy of building a strong Sunni opposition.

But exclusive reliance on either of these tracks will likely fail. ISIS' advances in Syria can't be contained without the force that is most able to challenge it: Mr. Assad's military. And an approach that lacks sufficient support from alienated Sunnis won't hold back the ISIS tide over the long term.

Western policy needs to move beyond this false dichotomy.

In Iraq there is a clear understanding that military progress requires an alliance with the Shiite-dominated army and government, as well as with allies in the Kurdistan regional government. There's no appetite for repeating the mistakes of 2003 and undertaking a full military reoccupation; any footprint today will be light — and everyone recognizes that political inclusion and empowerment of Sunnis will be crucial this time.

While Syria presents a different power equation and confessional balance, any successful containment of ISIS will require the support of Mr. Assad's military and the Syrian Kurds. And just like in Iraq, Syrian Sunnis will ultimately need to expel ISIS from their communities.

This means creating an anti-ISIS front that draws on both regime and opposition elements and encourages both to train their guns on ISIS rather than each other. That is something that neither Mr. Assad nor the non-ISIS opposition has been willing to accept until

now. As a prerequisite this will have to involve putting aside the standard Western mantra that Mr. Assad must go.

Syria needs power-sharing. Engineering a transfer of power away from Mr. Assad that repeats Nuri Kamal al-Maliki's removal in Iraq is not realistic.

But a new and remarkable convergence of regional interests is now taking shape that makes a power-sharing agreement in Syria more plausible.

Saudi Arabia and Iran, the key players in a regional cold war fueling conflict across the Middle East, are tentatively setting aside their zero-sum postures and promoting common anti-ISIS fronts. These nations are the chief patrons of the warring parties in Syria, and this hint of a new regional convergence

To win this war, the West must promote power sharing in Damascus. Even Iran and Saudi Arabia seem willing to help.

is an opportunity to advance a coherent anti-ISIS strategy.

In Lebanon, Iranian-backed and Saudi-backed political movements, which have in the past brought the country to the verge of renewed civil war, are now working hand in hand to stop ISIS

from gaining ground. The two sides are sitting together in a joint government and cooperating on security, with the Saudis committing billions of dollars of support to the Lebanese Army with the principal aim of taking on ISIS.

Similarly, in Iraq, both Saudis and Iranians are backing attempts by Haider al-Abadi to form an inclusive new government to fight ISIS.

Iran's deputy foreign minister was in Riyadh this past week to take part in the first high-level bilateral talks between the two countries since Hassan Rouhani became president last year.

Both Iran and Saudi Arabia have been accused of stoking the ISIS phenomenon — Iran through its support for Mr. Assad, whose crackdown has had a radicalizing effect; and Saudi Arabia through the less-accountable elements of its checkbook relationship with armed opposition groups in Syria — not to mention the ways Saudi Wahhabi doctrine has been deployed to militant ends.

But both countries now seem to be recalculating. In Tehran, there are grow-

ing concerns about the fate of Iraq, a key strategic ally, as well as ISIS' increasingly potent threat to Mr. Assad and how far a key Iranian ally, Hezbollah, might need to be deployed in the struggle with ISIS. Iranian leaders are even reaching out to certain Syrian opposition figures.

Saudi Arabia, for its part, is clearly concerned that ISIS will breed a new generation of militants ready to turn their guns on the kingdom. Earlier this year, the Saudi authorities announced they had thwarted an ISIS plot to launch attacks across the country.

The longstanding Saudi policy of seeing some extremist Salafi groups as a useful arms-length counterbalance to Iran's regional influence has come under increasing scrutiny. Those who view ISIS as a danger to the Saudi monarchy's rule — given its fundamental rejection of Saudi political authority and religious legitimacy — are now in the ascendancy.

The West clearly sees the ISIS threat similarly and must therefore move beyond its failed policy and seize on this regional convergence to promote a new approach in Syria.

Western leaders should stress to the Saudis that the struggle against ISIS must take precedence over regime change in Damascus.

In exchange, Iran should push Mr. Assad to accept real power-sharing and to make the defeat of ISIS his overriding military priority.

Such an approach may also resonate in Moscow, which has called for a power-sharing government in the past, and given its own concerns about Islamic extremism may be willing to use its influence toward this end, despite tensions with the West over Ukraine.

Western leaders have defined ISIS as a threat to their national security. That should now translate into a more nuanced Syria policy, including working with Iran and encouraging the nascent Saudi-Iranian opening.

JULIEN BARNES-DACEY is a policy fellow at the European Council on Foreign Relations. DANIEL LEVY is the director of the council's Middle East program.

Dix pays de l'OTAN s'engagent contre l'Etat islamique

Le sommet de Newport s'est conclu sur la constitution d'une coalition autour des Etats-Unis pour apporter une « réponse globale » à l'EI

Newport (Royaume-Uni)
Envoyés spéciaux

Nous ferons ce qui est nécessaire. » Contre l'émergence soudaine de la menace de l'Etat islamique (EI) au Proche-Orient, Barack Obama a réussi à mobiliser ses alliés européens de l'OTAN. En clôturant deux jours de réunion à Newport, au Pays de Galles, le président des Etats-Unis a promis, vendredi 5 septembre, de former le plus large rassemblement possible pour en finir avec le mouvement terroriste qui est en train de s'implanter dans une vaste région allant de l'est de la Syrie à l'Irak. « Il y a unanimité pour dire que l'Etat islamique est une menace significative et que nous devons agir », a-t-il déclaré. « Nous allons affaiblir et, in fine, détruire l'Etat islamique (...), comme nous l'avons fait pour Al-Qaïda. »

Agir vite, disent unanimement les alliés. Mais tout reste à mettre sur pied. Au cours d'un sommet largement dominé par la crise ukrainienne, les participants ont néanmoins avancé vers la constitution d'une coalition pour répondre à un mouvement qualifié de « nihiliste » par les Américains. « A menace globale, réponse globale », a indiqué pour sa part le président français, François Hollande. Le problème doit être affronté avec une combinaison de « politique intelligente, de pression diplomatique, d'engagement de long terme, de plan global,

L'EI constitue, selon Barack Obama, une « menace de long terme pour les membres de l'OTAN »

autant que d'un potentiel militaire », a jugé David Cameron. Selon le premier ministre britannique, la cause du problème ne vient pas des fractures internes de l'Irak ou de la Syrie, mais « du récit empoisonné



Barack Obama, le 5 septembre, au sommet de l'OTAN, à Newport, au Royaume-Uni. REBECCA NADEN/REUTERS

des islamistes ». « L'extrémisme éclate comme des bulles à la surface quand il y a des fractures. »

Dans la matinée de vendredi, les ministres de la défense de dix pays se sont réunis : Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne, Turquie, Canada, Italie, Pologne, Danemark et Australie. Ils constituent le noyau sur lequel devrait grandir la « réponse globale » à laquelle aspirent les puissances. Le Danemark, qui a toujours proposé sa participation dans les dernières opérations de l'OTAN (Libye) ou dans les interventions françaises menées sous mandat de l'ONU (comme au Mali), est ainsi prêt à le faire de nouveau. « Il n'est pas seulement question d'un effort militaire, il s'agit aussi de stopper les contributions financières à l'Etat islamique, de coordonner le renseignement, d'arrêter les combattants étrangers – des jeunes gens issus de nos propres sociétés – et nous devons associer plus de pays », a indiqué le ministre danois des affaires étrangères, Martin Lidegaard, dans un entretien télévisé rapporté par l'agence AP.

L'EI, groupe extrémiste sunnite dont les participants au sommet

n'ont cessé de répéter qu'il n'était « ni un Etat, ni un représentant de l'islam », constitue, selon M. Obama, une « menace de long terme pour les membres de l'OTAN ». Le mouvement est largement financé et dispose de revenus pétroliers. Il est puissamment armé de matériels modernes. Il recrute des combattants dans le monde entier et disposerait de 10 000 hommes.

« Il y a un quasi-Etat ambitieux, déclaré, génocidaire, accapareur de territoires, désirant établir un califat, avec une armée irrégulière, et le laisser intact où que ce soit serait laisser en place un cancer qui, in fine, reviendrait nous hanter », a déclaré le secrétaire d'Etat américain, John Kerry.

Selon le président Obama, « vous ne pouvez pas contenir une telle organisation (...), le but doit être de la démanteler ». « Un engagement militaire est clairement nécessaire », a abondé M. Cameron, attaqué le même jour dans la presse anglaise pour avoir continué de baisser sévèrement le budget des armées.

Il y aura deux manières d'agir, a souligné le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen :

« Sur un plan individuel, des alliés sont déterminés à prendre les mesures qui s'imposent pour aider l'Irak. » L'OTAN promet donc de soutenir ces efforts en coordonnant les moyens de renseignement et de surveillance. Par ailleurs, « nous avons décidé que si l'OTAN reçoit une demande formelle des autorités irakiennes, nous serons prêts à lancer une mission de renforcement des capacités de défense de l'Irak », a ajouté M. Rasmussen.

Une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies est prévue le 22 septembre à New York. « La France est prête à des actions, mais dès lors qu'il y aura le cadre politique, et dans le respect du droit international », a précisé M. Hollande. « Le cadre, c'est que le gouvernement irakien puisse lui-même solliciter ce soutien, la légitimité, c'est celle des Nations unies et de ce que nous pouvons constituer comme Alliance », a ajouté le président.

Il faut associer les Etats arabes. John Kerry et le ministre américain de la défense, Chuck Hagel, ont quitté Newport pour une tournée immédiate dans les pays de la région ; le ministre français, Jean-Yves Le Drian, va se rendre aux Emirats. L'objectif de M. Obama est d'énoncer une stratégie plus précise à la fin de la semaine prochaine. Paris a proposé de réunir une conférence internationale avec les pays du Golfe, mais aussi l'Egypte et la Jordanie, dont le roi Abdallah est venu au sommet de Newport. Selon une source française, cette réunion pourrait avoir lieu avant la fin septembre, car le processus de désignation d'un gouvernement en Irak s'accélère.

Les Occidentaux savent qu'il est indispensable d'associer les pays de la région car ils estiment qu'une « forte action terrestre » est nécessaire : les frappes aériennes et les largages d'armement défensif ne suffisent pas – les Etats-Unis ont procédé à 100 frappes en un mois, a précisé M. Obama – et tous ont dit qu'il n'était pas question de dépêcher des troupes dans la région au-delà d'unités de forces spéciales. Les alliés comptent sur l'armée irakienne, les rebelles modérés syriens et les peshmergas kurdes.

Reste une question difficile : comment agir en Syrie ? « Nous ne nous sommes pas engagés, dès lors que nous n'avons pas la preuve que ce que nous ferons pourrait profiter à Bachar Al-Assad », a dit M. Hollande. L'on pense d'abord agir en Irak, tout en établissant un cordon sanitaire autour de l'Est syrien. ■

**NATHALIE GUIBERT
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS**

Aidons le Kurdistan à protéger les yézidis et les chrétiens Nos valeurs en dépendent

**Lionel Jospin
Michel Rocard**

Anciens premiers ministres

Bernard Kouchner

Hubert Védrine

*Anciens ministres
des affaires étrangères*

Depuis le mois de juin, le Kurdistan irakien accueille des centaines de milliers de réfugiés et déplacés fuyant les massacres des djihadistes de l'Etat islamique. Parmi eux, des dizaines de milliers de chrétiens, de yézidis, de shabaks et de membres d'autres minorités religieuses qui vivent depuis des siècles sur ces terres de haute Mésopotamie et qui, après avoir survécu aux persécutions et massacres de l'Empire ottoman et de la dictature sanguinaire de Saddam Hussein, sont à présent menacés dans leur existence.

Venant après la vague de 250 000 réfugiés syriens, cet afflux massif dépasse les capacités d'accueil du gouvernement du Kurdistan qui n'a pas les moyens de subvenir seul aux besoins de cette population de plus d'un million de personnes. D'autant qu'il est, depuis janvier, privé de sa dotation budgétaire par le gouvernement de Bagdad et qu'il doit défendre plus de mille kilomètres de frontière contre les agressions de l'Etat islamique surarmé et riche.

Le Kurdistan est une jeune démocratie en marche qui respecte et défend les valeurs universelles de liberté, des droits de l'homme et de la protection des minorités. Son Parlement compte 36 % de femmes et son gouvernement d'union nationale rassemble l'ensemble des partis représentés au Parlement, y compris les chrétiens.

Ce rare exemple de démocratie en terre d'islam mérite non seulement un encouragement, mais une solidarité active et massive des citoyens et des gouvernements des démocraties occidentales.

En combattant les forces du califat auto-proclamé de l'Etat islamique dont l'idéologie fanatique et les pratiques barbares nous révoltent, les Kurdes se battent aussi pour nos valeurs démocratiques et notre sécurité.

C'est pourquoi nous demandons : l'intensification de l'aide humanitaire des

agences de l'ONU et de l'Union européenne, le Kurdistan étant dans l'impossibilité de répondre à l'accueil de ces centaines de milliers de réfugiés.

Nous demandons également la concrétisation des annonces de livraison d'armes au gouvernement régional du Kurdistan afin qu'il puisse défendre son territoire.

Toutes mesures permettant au gouvernement régional du Kurdistan, seul en première ligne, d'assurer la protection des minorités religieuses menacées par les massacres djihadistes, notamment une protection aérienne internationale des districts chrétiens et yézidis de la plaine de Mossoul, afin de faciliter le retour de ces populations vulnérables.

À la France, qui a pris l'initiative de mobiliser l'Union européenne, nous demandons de proposer au Conseil de sécurité de l'ONU une résolution permettant le paiement réel et effectif des 17 % des revenus du pétrole dévolus aux Kurdes par le gouvernement central à Bagdad, conformément à la Constitution irakienne.

Enfin, à l'Union européenne, nous demandons de mandater un envoyé spécial pouvant assurer la médiation directe et le dialogue national rompu entre Bagdad, les Kurdes, les communautés sunnites et chiites, et de mettre les pétromonarchies, qui directement ou indirectement laissent financer les organisations djihadistes, devant leurs responsabilités pour qu'elles participent largement au financement des actions humanitaires en cours. ■

¶

LES AUTRES SIGNATAIRES DE L'APPEL

LOUISE BEAUDOIN, ancienne ministre de la culture du Québec

GÉRARD CHALIAND, écrivain et géopoliticien

SERGIO CORONADO, député des Français à l'étranger

BERNARD DORIN, ambassadeur de France

CÉCILE DUFLLOT, ancienne ministre

ANNE HIDALGO, maire de Paris

JEAN-CHRISTOPHE LAGARDE, député de la Seine-Saint-Denis

NOËL MAMÈRE, député de la Gironde

GILBERT MITTERRAND, président de la Fondation France-Libertés

JEAN-VINCENT PLACÉ, président du groupe des Verts au Sénat

PIERRE SERNE, vice-président (EELV) du conseil régional d'Ile-de-France

FRÉDÉRIC TISSOT, ancien consul général de France à Erbil

Le Monde
12 septembre 2014

M. Obama veut renforcer et étendre les frappes contre l'Etat islamique

Dans une allocution télévisée, le président américain a annoncé que l'EI serait combattu en Irak comme en Syrie



Image diffusée le 27 août par le site de propagande de l'Etat islamique montrant un massacre commis par ses militants contre sept hommes capturés après la prise de la base aérienne de Tabqa, un point stratégique dans le nord-ouest de la Syrie. AP

Washington
Correspondant

Il souhaitait achever les deux guerres livrées en Irak et en Afghanistan. A deux ans de la fin de son second mandat, c'est pourtant bel et bien dans un nouveau conflit que le président Barack Obama a officiellement engagé son pays, mercredi 10 septembre. Le changement de ton est brutal. Le 7 août, il avait annoncé des « frappes limitées » contre des positions de l'Etat islamique pour protéger les personnels américains présents à Erbil et à Bagdad et prévenir un « génocide » dont en cours contre la communauté yazidie. Un mois plus tard, le président a assigné à son pays un nouvel objectif : « affaiblir et finalement détruire » le mouvement djihadiste.

L'opinion publique américaine est désormais convaincue que le mouvement djihadiste constitue une menace

Elu en 2008 sur la promesse de mettre fin à l'engagement américain en Irak, M. Obama, six ans plus

tard, est contraint de revenir sur ses pas. Il doit se résigner à s'engager dans la mêlée politico-confessionnelle irakienne dont l'issue n'est rien moins que certaine, en dépit de la constitution d'une nouvelle équipe gouvernementale à Bagdad. Il doit renvoyer des troupes sur le terrain (il a annoncé l'envoi de 475 militaires supplémentaires en Irak mercredi soir, ce qui porte à plus de 1 500 les effectifs dépêchés sur place depuis le début de l'été), même si la mission de ces dernières n'est pas de combattre en première ligne, mais d'encadrer et de renforcer les troupes dont disposent Bagdad et le gouvernement kurde irakien. Enfin et surtout, M. Obama est contraint de s'impliquer en dehors du théâtre irakien.

« Nous traquerons les terroristes qui menacent notre pays, où qu'ils soient (...), nous n'hésiterons pas à agir contre l'Etat islamique en Syrie, comme en Irak », a martelé le président, précisant que les djihadistes ne pourront compter sur aucun « refuge ». Pour ce qui a été présenté mercredi comme une perspective, M. Obama a exclu toute coopération avec Bachar Al-Assad (« un régime qui terrorise son peuple et qui ne regagnera jamais la légitimité perdue ») et a annoncé son objectif de renforcer l'opposition face aux djihadistes, « tout en recherchant une

solution politique pour régler la crise syrienne une fois pour toutes ». Il s'agit d'un revirement de la part d'un président souvent condescendant à l'égard d'une opposition dite modérée, composée selon lui « de pharmaciens et de paysans » et dont il a longtemps douté des capacités face aux troupes du régime et à celles de l'Etat islamique.

M. Obama a pris le plus de distance possible avec la « guerre contre le terrorisme » de son prédécesseur, George Bush, alors que la menace, en cette veille d'anniversaire du 11-Septembre, est perçue de manière similaire par l'opinion publique américaine. La stratégie de contre-terrorisme poursuivie, a-t-il indiqué, est similaire « à celle que nous avons poursuivie avec succès au Yémen et en Somalie pendant des années ».

Les résultats obtenus dans ces deux pays peuvent cependant alimenter les interrogations, et le rythme des frappes en Irak (150 en août, a précisé mercredi le président) est déjà sans commune mesure avec celles déclenchées ponctuellement contre les djihadistes somaliens et yéménites. Quant à la « large coalition » rassemblée contre l'Etat islamique mise en avant mercredi, M. Obama s'est gardé d'en préciser les missions et les contours.

Précédée lundi soir d'un dîner avec des conseillers diplomatiques des précédentes administrations (de Sandy Berger, conseiller à la sécurité nationale pendant le second mandat de Bill Clinton, à Stephen Hadley, qui a occupé le même poste pendant le second mandat de George Bush), puis d'une réunion d'information bi-partisane mardi avec les représentants de la Chambre des représentants et du Sénat, l'intervention de mercredi a été soigneusement balisée. M. Obama avait à cœur d'effacer sa bévue du 28 août, lorsqu'il avait avoué ne pas avoir de stratégie « pour le moment ».

Le président souhaitait aussi revenir sur l'effet désastreux de sa volte-face d'il y a un an, lorsqu'il avait renoncé aux frappes militaires promises pour sanctionner l'utilisation d'armes chimiques par le régime de Bachar Al-Assad. Le président avait reculé faute de soutien du Congrès et face à une opinion publique américaine sceptique.

Ces deux obstacles semblent levés aujourd'hui. Les représentants républicains ont paru décidés à faire sur ce dossier une pause dans leur guérilla contre la Maison Blanche, indépendamment des interrogations qu'ils peuvent avoir sur les conséquences d'un soutien de fait à deux cours d'élections de mi-mandat au cours desquelles ils espèrent prendre le contrôle du Sénat et conforter leur emprise sur la Chambre des représentants.

Ils ne peuvent cependant que constater que l'opinion publique, après l'assassinat barbare de deux journalistes américains par des miliciens de l'Etat islamique, est désormais convaincue que le mouvement djihadiste constitue « une menace contre les intérêts vitaux des Etats-Unis ». 59 % des personnes interrogées dans le cadre d'un sondage publié mardi par le *Washington Post* partagent cet avis. Selon la même étude, 71 % des personnes interrogées soutiennent des frappes en Irak (elles n'étaient que 45 % en juin) et 65 % sont favorables à des attaques similaires en Syrie.

Pour combien de temps ? La Maison Blanche, ces derniers jours, a préparé les esprits à un conflit qui pourrait s'étendre au-delà du second mandat de M. Obama et donc constituer une partie de son legs. ■

GILLES PARIS

La Turquie, maillon faible de l'alliance

NARE HAKIKAT
ISTANBUL

« LA BASE d'Incirlik s'ouvre au soutien logistique et humanitaire contre l'État islamique », titrait mercredi le journal turc *Radikal*. Ankara s'apprête en effet à autoriser les avions militaires américains, uniquement dans un but humanitaire et logistique, à utiliser la base d'Incirlik, située au sud du pays. Un geste attendu alors que le président Barack Obama vient d'annoncer sa stratégie pour détruire l'État islamique.

Invitée à rejoindre la coalition qui

sera formée dans ce but, la Turquie reste réticente à l'idée de participer à une opération militaire aérienne ou terrestre. Selon le journal *Yeni Safak*, proche du gouvernement, un « sommet de sécurité » réuni mercredi par le premier ministre Davutoglu aurait entériné la décision concernant la base d'Incirlik. Ankara se sent en effet obligé de prouver un changement d'attitude face aux accusations d'avoir favorisé dans le passé l'essor de l'État islamique.

De nombreux articles dans les médias turcs parlent du contrôle accru des frontières avec la Syrie et l'Irak ainsi que de l'expulsion des étrangers considérés comme susceptibles de participer aux groupes djihadistes. Pourtant, il y a quelques semaines encore, un camp d'entraînement, présenté comme appartenant à l'État islamique, fonctionnait à Gaziantep, au sud de la Turquie, selon un reportage diffusé sur la chaîne publique allemande ARD.

en otages par l'État islamique. Mais ce qui lie les mains d'Ankara ne semble pas seulement ces otages. Les militants djihadistes qui ont utilisé la Turquie comme leur base arrière depuis trois ans auraient pu développer des cellules qui menaceraient d'attentats les villes turques. Mais surtout une politique sectaire, hostile aux Kurdes et favorable au sunnisme, qu'Ankara ne semble pas encore avoir abandonnée, empêche le pays de prendre une position nette contre l'État islamique.

Passages clandestins

« La Turquie soutient le Front islamique (réunion de plusieurs mouvements rebelles syriens, NDLR) lancé comme étant plus modéré que l'État islamique. Or le Front islamique agit avec al-Nosra qui, à son tour, coopère avec l'État islamique sur le front du Liban. La Turquie est gênée par l'implication croissante des Kurdes syriens du YPG dans leur lutte contre l'État islamique. Elle refuse aussi que les chiites soient renforcés. Mais qui pourra alors lutter contre l'État islamique ? Les conditions posées par la Turquie sont coupées de la réalité », estime Fehim Tastekin.

Sur le terrain, Mehmet Ali Ediboglu, député CHP (opposition kémaliste) d'Antakya, ville à la frontière syrienne, observe peu de changement. « Les militants continuent à passer en Syrie par la frontière turque. Simplement, ils tentent maintenant de le faire de manière un peu plus cachée », affirme-t-il. « Nous avons vu des camions que l'on soupçonne de transporter de l'aide aux djihadistes passer de manière clandestine la nuit en Syrie par le village frontalier de Büklmez. Les autorités ont interdit l'entrée des journalistes dans ce village. Le soi-disant renforcement des frontières n'est que de la poudre aux yeux. Les personnes que les autorités déclarent avoir arrêtées sont immédiatement relâchées. » Les villes turques comme Urfa, proche de Raqqa, en Syrie, continueraient ainsi à être le lieu de passage des militants de l'État islamique. ■

Syrie : djihadistes et rebelles s'accordent

Les insurgés et les djihadistes de l'État islamique (EI) ont enterré la hache de guerre au sud de Damas au terme d'un accord, le premier du genre depuis le déclenchement des hostilités entre eux au début de l'année. Les rebelles, islamistes ou modérés, ont conclu un cessez-le-feu à al-Hajar al-Assouad, dans la banlieue sud de Damas, où les deux adversaires sont présents, explique l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Selon les termes de l'accord, « les deux parties respectent une trêve jusqu'à ce qu'une solution définitive soit trouvée et elles promettent de ne pas s'attaquer car elles considèrent que le principal ennemi est le régime nousaïri », terme péjoratif pour désigner les alaouites, secte dont est issu Bachar el-Assad, le président syrien. Après des revers cuisants dans le nord et surtout l'est du pays, les rebelles avaient réussi à chasser les combattants djihadistes de quatre de leurs bastions au sud-est de Damas, Mesraba, Maydaa, Yalda et Beit Sahem. Les djihadistes s'étaient alors retranchés à al-Hajar al-Assouad, dans la périphérie de Damas. Si ce genre d'accord se renouvelait, il embarrasserait l'opposition modérée face à ses soutiens internationaux, au moment où ceux-ci mettent au point une coalition militaire contre les djihadistes en Irak, mais aussi en Syrie. (AFP)

Depuis trois ans, même des militants recherchés par Interpol sont passés par les frontières turques

FEHIM TASTEKIN, JOURNALISTE

« Le contrôle des frontières a été renforcé depuis le mois d'avril dernier. Mais la Turquie s'est enfoncée dans un tel marais qu'il n'est pas possible d'en sortir avec de simples mesures », affirme le journaliste Fehim Tastekin, spécialiste de la région. « Depuis trois ans, même des militants recherchés par Interpol sont passés par les frontières turques. Lorsque vous établissez des relations aussi anormales avec une telle organisation, vous devenez son otage. Si la Turquie fait aujourd'hui marche arrière, la menace de l'État islamique peut se tourner contre elle. »

Ankara affirme notamment craindre pour la vie de ses 49 citoyens capturés au consulat turc de Mossoul et retenus



Fillon : "Il faut que l'Europe s'engage contre l'État islamique !"

François Fillon a déclaré jeudi, après un déplacement à Bagdad, sa volonté de voir la France participer militairement à une coalition contre les djihadistes.

4 septembre 2014

Par Thibaut Danancher

www.lepoint.fr

François Fillon, candidat à la primaire UMP pour 2017, a déclaré jeudi à Paris qu'il était "favorable" à ce que la France participe "militairement à une coalition" pour "assurer la protection des communautés en Irak et pour l'élimination de l'État islamique". L'ancien Premier ministre a effectué de lundi à mercredi un déplacement à Bagdad et Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan, accompagné des députés UMP Pierre Lellouche, Valérie Pécresse, Éric Ciotti et Étienne Blanc. "La France a commencé à livrer des armes aux peshmergas et combattants kurdes. C'est une bonne décision, elle est effective, nous l'avons constaté", mais "il faut aller plus loin. Il faut que l'Europe s'engage!" a affirmé François Fillon, lors d'une conférence de presse à l'Assemblée.

"Si nous devons participer militairement à une coalition pour assurer la protection des communautés en Irak et l'élimination de l'État islamique, nous y sommes favorables", a-t-



"Al-Qaida était un défi marginal" alors que l'État islamique est "un véritable État terroriste" en train de franchir "toutes les frontières de l'inhumanité et de la barbarie", a dit François Fillon. © JEAN-FRAN

il ajouté en précisant qu'il ne demandait "pas de forces sur le terrain", mais ne s'opposerait "pas à des frappes aériennes". "Je soutiens l'initiative de François Hollande de proposer une conférence internationale sur l'Irak qui permet d'associer les pays qui ont un levier sur la résolution de cette crise, l'Iran, la Turquie, les États du Golfe, qui doivent prendre leurs responsabilités, l'Europe, les États-Unis". Selon lui, cette coalition doit se mettre

en place "dans les meilleurs délais".

L'ancien Premier ministre et les députés qui l'ont accompagné, à ses côtés lors de la conférence de presse, ont également proposé que la France prenne l'initiative pour organiser "immédiatement une conférence des donateurs" et ont lancé "un appel à l'aide d'urgence au peuple et Églises de France". Évoquant une "épuration religieuse", François Fillon a rappelé qu'un million et demi d'Irakiens, dont 200 000 chrétiens, avaient fui les atrocités commises par l'État islamique, nombre d'entre eux étant accueillis au Kurdistan "dans des conditions désastreuses". Le député de Paris demande également qu'"une plainte soit déposée devant la Cour pénale internationale contre les auteurs de crimes et les dirigeants des États qui le soutiennent et les financent", mais sans préciser de quels États il s'agissait. Il a également souhaité "un débat à l'Assemblée dans les plus brefs délais sur l'aide de la France et sur sa stratégie en Syrie et en Irak". "Al-Qaida était un défi marginal" alors que l'État islamique est "un véritable État terroriste" en train de franchir "toutes les frontières de l'inhumanité et de la barbarie", a dit François Fillon.(AFP) ♦

Irak/EI: les livraisons d'armes aux Kurdes "décisives" pour inverser le rapport de forces (Hollande)

Erbil (Irak), 12 sept 2014 (AFP)

LE PRÉSIDENT FRANÇAIS François Hollande a assuré vendredi que les livraisons d'armes effectuées par la France aux peshmergas kurdes qui combattent les jihadistes de l'État islamique (EI) dans le nord de l'Irak avaient été "décisives" pour inverser le rapport de forces.

"J'ai décidé d'acheminer les moyens nécessaires, je constate que vous en avez fait le meilleur usage. Ces livraisons ont été décisives pour inverser le rapport de forces", a déclaré M. Hollande lors d'une conférence de presse à Erbil avec le président de la région autonome du Kurdistan irakien, Massoud Barzani.

Au cours des dernières semaines, la France a livré à "deux-trois" reprises des armes aux Kurdes irakiens, selon une source française.

François Hollande a aussi fait part de son "admiration" pour les peshmergas. "On va passer à un autre stade. Il y a une alliance qui s'est constituée et, pour coordonner les efforts des pays; une conférence contre Daesh (l'État islamique) sera organisée (lundi) à Paris et une délégation des peshmergas irakiens sera présente", a-t-il indiqué.

François Hollande a aussi assuré les Irakiens que les Européens continueraient à aider les réfugiés.

"Nous allons poursuivre avec l'Europe notre aide aux réfugiés. Nous allons établir un véritable pont humanitaire et nous allons aussi traiter les cas les plus douloureux des familles qui ont des liens avec la France qui veulent venir pour un temps se réfugier auprès de leurs proches", a-t-il dit.

En France, "nous avons pu renforcer l'équipe qui délivre les visas. Le ministère des Affaires étrangères a fixé des critères qui sont simples, c'est justement le lien avec la



François Hollande aux côtés du président de la région autonome du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, le 12 septembre 2014. (AFP PHOTO / SAFIN HAMED)

France. Mais ils me l'ont dit ces réfugiés, leur volonté c'est de retourner chez eux, là où ils vivaient il y a quelques mois, quelques semaines", a ajouté le président français.

Le président français était allé auparavant à la rencontre de réfugiés chrétiens à Erbil, capitale du Kurdistan autonome, où des centaines de milliers d'Irakiens ont trouvé refuge fuyant l'offensive de l'État islamique dans le nord de l'Irak. Dans la matinée, il s'était entretenu avec son homologue irakien à Bagdad ●



www.ekurd.net



KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

25 KURDS, ARABS AND TURKMEN FOUND EXECUTED IN SULEIMAN BEG

September 4, 2014

Suleiman Beg: 25 people were found executed in the sub-district of Suleiman Beg in the Kurdish areas outside Kurdistan aka (Iraqi disputed areas). PUK (Patriotic Union of Kurdistan) Media reported that Kurds, Arabs and Turkmenians were among the 25 people whose eyes had been covered before the execution. The bodies of some victims who couldn't be identified due to burns on the face were sent to forensic medicine institution. Kurdish joint forces fully liberated the sub-district of Suleiman Beg from the control of ISIS militants last Monday morning, September 1. Gangs calling themselves the Islamic state have committed savage crimes against humanity in all the areas they have captured as part of the wave of attacks they launched in South Kurdistan on June 9. [firatnews.com](#) | [Eurd.net](#)

KIRKUK OIL PRODUCTION DOWN 90 PERCENT, SAYS GOVERNOR

September 5, 2014

Kirkuk: Oil production in Kirkuk in Iraqi Kurdistan region, has decreased to 30,000 barrels per day since June, down 90 percent from earlier this year, Kirkuk's governor said Thursday. Najmaldin Karim, Kirkuk's governor, attended the "Mapping the Future of Energy" conference in Istanbul, where he talked about the self-styled militant Islamic State group, or IS, which has seized the oil refineries of the country. "There have been no exports since March and the only production in Kirkuk has been the 30,000 barrels per day from a small refinery and enough gas to get our electrical grid going since June 8," said Karim. "I don't think there will be exports from Kirkuk to the Ceyhan pipeline any time soon. It has been sabotaged continuously and to get it all back would take at least a year or more." Karim said the oil produced in the refineries since June has been used for domestic consumption and electricity production in the country....[aa.com.tr](#) | [E Kurd.net](#)

KIDNAPPED KURDISH YAZDI AND SHIITE CHILDREN HELD IN MOSUL ORPHANAGE

September 6, 2014

Mosul: Around 100 kidnapped children are being held hostage by Islamist militants in a Mosul orphanage, sources inside the city told Rudaw. Multiple sources in the city reported that about 45 Yazidi and 50 Shiite children are being held at Dar al-Baraim orphanage in Mosul's Zuhir quarter. One of the sources, who spoke on condition of anonymity out of concern for his safety, said Islamic State (IS) extremists brought the Yazidi and Shiite children to the orphanage after the group overran the city of Talafar in June and the town of Shingal in August. The extremists took hundreds of women, girls and children. "The place is being closely guarded by six IS militants," said the source. The orphanage is said to be one of the biggest in the city run by IS. Ten local Mosul children were originally sheltered there. The orphanage is run by five local women who worked at the facility before IS took over Mosul in June. [rudaw.net](#)

JOHN KERRY: ISIS WILL BE DESTROYED WITHIN 3 YEARS

September 6, 2014

U.S. Secretary of State John Kerry on Friday said a growing international coalition was ready and able to defeat the group calling itself the Islamic State (also ISIS or ISIL) within three years. We're convinced that in the days ahead we have the ability to destroy ISIL," Kerry said Friday in Wales, where he was attending a NATO summit along with U.S. President Barack Obama. "It may take a year, it may take two years, it may take three years. But we're determined it has to happen." Kerry's remarks came at the top of a meeting to build an anti-ISIS coalition among NATO allies. The meeting

was co-chaired by Secretary of Defense Chuck Hagel and the U.K.'s foreign and defense secretaries, and it included top diplomats from a variety of NATO members. An "all-military aspect," which Kerry said would include military support to the Iraqi government. He said there were "obviously implications about Syria in this," but he didn't specify the military strategy for that country. At the same time, Kerry made clear that NATO members would not send any "boots on the ground" at the moment. The U.S. and its allies would continue to support the Kurdish Peshmerga forces and other groups in the region willing to confront ISIS, Kerry said. "I think that's a red line for everybody here — no boots on the ground," he said. "Nevertheless, there are many ways in which we can train, advise, assist, and equip."...[businessinsider.com](#) | [E Kurd.net](#)

KDP LASHES OUT AT KIRKUK GOVERNOR'S REMARKS

September 7, 2014

Erbil: Barzani's ruling Kurdistan Democratic Party (KDP) party lashed out at Kurdish governor of the Iraqi northern province of Kirkuk for asking the formation of a special political structure in the province. In an international oil conference in Istanbul, Turkey, Najmaddin Karim said there are Arabs, Christians and Turkmens not only Kurds and different political structure should be established in the province, suggesting the structure in Quebec, Canada. The KDP press chief Mahmoud Muhammad asked Karim in a statement to "correct his mistake in the conference." The statement stated Karim should have asked for a special situation for non-Kurdish residents in Kirkuk not demanding for a different political structure in Kirkuk or Slêmanî (Sulaimaniyah) "as there are Arabs, Turkmens, Chaldeans, Assyrians and Seryanis in all parts of Kurdistan." The statement reiterated that people in Kirkuk have tolerated tough days for the return of the province to Kurdistan Region. [kurdpress.ir](#) | [E Kurd.net](#)

PESHMERGA MINISTRY WARNS HADI AL-AMERI, ASKS FOR APOLOGY

September 7, 2014

Erbil: The Kurdistan Regional Government (KRG) ministry of Peshmerga blamed Badr Organization Chief Hadi al-Ameri and asked him to apologize for remarks against the Kurdish forces of Peshmerga. Ameri has blamed Peshmerga for entering the Kurdish-dominated province of Kirkuk and derided the Kurdish forces by calling them a defeated, illegal and cartoony. Releasing a statement the ministry said the remarks has shocked the Kurdish forces as he is well aware that the Kurdish forces has always been fighting against threats and terrorists and " he knows very well that Kurdistan Region has been a secure heaven for Badr forces and offices in the past decades and Peshmerga forces have always been their supporters." The statement further added Ameri should apologize to Kurds, Kurdistan Region president, KRG, Kurdish local parliament and Peshmerga forces as he has committed a big crime by uttering the remarks. The ministry has warned it would file lawsuit against Ameri if he does not apologize. It is worth mentioning that the KRG spokesman too had denied Ameri's demand from the Kurdish forces to leave Kirkuk, adding the president of the Kurdish region is the only person who can order the withdrawal of the forces. [kurdpress.ir](#)

IRAQI SUNNI BLOC REFUSES TO PARTICIPATE IN NEW GOVERNMENT

September 8, 2014

Baghdad: The Iraqi Sunni Bloc MP Khalid al-Mafraji affirmed that, the formation of the new government will not include any member from the Sunni bloc. Al-Mafraji stated that the Iraqi National Alliance (INA) did not respond to their demands in relation to the formation of the next government until Sunday, therefore the Sunni bloc decided to abstain from the next government and will not be represented in to any ministry positions. [Iraqi News](#)

TALKS ON NEW IRAQI GOVERNMENT SNAG OVER DISPUTED KURDISH TERRITORIES

September 8, 2014

Slêmanî: Kurdish leaders say that negotiations in Baghdad over forming a new government have faltered because the new prime minister does not have a clear plan for disputed northern territories, that the Kurds call their own. A member of the Kurdish negotiating team in Baghdad said that →

⇒ one of the main preconditions by the Kurds for joining Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi's government is that the issue of the disputed territories in Kirkuk, Nineveh and Diyala has to be settled within one year. "The Kurds demand written agreements," said Khalid Shwani, a negotiator in Baghdad. "Those areas belong to Kurdistan and Kurds will not sit by waiting on empty promises," he declared. Infighting among the factions delayed the latest vote on Saturday to approve a new government. Talks in Baghdad on forging a government, which fell through Saturday. The Kurds have already announced that Article 140, a provision in the Iraqi constitution over the procedure to settle ownership of the lands, is dead. In June, and after the takeover of central Iraq by the Islamic State (IS) forces, Kurdish Peshmerga troops moved into all territories previously held by joint Iraqi and Kurdish forces. Kurdish leaders, among them President Massoud Barzani, have vowed they will not withdraw from those territories...rudaw.net

MAKHMUR RESIDENTS DECIDE TO RETURN

September 9, 2014

Raniya: The residents of the Makhmur (Maxmur) refugee camp in Iraqi Kurdistan, who had to flee the camp following attacks by ISIS, have decided to return to Makhmur after the UNHCR and the local government failed to keep their promise to find an alternative site for the Makhmur residents. The camp is still under threat. The inhumane ISIS organisation, that now calls itself Islamic State (IS), attacked the Makhmur area in early August, causing the residents of the refugee camp to take refuge in the towns of Raniya, Hajji Awa and Charqurna for over a month. The refugees are living in overcrowded conditions in schools and mosques. The camp residents say the Kurdish government and the UNHCR have made no efforts to improve their conditions and that they have therefore decided to return to the Makhmur Refugee Camp, despite the risks involved. The UNHCR and the local government had promised in the first few days that a new camp would be built, but this promise is yet to be fulfilled. The Makhmur area, which is 40 km from Hewlêr (Erbil), the capital of the Federal Kurdistan Region, was attacked by ISIS gangs on 6 August. The residents of the refugee camp anticipated that massacres might occur and evacuated the camp before the gangs arrived. On 10 August the camp and the Makhmur area was liberated by a joint defence force including HPG guerrillas and militias from Makhmur. firatnews.com

MASSOUD BARZANI ANNOUNCES HIS SUPPORT FOR ABADI'S GOVERNMENT

September 9, 2014

Erbil: Kurdistan region President Massoud Barzani called Iraqi Prime Minister Haider Abadi Tuesday to congratulate him as the new Prime Minister of Iraq and wished him success, Kurdistan presidency KRP website reported. The statement said "In their telephone conversation, they discussed the unanimous decision by Kurdistan's political sides to participate in the new government, and both sides emphasized the need for all parties to work together to save the country from the current security and political crises." the statement added "They both concurred that there is a good opportunity for joint work to ensure that the mistakes of the previous government are not repeated, and that the conditions and demands of the Kurdish side are met. They also agreed to work together to restore stability in the country and defeat terrorists." Ekurd.net

KURDISTAN: SALARIES OF THE REGION'S STAFF CRISIS WILL BE RESOLVED WITHIN TWO WEEKS

September 10, 2014

Baghdad: The member of the negotiating delegation of Kurdistan announced on Tuesday, that the problem of cutting the salaries of the region's staff by Baghdad will be resolved within two weeks according to pledges of the new Iraqi government, stressing that the salaries of current September will be sent within a week. The member of the Kurdish delegation, Zana Roustayi said in a statement that "talks on forming a new Iraqi government, headed by Haidar al-Abbadi witnessed the insistence of Kurds to send the employees' salaries of the region, noting that there is an agreement to solve this problem to some extent. He added that "if Baghdad committed to the agreement, it must send September salaries to the staff of the region during a week from taking office, pointing out that during the same period, the formation of a joint committee will take place between the

region and Baghdad as it is scheduled to resolve the problem of salaries within two weeks only. On solving the oil problem, he indicated that is likely to solve this problem within one month, especially after the inauguration of , Adel Abdul Mahdi, to the position of Minister of Oil in the new government, who consider himself as a close friend of Kurds, adding that this will contribute to raise obstacles amid Kurds readiness to take flexible position to solve problems...shafaaq.com | Ekurd.net

AMERICA AGREES TO SEND IMMEDIATE MILITARY AID WORTH 25 MILLION DOLLARS TO IRAQ AND KURDISTAN

September 11, 2014

Washington: According to the memorandum posted on the White House Web site on the Internet , President Barack Obama agreed to provide "immediate military assistance" to the Iraqi government and Kurdistan Regional Government worth \$ 25 million to assist in military education and training. Since the eighth of August, American warplanes have launched air strikes in Iraq against terrorists of the Islamic State of Iraq and Syria ISIS to help Iraqi forces and the Peshmerga to restore towns and regions dominated by ISIS organization since the tenth of last June. US officials say that Washington is seeking to form an international coalition of Western countries and the others from the region against ISIS in Iraq and Syria. American officials want from allies to participate in the attacks on the organization as well as train and equip Iraqi forces and fighters of the Syrian opposition to provide humanitarian aid and intelligence information, while didn't identify tasks to be undertaken by each country in the coalition. shafaaq.com | Agencies

MOST AMERICANS SUPPORT ARMING KURDISH PESHMERGA FORCES, AIR STRIKES AGAINST ISIS: ABC NEWS

September 11, 2014

Washington: A survey conducted by the Washington Post newspaper and ABC News station revealed that the majority of Americans unprecedentedly support American air assaults in Iraq and Syria against the organization of the Islamic state in Iraq and Syria ISIS because it is considered a "serious" threat to American interests. The poll emphasized the increasing proportion of supporters to arm Kurdistan Peshmerga forces in the fight against ISIS. The poll showed that the majority of Americans believe terrorists of the Islamic State pose a serious threat to the vital interests of America, and they support air strikes launched by U.S. aircraft in Iraq and Syria. According to the survey, 71% of Americans say that they support the air strikes in Iraq in the index of the increase of the percentage which was up to 54% just three weeks ago, and less than 45% in June. The survey pointed out that among those who said that President Barack Obama is very cautious in dealing with international issues, 82% of them supported the air strikes. 66% of those, who said that the style of Obama in dealing with the foreign policy is quite good, support the air strikes. The survey also revealed an increase in the ratio of supporters to arm the Peshmerga forces in the fight against militants ISIS. 58% of those who polled supported doing so, compared to the previous month, which was only 45%. iraqinews.com | washingtonpost.com

ISRAELI COMMITTEE FOR THE HELP OF THE KURDIAH YAZIDIS FOUNDED IN TEL AVIV

September 12, 2014

Tel Aviv, Israel: Jewish human rights activists have initiated the Committee for the Help of the Yazidi Kurds in the Israeli metropolis of Tel Aviv. On Thursday, the commission held its first press conference. The well-known Yazidi policy adviser Dr. Mirza Dinnayi as well as the Yazidi activist Elias Kaseem were invited by the Israeli committee to address an audience. In his speech, Dr. Mirza Dinnaya stressed the necessity of humanitarian help, Elias Kasseem pointed out to the history of suffering of both the Jewish and Yazidi people, stating that both peoples shared the same fate for centuries. The cofounder of the committee Uriel Levi said that such as Yazidis, Jews had been discriminated for a long time too, wherefore Jews were ready to help Yazidis due to their common history. The committee which was founded at the end of last month seeks to approach politicians as well as international companies located in Israel. Levi also stated that the organization's partners from all over the world had been already contacted to provide humanitarian assistance. The Committee for the Help of the Yazidis is a non governmental organization run by Israeli private persons. ezidipress | Ekurd.net ■

International New York Times SEPTEMBER 6-7, 2014

Americans and 9 allies to join forces against ISIS

NEWPORT, WALES

BY HELENE COOPER

The Obama administration said Friday that it had formed a coalition of countries to counter the Islamic State in Iraq and Syria, unveiling a military and political campaign that officials said could eventually serve as a model for fighting extremist groups around the world.

In a hastily organized meeting on the outskirts of the NATO summit meeting, diplomats and military officials from the United States, Britain, France, Australia, Canada, Germany, Turkey, Italy, Poland and Denmark huddled on what they called a two-pronged strategy: working to bolster allies fighting on the ground in Iraq and Syria, while the United States, alone so far, bombs Sunni militants from the air, so long as they are in Iraq.

"There is no containment policy for ISIL," Secretary of State John Kerry said at the beginning of the meeting, referring to the militant group by an alternative acronym. "They're an ambitious, avowed, genocidal, territorial-grabbing, caliphate-desiring quasi-state with an irregular army, and leaving them in some capacity intact anywhere would leave a cancer in place that will ultimately come back to haunt us."

But he and other officials made clear that at the moment, any ground combat troops would come from either Iraqi se-

curity forces and Kurdish fighters in Iraq or moderate Syrian rebels opposed to the government of President Bashar al-Assad in Syria. "Obviously I think that's a red line for everybody here: No boots on the ground," Mr. Kerry said.

Britain said that no military requests had been made of it as part of the talks. "We are not at the stage for this type of conversation," said an aide to Prime Minister David Cameron. Discussions focused mainly on a "political-led strategy," said the aide, who spoke on the condition of anonymity in accordance with diplomatic practice.

The discussion, the aide said, was about "how we put together the best support and help for those countries in the region which are in the front of squeezing the threat that is posed by ISIL."

Privately, one diplomat said that the meeting's participants, at the level of foreign ministers rather than leaders, indicated that the United States was still fleshing out its strategy against ISIS. The Americans also are eager to maintain pressure on Iraq to form an inclusive government as a prerequisite for closer engagement.

But some diplomats were uncomfortable using a summit meeting of the 28-nation alliance as a backdrop for a smaller group with no NATO imprimatur and, except for Turkey, no partners with large Muslim populations.

American officials are hoping to ex-

pand the coalition against ISIS to include as many countries as possible, particularly in the Middle East region. Obama administration officials said privately that in addition to the countries that attended the meeting Friday morning, the United States was hoping to acquire intelligence help about the Sunni militants from Jordan, whose leader, King Abdullah, was attending the Wales meeting.

American officials said they also expected Saudi Arabia to contribute to financing and building up moderate Syrian rebel groups. In addition, Yousef al-Otaiba, the United Arab Emirates ambassador to the United States, said in an earlier statement that his country stood ready to join the fight against ISIS.

Enlisting the Sunni neighbors of Syria and Iraq is crucial, experts said, because airstrikes alone will not be enough to vanquish ISIS fighters. The Obama administration is also seeking to pursue a strategy that begins with gathering intelligence, followed by targeted airstrikes, more robust and better-coordinated support for moderate rebels and, finally, a political reconciliation process.

Administration officials said amassing support for moderate rebels in Syria was particularly critical. This summer President Obama set aside \$500 million to train and support vetted members of the moderate opposition to Mr. Assad. Officials say they expect that Congress will approve that request at the beginning of October.

But even if the money is approved, American officials will still face obstacles in strengthening the Free Syrian Army, the politically moderate force of choice for the United States. "This is going to take months," an official said on Friday.

International New York Times SEPTEMBER 12, 2014

Syrians wonder how pursuit of ISIS will shift course of war

BEIRUT, LEBANON

BY ANNE BARNARD

The prospect of the first American attacks on Syrian soil during three years of brutal civil war electrified Syrians on Thursday, prompting intense debate over whether airstrikes on the Islamic State in Iraq and Syria would help or harm President Bashar al-Assad, his armed Syrian opponents and war-weary civilians.

Raqqa, the northeastern city that ISIS has ruled for more than a year, was abuzz with the news. Civilians fled areas near ISIS headquarters. Anti-ISIS insurgents pronounced themselves energized by the prospect of new American aid and said Turkish officials had recently contacted them, promising new arms to fight the foreign-led Sunni

group.

But even among fervent opponents of ISIS — including Syrian insurgents, some of whom stand to gain aid to battle the group — there was ambivalence over President Obama's declaration on Wednesday night that he would "not hesitate" to strike ISIS in Syria.

Many warned that if weakening ISIS strengthened Mr. Assad, allowing him to continue attacking opposition-held civilian areas with impunity, and was not accompanied by political enfranchisement of the Sunni majority in Syria, the strikes could backfire, driving more Sunnis to support or tolerate ISIS. Others worried that Syrian civilians could be killed in the attacks.

"Some parts of Syria haven't been destroyed yet, but after the strike nothing will be left," said Matar, a spokesman for Ahrar al-Sham, an ultraconservative

Islamist group that opposes ISIS, giving only his first name for security reasons. "Our war is with Bashar," he added, complaining that America had not responded to Mr. Assad's indiscriminate use of shrapnel-filled barrel bombs. "Why did the Americans wait until now to strike?"

Even those most supportive of the strikes complained that the United States had abetted the rise of extremists like ISIS by failing to aid other insurgents earlier, and was attacking it only now that it had swollen to pose a threat to America and the world.

The reactions underscored the conundrum the United States faces in wading into the Syrian battlefield. Until now, Mr. Obama has strenuously resisted pleas from Syrian insurgents for more help in fighting Mr. Assad's crackdown against a rebellion that began with polit-

ical protests, citing concerns that arms given to insurgents would end up in extremist hands.

Now, framing the attack on ISIS as driven by American national security concerns, Mr. Obama faces mistrust from both sides. Many insurgents consider his action too little too late, and say his declaration that the United States stands with "people who fight for their own freedom" rings hollow. The Syrian government and its supporters express suspicion that the strikes could be a cover to attack the government.

Mr. Obama vowed on Wednesday not to coordinate with the Syrian government, which he said had lost its legitimacy through its brutal tactics against the insurgency.

The Syrian state news media said that refusal violated Syrian sovereignty and showed that he was "not serious" about fighting terrorism.

Government supporters said that destroying ISIS, Mr. Obama's avowed goal, would be difficult without taking advantage of Syrian intelligence on ISIS locations, fighters and methods.

At the same time, a person familiar with the deliberations of Hezbollah, the Lebanese Shiite militant group that has fought alongside Syrian troops, said that while coordination with the Syrian government would be better, the group welcomed any attacks against ISIS and believed that they would help the Syrian government.

Mr. Assad's opponents, and some of his supporters, say he allowed ISIS to flourish while his government focused on attacking more-moderate rebel groups in a deliberate effort to wipe out his moderate opposition and paint himself as a bulwark against terrorism.

Major questions remain. In Raqqa — where many have tolerated ISIS because it provides money and a semblance of order, and has recently scored military victories against government bases that shelled the area — people were eager for more details on how a political solution might follow from the attacks.

There is a broad consensus among diplomats, and even among some moderate supporters of the Syrian government, that the only way to legitimize the fight against ISIS is through a new approach in which the West agrees that Mr. Assad stays but must cede some powers to a Sunni-inclusive national unity government. But Mr. Assad's inner circle has given no sign of interest in any compromise.

A lawyer from Raqqa, speaking on the condition of anonymity for his safety, said he opposed the American strikes, saying they reflected "double standards" from the West.

"Why are not Hezbollah, the Syrian regime and its militias also considered terrorists and destabilizing the security of the region?" he said.

But Ahmad al-Soud, a lieutenant colonel who defected from the Syrian Army and now heads the newly assembled Fifth Corps, a coalition of insurgent groups made up mainly of de-

Les défis d'un gouvernement pluraliste en Irak

Il manque encore les ministres de la Défense et de l'Intérieur mais l'essentiel, aux yeux de la communauté internationale, est acquis: l'Irak a un nouveau gouvernement et l'ex-Premier ministre, Nouri al-Maliki, ne le dirige pas. Le Parlement a approuvé lundi la liste de ses 26 membres sunnites, kurdes et chiïtes proposée par son successeur, Haïdar al-Abadi. En visite mercredi à Bagdad, le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, l'a de nouveau félicité tout en l'enjoignant à lancer les réformes «nécessaires pour amener à la table des négociations chaque segment de la société».

Ouverture. La tâche principale du gouvernement sera avant tout de ne pas répéter les erreurs d'Al-Maliki, accusé par la majorité des politiques irakiens d'avoir permis, en menant une politique sectaire au

seul profit des chiïtes, à l'Etat islamique de s'implanter, puis de s'emparer d'une bonne partie du nord et de l'ouest de l'Irak. Marginalisés, certains responsables provinciaux et tribus sunnites se sont peu à peu tournés vers l'Etat islamique (EI), rejoint par d'ex-officiers de Saddam Hussein. Sans cette alliance contre-nature, les jihadistes n'auraient pu contrôler la province d'Al-Anbar dès janvier, puis lancer une offensive éclair pour prendre Mossoul (deuxième ville du pays), faire la jonction avec la Syrie voisine et proclamer l'instauration d'un califat.

Les Etats-Unis et les pays européens pressent donc depuis des semaines à l'instauration d'un gouvernement d'union nationale et d'une politique d'ouverture à l'égard des sunnites, seul moyen pour espérer que les tribus se re-

tournent contre l'Etat islamique. En 2006, la création des milices sunnites *sahwa* («réveil») avait contribué à chasser Al-Qaeda en Irak — dont est issu l'Etat islamique — d'Al-Anbar.

Le gouvernement d'Al-Abadi devra aussi rassurer les Kurdes en ouvrant les négociations qu'ils réclament depuis des années, notamment sur la répartition de la manne pétrolière. Al-Maliki les avait ulcérés en acceptant leurs revendications lors de la conférence d'Erbil à l'été 2013 avant de revenir sur ses promesses. Si l'offensive de l'EI a permis aux Kurdes de récupérer la ville de Kirkouk, ils sont aujourd'hui en première ligne face aux tentatives d'avan-

Les Etats-Unis encouragent la création d'un gouvernement d'union nationale et une politique d'ouverture à l'égard des sunnites.

cées des jihadistes. Plusieurs pays, dont la France, leur ont livré des armes ces dernières semaines. Al-Abadi a promis de les imiter.

Incompétence. L'Irak, même soutenu par une coalition internationale (*lire ci-contre*), ne pourra toutefois pas se débarrasser du «cancer» de l'Etat islamique, selon les termes d'Al-Abadi, sans bâtir son armée. Celle-ci a montré son incompétence en fuyant lors de l'offensive jihadiste sur Mossoul, conquise en moins de vingt-quatre heures le 10 juin. Et n'a depuis pas réussi à reprendre les territoires perdus, malgré le soutien des milices chiïtes. Seuls les bombardements américains, décidés le mois dernier, ont permis aux forces irakiennes de reprendre quelques positions, dont le barrage de Mossoul.

LUC MATHIEU

factors, welcomed the strikes.

"No one has the capacity to do it but the U.S.," he said. "The Islamic State now is more dangerous than Assad in the whole area, not just in Syria."

He said many Syrians had joined ISIS

out of desperation and were suspicious of the United States after years of anti-American government speech. But if the strikes are accurate and effective, he said, "people will stand with the winner, since they are weak."

État islamique : l'Irak se félicite du projet américain de coalition internationale

Le projet de coalition a commencé à s'esquisser vendredi en marge du sommet de l'Otan à Newport, au Royaume-Uni. Il exclut toutefois l'envoi de troupes au sol.

6 septembre 2014

www.lepoint.fr

Bagdad s'est félicité samedi du projet de coalition internationale porté par le président américain Barack Obama contre l'État islamique (EI), le qualifiant de "message de soutien fort" à l'Irak, après des appels à l'aide répétés. Le projet de coalition a commencé à s'esquisser vendredi en marge du sommet de l'Otan à Newport, au Royaume-Uni.

Face aux avancées des djihadistes début août dans le nord de l'Irak, poussant à la fuite des centaines de milliers de personnes et menaçant le Kurdistan, Washington a commencé à mener des raids aériens contre leurs positions, en appui aux forces kurdes et fédérales. Et plusieurs pays occidentaux ont promis des armes à Erbil, la capitale de la région autonome kurde.

Mais après la décapitation par l'EI du journaliste américain James Foley, dans une vidéo diffusée le 19 août, les pays occidentaux ont fait part de leur effroi, se disant encore plus déterminés à éradiquer ce groupe, auteur d'exécutions, d'enlèvements et de lapidations.

FORCES FÉDÉRALES DÉPAS- SÉES

"Nous accueillons favorablement" le projet de coalition, a dit à l'AFP samedi le ministre irakien des Affaires étrangères Hoshyar Zebari, rappelant que son pays avait "à plusieurs reprises appelé ses partenaires internationaux à l'aide pour faire face à cette menace dangereuse, non seulement pour les peuples d'Irak et de la région mais aussi pour l'Europe, l'Amérique et les pays de l'Otan".

Reconnaissant que les capacités de



Le ministre irakien des Affaires étrangères, Hoshyar Zebari

l'Irak face à l'EI étaient "limitées", il a dit avoir "besoin de soutien". Devant l'offensive fulgurante débutée en juin par l'EI au nord de Bagdad, qui lui a permis de s'emparer de grands secteurs dans cinq provinces, les forces fédérales irakiennes se sont en effet retrouvées complètement dépassées.

Excluant une opération terrestre étrangère, Hoshyar Zebari a indiqué que les pays prêts à s'engager dans la coalition évoquaient "un soutien aérien, une aide tactique, un armement des forces sur le terrain comme (celui) des peshmergas (combattants) kurdes, des forces de sécurité irakiennes et aussi une aide en matière de renseignements". À la clôture du sommet de l'Otan vendredi, le président Obama s'est dit "confiant dans le fait que les Alliés de l'Otan et leurs partenaires sont prêts à rejoindre une vaste coalition internationale".

"PAS DE TROUPES AU SOL"

Les représentants de dix pays (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie, Turquie, Pologne, Danemark, Canada, Australie) s'étaient réunis plus tôt pour jeter les fondements de cette coalition,

le secrétaire d'État américain John Kerry et le secrétaire à la Défense Chuck Hagel espérant qu'elle puisse voir le jour d'ici à l'Assemblée générale de l'ONU fin septembre à New York.

Toutefois, les objectifs, la nature et les contours de cette coalition restent encore à définir. Pour les participants à la réunion de vendredi, "la ligne rouge est : pas de troupes (de combat) au sol", a résumé John Kerry. Selon les Américains, "pour être efficace, elle doit s'articuler autour de plusieurs axes : soutien militaire à nos partenaires irakiens, stopper le flux des combattants étrangers, contrer le financement de l'État islamique, traiter la crise humanitaire et délégitimer son idéologie".

Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés estime à 1,8 million le nombre des Irakiens déplacés par les combats - impliquant en particulier l'EI - en 2014 en Irak, dont 850 000 ont fui vers le Kurdistan. D'autres questions restent en suspens, en tête desquelles le cas de la Syrie, où l'EI s'est emparé de larges zones dans le nord et l'est en tirant avantage de la guerre qui la ravage depuis plus de trois ans.

Le groupe a proclamé fin juin l'établissement d'un califat à cheval sur l'Irak et la Syrie, et tous les Alliés reconnaissent que la Syrie fait partie du problème.

"LA MENACE EST RELATIVE- MENT IMMÉDIATE POUR L'EUROPE"

François Hollande, qui s'est dit prêt à participer à une coalition "dans le respect du droit international", a cependant exclu pour l'heure une action en Syrie, dirigée par un président Bachar el-Assad dont la légitimité n'est pas reconnue par les alliés et qui pourrait mettre à profit des frappes pour se renforcer.

Barack Obama a lui-même reconnu la semaine dernière que les États-Unis n'avaient pas encore arrêté de stratégie pour ce pays. La menace de l'État islamique est d'autant plus pressante que les pays occidentaux redoutent l'exportation sur leur sol d'actes de terrorisme, l'EI ayant attiré quelque 2 000 djihadistes européens, selon les services de renseignement.

"La menace est relativement immédiate pour l'Europe", a ainsi déclaré Matthew Olsen, qui dirige le Centre national de l'antiterrorisme américain. Sur le terrain, les forces kurdes et les miliciens chiites ont découvert 35 cadavres à Souleimane Bek, au nord de Bagdad, ville qu'ils ont reprise lundi à l'EI, selon un officier et un médecin. ♦



Londres envoie des mitrailleuses lourdes aux forces kurdes en Irak

Londres, 9 septembre 2014 (AFP)

LE MINISTRE de la Défense Michael Fallon a annoncé mardi que le gouvernement britannique envoyait pour 2 millions d'euros de mitrailleuses lourdes et de munitions aux forces kurdes d'Irak pour lutter contre les jihadistes de l'Etat islamique (EI).

"La livraison doit arriver en Irak mercredi et sera composée de mitrailleuses lourdes et de munitions", a déclaré le ministre dans un communiqué adressé au parlement britannique.

"Le Royaume-Uni s'est engagé à aider le gouvernement d'Irak", a-t-il indiqué, précisant que

"le coût total de l'aide est d'environ 1,6 million de livres (2 millions d'euros) plus environ 475.000 livres de frais de transport".

"Les forces kurdes restent nettement moins bien équipées que l'EI et nous répondons (à leur demande d'assistance) pour les aider à se défendre, pour protéger les citoyens et repousser les avancées de l'EI", a-t-il ajouté.

Jusqu'ici, Londres a notamment envoyé en Irak de l'aide humanitaire et des armes provenant de pays tiers.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry était attendu mardi au Moyen-Orient pour une demande d'assistance) pour les aider à se défendre, pour protéger les citoyens et repousser les avancées de l'EI", a-t-il ajouté.

La France, qui arme déjà les peshmergas, a quant à elle annoncé mardi qu'elle allait acheminer dans les prochains jours dix-huit tonnes d'aide humanitaire à destination de l'Irak. ●

LES KURDES, UN PEUPLE ÉCLATÉ ENTRE QUATRE PAYS

Par Camille Bordenet
Le Monde.fr
9 septembre

Depuis l'offensive fulgurante de l'Etat islamique (EI) dans le nord de l'Irak, la question kurde est plus que jamais d'actualité. Les peshmergas (soldats du Kurdistan d'Irak) mais aussi les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), basé en Turquie et Syrie, sont en première ligne face aux djihadistes.

Après des revers dans les monts Sinjar et la plaine de Mossoul, les troupes kurdes, appuyées par les bombardements aériens américains et par les livraisons d'armes venues des Etats-Unis et d'Europe (France, Royaume-Uni, Allemagne, Italie et République tchèque), ont reconquis des territoires perdus, notamment le barrage de Mossoul et la ville d'Amerli.

Qui sont les Kurdes, leur langue, leur religion ? Quelles sont les implications régionales de l'offensive de l'EI sur leur avenir ? Pourraient-ils profiter de l'effondrement de l'Etat irakien pour accéder à l'indépendance ?

QUI SONT LES KURDES ?

Les Kurdes, qui forment le plus grand peuple apatride au monde, sont écartelés entre quatre pays : l'est de la Turquie, le nord-ouest de l'Iran, le nord de l'Irak et l'est de la Syrie. Une importante diaspora kurde est également présente dans les pays de l'ex-URSS, en Europe, aux Etats-Unis et en Australie.

Si le terme Kurdistan – litté-



Le Kurdistan irakien fait figure de havre de paix, avec un développement économique insolent comparé au reste du pays.

ralement « pays des Kurdes » – est régulièrement employé, le Kurdistan en tant qu'Etat unifié aux frontières internationalement reconnues n'existe pas.

COMBIEN SONT-ILS ?

Parce qu'aucun des quatre pays n'a fait de recensement sur sa population kurde, on ne connaît pas leur nombre exact, mais les estimations oscillent entre 20 et 40 millions, le chiffre de 35 millions étant le plus souvent avancé.

Selon l'Institut kurde de Paris, ils seraient 15 millions en Turquie (soit 20 % de la population du pays), 6 à 7 millions en Iran (de 8 % à 10 % de la population), 2 millions en Syrie (9 % de la population) et 5 millions en Irak (22 % de la population). Mais concernant l'Irak, le gouvernement central se base sur des estimations (17 %) inférieures à celle du Gouvernement régional du Kurdistan.

QUELLES SONT LEURS

RELIGIONS ?

Comme le souligne Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde de Paris :

« Chez les Kurdes, le ciment de l'identité n'est pas la religion mais la langue et la culture. »

La grande majorité des Kurdes est musulmane sunnite (80 %), « bien que ce sunnisme diffère quelque peu de celui des Arabes et des Turcs », précise le spécialiste. Le reste des Kurdes de confession musulmane se partagent entre le chiisme et l'alévisme, une dissidence du chiisme très vivace en Turquie. Le cas des Kurdes d'Iran est intéressant : deux tiers d'entre eux suivent le rite sunnite. Ces derniers constituent donc une double minorité, ethnique et religieuse, ce qui fait d'eux la cible de persécutions récurrentes de la République islamique.

Les Kurdes chrétiens se divisent entre catholiques, assyriens, chaldéens et syriaques. Au Kurdistan d'Irak, les chrétiens sont estimés à quelque 150 000.

De nombreux Kurdes se réclament aussi du yézidisme, une religion dérivée du zoroastrisme. Ils seraient environ 500 000 au Kurdistan irakien, 150 000 en Syrie et 100 000 en Turquie. Une petite communauté de Kurdes shabak (adeptes d'un syncrétisme dérivé du chiisme et du yézidisme) vit aussi dans le nord de l'Irak (60 000 personnes).

Enfin, alors que les Kurdes comptaient une communauté juive de 25 000 personnes, tous se sont exilés dans les années

1949-1950 en Israël.

QUELLES SONT LEURS LANGUES ?

Le Kurde comme langue et comme écriture n'est pas unifié. Les Kurdes ont deux dialectes principaux, différents mais proches et compréhensibles l'un par l'autre :

- le kurmandji, principal ensemble linguistique kurde, surtout parlé dans le Nord, en Turquie et Syrie principalement, mais aussi dans le nord du Kurdistan d'Irak et du Kurdistan d'Iran

- le sorani, un dialecte qui s'écrit en alphabet arabe. Il est surtout parlé dans le sud du Kurdistan d'Irak et d'Iran.

A QUAND REMONTE L'IDÉE DE KURDISTAN ?

Le Kurdistan est une idée très ancienne qu'on peut faire remonter au Xe siècle, avec l'apparition des premières principautés kurdes indépendantes. « Une chose est sûre, selon Kendal Nezan, le sentiment d'appartenance à un peuple distinct, la conscience de la kurdité et du Kurdistan est très ancienne chez les Kurdes, qui sont une population autochtone du Proche-Orient et qui se considèrent comme les descendants des Mèdes [peuple voisin des Perses] de l'Antiquité. »

En 1596, le monumental ouvrage Charafnameh ou les fastes de la nation kurde consacre pour la première fois l'idée d'un peuple kurde cherchant son unité. « Au XVIe siècle, l'idée de l'indépendance est donc déjà là, explique Kendal Nezan. Ensuite, la concrétisation par les guerres commence en 1806, avec le premier soulèvement pour l'indépendance du Kurdistan, et n'a pas cessé depuis. »

Au lendemain de la première guerre mondiale, les Alliés redessinent les frontières sur les ruines de l'Empire ottoman : Kurdes, Arabes, Assyriens et Arméniens se voient promettre des Etats indépendants ou des foyers nationaux, souvent sur les mêmes territoires. Le traité de Sèvres, signé en 1920, promet ainsi un « territoire autonome des Kurdes » dans le sud-est de l'Anatolie. ➔



Selon le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (HCR), la seule région du Kurdistan, dans le nord de l'Irak, abrite quelque 600 000 déplacés, dont de nombreux chrétiens et yézidis.



Une affiche du président de la région autonome du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, lors élections irakiennes de juillet 2009.

→ Des promesses bafouées à peine trois ans plus tard par le traité de Lausanne : les Kurdes se voient ainsi répartis entre la Turquie, l'Iran, la Syrie (alors sous protectorat français) et l'Irak (sous protectorat britannique).

Dès 1924, une vague d'insurrections des Kurdes voit le jour en Turquie, avant de s'étendre aux pays voisins. En 1927, la République d'Ararat est proclamée dans la province turque d'Agri : elle ne fut jamais reconnue et l'armée turque en vint à bout définitivement en 1931.

De 1925 à 2003, les Kurdes d'Irak ont été en guerre quasi permanente contre l'Etat central. Et, face à la négation de leur identité par des Etats répressifs et centralisateurs, des mouvements d'indépendance naissent dans chaque pays de la région : le Parti démocratique du Kurdistan en Irak en 1946, le Parti démocratique du Kurdistan en Iran en 1945 ainsi que plusieurs partis en Turquie.

En 1946, l'éphémère République de Mahabad est proclamée pendant quelques mois dans l'ouest de l'Iran. A la fin de la même année, son président, Qazi Muhammad, est capturé et exécuté par l'armée iranienne. Son bras droit, le leader kurde irakien Moustapha Barzani, s'enfuit dans son fief d'Erbil.

ONT-ILS ÉTÉ PERSÉCUTÉS ?

Le sentiment national s'est vu renforcé par une persécution et une répression importantes : interdiction de leur langue, de leurs coutumes, de leurs associations et de leurs partis, changement de leurs prénoms, arabisation de leurs villages, créations de ceintures de population non kurdes pour les fragmenter, déportations, emprisonnements, tortures, voire génocide – même si le terme reste discuté – à Hallabja en 1988, où le régime de Saddam Hussein a tué quelque 5 000 personnes en usant de gaz.

Toutefois, la lutte des Kurdes est handicapée par leur éclatement géographique et leur disparités politiques et culturelles. Les Kurdes demeurent conscients que la communauté internationale est hostile à leur projet indépendantiste par soucis de respecter les frontières héritées de l'ordre colonial. En témoigne l'échec du PKK qui avait tenté, durant les années 1980, de faire émerger à nouveau, par la lutte armée, l'idée d'un grand Kurdistan. Depuis, la seule expérience qui ait fait ses preuves est plus modeste : l'autonomie, avec l'exemple irakien.

LE KURDISTAN IRAKIEN, UN EXEMPLE ?

De 1991 à 2003, le Kurdistan irakien, protégé par la couverture aérienne garantie par l'ONU, a bénéficié d'une quasi-indépendance de fait. Après la chute de Saddam Hussein en 2003 et l'invasion américaine, les Kurdes irakiens ont réussi à s'unir pour obtenir la mise en place, dans la Constitution, d'un statut fédéral.

Le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), présidé par Massoud Barzani, dispose d'une importante force armée, les peshmergas, les gardes régionaux kurdes, forte de 190 000 hommes. De son côté, l'armée irakienne n'est pas autorisée à pénétrer en territoire kurde et les autorités kurdes se passent désormais de l'accord de Bagdad pour passer des contrats pétroliers avec des compagnies étrangères et exporter directement leur brut en direction de la Turquie.

Le GRK est une réussite exemplaire aux yeux de tous les Kurdes. « L'ensemble du peuple kurde est très fier de cette résurrection. Et c'est d'autant plus un exemple que cela semblait être une cause désespérée au vu du champ de ruines qu'était l'Irak en 1991 », analyse Kendal Nezan. Exemple pour tous les Kurdes, cette expérience historique a permis aux Kurdes de

réaliser que la solution la plus viable n'était pas forcément l'indépendance mais l'autonomie de chaque minorité kurde dans le cadre des quatre Etats existants, en vue d'une union future.

QUELS SONT LEURS PRINCIPAUX PARTIS ?

Il existe une myriade de partis politiques kurdes répartis dans les quatre pays. Rien qu'en Syrie, on en compte dix-sept. Certains ont une influence qui dépasse largement les frontières. Ainsi le PKK (Turquie), classé comme organisation terroriste par les Etats-Unis et l'Union européenne, possède des « filiales » dans chaque Kurdistan : en Syrie avec le Parti de l'union démocratique (PYD), en Iran avec le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK) et en Irak avec le PCKD, une petite formation.

En Irak, les deux principales formations kurdes sont le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), dirigé par Massoud Barzani, fils de Moustapha Barzani, chef historique du mouvement national kurde et actuel président du GRK. Il est principalement implanté à Erbil. Souleimanyeh est la place forte de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), fondée par Jalal Talabani, le président de l'Irak de 2005 à 2014.

Aujourd'hui gravement malade, M. Talabani est soumis à la concurrence de plus en plus forte du mouvement Gorran. Le PDK de Barzani entretient de bonnes relations avec le premier ministre et futur président de la Turquie, Recep Tayyip Erdogan, alors que le PKK est en guerre contre Ankara. L'UPK est, quant à lui, proche de l'Iran.

QUELLES SONT LEURS AMBITIONS ?

Avec la contre-offensive des peshmergas d'Irak et du PKK face aux djihadistes de l'EI, les Kurdes s'imposent comme un

acteur dont l'armée irakienne et les Etats-Unis ne peuvent se passer.

Début juillet 2014, Massoud Barzani a annoncé la tenue d'un référendum pour l'indépendance. Mais face au tollé international et aux protestations des Etats-Unis et de l'Allemagne notamment, le leader kurde pourrait vouloir étendre son territoire en ne restituant pas au gouvernement irakien les terres conquises sur l'EI, dont une part importante, riche en pétrole, est disputée par Bagdad et Erbil. Selon Kendal Nezan, c'est un leurre de penser que l'indépendance est la priorité du GRK :

« Les Kurdes d'Irak ne réclameront leur indépendance que si le pouvoir central les y pousse en ne faisant aucune concession. Je pense qu'ils vont profiter de la redistribution des cartes pour négocier plus d'autonomie et de territoires riches en ressources. Ils ont de toute façon suffisamment de ressources économiques et militaires pour faire pression : si les autorités centrales n'acceptent pas, ils menaceront de déclarer leur indépendance. »

Toutefois, les ambitions de Massoud Barzani se heurtent aussi à celles du PKK, qui a profité de la guerre civile en Syrie pour installer un embryon d'Etat au Kurdistan syrien, avant d'entrer en Irak pour combattre, lui aussi – et souvent plus efficacement que les peshmergas – la menace djihadiste. Les Kurdes disposent désormais de deux leaderships et de deux modèles paratétatique concurrents : l'autonomie pétrolière, paternaliste et clanique du Kurdistan d'Irak ; et l'indépendance de facto, laïque, autoritaire et socialiste du Kurdistan syrien. ■

Qatar's support for Islamists alienates allies near and far

CAIRO

BY DAVID D. KIRKPATRICK

Standing at the front of a conference hall in Doha, the visiting sheikh told his audience of wealthy Qataris that to help the battered residents of Syria, they should not bother with donations to humanitarian programs or the Western-backed Free Syrian Army.

"Give your money to the ones who will spend it on jihad, not aid," implored the sheikh, Hajaj al-Ajmi, recently identified by the United States government as a fund-raiser for Al Qaeda's Syrian affiliate.

Qatar is a tiny, petroleum-rich Persian Gulf monarchy where the United States has its largest military base in the Middle East. But for years it has tacitly consented to open fund-raising by Sheikh Ajmi and others like him. After his pitch, which he recorded in 2012, and which still circulates on the Internet, a sportscaster from the government-owned network, Al Jazeera, lauded him. "Sheikh Ajmi knows best" about helping Syrians, the sportscaster, Mohamed Sadoun El-Kawary, declared from the same stage.

Sheikh Ajmi's career as a fund-raiser is one example of how Qatar has for many years helped support a spectrum of Islamist groups around the region by providing safe haven, diplomatic mediation, financial aid and, in certain instances, weapons.

Sheikh Ajmi and at least a half-dozen others identified by the United States as private fund-raisers for Al Qaeda's Syrian franchise operate freely in Doha, the Qatari capital, often speaking at state-owned mosques and even occasionally appearing on Al Jazeera. The state itself has provided at least some form of assistance — whether sanctuary, media, money or weapons — to the Taliban of Afghanistan, Hamas of Gaza, rebels from Syria, militias in Libya and allies of the Muslim Brotherhood across the region.

Now, however, Qatar is finding itself under withering attack by an unlikely alignment of interests, including Saudi Arabia, the United Arab Emirates, Egypt and Israel, which have all sought to portray it as a godfather to terrorists everywhere. Some in Washington have accused it of directly supporting the Islamic State in Iraq and Syria, or ISIS — an extremist group so bloodthirsty that Al Qaeda has condemned it — a charge that Western officials, independent analysts and Arab diplomats critical of Qatar all call implausible and unsubstantiated.

"That is just disinformation," said Michael Stephens, a researcher based in Doha for the Royal United Services Institute, a British research center. "I am not going to excuse what Qatar has done: It

has been grossly irresponsible when it comes to the Syrian conflict, like many other countries," he said. "But to say that Qatar is behind ISIS is just rhetoric; it is politics getting in the way of things, and it blinds people to real solutions."

Propelling the barrage of accusations against Qatar is a regional contest for power in which competing Persian Gulf monarchies have backed opposing proxies in contested places like Gaza, Libya and especially Egypt. In Egypt, Qatar and its Al Jazeera network backed the former government led by politicians of the Muslim Brotherhood. Other Gulf monarchies long despised the Brotherhood because they saw it as a well-organized force that could threaten their power at home, and they backed the military takeover that removed the Islamist president.

Qatar is hardly the only Gulf monarchy to allow open fund-raising by sheikhs that the United States government has linked to Al Qaeda's Syrian franchise, the Nusra Front: Sheikh Ajmi and most of the others are based in Kuwait and readily tap donors in Saudi Arabia, sometimes even making their pitches on Saudi- and Kuwaiti-owned television networks. United States Treasury officials have singled out both Qatar and Kuwait as "permissive jurisdictions" for terrorist fund-raising.

In many cases, several analysts said, Qatar has sought to balance a wager on the future of political Islam as a force in the region with a simultaneous desire not to alienate the West. It has turned a blind eye to private fund-raising for Qaeda-linked groups to buy weapons in Syria, for example, but it has not provided direct government funding or weapons. At times, Mr. Stephens and other analysts said, Western pressure has moved Qatar to at least partially suppress some of the overt fund-raising.

Qatar openly provides a base for leaders of the Palestinian militant group

Qatar has sought to balance a wager on the future of political Islam as a force in the region with a simultaneous desire not to alienate the West.

Hamas — deemed a terrorist organization by the United States and Israel — as well as money to help prop up its government in Gaza. But American and Israeli officials say Qatar has stopped short of providing the group with weapons, as Iran does.

Qatar has allowed members of the Taliban to open an office and make their homes in Doha, but as part of deals approved by Washington.

In Libya, Qatar and the United Arab

Emirates are now backing rival sides in Libya's escalating domestic unrest, each with unsavory ties: The U.A.E. is backing former fighters for Col. Muammar el-Qaddafi and members of his ruling elite, while Qatar is backing a coalition that includes militant Islamist groups.

But Qatar has also tried to draw lines, according to Western diplomats and Islamists who have worked with Doha. Since the military ouster of the Muslim Brotherhood's government in Egypt, for example, Islamists in exile say that Qatar has given them sanctuary but has refused to provide money to the Brotherhood for fear of further alienating its Gulf neighbors who backed the takeover.

Many analysts say it is Qatar's support for the Muslim Brotherhood that has drawn accusations from other Gulf states that have charged that Qatar is funding terrorism in Syria and elsewhere.

"The big falling-out is over Egypt, not Syria," said Paul Salem, a scholar at the Middle East Institute in Washington. Now, he said, Saudi Arabia, the United Arab Emirates and the other Gulf states "are putting the squeeze on Qatar."

Since the military takeover in Cairo, Egypt, Saudi Arabia and the United Arab Emirates have all withdrawn their ambassadors from Doha. And Israel, which once praised Qatar as the only Gulf state to open bilateral relations, appears to be capitalizing on the split to pressure Qatar over its support for Hamas.

The United Arab Emirates have retained an American consulting firm, Camstoll Group, staffed by several former United States Treasury Department officials. Its public disclosure forms, filed as a registered foreign agent, showed a pattern of conversations with journalists who subsequently wrote articles critical of Qatar's role in terrorist fund-raising.

"All the Gulf intelligence agencies are competing in Syria and everyone is trying to get the lion's share of the Syrian revolution," Sheikh Shafi al-Ajmi, recently identified by the United States as a fund-raiser for Al Qaeda's Syrian affiliate, said in an interview on the Saudi-owned Rotana TV network last summer.

He acknowledged his role buying weapons from the Western-backed military councils, who sometimes received arms from Qatar. "When the military councils sell the weapons they receive, guess who buys them? It's me," he said.

Qatar says it opposes all "extremist groups," including ISIS.

"We are repelled by their views, their violent methods and their ambitions," Khalid al-Attiyah, the Qatari foreign minister, said in a recent statement about the allegations.

Mohamad Adam and Merna Thomas contributed reporting from Cairo, Isabel Kershner from Jerusalem, and Fares Akram from Gaza.

Old rivals look to team up against ISIS



ANDREA BRUCE FOR THE NEW YORK TIMES

As United States warplanes bombed ISIS fighters closing in on the Iraqi town of Amerli last month, Shiite militias directed by Iran, above, fought the same enemy on the ground.

BAGHDAD

Rise of radical militants creates new priorities amid competing agendas

BY TIM ARANGO

As the United States and its allies prepare to fight the Islamic State in Iraq and Syria, an unlikely collection of long-time adversaries with a common fear of the radical movement are scrambling to see if they can at least cooperate to defeat the rising threat.

The Sunni jihadist group known as ISIS has thrived so far in part because its enemies are also enemies of one another, a reality that has complicated efforts to muster a strong response to its rampage. That factor has been a crucial consideration in war planning in capitals as diverse as Tehran and Washington, London and Damascus. But the potential threat has also forced a re-examination of centuries-old tensions between Sunnis and Shiites, Kurds and Turks.

"Everyone sees ISIS as a short-term nemesis," said Vali R. Nasr, a former senior adviser at the State Department who is dean of the School of Advanced International Studies of Johns Hopkins University, adding that ISIS has thrust the region's traditional set of rivalries into a "momentary pause."

When the United States military was preparing to leave Iraq in 2011, its primary enemies were, for example, three Shiite militias, managed by Iran's spymaster, Qassim Suleimani, and armed with bombs traced to factories in Iran. But recently, as United States war-

planes bombed ISIS fighters closing in on a northern Iraqi town, Amerli, Mr. Suleimani directed three militias fighting the same enemy on the ground.

Iran and the United States insist there was no coordination, but the convergence of interests was a powerful symbol of just how much ISIS has, at least for now, reordered the region.

ISIS and its bloody march — mass killings, videotaped beheadings, ethnic cleansing — are forcing nearly every nation with a stake to reconsider relationships often shaped by competing agendas. Analysts say that after the upheaval of the Arab Spring, the rise of ISIS has led to perhaps the most turbulent moment for the Middle East since the split centuries ago between Sunnis and Shiites.

"I don't think there's been anything like this since the seventh century," said Daniel C. Kurtzer, a former American ambassador to Egypt and Israel who is now a professor at Princeton University in New Jersey.

If there is one upside to the tumult, it at least offers the slim prospect of bringing greater stability to the fractured region by finding common ground among competing geopolitical, religious and ethnic differences.

But that may just as likely prove wishful thinking, experts said. Mr. Nasr suggested that Iran and the United States, for example, "have tactical convergence" in Iraq, but show little chance of a more durable alliance.

"Iran is not going to get in the way of the U.S. going after ISIS," Mr. Nasr said. "The U.S. is not going to get in the way of Iran going after ISIS."

The Sunni power Saudi Arabia and Shiite Iran, whose long rivalry has

shaped the sectarian divide of the Middle East and played out in proxy wars in Syria and Iraq, also find themselves opposed to ISIS. That has raised hopes in the West of an opening in the fraught relationship between the two countries that could help not just defeat ISIS in Iraq, but perhaps help end sectarian skirmishes around the region, and resolve the three-year civil war in Syria.

But again Mr. Nasr said he saw only a reed of hope because, despite opposing ISIS, neither Saudi Arabia nor Iran had given any indication that they were ready to give up a guiding principle of their policies: to oppose one another.

The complex landscape of shifting alliances is particularly acute in Syria, where ISIS rose in the vacuum of the civil war before sweeping across Iraq. As President Obama prepares to widen a military campaign against ISIS by taking on the group inside Syria, he faces an even more complex situation than in Iraq, where there are obvious allies to do the fighting on the ground, including the Iraqi security forces, the Kurdish pesh merga and the Iranian-backed Shiite militias.

In Syria, the United States has called for the ouster of President Bashar al-Assad, while Iran has supported him. Russia, which has angered the West with its military involvement in Ukraine, is also another important ally of Mr. Assad. So Mr. Obama has to calculate how to fight ISIS without appearing to aid Mr. Assad and the agendas of Iran and Russia. If he helped the Syrian president, even indirectly, he would violate his own stated objective and anger Turkey, an important American partner in the region that has long opposed Mr. Assad.

"A year ago we were discussing if we were going to bomb this guy or not," said Michael Stephens, an analyst in Qatar for the Royal United Services Institute in London. "Now we're talking about helping him out."

Turkey has its own set of dilemmas. Early in the Syrian uprising, Turkey bet that Mr. Assad would go quickly and supported rebel groups with weapons and offered them the ability to go back and forth across its long border with Syria. As the uprising evolved into a brutal civil war, Turkey was sharply criticized for allowing ISIS to grow.

Now ISIS has become a threat to Turkey, and holds nearly 50 Turkish hostages captured when the militants overran the Turkish Consulate in Mosul, Iraq's second-largest city, in June.

Broadly, the rise of ISIS has sped up a process of reshaping the Middle East that began with the Arab Spring uprisings more than three years ago. Across the region, the old order disintegrated.

"You basically had an open field for these regional rivals to fight over, and the fighting is not over," Mr. Nasr said. "All of this put together is a consequence of the Arab Spring."

Azam Ahmed contributed reporting from Erbil, Iraq, and Omar al-Jawoshi from Baghdad.

Why the U.S. backed the Kurds



An Iraqi Kurdish pesh merga fighter on the front line in Khazer, 40 km West of Irbil, August 14, 2014. (AFP PHOTO/SAFIN HAMED/Getty Images)

experiences in Iraqi Kurdistan, the origins of U.S. support for the Kurds lie in the Islamic State's Aug. 3 assault on Sinjar. The attack and subsequent events allowed for the convergence of U.S.-Kurdish interests, as well as a noticeable change in how the Kurds framed their pitch for external support.

Prior to the August assault, Kurdish appeals to the West were based on the following argument: Kurdistan is a uniquely strong, stable, and democratic house in a militarily weak, unstable and authoritarian neighborhood. Since Iraqi fragmentation is inevitable and Kurdistan is the only viable (and importantly, pro-American) political entity in Iraq, then the United States should support Kurdish defensive positions and aspirations. Furthermore, an independent Kurdistan – bolstered by the necessary funds and arms – could serve as a moderating force or buffer state in the region. One Kurdish official – prior to the attack on Sinjar – used the term “positive neutrality” to describe Kurdistan’s pitched foreign policy.

However, this appeal by the Kurds did not offer what the United States needed at the time: An ally on the ground to help combat the Islamic State and keep the Iraqi state from further disintegration. Instead of declaring war on the Islamic State, the Kurds attempted to justify what was for them a wise policy: To fill emerging power vacuums, dig in their defenses and try to avoid being sucked into direct confrontation with any of the belligerents. The policy had been prudent from the Kurdish standpoint but appeared uncooperative from a U.S. perspective. Not only was the most effective fighting force in Iraq pledged to the sidelines (although Kurdish forces did engage with the Islamic State on nearly a daily basis along its borders), but fresh announcements from KRG President Masoud Barzani that the Kurds would begin the process of formalizing independence were viewed as contributing to Iraq’s political unraveling. Thus, at this point, it is not surprising that despite the Kurds best diplomatic efforts, their appeals for Western support largely came up empty.

The fresh IS offensive in early August initiated a convergence of U.S. and Kurdish goals, as well as a change in the Kurdish pitch for support. The fall of Sinjar was a military and psychological surprise in Kurdistan. Not only did the attack mark the first time that Kurdish-held territory was ceded to the Islamic State, it also seemingly shattered the narrative of Kurdistan’s neutrality and (most importantly) invincibility. Responding to the bold assault, Kurdish officials immediately proclaimed a declaration of war on the Islamic State and called for external assistance in Kurdistan’s forward assault. In subsequent meetings I had with Kurdish officials that week, the

By Morgan L. Kaplan
September 9, 2014
www.washingtonpost.com

The initiation of military support for Iraq’s Kurds and airstrikes in northern Iraq have marked an important turn in U.S. foreign policy. Although military support for the Kurdistan Regional Government (KRG) remains limited, arming the Kurds represents a serious change in U.S.-Kurdish relations and appears to conflict with previous U.S. policy in Iraq. In particular, direct military and political support for the KRG will strengthen Irbil’s position vis-à-vis the central government in Baghdad, and thus may perpetuate the process of political fragmentation unfolding in Iraq. How do we account for this new shift in U.S. policy toward Iraqi Kurdistan?

This summer, I was in Iraqi Kurdistan studying how the Kurdish liberation movement has used international diplomacy to solicit third-party support over the past four decades. While in the Kurdish capital of Irbil from June through the onset of U.S. airstrikes in early August, I had the opportunity to research Kurdish appeals for external support at a time of momentous change in both Kurdish foreign policy and international aid to the region.

Some analysts believe that concerns over a humanitarian crisis motivated the shift in U.S. policy to arm the Kurds, while others argue that the Islamic State had simply become an unbearable threat to U.S. interests in the region. It seems clear that humanitarian concerns were an important factor in U.S. decision-making, along with the revelation that the Islamic State was comparatively more powerful and menacing

to Kurdish forces than in the months preceding. However, the Islamic State offensive through northwest Iraq had already wrought humanitarian disaster long before the attacks on Yazidis in Sinjar in early August, and fears over the Islamic State were just as real in mid-June as today. Others have pointed to the threat to U.S. oil and business interests in Irbil – an argument that carries serious weight, but likely does not capture the core of U.S. decision-making.

Instead, what appears to have changed between mid-June and early August was a newfound alignment of Kurdish and U.S. interests in Iraq. From the Kurdish standpoint, fears of further setbacks at the hands of the Islamic State made the Kurds increasingly willing to ally with Baghdad and shift their military strategy from defending Kurdistan to crushing the broader threat to Iraq by the Islamic State. Once the front line against the Islamic State shifted from Baghdad to Irbil and Iraqi forces began cooperating with the Kurds, arming the Kurds was no longer a break from U.S. interests to preserve a stable and united Iraq. Instead, the Kurds had become integral to saving Baghdad.

This argument finds support in the growing literature on third-party support for rebel groups, which cites the alignment of the third-party and armed group’s strategic objectives as one of the critical factors behind external support. Effective marketing and diplomacy by these groups are ways in which they make such strategic overlap known to potential sponsor states. Therefore, changing strategic goals and Kurdish framing of those goals may have contributed to the United States’ decision to directly support the pesh merga.

Based on the existing literature and my

☞ narrative of Kurdish strategic goals was no longer one of active defense, but of offense.

As attempts to reclaim territory proved to be more difficult than anticipated, media outlets announced that Irbil would begin working with Baghdad to counter the Islamic State. Kurdish pesh merga (and less publicly, PKK forces) would assault the Islamic State from the ground, while the Iraqi air force would provide aerial support. The Kurds would become the centerpiece of a new cross-regional military strategy to defeat the Islamic State in Iraq. Both the Kurds' willingness to cooperate with Baghdad, and the view that helping the pesh merga meant helping Iraq as a whole created a window of opportunity for the United States to support the Kurds without completely undermining its preferences for a stable, centralized Iraq. For the time-being Irbil and Baghdad would ally, but this time it was Irbil, not Baghdad that would hold the "center of gravity."

The second – and more critical – shock came only a few days after the loss of Sinjar, when reports surfaced that the Islamic State was advancing on Irbil and surrounding cities. Although few in Irbil feared that the Islamic State forces could reach the city limits – let alone enter Irbil – the assault threatened to knock the new military alliance off-balance. It is unclear what was discussed among U.S. and Kurdish officials during this critical time, but at least publicly, the tone of Kurdish appeals had changed. The Kurds were no longer asking for weapons to protect their neutral enclave. Instead, they were asking for support to avert a humanitarian crisis, and more importantly, to defeat the Islamic State as a threat to both Kurdish and U.S. interests. It was at this point – after a rapid convergence of U.S.-Kurdish interests and the subsequent threat to those interests

– that the United States decided to directly support the Kurds, despite weeks of reluctance.

U.S. fears that Irbil would use its new position of power to further destabilize Iraq were likely assuaged by the belief that such actions would be equally detrimental to stability in Kurdistan. Although appearing counter-intuitive at first, Kurdish politicians are able to discuss Kurdish autonomy and the need to build a strong Iraq in one breath. The logic is rather simple and has been discussed in some detail. The Kurds are acutely aware that they live in a dangerous neighborhood. One of the best ways to create a successful transition away from Iraq is to ensure that Iraq – which shares Kurdistan's longest border – is internally secure and unthreatened by an independent Kurdistan. Of course, it is extremely unlikely that Baghdad would ever support Kurdish independence. However, a stable and democratic Iraq – especially one whose leaders are conscious of the Kurds' contribution to its success – would be less likely to go to war over the split. (The intuitions behind this strategy are consistent with contemporary research on what makes states more or less likely to resist secession). Furthermore, the Kurds see Iraqi federalism as the logical intermediary step before outright independence. As such, the Kurds have likely assured Western backers that they would not use increasing military aid to destabilize Iraq but to strengthen it.

An important counter-factual to consider is whether the United States would have provided arms to the pesh merga and carried out airstrikes in Iraqi Kurdistan if Irbil had not become central to Iraq's general security only days prior, or if it had not changed its pitch for support to align with U.S. interests in the region. For example, one could point

to the general effectiveness of Kurdish lobbying in Washington as an independent source of success. The Kurds do indeed have a well-established network of lobbyists, public relations firms and political allies in Washington, as well as seasoned diplomats who are familiar with the city's political terrain. However, it is unlikely that such powerful lobbying alone would have been effective in the absence of the new strategic alignment between Irbil and the United States, and the subsequent change in Kurdish framing. After all, the Kurdish lobbying network has been in place for years but was unable to persuade a change in policy in the weeks and months prior.

Although details of the decision-making process remain limited, the onset of direct support for the Kurds on Aug. 7 is indeed a significant event and will likely alter the landscape of Iraqi politics for years to come. The main question that remains is how this policy change will affect the Kurdish strategy for independence if the Islamic State is effectively neutralized in Iraq. Will the Kurds reclaim their position as king-makers and power-brokers in a post-Nouri al-Maliki Iraq, or will they emerge from the crisis ready to proclaim an independent state? Despite the real hardships that continue to face Kurds and Iraqis alike, the Kurds have largely gained from the political crisis and most Iraqi Kurds agree that the time has never been riper to complete their path to independence. It is unclear if the United States will support future Kurdish aspirations, but for now the Kurds have won the type of assistance they have long sought. ■

Morgan L. Kaplan is a PhD candidate in political science at the University of Chicago. A Project on Middle East Political Science (POMEPS) travel grant contributed to the research for and writing of this article.



Irak : Merkel justifie l'envoi d'armes par les menaces sur l'Europe

Berlin, 1 septembre 2014 (AFP)

LA CHANCELIERE ALLEMANDE Angela Merkel a justifié lundi l'envoi d'armes aux Kurdes du Nord de l'Irak par les menaces que font peser les jihadistes de l'Etat islamique "sur l'Europe et l'Allemagne", au cours d'une session extraordinaire du Bundestag.

Dans un discours aux députés, la chancelière a affirmé que "la terreur que font régner (les islamistes) ne peut nous laisser indifférents". Elle déstabilise dangereusement toute la région, ce qui "a également des conséquences sur l'Europe et l'Allemagne", a-t-elle dit, ajoutant : "nos propres intérêts sécuritaires sont menacés".

La chancelière a évoqué les quelque 400 Allemands partis rejoindre les rangs des jihadistes en Syrie et en Irak, affirmant qu'il fallait "craindre que ces combattants ne reviennent un jour".

Selon la chancelière, le fait d'aider militairement un camp dans un conflit - ce que l'Allemagne se refuse généralement à faire - doit s'apprécier au cas par cas : "On a parfois besoin de moyens militaires pour pouvoir revenir à une solution politique", a-t-elle dit, estimant que l'Irak se trouvait justement dans ce type de situation.

"Nous avons maintenant l'occasion de sauver la vie des gens et d'empêcher de nouveaux massacres de masse, nous devons saisir cette occasion", a-t-elle insisté.

Selon le ministère allemand de la Défense, trois livraisons comprenant notamment 30 sys-

tèmes de missiles antichar, 16.000 fusils d'assaut et 8.000 pistolets, doivent être faites aux combattants kurdes.

Par ailleurs, l'Allemagne envisage de former pendant une semaine un petit groupe de combattants peshmergas à l'utilisation de ses missiles antichar, sur son propre territoire, en Bavière (sud). Dans un premier temps, il s'agirait, selon un porte-parole du ministère de la Défense, d'accueillir cinq combattants mais d'autres pourraient suivre, a-t-il ajouté.

La décision d'envoyer des armes en Irak a été soutenue par une large majorité au Bundestag, lors d'un vote à main levée sans valeur contraignante.

Les groupes de la coalition gouvernementale (conservateurs de la CDU/CSU et sociaux-démocrates du SPD) qui disposent de 504 sièges sur 631, ont voté pour.

Seul le groupe de la gauche radicale Die Linke et une majorité du groupe des Verts ont voté contre.

Au cours du débat qui a suivi le discours de Mme Merkel, le chef des Verts au Bundestag, Anton Hofreiter, a critiqué une décision dangereuse, en raison des incertitudes sur leur destination. "Personne ne peut contrôler où ces armes vont finalement atterrir et quel objectif elles vont servir", a-t-il estimé.

De son côté, le patron du groupe social-démocrate, Thomas Oppermann, a affirmé vouloir "veiller à ce que l'aide humanitaire dans cette région soit toujours sensiblement plus élevée que l'aide en armements".

La majorité des Allemands s'oppose aux livraisons d'armes. Une enquête d'opinion de l'Institut Infratest pour le compte de la chaîne de télévision publique ARD montrait vendredi que 60% des sondés partageait cet avis.

Ce vote était de toute façon symbolique car l'autorisation du Bundestag n'est pas nécessaire tant qu'il n'est pas question d'envoyer des troupes. ●

Hollande en visite au Kurdistan, une première historique

Le chef de l'Etat était en Irak aujourd'hui et il a fait étape à Erbil, dans le Kurdistan irakien. Une première pour un chef de l'Etat français.



Par Christophe Boltanski
tempsreel.nouvelobs.com
12 septembre 2014

Les mots sont chaleureux, les gestes encore plus. Une fois terminée leur conférence de presse, François Hollande et Massoud Barzani s'embrassent, conscients de l'importance du moment. Même réduite à trois grosses heures, la visite est historique. Pour la première fois, un chef de l'Etat français foule le sol du Kurdistan irakien. Bien plus qu'une région autonome, son hôte dirige un pays en devenir, doté d'un drapeau, d'un aéroport international et d'une armée, les peshmergas, en première ligne face aux djihadistes de Daech, l'Etat islamique.

Pour des raisons de sécurité, l'étape d'Erbil, n'a été révélée qu'à la dernière minute. Les drapeaux noirs de l'Etat islamique flottent à une cinquantaine de kilomètres de là, au pied d'une colline recouverte d'une herbe sèche. En 1992, la première dame de France, Danièle Mitterrand, et Bernard Kouchner, alors ministre de la Santé et de l'Action humanitaire, avaient, ici même, réchappé de peu à un attentat monté par les services de Saddam Hussein. A l'époque, Erbil n'était qu'une bourgade poussiéreuse, une enclave assiégée qui ne devait son existence qu'à un parapluie aérien occidental mis en place grâce aux efforts de la diplomatie française.

"Votre visite vient couronner une relation historique entre le Kurdistan et le peuple français", déclare Massoud Barzani, revêtu de son éternel costume de peshmerga, à François Hollande. Un lien surtout avec les Mitterrand qui ont chacun une place à leur nom dans la ville et avec leur successeur.

"Quand Daech a lancé son offensive, le président Hollande a été le premier dirigeant occidental à annoncer une livraison d'armes aux Kurdes. C'est lui qui a entraîné les autres Européens",



François Hollande aux côtés du président de la région autonome du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, le 12 septembre 2014. (SAFIN HAMED / AFP)

souligne Frédéric Tissot, l'ancien consul général de France à Erbil, ex "french doctor" et vieil ami du peuple kurde, venu spécialement assister à l'événement.

"UN VÉRITABLE PONT AÉRIEN HUMANITAIRE"

"Cette aide militaire, nous allons l'intensifier", promet Hollande, sans fournir davantage de détail. La France est bel et bien engagée dans cette nouvelle guerre d'Irak, comme le prouve la présence dans sa délégation de Jean-Yves Le Drian, son ministre de la Défense, et de Benoît Puga, son chef d'état major particulier. Mais sur la nature de cet engagement, le président reste très discret. A Bagdad, comme à Erbil, il est venu surtout préparer sa conférence internationale sur la "paix et la sécurité" en Irak qu'il accueillera lundi à Paris. A l'occasion de ce sommet, une stratégie doit être arrêtée contre Daech.

La France devrait participer aux frappes aériennes contre l'Etat islamique avec ses dix chasseurs bombardiers basés à Abou Dabi, aux Emirats arabes unis. Mais limiterait-elle ses tirs au seul territoire irakien ou, à l'instar des Etats-Unis, les étendra-t-elle à la Syrie voisine dont les

provinces orientales de Raqqa et de Deir ez-Zor sont devenues des sanctuaires pour les djihadistes ? Quelques 250 forces spéciales françaises pourraient être prochainement déployées sur le terrain, selon Europe 1, afin de localiser les cibles et de guider les avions de la coalition.

François Hollande a atterri en même temps qu'un avion cargo, attendu depuis une semaine, transportant 15 tonnes d'aides. D'autres livraisons suivront. Le président français promet de "créer un véritable pont aérien humanitaire" avec une région qui, depuis l'offensive des djihadistes, abrite des centaines de milliers de déplacés chrétiens ou Yézidis.

A Saint-Joseph, une église chaldéenne transformée, comme bien d'autres, en camp de toile, il a été accueilli par une pancarte : "Nous demandons l'asile de la France. Sauvez-nous." Des visas pour l'instant accordés au compte goutte. A peine une cinquantaine, malgré un renforcement du personnel consulaire sur place. Ils ne seront accordés, a précisé Hollande, qu'à ceux qui peuvent prouver "un lien avec la France". □

À Aïnkawa, les réfugiés chrétiens implorant la France

THIERRY OBERLÉ toberle@lefigaro.fr
ENVOYÉ SPÉCIAL À AÏNKAWA (KURDISTAN IRAKIEN)

« NOUS DEMANDONS l'asile à la France. Sauvez-nous ! » L'un des locataires des tentes de fortune dressées dans le jardin de l'évêché chaldéen tend sa pancarte en direction de François Hollande, au milieu des réfugiés silencieux. Le message est clair : les déplacés chrétiens manifestent leur volonté de quitter leur pays, malgré les initiatives françaises et internationales en leur faveur. Ils sont las des persécutions des djihadistes et des razzias de

leurs voisins sunnites qui pillent leurs biens en leur absence. « Le peuple fait confiance à la France qui leur a donné espoir. Il espère que le président Hollande va ouvrir un peu les portes », confie le père Najib, un dominicain sauveur des manuscrits du couvent de Mossoul.

Chassé de sa ville par les hommes en noir de Daech (l'acronyme arabe de l'État islamique) en avril, puis de la bourgade chrétienne de

10 000
chrétiens
ont déposé des
dossiers de demande
d'asile auprès
du consulat à Erbil
depuis trois mois



SAFIN HAMED/AFP

État islamique : en Irak, Hollande promet d'augmenter l'aide militaire de la France

En visite en Irak vendredi, le président de la République a assuré le nouveau gouvernement de son soutien, avant de rencontrer les chrétiens d'Orient à Erbil (ici avec le leader du Kurdistan irakien, Massoud Barzani). Face à la menace de l'État islamique, il a promis à Bagdad que la France allait tout faire pour lutter contre « cet ennemi terroriste sans frontières ».

Karakoch en août, cette figure des chrétiens d'Irak accueille en souriant François Hollande et Massoud Barzani, le président du Kurdistan autonome irakien, sur le perron de l'évêché de l'église chaldéenne. « Cette visite surprise à l'église Saint-Joseph d'Aïnkawa arrive au bon moment. On attend beaucoup de la France pour libérer les villages de la plaine de Ninive (la région de Mossoul), cette zone rouge disputée entre Arabes, terroristes, gouvernement irakien et gouvernement kurde », explique le père Najib. « L'intervention permettra, il faut l'espérer, aux chrétiens et aux autres minorités de rentrer chez eux, mais il faudra ensuite assurer une protection internationale permanente. La France va jouer un rôle primordial. Les chrétiens n'ont plus confiance en personne en Irak ; pas même aux Kurdes qui les ont abandonnés à leur sort début août. Le passé nous enseigne que nous avons été toujours persécutés », ajoute le religieux.

Écartelés entre leur attachement à la terre ancestrale et l'envie de tirer un trait sur un passé trop douloureux, les réfugiés sont traversés d'envies contradictoires.

L'ambiguïté règne. Ils réclament des visas que la France ne peut leur accorder. Ils aimeraient rester sur leurs terres, mais se sentent condamnés à l'errance.

Le père Pierre Salem Saka, le responsable de l'église Saint-Joseph, résume le sentiment général sans détour : « Il me paraît dangereux de promettre aux chrétiens d'Irak de les accueillir, car notre peuple risque d'aller vers sa disparition. Mais beaucoup d'entre nous pensent qu'au fond, le mieux est de s'en aller pour sauver son honneur et sa dignité. Ils se sentent humiliés. S'ils rentrent, ils trouveront leurs maisons pillées. Il n'est plus possible de vivre

avec les Arabes sunnites. » Son pronostic est sombre : « La région est une bombe à retardement qui va bientôt exploser ! La guerre ne finira pas, même en cas de disparition de Daech. Il y aura d'autres conflits entre communautés. Entre sunnites, chiïtes, Kurdes. L'éducation musulmane pousse au djihad. Elle favorise l'instabilité. Les musulmans croient, mais en quoi ? En un Dieu le grand et

miséricordieux ? Ou au meurtre ? », s'interroge à haute voix le religieux.

Juste en face, de l'autre côté de la rue, quatre cents réfugiés s'entassent dans les structures d'un mall en construction. Des Algeco ont été posés sur l'emplacement des boutiques du futur centre commercial. Souhil, un chauffeur de Qaram Less, un village près de Mossoul, aurait aimé dire à François Hollande « la vérité sur ce qui se passe ». « Nous sommes fatigués. Certains d'entre nous sont devenus des clochards. Les gens veulent partir à l'étranger, d'autres revenir chez eux, mais rien ne sera plus comme avant. Le 7 août, le jour de notre fuite, est un jour à jamais maudit », dit-il. « J'espère que les Occidentaux vont écraser Daech. Inch' Allah ! » Son voisin est plus circonspect. « Il y a toujours des familles là-bas retenues prisonnières. Il ne faut pas les oublier », glisse-t-il.

Au sous-sol, Souad, une vieille femme au visage parcheminé, rêve dans cet univers de béton et d'obscurité d'un départ à l'étranger avec son fils, un combattant

blessé par balle. « Ici, ce n'est pas un endroit pour vivre. Le président Hollande doit accueillir les chrétiens d'Irak », supplie-t-elle. ■



LIBÉRATION SAMEDI 13 ET DIMANCHE 14 SEPTEMBRE 2014

Exploitation du pétrole, racket, rançons... L'organisation possède assez d'argent pour payer correctement ses dizaines de milliers de combattants.

La colossale richesse de l'Etat islamique

« **J**amais autant d'argent n'a été concentré en de si mauvaises mains. » C'est le leitmotiv de tous ceux – diplomates, membres des services de renseignement et chercheurs – qui observent la progression fulgurante de l'Etat islamique. Une première indication de la richesse de l'organisation que dirige Abou Bakr al-Baghdadi, alias le calife Ibrahim : les Syriens et les Irakiens gagnent un solde mensuel de 400 dollars (environ 310 euros). Mais pour les *mouhad-jiroun*, qui viennent de France, d'Europe, du Maghreb, s'ajoute une prime supplémentaire de 700 dollars. Soit une somme globale de 1100 dollars pour les étrangers. D'autres bonus sont distribués aux combattants mariés : 100 dollars par épouse et 50 dollars par enfant. Ces chiffres, collectés par l'économiste syrien Samir Seifan, chercheur au prestigieux Cercle des études syriennes de l'université St Andrews, attestent que l'argent n'est nullement un souci pour l'Etat islamique.

Incompétence. Cette richesse l'a d'ailleurs aidé à rallier bon nombre de combattants qui appartenaient à d'autres groupes islamistes, comme Ahrar al-Cham. A ce jour, si l'on en croit la CIA, l'Etat islamique rassemble entre 20 000 et 31 500 combattants en Irak et en Syrie, une nouvelle estimation sans aucun rapport avec la précédente, qui faisait état de 10 000 jihadistes. Ces évaluations sont cependant sujettes à caution, la centrale américaine du renseignement ayant montré sa totale incompétence en Irak où, en dépit d'un budget phénoménal, elle a été incapable de prévoir la prise de Mossoul et, auparavant, celle de Fallouja, aux portes de Bagdad. Sur

ces 25 000 ou 30 000 combattants, la moitié sont des étrangers, selon d'autres estimations. On le voit : pour entretenir ses troupes, l'organisation se doit de disposer de ressources considérables.

Ce qui fait d'abord la richesse du califat proclamé, c'est l'argent du pétrole. En Syrie, l'Etat islamique contrôle principalement un large secteur pétrolier qui va de Raqqa à Al-Bukamal, notamment autour de Deir el-Zor. Avant la guerre, Shell et Total exploitaient ce champ pétrolier qui produisait environ 120 000 barils par jour de *light crude oil*. L'Armée syrienne libre (ASL) ayant chassé les forces du régime, les rebelles reprirent l'exploitation en creusant le sol et en procédant à une extraction sauvage, cause d'une pollution phénoménale. A présent, ce sont les forces de l'Etat islamique qui, après avoir défait l'ASL, se sont emparées de ces gisements. Aujourd'hui, la production se situerait autour de 30 000 barils par jour. Elle est essentiellement destinée aux besoins des jihadistes et aux marchés locaux, syrien et irakien. Prix du baril : entre 20 et 25 dollars. L'Etat islamique contrôle aussi le pipeline qui relie les champs pétroliers proches de Palmyre à ceux du nord-est de la Syrie, deux zones contrôlées par les forces loyalistes. Pour pouvoir continuer à exporter son pétrole, Damas doit donc verser une contribution importante à l'organisation, dont le montant n'est pas connu.

Mais le pétrole est loin d'être la seule source de revenus de l'Etat islamique. La deuxième provient de l'argent qu'elle prélève sur les produits à destination des populations sous son contrôle, en particulier sur le blé et le coton. Contrairement aux apparences, les

revenus des rançons, même s'ils sont phénoménaux – jusqu'à 10 millions de dollars par otage –, ne jouent qu'une part mineure dans le budget du califat : environ 5%, selon diverses estimations. A cela s'ajoute encore l'argent du racket.

Générosité. Au départ, l'Etat islamique, qui s'appelait alors l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), a bénéficié de fonds de donateurs privés du Golfe, au même titre que les autres groupes sunnites – environ 2 000 – qui se battaient en Syrie contre le régime. « Les Koweïtiens ont toujours beaucoup financé les salafistes », précise l'économiste Samir Seifan. « L'Etat islamique ne se serait pas imposé si les pays du Golfe n'avaient pas fermé les yeux sur son financement. C'est leur mentalité de faire quelque chose et de ne pas songer aux conséquences. Ils voulaient que Bachar al-Assad s'en aille et, maintenant, ils sont confrontés à des gens qui veulent aussi s'emparer de La Mecque et de Médine », explique Toby Matthiesen, chercheur à l'université de Cambridge cité par le quotidien britannique *The Guardian*.

Depuis, la volonté hégémonique de l'Etat islamique a semble-t-il tempéré leur générosité. Mais l'organisation d'Abou Bakr al-Baghdadi a trouvé d'autres sources de revenus. A Mossoul, le calife Ibrahim a confisqué les avoirs de trois grosses banques. Montant du butin : 429 millions de dollars (330 millions d'euros) et plus de 600 milliards de dinars irakiens (398 millions d'euros), selon une source proche du ministère de la Défense. Ce qui fait de lui le plus riche des seigneurs de la terreur. Le butin militaire n'était pas négligeable non plus : un million de dollars en équipements divers, selon la même source.

JEAN-PIERRE PERRIN

QUI SE BAT EN SYRIE ET EN IRAK ?

Jihadistes, Peshmergas, milices chiites, rebelles anti-Assad, armées régulières et même soldats étrangers : de multiples forces se battent en Irak et Syrie.

lorientjour.com

OLJ/AFP

17 / septembre / 2014

JIHADISTES

Sunnites, ils combattent en Syrie dirigée par des alaouites (branche du chiisme) et en Irak où les chiites sont au pouvoir. La CIA vient d'estimer à "entre 20 000 et 31 500" les forces dans ces deux pays de l'Etat islamique (EI), principal groupe jihadiste, soit le triple de sa précédente estimation.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) évalue à plus de 50 000 le nombre de jihadistes en Syrie, dont 20 000 non syriens, venus notamment du Golfe, de Tchétchénie, d'Europe et même de Chine. Selon le renseignement américain, il y aurait 15 000 combattants étrangers en Syrie, dont 2 000 Occidentaux. Certains ont rejoint l'EI, d'autres se battent dans les rangs du Front Al-Nosra, la



Un militant de l'Etat islamique en Irak et au Levant posant avec son drapeau. AFP

branche syrienne d'el-Qaëda.

Selon l'ICSR (International Center for the Study of Radicalisation) de Londres, les jihadistes étrangers en Syrie viennent de 74 pays, majoritairement du Proche-Orient/Maghreb. La Tunisie (jusqu'à 3 000 combattants), l'Arabie saoudite (jusqu'à 2 500), le Maroc et la Jordanie (1 500 chacun) ou le Liban (900) sont en tête, suivis de la Russie (800) et la France (700).

COMBATTANTS KURDES

Les Peshmergas -"ceux qui affrontent la mort" en langue kurde-, sont depuis juin en première ligne contre les jihadistes en Irak. Ces combattants de la région autonome du Kurdistan irakien, alliée de Washington, sont quelque 200 000.

Une dizaine de pays, dont les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, ont commencé depuis août à leur livrer des



Des Peshmergas prennent position près du poste-contrôle kurde d'Aski kalak, à 40 Km de l'ouest d'Erbil, le 16 septembre 2014. AFP PHOTO / SAFIN HAMED

armes. Le président de la région Massoud Barzani a affirmé le 26 août que l'Iran avait initié ce mouvement.

Les forces kurdes de Syrie et Turquie, notamment le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne), leur ont apporté leur soutien en août. Elles combattent aussi dans le nord de la Syrie.

ARMÉE IRAKIENNE, MILICES CHIITES ET TROUPES ÉTRANGÈRES EN IRAK

- L'armée irakienne, dont les Etats-Unis entendent poursuivre la reconstruction avec leurs alliés, compte 271 400 hommes dont 193 400 pour l'armée de terre, selon l'International



L'armée irakienne célébrant, le 1er septembre 2014, la fin du siège de la ville d'Amerli. AFP

Institute for Strategic Studies (IISS).

L'ancienne armée (450 000 militaires) avait été dissoute par les Américains après l'invasion de 2003. La nouvelle n'a pu stopper la recrudescence des violences depuis le retrait américain achevé fin 2011 et a reculé en juin face aux jihadistes.

- Les chefs religieux chiites ont appelé aux armes en juin pour défendre la nation. Moqtada al-Sadr, fondateur en 2004 de l'Armée du Mahdi (dissoute en 2008) pour combattre l'armée américaine, a créé les Saraya al-Salam (Brigades de la paix).

- Le président américain Barack Obama a

renvoyé en juin des militaires américains en Irak, ils seront environ 1 600 avec les 475 conseillers militaires supplémentaires annoncés le 10 septembre. Le Canada a récemment annoncé le déploiement de "plusieurs dizaines" de militaires pour conseiller l'armée irakienne.

ARMÉE SYRIENNE, MILICES PARAMILITAIRES

Forte de 178 000 hommes dont 110 000 pour l'armée de terre (selon l'IISS), l'armée syrienne a vu ses capacités divisées par deux avec la



Funérailles d'un commandant du Hezbollah tué en Syrie, le 1er janvier 2014 à Baalbek. AFP

guerre civile débutée en 2011 mais s'est réorganisée.

Elle peut compter sur le soutien des "chabbiha", miliciens pro-régime regroupés début 2013 dans une force paramilitaire, ainsi que sur le Hezbollah libanais qui aurait 10 000 combattants sur le terrain.

L'IISS note que l'Iran fournit une aide financière et matérielle "considérable".

RÉBELLION ANTI-ASSAD

Outre l'EI, une myriade d'organisations combattent en Syrie le régime du président Bachar el-Assad, notamment les islamistes du Front al-Nosra ou d'Ahrar al-Cham. Certaines éval-



Des rebelles syriens dans la région d'Alep en mai 2013. AFP/Ricardo Garcia Vilanova

uations tablent sur des dizaines de milliers de rebelles au total, dont l'Armée syrienne libre (ASL, modérés) ne représenterait maintenant que 10 à 15%. □

Resetting the U.S.-Kurdish-Baghdad Relationship



Michael Knights
<http://www.washingtoninstitute.org>
September 15, 2014

Washington should keep pressuring Baghdad to make early, ungrudging goodwill gestures toward the Kurds instead of reverting to hardball negotiations and broken promises.

A vital first step in defeating the Islamic State of Iraq and al-Sham (ISIS) is the consolidation of a base of operations in Iraqi Kurdistan, which is ideally positioned as a launch pad for joint efforts against the jihadists and their self-declared caliphate. The Kurdistan Regional Government (KRG) is squarely in the group's crosshairs now -- as a military foe and the base for inflicting defeats on the jihadists since August -- making the eradication of ISIS an urgent priority for Kurdish leaders in Erbil. The United States has a critical role to play in crafting a deal that will sustain the anti-ISIS coalition in Iraq and keep the Kurds actively engaged in the fight. In particular, Washington needs to ensure that Baghdad-KRG negotiations do not return to "business as usual" nitpicking at a time when Iraqis are embroiled in a fight to the death against ISIS.

THE KURDISH ROLE IN DEFEATING ISIS

The international community's effort to curb ISIS began in Iraqi Kurdistan, which served as the base for two signal victories last month, at Mosul Dam and Amerli. The 175,000-strong Kurdish peshmerga quickly recovered from a surprise ISIS offensive in early August, demonstrating resilience and a willingness to facilitate U.S. and federal Iraqi military operations. A wider international effort to destroy ISIS would be far longer and more costly without the KRG, which can provide secure basing and direct access to over a thousand miles of the group's front lines in northern Iraq and, importantly, Kurdish-populated parts of eastern Syria.

The KRG is vital to broader U.S. interests in Iraq as well. For one thing, it is poised to add over 200,000 barrels per day of KRG-produced oil to world energy markets by year's end. And now that ISIS has cut Iraq's northern export pipeline, the KRG could quickly bring more than 120,000 bpd of stranded federal oil out of Kirkuk via its own internal pipeline network. Perhaps most important, bolstering the U.S.-KRG relationship would give the White House a backup plan and alternative source of leverage over Baghdad if new Iraqi prime minister Haider al-Abadi's Shiite-dominated government does not live up to its promises of inclusiveness.

KURDISH EXPECTATIONS

Iraq's Kurds have laid out their requirements in a number of statements issued since Abadi's government was ratified on September 9:

- Payment of backdated KRG salaries. No Iraqi budget has

been ratified in 2014, so the country is working on the "one-twelfth" system whereby the KRG and other provinces and ministries are to receive a twelfth of their 2013 budget each month. Yet disagreements over control of KRG oil exports have resulted in Erbil receiving less than two months' worth of these payments since January, even as all other provinces in Iraq have received full payments. The KRG is now seeking an estimated \$8.5 billion in unpaid transfers.

- Support to the peshmerga. The KRG wants the international community to provide arms and training to the peshmerga independently of Baghdad's Ministry of Defense. Reflecting international practice, the central government reserves the right to review and approve weapons shipments and issue the end-user certificate required by most exporters. Apparently, Baghdad is bent on wielding this authority to prevent the KRG from developing antitank and anti-aircraft arsenals whose acquisition seems aimed at countering federal forces more than ISIS. The Kurds also want peshmerga costs (salaries, training, and equipment) to be financed mostly by the federal government as a sovereign expense. Abadi has supported the idea of arming and training the peshmerga as part of a new federally funded National Guard Force.
- Revenue-sharing and oil-export agreements. The Kurds demand that an agreement be built into the 2015 budget (due by early January) allowing the KRG to export oil directly to world markets in partnership with Baghdad -- meaning without legal challenges and with most of the revenues directly channeled to Erbil as a partial advance on Baghdad's monthly budget transfers. Abadi has stated that finalizing this agreement might take as long as six months, which could delay the 2015 budget and keep Kurdish (and possibly Kirkuk) oil off the market for longer.
- Disputed areas. In the longer term, the Kurds want to resolve the "Article 140 process" within two years, which would mean reversing Saddam-era ethnic resettlement efforts, conducting a census, and then holding referendums on whether certain areas will join the KRG. Erbil also wants greater control of its airspace and electronic frequency management (i.e., television, radio, and mobile telephony).

IMPLICATIONS FOR U.S. POLICY

Abadi is a tough negotiator, but that is not necessarily a bad thing: this determination has helped him push through a bruising government formation process, shrink his cabinet, and (thus far at least) resist pressure to place Shiite grandees such as Hussein al-Shahristani and Hadi al-Ameri in key ministries. Abadi's toughness might also mean that he can take any deal he makes with the Kurds, sell it to his own Arab constituents, and ensure that they honor it -- a welcome change from the Maliki formula of overpromising and underdelivering. In addition, Abadi has made important gestures to Erbil in his cabinet, appointing Kurdish official Rowsch Shaways as finance minister to signal goodwill on

revenue sharing while replacing Shahrastani with the pro-Kurdish Adil Abdulmahdi as the senior oil official. This team now needs to provide tangible encouragement to the Kurds, who have been without a regional budget for months while straining under the weight of 1.4 million refugees (Syrians and internally displaced Iraqis) as well as full peshmerga mobilization.

For its part, the United States should use all available influence with Abadi -- which is considerable given American military involvement -- to encourage him to make early, ungrudging offers of financial support to the Kurds and follow through with agreed actions. Washington should also continue urging him to pay attention to the diplomatic needs of coalition warfare, which is what the Baghdad-KRG relationship now represents. This includes being sensitive to the domestic pressures on Kurdish politicians, who must show their constituents that remaining part of federal Iraq is yielding tangible benefits. Only this combination of actions and sentiments can rebuild trust between the Kurds and Baghdad.

In specific terms, the United States needs to focus its efforts on three timeframes, with work beginning immediately on all initiatives due to the time lags inherent in crafting and implementing these policies:

- In the coming weeks, Washington should ask Baghdad to not only pay the KRG's September salaries, but also make multi-billion-dollar lump sum installments to the Kurds for previous months in which payments were missed. This effort should be couched as a no-strings gesture of support, not as an advance on future Kurdish oil provided to Baghdad. Given that Iraq's budget is creaking under war costs, some form of U.S. or international soft loan may be needed to facilitate this lump payment -- if so, such an investment would pay great dividends in terms of cementing Iraqi unity at a critical moment in

the fight against ISIS. This is no time for penny pinching. In addition, U.S. Central Command should commence symbolic provision of lethal aid (e.g., light antitank weapons) and trainers to the KRG as soon as possible, with Washington pressuring the Iraqi Defense Ministry to support the effort.

- Before year's end, Washington should strongly encourage Baghdad to complete a range of milestones on both revenue sharing and funding the peshmerga. The 2015 budget is the natural vessel in which to encapsulate such a deal, so U.S. officials should offer administrative help and other support to develop the budget by early January. A major U.S. train-and-equip program for the peshmerga should be prepared for commencement early next year, with contingency plans to enact significant elements of said program even if the federal Defense Ministry is not immediately onboard. Moreover, U.S. aid should be channeled through the KRG Ministry of Peshmerga to strengthen this institution and dilute political party dominance of the most effective Kurdish units.
- In 2015, the United States can help in many ways to support the design and passage of a formal revenue-sharing law that would set formulas for the KRG and other provinces. Toward that end, Washington should accelerate its educational programs aimed at bringing Iraqi politicians to the United States and other nations to witness how hydrocarbon revenue sharing is undertaken worldwide. Passage of such a law could pave the way for longer-term U.S.-backed work on a hydrocarbons framework law and a federal oil and gas council in 2016-2017. □

Michael Knights is a Boston-based Lafer fellow of The Washington Institute, specializing in the military and security affairs of Iraq, Iran, and the Persian Gulf states.

THE WALL STREET JOURNAL. SEPTEMBER 17, 2014

Kurds Set Time Limit on Power-Sharing Negotiations With Iraq

blogs.wsj.com
By Jay Solomon
September 17, 2014

Kurdistan's semiautonomous government is giving Iraq's new leadership three months to negotiate a new power-sharing agreement with Erbil, or see it move forward with an independence bid, the region's de facto foreign minister said in an interview.

Such a bid by the Kurdistan Regional Government would pose a major challenge to the Obama administration's strategy to stabilize Iraq and push back the territorial gains made by the Islamic State terrorist organization in recent months.

The White House has pressed the Iraq's Shiite, Sunni and Kurdish communities to unify behind the Islamist militants under new Prime Minister Haider al-Abadi. The U.S. has also made the Kurdish military forces, called the Peshmerga, a cornerstone



Falah Mustafa Bakir

of its military strategy against Islamic State.

"This is the last opportunity that is there" to forge a power-sharing deal, said Falah Mustafa Bakir, head of the KRG's Department of Foreign Relations. "Baghdad has the opportunity to show it has the political will, and to show us we are all equal partners."

The core issues Erbil and Baghdad need to find common ground on include the

KRG's demand to control its oil exports; the funding of the Peshmerga; the status of disputed territories like the Kirkuk region; and the allocation of resources from the central government.

Mr. Abadi, a Shiite politician, has pledged to mend ties with Iraq's Sunni and Kurdish regions after succeeding Nouri al-Maliki, who was accused of pursuing sectarian policies benefiting Iraq's Shiite majority.

Secretary of State John Kerry and other U.S. officials have pressed Mr. Abadi to quickly reach agreement with Erbil and Iraq's Sunni leaders. But Mr. Bakir said it was too early to tell if the new Iraqi leader would significantly change the policies of his predecessor.

"We have some positive elements," the Kurdish diplomat said. "These are not issues that are unsolvable."

Mr. Bakir also pressed the international community to provide the KRG with more heavy weaponry, such as tanks, helicopters and Humvees.

"The needs for being on the offensive are different from being on the defensive," he said, in between meetings in Washington with State Department, White house and congressional officials. ■

Iraqi Kurds unhappy partners in Abadi's government

The Kurdish position in internal Iraqi politics has been weakened by the fight with the Islamic State, resulting in a new Iraqi government that largely ignores their demands.



Author Mohammed A. Salih
September 16, 2014
www.al-monitor.com

ERBIL, Iraq — Iraqi Kurds appear to have decided to participate in Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi's government as a result of strong international pressure and amid the serious challenges they face from the Islamic State (IS).

Nearly a month of negotiations between Kurdish delegations and Abadi produced no concrete agreement between the two sides. After a backlash in the ranks of the Shiite-dominated Iraqi National Alliance against former Prime Minister Nouri al-Maliki, Abadi managed to secure the support of the majority of the parliament members in the alliance on Aug. 11 and was assigned on the same day by President Fouad Massoum, a Kurd, to form a cabinet within a month.

Given the tumultuous state of affairs in the country, the Kurds expected the new Shiite prime minister to adopt a more lenient attitude toward them after eight years of often tense relations with former Prime Minister Maliki. But that did not happen. Abadi sent signals that he did not care much about Kurdish participation, as he had secured the support of Sunni Arab politicians, who were voted into the Iraqi parliament in April and before IS took over most of the Sunni parts of the country.

"The Kurdish decision to participate in the Iraqi government was a half-hearted one," said Renas Jano, an Iraqi lawmaker from the Kurdistan Democratic Party (KDP), which has the largest Kurdish bloc in the Iraqi parliament. He told Al-Monitor, "We were hesitant right through the last moment."

Kurds say their participation in Abadi's government is "conditional" and have set a three-month ultimatum for Abadi to meet their conditions.

Key Kurdish demands to Baghdad include unfreezing the Kurdish government's budget, which has been frozen since February; settling disagreements over oil exports; arming and funding Kurdish armed forces, known as the peshmerga; implementing constitutional Article 140 regarding the ultimate status of territories claimed by both Kurds and Baghdad; and granting full power to the Kurds over their airspace for civilian aviation.

"If within three months we do not see a commitment to the conditions, Kurdistan's political leadership will make an appropriate decision," read a joint statement from Kurdish blocs in the Iraqi parliament.

A document signed by various Iraqi groups in Abadi's national unity government sets a one-year deadline to "generate suitable solutions" for territorial disputes between Kurds and Baghdad, a one-month period to deliver a budget installment to Kurdistan and a six-month deadline to pass legislation on regulating the country's oil and gas sector. But it is not clear if Abadi will have any legal obligations to abide by the provisions in the agreement.

The war between Kurdish peshmerga and IS jihadists has stretched Kurdish forces thin. The Kurds have come to rely on assistance from other countries, notably the United States and Iran, as well as support from the government in Baghdad. This has placed them in a weaker position vis-a-vis the Iraqi government compared to previous years.

In what many in Iraqi Kurdistan saw as a clear show of disregard for the Kurdish role and weight in Iraqi politics, Abadi presented the names of his Cabinet members to the parliament for approval during the late hours of Sept. 8, even though Kurdish groups were still holding a key last-minute meeting in Sulaimaniyah to discuss whether they should join the new Cabinet.

The Kurds boycotted the session for around half an hour and only joined



Iraq's new Prime Minister Haider al-Abadi (L) and Iraqi President Fouad Massoum speak during the session to approve the new government in Baghdad, Sept. 8, 2014. (photo by REUTERS/Hadi Mizban)

after they were told to do so by political leaders in Kurdistan.

"Four years ago, Shiites, Sunnis, the United States, Iran and the United Nations would come to Erbil, the Kurdistan Region's capital, asking Kurds to take the initiative to form the Iraqi government," said Barham Salih, a senior Kurdish politician and former contender for the office of Iraq's presidency, in a Sept. 9 Facebook post. "But yesterday, the Iraqi Parliament's session to approve the cabinet of Dr. Haider al-Abadi kicked off without the presence of Kurdish representatives and without waiting for a response from the Kurdish political leadership, who were still in a meeting at the time of the session and had not made their final decision whether to join the new Iraqi government."

Iraq's previous government was formed in a 2010 Kurdish-brokered deal in Erbil following a broad meeting of Iraqi groups.

The failure to reach an agreement with Abadi this time around prompted a final daylong round of intense talks between various Kurdish groups on Sept. 8 to hammer out a final position on whether to take part in Abadi's broad-based Cabinet.

The Kurdish delegations were also visited by Brett McGurk, a senior US State Department official handling Iraq and Iran affairs, and Nikolay Mladenov, the UN's envoy in Iraq. Some Kurdish officials say that the Kurds' decision to join the government appears to have emerged under intense pressure from the United States, the UN and the Kurds' powerful eastern neighbor, Iran, to forge a united Iraqi front in the fight against IS.

"We essentially reached an agreement with the US and UN and not the Iraqi government," said parliament member Jano. "Negotiations with Baghdad did not generate any results."

The ultimate decision to join the Baghdad government hardly seems to have pleased Kurdish lawmakers, as they have lashed out at the deal one after another.

"It was a big failure," said Muthana Amin, a parliamentarian from the Kurdistan Islamic Union, which holds four seats in parliament. "This was a government formed on the basis of an alliance between the Shiites and Sunnis, and none of the Kurdish demands were accepted." He said he voted for Abadi's government reluctantly and only out of respect for the broad consensus among Kurdish groups to do so. Amin criticized Kurdish leaders for deciding to join the government in that manner and said waiting a couple of weeks would have strengthened the Kurdish

➤ position.

Considering past relations between Kurds and Iraqi governments, prior to and after the US-led invasion in 2003, and in light of the unenthusiastic manner in which the Kurds joined Abadi's government, the coming months will be a litmus test for the uneasy relations between the Kurdish and Iraqi governments.

Kurds warn that the price of failure might be too high.

"If Abadi and us could agree upon a reformed platform and could improve

governance, then it would serve all sides," said Arez Abdullah, an Iraqi lawmaker and a member of the Leadership Council of the Patriotic Union of Kurdistan, the party to which Massoum belongs. "Iraq is at an intersection. Either its problems need to be fundamentally resolved or Iraq will move in an undesirable direction ... and the situation will get even worse."◆

Mohammed A. Salih is a journalist based in Erbil, Iraqi Kurdistan. He has written about Kurdish and Iraqi affairs for local and international media.

The Economist

SEPTEMBER 22nd 2014

Islamic State, Turkey and Syria's Kurds

Murky relations



Sep 22nd 2014,
by S.B. and A.Z. | CAIRO AND ERBIL
www.economist.com

AS JIHADISTS calling themselves the "Islamic State" (IS) have swept across Iraq and Syria, they have come up against one unusually tough opponent. Syria's ethnic Kurds have stubbornly clung onto three separate enclaves along Syria's border with Turkey and even pushed back into lands captured by IS. Since September 18th IS has turned the tables, concentrating its forces for an all-out offensive to take the central enclave around the Syrian Kurdish-majority town of Ain al-Arab, known as Kobane in Kurdish, on the border with Turkey. IS sees the territory as strategic because it lies close to the edges of its "caliphate" and to a supply route used by foreign fighters joining the group. IS has grabbed scores of villages, pushing more than 100,000 Kurdish refugees into Turkey.

The fact that all this happened just as Turkey secured the release of 49 hostages held by IS raises, inevitably, speculation about Turkey's objectives. Recep Tayyip Erdogan, Turkey's president, says that only "diplomatic bargaining" has taken place. But many Kurds suspect much more was involved. Did Turkey

somehow help IS's rapid advance against Kurds in Syria, either by releasing IS prisoners or allowing fighters to cross its border? "There is an undeniable connection," claims Cemil Bayik, the top field commander of Turkey's Kurdistan Workers' Party (PKK), hinting that Turkey's leaders may have given a green light to the IS offensive with the aim of weakening the troublesome Kurds. Turkish officials deny such claims.

Turkey has certainly been uneasy about the presence on its borders of Kurdish fighters linked to the PKK, which has waged 30-year insurgency but is now observing a ceasefire. That said, as a country that already hosts 1.5m Syrian refugees, Turkey may have little to gain from inviting in more, especially potential supporters of the PKK. Atheel Nujaifi, the exiled Arab Sunni governor of Mosul, who is close to the government in Ankara, believes Turkey is more concerned by the growing strength of the PKK's Syrian affiliate—the Democratic Unity Party (PYD)—and its armed People's Defence Units (YPG), than it is about IS. But rather than helping IS directly or indirectly, he reckons the Turks instead threatened to crack down on the families of several senior IS commanders from Iraq who had slipped into Turkey with forged documents last week.

By September 22nd YPG men said they had

stemmed IS's advance just a few miles from Ain al-Arab. YPG fighters have generally been able to repel IS attacks in the past two years, including a previous attempt to take Ain al-Arab in June. They may have attracted a more concerted effort from IS this time because on September 10th YPG Kurds and a number of Syrian rebel groups that had once fought them announced a joint command known as "The Volcano of the Euphrates". They aimed to take back some villages from IS on the road to Raqqa, IS's headquarters which lies only 140km (90 miles) from Ain al-Arab. Some PKK fighters have slipped past Turkish patrols to cross into Syria to help their fellow Kurds, many of whom are deemed apostates by IS. For now America does not look prepared to answer Syrian Kurds' pleas for help, though it has conducted air strikes to protect the Kurdish autonomous region in Iraq, particularly when the capital of Erbil was threatened.

There, unlike in Syria, America has a large consulate, and an interest in protecting a rare relatively stable part of the Middle East. Moreover, the Kurds' role in Syria has been ambiguous. In 2012 Bashar Assad, Syria's president, largely handed over rule of the Kurdish north-east to Kurdish forces, probably to avoid his forces being overstretched. That attracted the wrath of Syria's rebels, who accused the Kurds of doing dirty deals with the Assad regime to protect themselves or, worse, of siding with it. Some Syrian rebel groups even fought alongside Jabhat al-Nusra, al-Qaeda's affiliate in Syria, in an attempt to take Ain al-Arab from the Kurds in July 2013.

Whatever the truth of recent events, America has said that it expects Turkey fully to join the fight against IS, now that its hostages are safe. But an advisor to Mr Erdogan privately says that this is "out of the question". Turkey, it seems, does not want to provoke IS into carrying out attacks on its territory. IS this week appeared to threaten Turkey by making oblique mention of "Constantinople"—the pre-Islamic name of Istanbul—in its latest ghoulish statement released on September 22nd urging followers to kill Americans, Australians, Frenchmen and others by any available means. And Turkey has another worry: some 32km south of its border with Syria there are a small number of Turkish soldiers in IS territory guarding a tomb said to belong to the first Ottoman's sultan's grandfather. ●

Peut-on réellement « détruire » l'État islamique ?

Barack Obama s'est fixé comme objectif « d'affaiblir et finalement détruire » le mouvement djihadiste. Ce projet se heurte à de multiples problèmes, tant militaires que politiques. Et vaincre le califat prendra du temps, peut-être trois ans, selon Washington.



Alain Barluet et Georges Malbrunot
abarluet@lefigaro.fr
gmalbrunot@lefigaro.fr

Quel apport des pays arabes ?

Outre la mise à disposition de certaines bases militaires - américaine à al-Oued, au Qatar, ou française aux Émirats arabes unis -, l'Arabie saoudite et le Qatar ont la capacité d'influencer certaines tribus sunnites des provinces de l'Ouest irakien pour qu'elles cessent de soutenir l'État islamique. Ces dernières années, Riyad et Doha ont aidé financièrement les sunnites d'Irak à se mobiliser contre le premier ministre chiite Nouri al-Maliki, qui vient de quitter son poste. Mais aujourd'hui, Washington exige que Saoudiens et Qataris renforcent leur surveillance des réseaux financiers d'aide aux djihadistes partis combattre en Irak et en Syrie, ainsi que le contrôle des imams qui ap-

pelaient il n'y a pas si longtemps encore au djihad contre « le tyran Assad ». Ces tribus font actuellement l'objet de toutes les attentions de la part des Saoudiens, mais aussi des Jordaniens. Les services de renseignement du royaume hachémite connaissent bien les clans sunnites irakiens, dont de nombreux membres ont trouvé refuge à Amman après le renversement de Saddam Hussein en 2003. Ces discrètes rencontres ont un but : négocier leur lâchage de l'EI. Mais, en échange, les tribus exigent d'être davantage associées au pouvoir central ainsi qu'à l'armée, bref de cesser d'être marginalisées par le pouvoir chiite irakien. Depuis la Jordanie, les forces spéciales locales ont commencé des missions de reconnaissance de l'autre côté de la frontière irakienne. Problème : de nombreux Saoudiens et Jordaniens refusent que leur pays s'engage face à l'EI. Comme en 2002 avant la guerre contre Saddam Hussein, officiellement, Jordaniens et Saoudiens afficheront donc profil bas, pendant que dans le désert des actions clandestines seront lancées.

L'État islamique

1 D'al-Qaïda à l'EI

Octobre 2006

Création de l'État islamique en Irak (EII) à l'initiative du Conseil consultatif des Moudjahidines en Irak dont fait partie al-Qaïda en Irak.

Juillet 2011

Étend les combats en Syrie.

Avril 2013

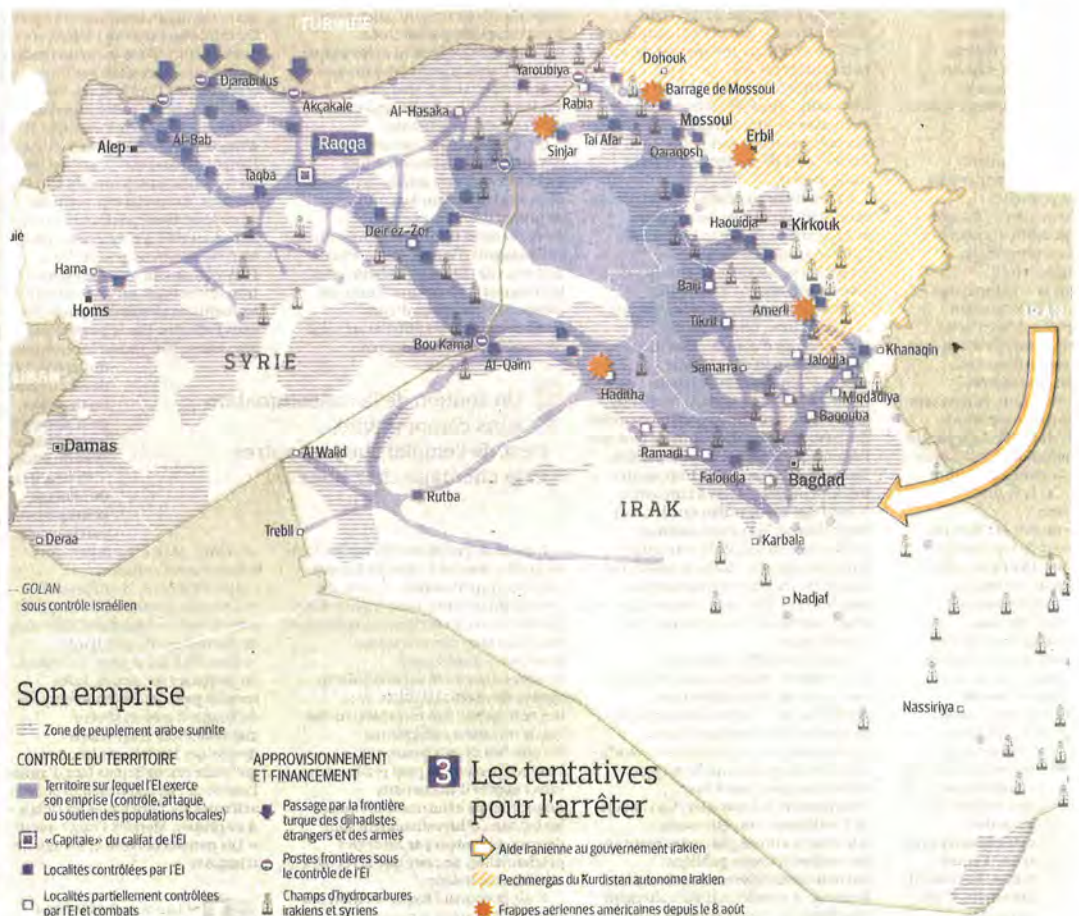
L'EII devient l'État Islamique en Irak et au Levant (EIL).

Février 2014

Désavoué par al-Qaïda, rentre en conflit avec le Front al-Nosra qui devient la branche officielle d'al-Qaïda en Syrie.

Juin 2014

Offensive en Irak. EILl décrète un califat dans les territoires qu'il contrôle dans les 2 pays et prend le nom d'État Islamique (EI).



► **Existe-t-il des opposants modérés en Syrie**

pour occuper le terrain abandonné par les djihadistes ?

C'est tout le problème. Les rebelles modérés soutenus par les Occidentaux ne sont plus qu'une infime minorité – 15 % environ – de l'ensemble de l'insurrection anti-Assad. Sans armes qualitatives, instrumentalisés par des parrains du Golfe eux-mêmes divisés, ils sont aujourd'hui dépassés par les franges islamistes : d'abord les plus radicaux de l'État islamique, puis al-Nosra, la branche locale d'al-Qaïda, et enfin par leurs soi-disant frères d'armes appartenant à la nébuleuse salafiste-frères musulmans, regroupée sous le label du Front islamique. Ce n'est pas demain que des opposants modérés reprendront la main. Dans l'urgence, les États-Unis ont délégué à leurs alliés saoudiens le soin de remodeler une opposition pour être plus efficaces face à

Assad et à l'EI. Cette recombinaison passe par le renforcement du Front islamique et le retour au bercail de insurgés partis combattre avec l'EI. La formation de milliers d'islamistes modérés et de ce qu'il reste de l'Armée syrienne libre se fera en Arabie saoudite. Sans garantie de succès, la démarche sera de toute façon longue. Et dans l'immédiat, une autre urgence s'impose : qui va occuper le terrain laissé vacant par les djihadistes quand ils seront contraints de fuir leurs positions bombardées par les Américains dans le nord et l'est de la Syrie ? Le régime entend retourner dans ces zones. Les Occidentaux, eux, ne l'entendent pas de cette oreille. Les combattants kurdes syriens aussi seront tentés de se déployer dans des secteurs qu'ils ont dû abandonner. Jusqu'à maintenant, les Kurdes syriens étaient plutôt mal vus par les Occidentaux, ceux-ci leur reprochant un jeu en solitaire, voire même une complicité avec Assad. Ces éléments expliquent pourquoi Laurent Fabius affirme que frapper en Syrie est « plus compliqué » qu'en Irak.

► **La Turquie est-elle prête à fermer ses frontières aux djihadistes ?**

Profitant de la bienveillance des services de renseignement turcs, l'immense majorité des djihadistes étrangers a pénétré en Syrie via la frontière turque. Partenaire des Occidentaux dans l'Otan, Ankara peut faire beaucoup plus contre les ultraradicaux en Syrie. Mais jusqu'à maintenant, un certain malentendu régnait entre alliés. Les Européens réclamaient plus d'efforts turcs pour appréhender leurs ressortissants quand ils débarquent à l'aéroport d'Istanbul ou

d'Ankara. Mais de leur côté, les Turcs demandaient que les pays européens soient eux-mêmes plus vigilants avant le départ des djihadistes de France ou de Grande-Bretagne. Sous la pression, Ankara a fini par arrêter des djihadistes de retour de Syrie, pour les remettre à Paris ou à Londres. Mais le pouvoir turc, entre

les mains des Frères musulmans, est réticent à durcir davantage sa position contre ceux qu'Ankara a longtemps cru pouvoir instrumentaliser afin de renverser l'ennemi Bachar el-Assad. Outre 49 ressortissants détenus depuis trois mois par l'EI en Irak, la Turquie redoute l'implantation de cellules djihadistes dormantes, qui frapperaient en cas de participation turque à une coalition militaire contre l'EI en Syrie. Ankara a certes renforcé sa surveillance des passages clandestins. Mais peut-il sécuriser plus de 900 km de frontières ? Ironie de l'Histoire : la Turquie se retrouve dans la position de la Syrie au milieu des années 2000 lorsque, après avoir laissé transiter beaucoup de djihadistes vers l'Irak, occupé alors par les Américains, Damas s'est retrouvé lui-même piégé ensuite par la menace djihadiste. Enfin, la Turquie ne veut pas faire le jeu de ses ennemis kurdes du PKK, actifs en Irak contre les djihadistes. Pour l'heure, Ankara a décidé de limiter son rôle à la mise à disposition de sa base d'Incirlik, dans l'est, près de l'Irak, pour un soutien logistique et humanitaire contre l'EI.

► **L'action militaire peut-elle être efficace ?**

Oui, sous certaines conditions. Sur le papier, le rapport de forces est défavorable à l'EI. Celui-ci revendique 30 000 hommes, la réalité n'excédant sans doute pas 15 000 à 20 000 combattants avec des moyens éparpillés. En face, les pechmergas pourraient aligner 200 000 hommes, mais leurs factions et leurs services de renseignement ne sont pas unifiés. L'armée irakienne dispose de 300 000 soldats. « Les combattants de Daech (acronyme arabe de l'EI, NDLR) sont très motivés et cela change beaucoup de choses. Ils peuvent par ailleurs disposer de complicités dans les milieux sunnites », analyse Michel Goya, colonel de l'armée de terre et historien. Les quelque 150 frappes américaines lancées depuis le 8 août ont permis d'arrêter leur progression en Irak. Mais les frappes aériennes, même si elles peuvent infliger des dommages très lourds, ne suffiront

pas, insistent toutefois les spécialistes. « L'efficacité exige l'association de cette capacité de frappe et d'une action au sol », résume Michel Goya. Sans troupes occidentales au sol, hormis des forces spéciales et des « conseillers », le succès du « combat couplé », comme l'appellent aussi les spécialistes, repose sur des alliés locaux, que l'on forme, que l'on encadre et que l'on équipe – c'est le cas avec les armes fournies aux Kurdes... « Cela va nécessiter une grosse pression conjointe de l'Irak, des Kurdes, des Américains et de la coalition internationale avec, en parallèle, une action politique pour dissocier l'EI des groupes et des tribus sunnites », estime Michel Goya.

En Syrie, la partie s'annonce plus complexe – militairement comme politiquement. Dans ce pays, l'efficacité de frappe sera plus incertaine si le renseignement – fourni en Irak par les Kurdes et l'armée gouvernementale – faisait défaut. Or l'opposition militaire modérée est très affaiblie. Les experts américains pointent aussi le risque posé par les armes de défense antiaériennes dont disposerait l'EI après avoir fait main basse sur des stocks gouvernementaux. En tout état de cause, vaincre l'EI prendra du temps – « au moins trois ans », a avancé John Kerry.

► **Quel rôle pour l'ONU et l'Otan ?**

Formellement, une intervention en Irak, pour défendre ce pays à la demande de ses autorités, ne nécessite pas de résolution de l'ONU, explique un diplomate. François Hollande insiste toutefois sur la nécessité d'asseoir l'action de la coalition sur le droit international. Les États-Unis, de leur côté, se sont crus obligés de préciser que cette opération n'avait « rien à voir » avec celle de 2003, lorsqu'ils avaient renversé Saddam Hussein sans l'aval de l'ONU. Au total, le rôle des Nations unies sera celui d'un « ensemblier de l'action internationale », à travers ses diverses agences (action humanitaire, droits de l'homme...), souligne le porte-parole du Quai d'Orsay, Romain Nadal. La résolution 2170, votée le 15 août dernier, sanctionne des personnes liées à l'EI. L'assèchement des financements de Daech et de ses filières de recrutement sera une priorité. Le vote d'une résolution sur les combattants étrangers devrait intervenir le 24 septembre, pendant l'Assemblée générale de l'ONU. L'Otan, recentrée sur l'Europe de l'Est, n'encadre pas la coalition antidjihadiste. Mais elle est prête à aider l'Irak, « si le gouvernement en fait la demande », pour renforcer ses capacités de défense en formant son armée. À Newport, au pays de Galles, le 5 septembre, l'Alliance a proposé de coordonner les moyens de renseignement, de surveillance et de reconnaissance de cette coalition. L'Otan participera également à l'échange d'informations sur les combattants étrangers rentrant dans leur pays, un volet important de la « réponse globale » que la coalition veut opposer à Daech. ■

► **Les combattants de Daech (acronyme arabe de l'EI, NDLR) sont très motivés et cela change beaucoup de choses. Ils peuvent par ailleurs disposer de complicités dans les milieux sunnites**

MICHEL GOYA, COLONEL DE L'ARMÉE DE TERRE ET HISTORIEN

Paris reçoit, ce lundi, ses alliés dans la lutte contre l'Etat islamique pour définir les champs d'action de chacun en Irak, puis en Syrie.

Coalition: la distribution des rôles



Une parade militaire à Raqqa, en juin. L'Etat islamique contrôle la ville syrienne depuis plus d'un an et y applique toutes les lois du califat proclamé sur les territoires qu'il contrôle en Irak et en Syrie. PHOTO REUTERS

Par **THOMAS HOFNUNG** et **MARC SEMO**

La mobilisation contre l'Etat islamique (EI) prend forme alors que la décapitation d'un troisième otage occidental, l'humanitaire britannique David Haines, rappelle l'urgence d'une lutte globale contre le jihadisme.

DÉCRYPTAGE Ce lundi se tient à Paris une conférence internationale, ouverte par François Hollande et son homologue irakien, Fouad Massoum, avec les ministres des Affaires étrangères de près d'une trentaine de pays décidés à combattre ce groupe terroriste qui, rappellent les diplomates, n'est «ni un Etat ni islamique».

QUELLE STRATÉGIE CONTRE L'EI ?

L'offensive lancée le 8 août par l'Etat islamique, chassant et massacrant toutes les minorités non musulmanes et non sunnites en Irak, a été bloquée par l'aviation américaine, qui a mené depuis cette date plus de 150 frappes. Mais le danger que représente ce groupe aussi riche (*lire ci-contre*) qu'impitoyable reste entier. D'où la décision du président américain, Barack Obama, de monter une coalition afin de mener une véritable guerre antiterroriste «pour affaiblir et à terme détruire» l'EI en Irak et en Syrie. «Mais des frappes aériennes permettront tout au plus l'endigement de l'EI», souligne François Heisbourg de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS). Lors de sa visite éclair vendredi en Irak, à Bagdad et à Erbil, François Hollande a aussi promis «d'accentuer son aide militaire», mais c'est avant tout un rôle politique que veut jouer Paris. D'où la tenue de cette conférence. «Le défi [de l'EI, ndr] est global, notre réponse doit être globale», a répété le président français. Il s'agit de lutter

à la fois contre les sources de financement du groupe, mais aussi contre les filières acheminant des volontaires et des milliers de jeunes musulmans des pays occidentaux, dont 946 Français. Ce qui fait aujourd'hui la force

REPÈRES

«Pas à pas, nous devons repousser, démanteler et finalement détruire l'Etat islamique et ce qu'il représente.»

David Cameron le Premier ministre britannique, dimanche

- ▶ **10 juin** Les forces de l'Etat islamique s'emparent de Mossoul, la deuxième ville d'Irak.
- ▶ **29 juin** EI proclame le «califat» islamique sous le commandement d'Abou Bakr al-Baghdadi.
- ▶ **8 août** Premières frappes de l'aviation américaine en Irak.
- ▶ **15 août** Le Conseil de sécurité adopte à l'unanimité la résolution 2170 qui vise les activistes islamistes en Irak et en Syrie.
- ▶ **5 septembre** Au sommet de l'Otan, les Etats-Unis annoncent la formation d'une coalition internationale contre les jihadistes.

apparente de l'EI - l'instauration d'un auto-proclamé «califat» et d'un Etat sur un territoire donné à cheval entre la Syrie et l'Irak, où il fait régner son ordre obscurantiste (*lire pages 4 et 5*) - est aussi sa faiblesse.

QUEL TYPE DE COALITION ?

A Paris seront réunis, outre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, l'UE, l'ONU et plus d'une quinzaine de pays arabomusulmans, mais pas l'Iran - allié du pouvoir de Bagdad et surtout principal protecteur du régime Al-Assad. Paris était pour, mais



L'Etat islamique a revendiqué, dans la nuit de samedi à dimanche, la décapitation d'un troisième otage, l'humanitaire britannique David Haines, 44 ans. Employé par l'ONG française Acted, il avait été kidnappé en mars 2013. Il est le troisième otage à être exécuté en un mois par l'Etat islamique, après les deux journalistes américains James Foley et Steven Sotloff. Londres a annoncé cette semaine l'envoi pour 2 millions d'euros de mitrailleuses lourdes et de munitions aux forces kurdes d'Irak.

Washington a jugé cette présence «inadéquante». L'objectif des autorités françaises, comme de l'administration américaine, n'en est pas moins de réunir la coalition la plus large possible afin d'éviter tout ce qui pourrait par trop évoquer une croisade occidentale. D'autant que, pour le moment, seuls les Etats-Unis, vraisemblablement la France, peut-être la Grande-Bretagne et marginalement l'Australie participeront activement aux frappes aériennes. «Dans une suite

Suite coalition, tout le monde ne fait pas la même chose», explique-t-on à Paris. Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, vient d'achever une tournée régionale pour mobiliser les pays arabo-musulmans alliés, avec un succès mitigé en matière d'engagements concrets. Le soutien de l'Egypte sera seulement politique. Longtemps grande financière du jihadisme, mais désormais inquiète de la montée de l'EI, l'Arabie Saoudite devrait participer à la formation et l'entraînement de forces syriennes démocratiques. Membre de l'Otan, la Turquie – qui a pendant des mois laissé passer armes et volontaires jihadistes par sa frontière – ne permettra l'utilisation de ses bases que pour des buts humanitaires, craignant des rétorsions sur ses 46 diplomates aux mains de l'EI à Mossoul.

QUEL CADRE JURIDIQUE ?

Les opérations en Irak se déroulent à l'appel de Bagdad, et d'un gouvernement représentatif, et sont donc parfaitement légales. Le cas de la Syrie est en revanche différent, puisque ni Washington ni Paris ne veulent coopérer avec le régime Al-Assad, bourreau de son propre peuple et fourrier des jihadistes. Or les Russes mettent déjà en garde contre toute opération en territoire syrien sans l'accord de Damas. Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté le 15 août, à l'unanimité, une résolution complétant celle de juin contre l'EI, s'inquiétant de «la menace persistante que représentent ces groupes pour la sécurité internationale». Le texte ne permet pas explicitement une opération militaire. A moins d'une nouvelle résolution, les frappes en Syrie seront illégales au regard du droit international. «Il y a une unicité du théâtre des opérations entre Irak et Syrie, mais pas la même situation politique et juridique», reconnaît-on à Paris, où il n'est pas prévu d'intervenir en Syrie.

QUELLE OPTION MILITAIRE ?

Obama a été clair : pas question de renvoyer des dizaines de milliers de GI sur le sol irakien. Washington a fait le choix de «tout aérien». «Au-delà du coup d'arrêt bienvenu, on ne viendra à bout de l'EI qu'avec des troupes au sol», prévient François Heisbourg, de la FRS. Les Occidentaux excluant cette option, il faudra s'appuyer sur les forces irakiennes. Or, malgré le travail de formation de longue haleine des Américains, l'armée irakienne s'est effondrée sous les coups de boutoir de l'EI. Les islamistes en ont profité pour mettre la main sur des équipements militaires conséquents, là encore fournis par Washington (blindés, canons antiaériens, etc.). Les Américains ont par ailleurs promis 500 millions de dollars (385 millions d'euros) pour former 5 000 combattants syriens. «Cela risque de prendre plusieurs années», estime Heisbourg.

QUEL RÔLE POUR LA FRANCE ?

Paris, qui a déjà fourni des armes aux combattants kurdes du nord de l'Irak, pourrait très vite participer à des frappes en utilisant ses avions Rafale prépositionnés sur la base militaire d'Al-Dhafra, aux Emirats arabes unis. Ce lundi, le ministre de la Défense,



Hollande avec le Premier ministre irakien, Haïdar al-Abadi, à Bagdad vendredi. A. JOCARD, AFP

La France revient sur le terrain irakien

JIHADISTES La visite de Hollande à Bagdad suivie de la conférence à Paris marque l'engagement français.

Il est le premier chef d'Etat étranger à se rendre à Bagdad puis à Erbil depuis l'offensive début juin des jihadistes de l'Etat islamique (EI). La visite de François Hollande, accompagné du ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, et de celui de la Défense, Jean-Yves Le Drian, est un geste symbolique d'autant plus fort que, lundi, le président français ouvrira à Paris avec son homologue irakien, Fouad Massoum, une conférence internationale «pour la paix et la sécurité» en Irak. La condition posée par la France était l'instauration à Bagdad d'un gouvernement rassemblant toutes les composantes du peuple irakien, chiïtes majoritaires mais aussi sunnites et kurdes. Le Premier ministre, Haïdar al-Abadi, a réussi cette gageure, élément clé d'une réponse politique à l'EI.

Saddam. «Ce groupe veut faire la guerre non seulement à l'Irak, mais à tous les peuples qui ne partagent pas sa vision du monde fondée sur la terreur», a martelé le président

français à Bagdad. Paris est prêt à faire sa part dans la coalition réunie par les Américains contre l'EI, y compris en participant à des frappes aériennes, mais «dans le respect du droit international», comme l'avait rappelé Hollande à la fin du sommet de l'Otan la semaine dernière. Les autorités françaises n'avaient pas participé en 2003 à l'invasion de l'Irak aux côtés des Américains pour abattre Saddam Hussein, qui avait tissé des liens très douteux avec Paris. C'est l'occasion de revenir sur le devant de la scène dans ce pays, alors même que le gouvernement de Bagdad demande ce soutien «humanitaire et sécuritaire».

Les opérations contre l'EI ne peuvent se limiter au seul territoire irakien, puisque ce groupe a ses principales places fortes en Syrie. Mais il est hors de question de demander l'aval du régime de Bachar al-Assad – bourreau de son propre peuple et responsable de l'actuel chaos – et toute résolution explicite du Conseil de sécurité risque

d'être bloquée par un veto russe. «Il y a une unicité du théâtre d'opérations mais des situations très différentes au niveau politique et juridique», reconnaît-on à l'Elysée et des frappes françaises sur la Syrie ne sont pas à l'ordre du jour, même si les Américains s'y lançaient.

Iran. «La menace globale [représentée par l'EI, ndlr] appelle une réponse globale», a souligné Hollande. C'est aussi le sens de la conférence qui doit se tenir lundi dans la capitale française avec les ministres des Affaires étrangères de près d'une vingtaine de pays. La Russie y sera. La participation de l'Iran, tout à la fois grand parrain des partis chiïtes irakiens mais aussi du régime de Bachar al-Assad en Syrie, reste encore ouverte. «Elle doit faire consensus parmi les participants, mais nous y travaillons», explique-t-on à Paris. Vendredi, le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a cependant fait savoir que la présence de Téhéran «ne serait pas adéquate».

MARC SEMO

Jean-Yves Le Drian, s'y rend à point nommé. Si ce soutien sera hautement apprécié par Washington, il devrait néanmoins être très limité sur le plan opérationnel. «Le budget des interventions extérieures explose déjà avec les interventions dans le Sahel et en Centrafr-

que», note François Heisbourg. Et, ces dernières semaines, Paris a surtout mis l'accent sur la situation en Libye, l'érigeant en «priorité». «En Irak, à côté des énormes moyens américains, nous pouvons faire de la figuration intelligente», affirme Heisbourg. ◀

International New York Times

SEPTEMBER 10, 2014

BAGHDAD

Unity government is led by Shiite, but 2 strategic posts remain unfilled

BY KAREEM FAHIM
AND AZAM AHMED

Iraqi lawmakers have approved a new power-sharing government led by Prime Minister Haider al-Abadi, but they have left the two most divisive security posts unfilled, potentially extending a contentious debate even as American officials prepare a new campaign of military support for the administration.

Mr. Abadi, a Shiite politician, has promised to preside over a more inclusive government that would set out to heal deep rifts with Iraq's Sunni and Kurdish populations even as it struggles to beat back a catastrophic invasion by the Islamic State in Iraq and Syria.

"The country is exposed to an aggressive offensive, and the people are waiting for us all; we should not be arguing about names and positions," Mr. Abadi said Monday in his first official speech as prime minister, urging sacrifice by Iraq's political class. "This is to serve the country and the people."

Mr. Abadi said he would initially run the Defense and Interior ministries himself, and gave lawmakers a week to agree on new ministers before filling the posts with his own choices.

President Obama has called a unity government a crucial prerequisite for a new and extended American military offensive against ISIS, which he is expected to detail in a speech on Wednesday.

On Monday, Mr. Obama telephoned Mr. Abadi to congratulate him on forming what he characterized as a "broad-based government," and said the United States would continue building a coalition to confront ISIS, according to a White House account of the call.

Mr. Abadi, the White House said, told the president that he would work with "all communities in Iraq." The American secretary of state, John Kerry, also praised the new government and said he would go to the Middle East on Tuesday to help forge a coalition against ISIS.

On Tuesday, Iraqi lawmakers called on Mr. Abadi quickly to fill the critical defense and interior minister posts, who would spearhead domestic efforts to combat the ISIS advance, The Associated Press reported.

"I have fears that the vacant posts, mainly the defense and interior, will run without ministers or they will be given to persons affiliated to political parties instead of to people who are independent and professional," a Sunni lawmaker from Anbar Province, Hamid al-

Legislators approve Iraqi cabinet

Mutlaq, said by phone.

But even as lawmakers were sworn in, there was deep skepticism among Iraqis, especially Sunni Arabs who felt marginalized and abused by the last government, led by Nuri Kamal al-Maliki, who will stay on in the new government as one of Iraq's three largely ceremonial vice presidents.

As Iraqi cities fell to ISIS this summer, some Sunnis chose to support the militants rather than fight for a government they loathed.

The government, in turn, has done little to address grievances, continuing practices that include indiscriminate shelling of Sunni areas and dropping barrel bombs from warplanes, according to human rights groups.

"We were hoping we would see a technocrat government where we would be listened to, but it did not happen," said Sheikh Mohammad al-Bajari, whose fighters in Falluja have allied themselves with ISIS. "These decisions will take us into the wilderness."

After a long and often heated debate on Monday, the government in Iraq's Kurdish autonomous region gave approval to Mr. Abadi's cabinet, but with conditions that the Kurds said had to be resolved within three months. They include salaries, equipment and weaponry for the Kurdish pesh merga forces, resolving disputed territories outlined in the Iraqi Constitution, and coming to an agree-

Several familiar faces emerged in the lineup, suggesting a preservation of the corroded political order.

ment over oil and gas issues, including the export of oil from the Kurdish region.

The Kurdish government also demanded that its budget, withheld by the government for months, be restored.

"If the demands are not met, we will decide to withdraw in the interest of the people," said Fuad Hussein, the chief of staff to Massoud Barzani, the Kurdish region's president.

With the advent of a new administration, all eyes were on Mr. Abadi as he tried to answer the voices of skepticism: urging Sunni Arabs to fight alongside the government, keeping Kurds from declaring their own country, while also aiming to convince a cynical, exhausted public that the government is better suited to Iraq's challenges than its predecessors.

That was a hard sell, though, as several familiar faces emerged in the new cabinet, suggesting a preservation of



The new prime minister of Iraq, Haider al-Abadi, center, greeting lawmakers in Parliament.

the corroded political order that rose during the long American occupation, rather than an attempt to lend the country new vigor. Ibrahim al-Jaafari, a former prime minister, was named foreign minister, and Adel Abdul Mahdi, a former vice president, was selected as the oil minister.

Mr. Maliki and two of his political rivals — Ayad Allawi, a former prime minister, and Osama al-Nujaifi, a former speaker of Parliament — were chosen as vice presidents.

Some analysts speculated that Mr. Abadi reasoned it was safer to keep prominent political figures inside the government than risk the possibility they would make trouble from the margins.

One of Iraq's more divisive political figures, though, was kept out of the cabinet for the moment. Hadi al-Ameri, who leads the Badr Corps, an Iranian-backed militia, had been rumored to be the next defense minister, but his name was withdrawn shortly before Parliament met on Monday, drawing angry reactions from his supporters.

The government's principal attribute was that it filled "the political vacuum," said Kadhim al-Mukdadi, an Iraqi political analyst. By simply forming a cabinet, a considerable hurdle, Mr. Abadi had "saved the day," he said.

Kareem Fahim reported from Baghdad, and Azam Ahmed from Erbil, Iraq. Ali Hamza and Omar al-Jawoshy contributed reporting from Baghdad, and Helene Cooper from Ankara, Turkey.

Arab nations to strike at jihadists, U.S. says

PARIS

Action would broaden global effort against ISIS after another beheading

BY MICHAEL R. GORDON AND JENNY ANDERSON

Several Arab countries have offered to carry out airstrikes against the Islamic State in Iraq and Syria, a senior State Department official said Sunday, a move that appeared to significantly broaden the international face of the United States military campaign against the group.

That development came a day after ISIS released another grisly video of the beheading of a hostage, this one of a British aid worker identified as David Cawthorne Haines.

The slaying was a clear warning to Britain, a vital ally of the United States as President Obama assembles an international coalition to target ISIS.

After convening an emergency meeting on Sunday of top security and military officials, Prime Minister David Cameron said he would do "whatever it takes" to end the ISIS threat. But so far, perhaps cognizant of the war-weariness of his public and Parliament, he has declined to join the United States in launching airstrikes against the group.

The offer of airstrikes by Arab countries was disclosed by American officials traveling with Secretary of State John Kerry as he nears the end of a weeklong trip to build support for the campaign against ISIS, which has made stunning advances across Syria and Iraq in recent months.

"There have been offers both to Centcom and to the Iraqis of Arab countries taking more aggressive kinetic action," said the State Department official, who



BRENDAN SMIALOWSKI/AGENCE FRANCE-PRESSE
Secretary of State John Kerry was in Cairo on Sunday to win support against ISIS.

used the acronym for the United States Central Command, which oversees military operations in the Middle East.

Mr. Kerry, who is in Paris to attend an international conference Monday on providing aid to the new Iraqi government, has already visited Baghdad; Amman, Jordan; Jidda, Saudi Arabia; Ankara, Turkey; and Cairo. During his stop in Jidda on Thursday, 10 Arab countries joined the United States in a communiqué that endorsed efforts to confront and ultimately "destroy" ISIS, including military action to which nations would contribute "as appropriate."

American officials said this should be interpreted as meaning that some, but not all, of the 10 countries would play a role in the military effort.

The United States has a broad definition of what it would mean to contribute to the military campaign; a second State Department official said it could include providing arms or training. The officials, who asked not to be identified under the agency's protocols, did not say which Arab nations had offered to carry out airstrikes.

There are ways Arab nations could participate in an air campaign without dropping bombs, such as delivering arms, conducting reconnaissance flights or providing logistical support and refueling.

"The Iraqis would have to be a major participant in that decision," said the first State Department official. "It has to be well structured and organized."

Iraqi officials have long experience working with the United States military, but the Shiite-dominated Iraqi government has no experience in working with militaries from Sunni states in the Persian Gulf.

Arab nations have the capability to conduct air operations. Saudi Arabian planes participated in the American-led coalition that evicted Saddam Hussein's Iraqi forces from Kuwait in 1991. The United Arab Emirates sent F-16s and Mirage fighters to join the 2011 international military intervention in Libya. And last month, the United Arab Emirates, from Egyptian bases, carried out airstrikes against Islamist militias in Libya.

Iraq has a small air force and a limited capacity to deliver accurate airstrikes.

On Saturday, Prime Minister Haider al-Abadi of Iraq sought to reassure Sunnis — a much-noted gesture, coming from the new prime minister, a Shiite — that Iraqi forces would not risk civilian casualties by using artillery or conducting airstrikes against ISIS targets in heavily populated areas.

Denis R. McDonough, the White House chief of staff, insisted in an inter-



AGENCE FRANCE-PRESSE

An image from the video of the killing of David Cawthorne Haines of Britain.

view Sunday that Syrian opposition fighters, not Americans, would supply the ground force used in Syria in the United States-led campaign, seeking to quell concerns that the campaign could continue to grow.

Mr. McDonough, in a series of television interviews, described what the campaign's end might look like. "Success," he said on the NBC News program "Meet the Press," "looks like an ISIL that no longer threatens our friends in the region, no longer threatens the United States. An ISIL that can't accumulate followers, or threaten Muslims in Syria, Iran, Iraq, or otherwise." He was using an alternate acronym for the group.

Mr. McDonough also noted "very good progress" in securing bipartisan support for passage by Congress of a bill to provide support for the Syrian opposition.

Asked about the fears of many Americans that the conflict might eventually draw in United States ground troops, he told a Fox News interviewer that "everybody believes that there has to be some anvil, some force, some ground force on the ground taking the fight" to ISIS. But he noted that Mr. Obama had made clear that the "anvil" would be Syrian, not American.

On Saturday, Mr. Obama condemned "the barbaric murder" of Mr. Haines and vowed to work with Britain and "a broad coalition of nations" to bring the killers of the British aid worker to justice.

The ISIS video shows Mr. Haines kneeling in a barren landscape that appears identical to where two American journalists — James Foley and Steven J. Sotloff — were killed. In the moments before his death, the 44-year-old Mr. Haines is forced to read a script that blames Mr. Cameron and "Parliament's selfish decisions" for his killing.

The video ends with the black-clad killer identifying the group's next victim as Alan Henning, another British citizen. SITE Intelligence, which tracks jihadist groups, said the slayer appeared to be the man who killed the American hostages.

The group is currently holding Mr. Henning and another British citizen, as well as two other American aid workers. Their families have asked the news media not to disclose their names.

Calling Mr. Haines a hero and denouncing the terrorist group as "monsters," Mr. Cameron laid out a five-point

plan on Sunday that included support of American military action without committing Britain to a more vigorous military role.

"This is not about British combat troops on the ground; it is about working with others to extinguish this terrorist threat," he said, adding that British Tornados and surveillance aircraft had been helping with intelligence gathering and logistics.

Mr. Haines, who had a military back-

ground, was kidnapped 19 months ago in northern Syria and was held alongside an Italian co-worker, Federico Motka.

Both men worked for Acted, a French aid group, and had traveled to Syria during the country's civil war. Mr. Motka was released in May, one of 15 Europeans freed from the same ISIS-run jail for a ransom, according to a person familiar with the matter.

Britain and the United States are among the only nations that have held

to a hard-line, no-concessions policy on kidnappings by terrorist groups, and earlier this month, Mr. Cameron ruled out paying a ransom for Mr. Haines.

"It's a desperately difficult situation," he told Sky News. "We don't pay ransoms to terrorists when they kidnap our citizens."

International New York Times
WEDNESDAY, SEPTEMBER 17, 2014

To crush ISIS, make a deal with Assad

Ahmad Samih Khalidi

LONDON Last week, President Obama virtually declared war on the Islamic State in Iraq and Syria. But it is hard to reconcile the seemingly urgent need to confront the threat posed by this organization with the chosen means of doing so.

By opting to support the "moderate" Syrian opposition and running the risk of an open confrontation with President Bashar al-Assad's regime, the West appears to be primarily appeasing Arab Persian Gulf allies that have turned the overthrow of Mr. Assad into a policy fetish that runs against any rational calculation of how to defeat Islamist terrorism.

The persistent belief in Western policy circles that there is a "moderate opposition" in Syria — reiterated at the close of a NATO summit meeting in Wales on Sept. 5 — warrants serious scrutiny. The very notion of a "vetted" opposition has an absurd ring to it. It assumes that moderation is an identifiable, fixed element that can be sorted out from other, tainted characteristics. It further presumes that the vetting process will not stain those being vetted. It takes as a given that Western-backed opposition will prevail and in turn provide the basis for a happier and better Syria.

There is little to support any of these beliefs. The most effective forces on the ground today — and for the foreseeable future — are decidedly nonmoderate. This is not primarily because the West has let down the Syrian opposition, but because the conflict now sweeping through the Levant is grounded in elements that have little to do with the presumed struggle between moderation and extremism.

Sunni jihadis have been successful precisely because of their insidious appeal to deep-rooted societal and religious instincts and their ability to evoke symbols that elicit a genuine response across the Sunni world, despite their brutality. Anti-Shiite sectarian sentiment adds to their appeal; they have a substantive ideological overlap with Al

Qaeda (which disavowed ISIS in February) and with other Syrian rebel groups, like the Saudi-backed Islamic Front, the gulf-financed Ahrar al-Sham and the Qaeda-associated Nusra Front.

And let's not forget the Syrian Muslim Brotherhood, whose role in inflaming the conflict has been disguised under the mantle of the "moderate" Syrian National Coalition, backed by the West, the Arab nations and Turkey.

He's a brutal tyrant, but there's no "moderate opposition" to help us turn the tide of battle.

Ultimately, this is the same bed that the West made — and in which it slept — in Afghanistan in the 1980s.

The alleged moderates have never put together a convincing national program or offered a viable alternative to Mr. Assad. The truth is that there are no "armed moderates" (or "moderate terrorists") in the Arab world — and precious few beyond. The genuine "moderates" won't take up arms, and those who do are not truly moderates.

The suggestion in Washington and Brussels that a "Sunni coalition," made up of Arab states and Turkey, can deal with ISIS is equally fatuous. Neither has any real credibility among the Sunni constituencies attracted to Al Qaeda and similar terrorist organizations; indeed, these countries are their enemies.

In many ways, the current struggle among the Arab gulf kingdoms (Saudi Arabia, Qatar and the United Arab Emirates) and the various iterations of violent jihadism is a family fight, a struggle for power and legitimacy within Wahhabist, salafist and other interpretations of Islam. So by insisting on a Sunni coalition, the West will only appear to be joining a gulf-led war on the Shiites of Iraq, Syria and Iran. (It bears noting that neither Hezbollah, the Iranian-backed Shiite movement based in Lebanon, nor Iran has declared a global war on the West and non-Muslims, unlike Saudi-inspired salafists and their jihadist brethren.)

Supporting the Syrian "moderates" would make some military sense only if it would make any difference on the ground. But in the absence of any large-

scale Western or regional commitment to deploy troops, the only real "boots on the ground" capable of destroying ISIS are the Syrian Army and its local allies, including Hezbollah.

Despite its oppressive and brutal history, Mr. Assad's regime not only poses no discernible threat to the West or its interests, but is ready and willing to act on the basis of common objectives. It would seem to be the height of strategic folly to initiate a military campaign on Syrian soil that is bound to result in a serious confrontation with Mr. Assad's forces, and possibly Iran and Russia as well, at a time when the most effective course of action would be to act in concert with him to confront a grave common threat.

As the West continues to weigh its options, a strategic rethinking is necessary.

First, it is imperative to find a way to work with the most effective forces on the ground: Mr. Assad's Syrian Army and the Iranian-backed Hezbollah fighters. All of the West's differences with the Syrian regime should be postponed until the tide of battle has turned. Indeed, an anti-ISIS coalition that includes Syria, Iran and Russia may be the only real key to a political engagement with Mr. Assad that could help bring about a peaceful resolution of the three-year-old Syrian civil war.

Second, the West must overcome its reluctance to offend the Saudis, and speak out much more forcefully against the insidious influence of Wahhabism and the ideological support it offers violent extremism. The Arab gulf states must choose a side. They cannot continue to finance terrorism and use fundamentalism as a policy tool and yet claim to be fighting it abroad. Saudi Arabia is both a sponsor and a target of jihad — it should wish to be neither.

This may well be the real test of the West's leadership. And if the United States and its allies instead amble into another major military conflict in the Middle East without realistic objectives and a clear-eyed plan to achieve them, they will have already failed.

AHMAD SAMIH KHALIDI is an academic visitor at St. Antony's College, Oxford, and a former Palestinian peace negotiator.

Londres durcit le ton après le meurtre d'un otage britannique

Cameron prépare l'opinion à une intervention contre l'EI aux côtés des Américains, mais reste vague sur ses intentions.

FLORENTIN COLLOMP  @fcollomp
CORRESPONDANT A LONDRES

TERRORISME Londres hausse le ton, mais se garde de précipiter sa riposte à l'État islamique (EI), au lendemain de l'annonce du meurtre d'un otage britannique par l'organisation terroriste. Une vidéo mise en ligne samedi soir montre la décapitation de David Haines, un travailleur humanitaire de 44 ans, dans une mise en scène macabre, similaire à celles utilisées pour les deux journalistes américains James Foley et Steven Sotloff. Leur bourreau serait le même combattant à l'accent londonien surnommé « Jihadi John » dans la presse. Comme les deux fois précédentes en moins d'un mois, il a menacé de mort un nouvel otage occidental, un autre Britannique. Le Foreign Office refuse de préciser combien de ses ressortissants sont entre les mains de l'État islamique.

« Cet individu britannique doit payer le prix de votre promesse, Cameron, d'armer les pechmergas contre l'État islamique », déclare en anglais dans la vidéo un homme vêtu de noir, debout à côté de Haines, à genoux en tunique orange. L'otage est ensuite contraint de lire une déclaration accusant le premier ministre britannique de « ne pas avoir le courage de dire non aux Américains ». Né en Angleterre, installé avec sa famille en Écosse, David Haines, père de deux enfants, avait été enlevé en mars 2013 en Syrie, où il venait d'arriver, pour travailler au sein de l'ONG française Acted. Depuis quinze ans, il avait mené avec elle des missions dans les zones de conflit en Afrique, au Moyen-Orient et dans les Balkans. Acted a annoncé dimanche qu'elle allait porter plainte à Paris pour assassinat, enlèvement et séquestration.

Sous pression, David Cameron a prononcé une allocution solennelle, à l'issue d'une réunion d'urgence d'une cellule de crise du gouvernement

« Ce meurtre ne doit pas infléchir, mais renforcer notre détermination »

DAVID CAMERON

dimanche matin. Après avoir rendu hommage au « héros britannique » David Haines, il a relevé d'un cran la rhétorique de sa condamnation de l'État is-

lamique, « l'incarnation du mal ». « Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour traquer ces assassins et nous assurer qu'ils seront traduits en justice, quel que soit le temps que cela prendra », a-t-il déclaré. Ce meurtre, peut-être commis par un ressortissant britannique, « ne doit pas infléchir mais renforcer notre détermination » à agir, insiste le premier ministre. « Nous ne pouvons pas ignorer cette menace à notre sécurité en baissant la tête, nous devons nous y confronter. Étape par étape, nous devons faire reculer, démanteler et enfin détruire l'État islamique en Irak et au Levant de façon calme et délibérée, mais avec une détermination de fer », enjoint-il.

Les mots, à la fois fermes et vagues, sont savamment pesés. Depuis plusieurs semaines, Cameron prépare l'opinion publique et la classe politique - plutôt réticentes - à une intervention britannique. Mais il n'accède pas aux appels à joindre dans l'immédiat l'opération américaine de frappes aériennes. Il veille à ne pas perturber la fin de la campagne du référendum sur l'indépendance de l'Écosse, qui se tient jeudi. La condamnation des « guerres illégales » du Royaume-Uni en Irak et en Afghanistan est l'un des arguments des partisans de l'indépendance.

David Cameron doit aussi manœuvrer avec habileté pour contourner le veto de la Chambre des communes il y a un an à une intervention en Syrie. Si le contexte a changé depuis, il cherche à ménager



David Cameron, dimanche, lors d'une allocution solennelle : « Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour traquer ces assassins et nous assurer qu'ils seront traduits en justice, quel que soit le temps que cela prendra. »

JOHN J. FILLIWEIL / AP

les sensibilités de nombreux élus, notamment dans son propre camp, de plus en plus isolationnistes, en dépit d'appels réitérés à agir. « Si on ne détruit pas ces combattants djihadistes de l'État islamique, leur influence et leur confiance va grandir et le problème s'accroîtra », met en garde Richard Dannatt, ancien chef d'état-major de l'armée britannique. Or, alors que David Cameron exclut toute présence militaire au sol, de nombreux experts militaires préviennent d'ores et déjà que des frappes aériennes ne suffiront pas à démanteler l'EI. ■



Nouvelle vidéo de l'Etat islamique : La décapitation de David Haines

En Syrie, les femmes kurdes combattent les djihadistes

THIERRY OBERLÉ
ENVOYÉ SPECIAL AU KURDISTAN SYRIEN

IL N'Y A PLUS d'État dans le nord de la Mésopotamie sur la frontière irako-syrienne. Descendu des pentes des montagnes turques, le fleuve Tigre se franchit à bord d'une petite navette à fond plat, ornée de deux étendards de la région autonome du Kurdistan irakien, des drapeaux tricolores frappés d'un soleil. Sur la rive syrienne flottent les bannières du PYD, le Parti de l'union démocratique, la faction kurde dominante qui a su tirer profit de la guerre civile entre le régime et ses opposants pour prendre le contrôle voici deux ans de la majeure partie du Kurdistan syrien.

Une cigarette Gauloise pendue aux lèvres, un fonctionnaire de l'administration provisoire tamponne une feuille volante ayant valeur de laissez-passer.

L'autodéfense, une vocation

La frontière s'est ouverte à la faveur de l'offensive menée en août par l'État islamique (EI) dans le nord de l'Irak. Venu au secours des populations yazidies massacrées et pourchassées par les djihadistes dans les massifs du Sinjar, l'YPG, la branche armée des Kurdes syriens, a ouvert un corridor pour évacuer, via son territoire, les réfugiés vers les camps du Kurdistan irakien.

L'opération de sauvetage des persécutés n'a pas pour autant mis en sourdine les antagonismes politiques entre Kurdes de Syrie et d'Irak. Soumise à un blocus de fait, la province syrienne qui forme un bec de canard sur les cartes est clouée dans son isolement. Les échanges commerciaux entre cousins rivaux sont limités au strict minimum. Quelques semaines avant l'avancée des hommes en noir d'EI, les Kurdes irakiens avaient même commencé à creuser un fossé le long du Tigre et de ses 32 kilomètres de frontière. « On est des

frères, on se bat avec les peshmergas. Les Yazidis ont été secourus grâce à nous, mais nous restons ostracisés. C'est pourtant nous qui faisons le travail sur le terrain contre les djihadistes », constate, dépité, un combattant de l'YPG.

Appelé aussi Djézireh, le territoire est privé d'électricité. Ses habitants manquent d'eau et de pain, même si la situation est sans comparaison avec celle des cités assiégées par l'armée régulière dans le reste du pays. À la tombée de la nuit, Derek plonge dans l'obscurité. Dans les couloirs du grand hôtel de la ville, les portraits de Bachar el-Assad ont été décrochés des murs mais n'ont pas disparu. L'un d'eux repose dans un coin. On n'est jamais trop prudent. C'est que les relations

sont pas totalement rompues. Les fonctionnaires de l'ancienne administration et les policiers restent chez eux, mais les professeurs et les employés des hôpitaux travaillent. Tous sont payés chaque mois par Damas. « Nos forces ont une vocation d'autodéfense. On riposte quand l'armée régulière nous chatouille. Nous sommes indépendants dans le cadre de la Syrie. Notre terre est la terre syrienne. Notre peuple est le peuple du Kurdistan », affirme Khalidja al-Brahimi, vice-gouverneure de la région de Ramlan. Réputé pour ses capacités

manœuvrières, le PYD se ménage des portes de sortie. Il cultive des alliances fluctuantes au gré de ses intérêts.

Le conflit avec Daech, l'acronyme arabe d'EI, paraît en revanche intangible. Aguerri au combat dans les montagnes turques aux côtés des séparatistes du PKK, les unités de l'YPG

affrontent depuis un an les djihadistes. Souvent avec succès et avec la singularité d'envoyer des femmes en première ligne. Les « martyres » ont droit, comme les hommes, à leurs posters sur les casernes, les bâtiments publics, aux carrefours.

En entrant dans la guérilla, chaque volontaire prend un nom de guerre.

Blessée à la main lors des combats d'août à la frontière irako-syrienne, « Dilan », une jeune fille gracieuse de 19 ans à la longue chevelure auburn, s'est déchaussée pour venir raconter son histoire dans le salon du quartier général du centre militaire féminin de Gir Ziarat. Elle a accepté en s'engageant dans la troupe de ne pas se marier, ni d'avoir d'enfant. « Lorsque les terroristes attaquent en criant Allah o Akbar, on répond par des youyous et des "vive le président Öcalan" (le chef du PKK turc) », dit-elle en bougeant les doigts de pieds dans ses chaussettes mauve imprimées « love ». « Avant, j'avais peur de Daech et de leurs armes. J'ai appris à me maîtriser et me familiariser avec le métier de la guerre. Je ne sais pas si j'ai déjà tué. Les assauts se passent souvent la nuit, mais j'ai vu une fois un terroriste mort. Il portait une grosse barbe. »

Des « amazones » qui font peur à l'ennemi

Engagé dans une bataille qui est aussi celle des images, le PYD espère gagner une manche en célébrant ses « amazones ». De retour d'une tournée d'inspection sur le front, Zilane, une commandante, explique : « Les femmes luttent pour leur émancipation, mais aussi pour les femmes arabes et chrétiennes. Les étrangers qui débarquent d'Afghanistan ou d'Europe sont hallucinés d'être confrontés à des femmes qu'ils imaginent soumises et écrasées. Ils n'en reviennent pas. On leur inspire une vraie crainte. Une femme libérée est très forte. »

Les forces kurdes de Syrie tentent également de se débarrasser de leur

40 %
des effectifs
de l'YPG,
estimés à 35 000
combattants,
sont composés
de femmes

40 %

du nord
de l'Irak
et 25 % de la Syrie
sont contrôlés
par l'État islamique
(Daech)



Le 10 août en Syrie, une combattante de l'YPG, la branche armée du PYD, reconforte des réfugiés yazidies, persécutés par l'EI.

étiquette de mouvement sectaire et « terroriste ». L'organisation est en effet une branche locale du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) turc, un mouvement placé sur la liste noire des États-Unis et de l'Union européenne. Que se passera-t-il si l'aviation américaine bombarde l'EI dans les zones de combat entre Kurdes syriens et djihadistes ? Dans le massif du Sinjar en Irak, la coordination au sol a été assurée par des forces spéciales américaines avec le relais des peshmergas, les soldats kurdes irakiens. En Syrie, Washington pourrait occulter, pour les besoins de la cause, les liens unissant le PKK et le PYD. « Qui sont les terroristes ? Ceux qui coupent les têtes ou ceux qui défendent les valeurs des droits de l'homme ? s'interroge Zilane. Si les États-Unis nous aident tant mieux, mais ils n'ont pas besoin de nous. Ils savent où il faut bombarder ! » ■



LE FIGARO mardi 16 septembre 2014

Ces yazidies prisonnières du désert

THIERRY OBERLÉ toberle@lefigaro.fr
ENVOYÉ SPÉCIAL À DEREK (SYRIE) ET DOHOUK (IRAK)

DEBOUT sous un abribus de Dohouk, une ville kurde du nord-ouest de l'Irak, Bassem Kassem serre dans sa main son téléphone mobile. Ce portable qu'il ne quitte jamais est le lien ténu qui le relie à sa sœur, Melas.

Le jeune homme de 24 ans est un déplacé de la minorité yazidie, la communauté religieuse de culte zoroastrien. Il a fui l'offensive de l'État islamique (EI) lancée début août dans la région montagneuse du Sinjar, pour trouver refuge dans une école d'une région submergée par un flot de plusieurs centaines de milliers d'errants. Bassem se présente comme un ancien soldat de « l'armée de Maliki (l'ex-premier ministre irakien) », autrement dit l'armée nationale.

Sa sœur, Melas, 32 ans, est une captive des djihadistes et de leurs alliés zélés des tribus locales sunnites. Elle est retenue prisonnière dans une maison avec son mari, son beau-père et ses deux enfants : sa fille de 2 ans et de son garçon d'un an. Elle est saine et sauve, mais sa vie est en suspens.

Bassem et Melas se parlent tous les jours ou plutôt Bassem murmure et Melas chuchote. Bassem s'abstient d'appeler pour ne pas risquer d'attirer l'attention des géoliers. Lors de leur dernière conversation, Melas a raconté comment ses tourmenteurs l'empêchent de se suicider. Melas dit qu'elle préfère la mort aux persécutions. Son frère tente de lui donner un peu d'espoir. Il a évoqué les bombardements contre EI qui pourraient peut-être la tirer d'affaire. Elle a répondu : « qu'ils nous tuent tous sous les bombes ». Bassem a remis du crédit sur sa carte téléphonique pour qu'elle puisse continuer de l'appeler. Il attend.

Melas et Bassem se sont quittés le

3 août, lorsque les djihadistes sont entrés à Siba Cheikh Kader, le village à majorité yazidie de leur enfance entouré de bourgs arabes. Le jeune soldat et ses camarades ne sont pas parvenus à résister à l'assaut des brigadistes de l'EI. « On s'est battu avec des kalach' contre des canons et des mortiers. Ce n'était pas tenable. On a pris la fuite à la faveur d'un répit. Ceux qui n'ont pas réussi à partir assez vite comme ma sœur et sa famille ont été capturés », explique Bassem. « Nos voisins arabes ont aidé Daech (l'acronyme arabe d'EI). C'étaient des voisins de cent ans », se désole-t-il. Ce sont vraisemblablement des membres d'une tribu du cru qui ont pris en otage

des autochtones, des civils s'adonnant à la razzia, au viol et à la traite des êtres humains. « Douze familles sont retenues dans des maisons de Kocho. Melas a trouvé le téléphone dans l'habitation où elle est détenue, a réussi à le déverrouiller et à le dissimuler dans ses vêtements », précise Bassem. « D'après ma sœur, les femmes jeunes et belles ont été emmenées pour être vendues. Les plus âgées, les mères et les laides restent séquestrées », poursuit-il. Bassem croit savoir que certaines captives sont envoyées dans les pays du Golfe. Une femme yazidie pourrait « rapporter » de 100 à 1 000 dollars par tête.

Selon le ministère irakien des Droits de l'homme, quelque 700 esclaves sexuelles auraient été ainsi vendues à Mossoul en août. Rencontrés en Syrie dans le camp de réfugiés de Newroz près de Derek, d'autres membres de la famille de Melas témoignent : « Ils lui demandent d'abjurer leur religion mais elle ne peut pas renier sa foi », dit Hido, l'un des autres frères qui a rejoint voici huit ans les rangs des combattants kurdes syriens de l'YPK.

Dans les allées du centre de transit, des récits analogues surgissent au fil des rencontres. Une jeune femme a pu rejoindre sa mère depuis une maison de Tall Afar. Elle est nourrie et en bonne santé physique. Un mécanicien yazidi a une cousine retenue dans un village arabe avec une vingtaine de femmes et d'enfants. Elle n'en peut plus. Mais ces cas demeurent des exceptions. D'ordinaire, les téléphones sonnent dans le vide. « On a recensé dans notre camp 186 portées disparues pour une population d'environ 5 000 femmes. Que sont-elles devenues ? Et que dire des femmes qui ont subi des violences sexuelles et sont rejetées, commente Abdelhakim Ali, le responsable du camp de Newroz. C'est un sujet tabou. Le code d'honneur yazidi n'accepte pas le viol. » ■

« D'après ma sœur, les femmes jeunes et belles ont été emmenées pour être vendues. Les plus âgées, les mères et les laides restent séquestrées »

BASSEM KASSEM, 24 ANS, RÉFUGIÉ YAZIDI

ge ses proches. Ils les ont transportés à Kocho, une petite localité proche de Sinjar, sorti de l'anonymat à la suite d'un massacre.

Le 15 août, les combattants de l'EI y ont passé par les armes des dizaines d'habitants, des hommes et des garçons pour la plupart. Les victimes ont été conduites à bord de pick-up pour être fauchées par grappes au fusil-mitrailleur sur des terrains vagues. Elles ont laissé derrière elles les vieux, les femmes et les enfants. Une partie des survivants ont disparu ou sont morts d'épuisement en tentant de s'échapper. Toutes les maisons ont été pillées.

Kocho est aujourd'hui un village à l'abandon transformé en une vaste

International New York Times

SEPTEMBER 16, 2014

Turks heeding the call of ISIS recruiters

ANKARA, TURKEY

Open-border policy and Islamic discontent swell extremists' ranks

BY CEYLAN YEGINSU

Having spent most of his youth as a drug addict in one of the poorest neighborhoods of Turkey's capital city, Can didn't think he had much to lose when he was smuggled into Syria with 10 of his childhood friends to join the world's most extreme jihadist group.

After 15 days at a training camp in the Syrian city of Raqqa, the de facto headquarters of the Islamic State in Iraq and Syria, Can was assigned to a fighting unit. In the days that followed he claims to have shot two men, and participated in a public execution. It was only after he buried a man alive that he was told he had become a true ISIS fighter.

"When you fight over there, it's like being in a trance," said Can, 27. He said he later regretted joining the Sunni militant group and returned to Turkey. He asked that he be identified by only his middle name out of fear of reprisal for speaking to a journalist.

"Everyone shouts 'God is the greatest,' which gives you divine strength to kill the enemy without being fazed by blood or splattered guts," he said.

Hundreds of foreign fighters have joined the ranks of ISIS in a self-proclaimed caliphate that sweeps over vast territories of Iraq and Syria, including some from Europe and the United States. But one of the biggest sources of recruits is neighboring Turkey, a NATO member with an undercurrent of Islamist discontent.

Turkey, which shares a 560-mile-long border with Syria, has been criticized both at home and abroad for an open-border policy in the early days of the Syrian uprising that some say was crucial to the rise of ISIS. Turkey had bet that rebel forces would quickly topple President Bashar al-Assad, but as the war evolved extremists have benefited from the chaos.

ISIS has become a threat to Turkey itself: The group holds 49 Turkish hostages, captured in June when militants seized Iraq's second-largest city, Mosul.

For years, Turkey has attempted to set an example of Islamic democracy in the Middle East through its "zero problems with neighbors" prescription, the guiding principle of Ahmet Davutoglu, who recently became Turkey's prime minister after serving for years as for-

eign minister. But a series of miscalculations has left the country isolated and vulnerable in a region now plagued by war.

Turkish fighters recruited by ISIS say they identify more with the extreme form of Islamic governance practiced by ISIS than the rule of the Turkish governing party, which has its roots in a more moderate form of Islam.

Hacibayram, a ramshackle neighborhood in the heart of Ankara's tourist district, has morphed into an ISIS recruitment hub over the past year. Locals claim that up to 100 residents have gone to fight for the group in Syria.

"It began when a stranger with a long coarse beard started showing up in the neighborhood," said Arif Akbas, who has been the neighborhood headman for 30 years. "The next thing we knew, all the drug addicts started going to the mosque."

One of the first men to join ISIS from the neighborhood was Ozguzhan Gozlemcioglu, known to his ISIS counter-

"ISIS is brutal. They interpret the Quran for their own gains. God never ordered Muslims to kill Muslims."

parts as Muhammad Salef. In three years, he has risen to the status of a regional commander in Raqqa and locals say he frequently travels in and out of Ankara, each time making sure to take back new recruits with him.

Mehmet Arabaci, a Hacibayram resident who assists with distributing government aid to the poor, said younger members of the community found online pictures of Mr. Gozlemcioglu with weapons on the field and immediately took interest.

Children have started to spend more time online since the municipality knocked down the only school in the area last year as part of an aggressive urban renewal project.

"There are now seven mosques in the vicinity, but not one school," Mr. Arabaci said. "The lives of children here are so vacant that they find any excuse to be sucked into action."

Playing in the rubble of a demolished building on a recent hot day here, two young boys staged a fight with toy guns. When a young Syrian girl walked past them they pounced on her, knocking her to the floor and pushing their toy rifles against her head. "I'm going to kill you, whore," one of the boys shouted before launching into sound effects that imitated a machine gun.

The other boy quickly lost interest and walked away. "Toys are so boring," he said. "I have real guns upstairs."

The boy's father, who owns a nearby market, said he fully supports ISIS's vision for Islamic governance and hopes to send his sons to Raqqa when they are older. "The diluted form of Islam practiced in Turkey is an insult to the religion," he said giving only his initials T.C. to protect his identity. "In the Islamic state you lead a life of discipline as dictated by God and then you are rewarded. Children there have parks and swimming pools; here, my children play in the dirt."

But when Can returned from Raqqa after three months with two of the original 10 friends he had left with, he was full of regret. "ISIS is brutal," he said. "They interpret the Quran for their own gains. God never ordered Muslims to kill Muslims."

Still, he said the appeal of the group is also financial, appealing to disadvantaged youth in less prosperous parts of Turkey. "When you fight, they offer \$150 a day, then everything else is free," he said. "Even the shopkeepers give you free products out of fear."

ISIS recruitment in Hacibayram caught the media's attention in June when a local 14-year-old recruit came back to the neighborhood after he was wounded in a shelling attack in Raqqa. The boy's father, who gave his name as Yusuf, says the government made no formal inquiry into the incident, and members of the local community have started to condemn what they see as inaction by the authorities.

"There are clearly recruitment centers being set up in Ankara and elsewhere in Turkey, but the government doesn't seem to care," said Aaron Stein, a fellow at the Royal United Services Institute, a think tank in London. "It seems their hatred for Bashar al-Assad and their overly nuanced view of what radical Islam is has led to a very short and narrow sighted policy that has serious implications."

The Interior Ministry and the National Police Department did not respond to requests for comment.

On a recent afternoon in Ankara, President Recep Tayyip Erdogan and Mr. Davutoglu came to pray at the historic Haci Bayram Veli Mosque, just 100 yards from an underground mosque used by a radical Salafi sect known to oversee ISIS recruits.

When news of their visit reached the neighborhood, several residents scurried down the steep hill hoping to catch an opportunity to raise the issue of ISIS recruitment.

Meanwhile, a 10-year-old boy lingered

in his family's shop laughing at the crowd rushing to get a glimpse of the two leaders. He had just listened to a long lecture from his father celebrating ISIS's brutal murder of the American

journalist James Foley.

"He was an agent and deserved to die," the man told his son. To which the boy replied, "journalists, infidels of this country; we'll kill them all."

International New York Times TUESDAY, SEPTEMBER 16, 2014

U.S. says it's still open to talks with Iran on ISIS

PARIS

BY MICHAEL R. GORDON
AND THOMAS ERDBRINK

Secretary of State John Kerry said on Monday that the Obama administration would keep the door open to confidential communications with Iran on the security crisis in Iraq, despite sarcastic criticism from Iran's supreme leader, who said the American plan for bombing Islamic militants, their common enemy, was absurd.

Mr. Kerry acknowledged that the United States had opposed a role for Iran at the international conference here on helping the new government in Baghdad fight the Islamic State in Iraq and Syria.

King Abdullah of Saudi Arabia and top officials from the United Arab Emirates had informed the United States that they would not attend the meeting here if Iran was present, said Mr. Kerry, who also emphasized that the United States would not coordinate militarily with the Iranians.

But Mr. Kerry also said that American officials were still prepared to talk to Iranian officials about Iraq and Syria, including on the margins of the negotiations over Iran's nuclear program, which resume in New York on Thursday.

Just because Iranians were not invited to the Paris conference, Mr. Kerry said, "doesn't mean that we are opposed to the idea of communicating to find out if they will come on board or under

what circumstances, or whether there is the possibility of a change." He said that "having a channel of communication on one of the biggest issues in the world today is common sense."

Still, Mr. Kerry acknowledged that previous attempts made by Deputy Secretary of State William J. Burns to draw the Iranians into a discussion of regional issues on the margins of earlier rounds of talks had not been productive. "The confidential discussions never got to that sort of substance," Mr. Kerry said.

In Tehran, the tone was quite different. Iranian officials gave out flurries of statements to local news outlets on Monday, saying they had rejected multiple invitations by the United States to join the coalition. Never, they asserted, would Iran consider working with the United

States to cleanse the region from terrorists, which the Iranians asserted had been created and nurtured by the West.

The country's highest leader, Ayatollah Ali Khamenei, indicated that no matter who had invited whom, Iran would sit arms crossed and watch the coalition trying to bomb ISIS away.

On Monday, as Ayatollah Khamenei was discharged from the hospital following a prostate operation, he said that he had enjoyed his time as a patient, since he had "a hobby," which was "listening to Americans making statements on combating ISIS. It was really amusing," a statement posted on his personal website read. "Of course," he said, such statements are "absurd, hollow and biased."

Ayatollah Khamenei, who has long maintained that the United States and other Western countries have had a hand in the creation and swift expansion of ISIS, gave details on what he said were several outreaches by American officials, asking Iran to participate.

Although some Iranian officials wanted to consider the offer, Ayatollah Khamenei vetoed it. "I said we not accompany America in this matter because they have got dirty intentions and hands," he said.

The real goal of the American-led coalition is to be able to bomb Iraq and Iran's main regional ally, Syria, with impunity, Ayatollah Khamenei said, revealing increasing worries of an American drone army hovering over the region.

"They seek pretexts to interfere in Iraq and Syria, just as they did in Pakistan, where it can commit any crime it wants" Ayatollah Khamenei said.

Iran's foreign minister, Mohammad Javad Zarif, declined a request by Mr. Kerry, the ayatollah said. "Even the American deputy foreign minister, who is a woman and everyone knows her, had repeated this request in a meeting with Mr. Araghchi again. But Mr. Araghchi also rejected her request," Ayatollah Khamenei said, referring to Wendy R. Sherman, the under secretary of state for political affairs, and the Iranian deputy foreign minister, Abbas Araghchi.

Ideologically, any form of partnership with Iran's old enemy is hard to stomach

for Ayatollah Khamenei and his supporters.



Ayatollah Ali Khamenei, Iran's supreme leader, leaving a hospital in Tehran on Monday after a prostate operation. He accused Washington of having "dirty intentions and hands."

Iran also fears that the coalition will ultimately further undermine President Bashar al-Assad of Syria, who has been receiving extensive financial and military support from the Iranians.

"Are we stupid to join the Americans and their coalition?" said Hossein Sheikholeslami, a parliamentary adviser who helps shape Iran's Syria policies. "Except for the Iraqis, they are all the same people who over the past three years have been plotting against Syria in over 20 different conferences."

At the Paris conference, President Fuad Masum of Iraq urged world powers to take the fight to against the Sunni militants who have occupied much of his country to neighboring Syria.

"We must not allow them to have sanctuaries," Mr. Masum said at the opening of the gathering. "We must pursue them wherever they are."

The more than two-dozen nations that participated in the conference later issued a statement pledging their support for the new Iraqi government in its fight against ISIS, including military assistance. But no fresh pledges of military aid were announced, and the statement did not commit any of the nations to take military action inside Syria.

International New York Times

SEPTEMBER 18, 2014

Shiite militias in Iraq pose puzzle for U.S.

BAGHDAD

BY DAVID D. KIRKPATRICK

Militia justice is simple, the fighters explained.

"We break into an area and kill the ones who are threatening people," said one 18-year-old fighter with Asaib Ahl al-Haq, a Shiite militia that operates as a vigilante force around Baghdad.

Another 18-year-old fighter agreed. "We receive orders and carry out attacks immediately," he said, insisting

that their militia commanders had been given authority by Iraqi security officials. That free hand has helped make Asaib Ahl al-Haq the largest and most formidable of the Iranian-backed Shiite militias that now dominate Baghdad.

Once a leading killer of American troops, the militia is spearheading the fight against the Sunni extremists of the Islamic State, also known by the acronyms ISIS and ISIL. That means Asaib Ahl al-Haq and the United States military are now fighting on the same side, though each insists that they will not work together.

But the power and autonomy of Asaib Ahl al-Haq and other Shiite militias also pose a central challenge to the creation of a more just and less sectarian Iraqi government. President Obama has said that the new American military offensive depends on such an inclusive Iraqi government, to undercut the appeal of the Sunni extremists and avoid American entanglement in a sectarian war.

Even while many Iraqi Shiites view the militias as their protectors, many in the Sunni minority say they fear the groups as agents of Iran, empowered by the Baghdad government to kill with impunity.

After a decade of support from Iran and a new flood of recruits amid the Islamic State crisis, the Shiite militias are also now arguably more powerful than the Iraqi security forces, many here say, limiting the ability of any new government to rein them in.

"The militias have an even bigger role now that they are said to be fighting ISIS," said Alla Maki, a Sunni lawmaker. "Who will control them? We have no real Iraqi Army."

Under Nuri Kamal al-Maliki, the former prime minister, Asaib Ahl al-Haq was "encouraged to do dirty jobs like killing Sunnis, and they were allowed to operate freely," Mr. Maki said. "Now the international community are all being inspired by the removal of Maliki personally, but the policy is still going on."

The Asaib Ahl al-Haq fighters and the group's official spokesman insisted that

their vigilante attacks protect all Iraqis, Sunnis as well as Shiites. "We have been able to track the sleeper cells of ISIS and secure almost all of Baghdad — about 80 percent," Naeem al-Aboudi, a spokesman for Asaib Ahl al-Haq, said in a gleaming, leather-paneled conference room at its heavily fortified headquarters in an elite neighborhood of the capital.

In the current fight, he added, "the most dangerous areas in Iraq were assigned to Asaib Ahl al-Haq to lead the battle, because of the capability and professionalism of our fighters."

Asaib Ahl al-Haq was closely linked with Mr. Maliki, but Mr. Aboudi said it now saw itself as a "loyal opposition" to

the new prime minister, Haider al-Abadi, charged with assembling that more inclusive government.

For starters, Mr. Aboudi said, Asaib Ahl al-Haq and the other large Shiite militias are negotiating with Mr. Abadi over the choices for defense and interior ministers. On Tuesday, the opposition of the Shiite militias helped block a parliamentary vote on those nominees.

Asked about complaints of discrimination and police abuse against Sunnis under the previous government, Mr. Aboudi said the whole question was backward: "I think Shiites are the real marginalized and persecuted community in Iraq. We have more problems as Shiites than the Sunnis, even though the election showed we are the majority."

So far, though, there is no sign of any official attempts to investigate even the most publicized allegations of extrajudicial killings of Sunnis by Asaib Ahl al-Haq.

At the end of July, a report from the research and advocacy group Human Rights Watch said it had documented the killings of 109 Sunni men — 48 in March and April, and 61 between June 1 and July 9 — in the villages and towns around Baghdad. Witnesses, medical personnel and government officials blamed Shiite militias for all of them, and "in many cases witnesses identified the militia as Asaib Ahl al-Haq," the report said.

In one case, Human Rights Watch wrote, a man kidnapped by fighters who identified themselves as members of Asaib Ahl al-Haq was later released because he convinced them that he was a Shiite, not a Sunni.

Human Rights Watch quoted a doctor in the Health Ministry: "Sunnis are a minority in Baghdad, but they're the majority in our morgue." But victims and witnesses said the security forces "seemed too scared of the militias" to act or investigate, said Erin Evers, the group's researcher in Baghdad.

A spokesman for the Iraqi Interior Ministry said it saw no pattern of sec-



POOL PHOTO BY HADI MIZBAN, VIA REUTERS

Under former Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, a radical Shiite group flourished.

tarian killings, suggesting that ordinary crime was wrongly attributed to sectarianism when the victims were Sunnis. The spokesman, Saad Maan, denied that Asaib Ahl al-Haq or other militias were formally allowed to operate freely in Baghdad, though he acknowledged that to defend against the Islamic State the government had called on the Shiite militias to form a new volunteer force.

"There are bad people in each group," including Asaib Ahl al-Haq, Mr. Maan said. But he vowed that the situation would improve as Iraq strengthened its own police forces, especially with the new international support for the new prime minister, Mr. Abadi.

The group's spokesman declined to disclose its size, but Asaib Ahl al-Haq's numbers swelled this year when a prominent cleric urged Shiites to take up arms against the invading Sunni fighters.

Underscoring the tensions in the de facto alliance, the Kata'ib Hezbollah militia said Monday that it would leave the battlefield if American troops joined in the ground fight — an action that Defense Secretary Chuck Hagel said Tuesday was a remote but real possibility as more American advisers became involved in Iraq.

Mr. Aboudi of Asaib Ahl al-Haq said his militia could accept American airstrikes or military attacks against specific targets, "under the supervision of the Iraqis."

International New York Times THURSDAY, SEPTEMBER 18, 2014

Syria hitting rebels with a new intensity

BEIRUT, LEBANON

BY ANNE BARNARD
AND MOHAMMAD GHANNAM

One bomb struck an insurgent meeting place and weapons storehouse. Another hit the Islamic law court. A third hit a heavy machine gun position, but not just any position — the leader of the largest local insurgent formation was manning a gun there, and he was killed.

The people of Talbiseh, a rebel-held village north of Homs, in central Syria, have seen many government air raids, but the strikes on Wednesday morning surprised them with their ferocity and their precision.

“Something new is going on,” Hassan Abu Nuh, an antigovernment activist in Talbiseh who has close ties to the local insurgent force, the Iman bil Allah (Faith in God) Brigade, said by telephone. “They are hitting us like crazy,” Mr. Nuh said of the government’s air campaign. “Maybe no one will be alive to tell the story next week.”

In Talbiseh and across Syria, insurgent fighters who oppose both the government of President Bashar al-Assad and the foreign-led militants of the extremist group called the Islamic State are being pummeled by a new wave of attacks and assassination attempts. The assaults are coming at a crucial moment as President Obama tries to ramp up efforts to defeat the Islamic State extremists.

Mr. Obama has ruled out cooperating with Mr. Assad’s military against the extremists, because of the Syrian government’s brutal crackdown on an uprising that started with peaceful protests and morphed into civil war. Instead, the United States hopes that insurgent groups it sees as more moderate can, with increased aid, provide the necessary ground forces to fight the ex-

tremists in conjunction with American-led airstrikes.

Insurgents of all stripes say the Syrian government appears to be stepping up its attacks on them ahead of the threatened American air campaign. Pro-government and antigovernment analysts say Mr. Assad has an interest in eliminating the more moderate rebels, to make sure that his forces are the only ones left to benefit on the ground from any weakening of the Islamic State, also known as ISIS.

Mr. Assad has maintained from the start of the conflict that he and his allies are the only force in Syria capable of battling the extremists effectively. But Islamic State activists in Homs said on Wednesday that there had been no recent government airstrikes against the group. This added to suspicions that Mr. Assad prefers to focus on attacking his other opponents while letting the Islamic State’s unchecked brutality argue the case to Syria and the world that his rule is the best alternative.

The Faith in God Brigade in Talbiseh is probably one of the most moderate forces left on the battlefield. Many others have been radicalized by years of inconclusive violence and the influence of foreign fighters and deep-pocketed Islamist donors. For several months recently, parts of the brigade operated under Harakat al-Hazm, an insurgent umbrella group that has received American-made TOW missiles and other aid that the United States has tried to keep out of the hands of more extreme groups.

Before the war, Mr. Abu Nuh, 29, was an Internet technician. In the early days of the uprising, he wore his hair long, kept an Iron Maiden poster in his house, watched American movies like “Fight Club” with civilian activists and asked them to bring him vodka from Damascus along with medical supplies and

computer equipment.

The brigade was one of the local groups that first formed the Free Syrian Army, founded by defectors from the Syrian Army who had refused to take part in crackdowns on demonstrations. It is the kind of group that the Syrian government has recently seen as a possible partner for reconciliation. State employees in Talbiseh received their salaries, some residents kept up contacts with Mr. Assad’s governor in Homs, the provincial capital, and students traveled out of Talbiseh to take exams. There have been intermittent talks to reach local cease-fires.

Airstrikes on the village never completely stopped, but they had become random and sporadic lately, hitting civilian areas or fields without taking a heavy toll on the fighters.

That changed on Wednesday, Mr. Abu Nuh said.

The new airstrikes killed around 50 people, including at least a dozen fighters and several leaders. Residents said about 18 civilians had been killed, including a mother and her five children. The Syrian state news media said the attacks were aimed at “terrorists.”

Mr. Abu Nuh said it appeared that the government knew just where Abu Hatem al Dahi, the commander of the brigade, would be.

“They hit accurately,” he said. “Maybe they have a mole.”

The hardships of war have made informants easy for the government to recruit with money, Mr. Abu Nuh said, adding that informants sometimes marked targets for airstrikes by dropping electronic beacons on the ground.

The brigade in Talbiseh has refused to join with more-extreme groups like the Islamic State or the Nusra Front, the Syrian affiliate of Al Qaeda, Mr. Abu Nuh said. He added that the brigade raised money mainly from Syrian emigrés in Gulf states who have local relatives.

Its history illustrates why Syrian insurgents have never gelled into a unified fighting force able to coordinate efforts across the country.

Two battalions from the brigade joined Harakat al-Hazm, the American-aided group, and accepted new American weapons, Mr. Abu Nuh said. But after four months, they broke away again because they did not want to follow Hazm’s orders to deploy to another front.

“They just want to protect Talbiseh,” he said.

And while they are more moderate than the Islamic State, the brigade’s Sunni fighters nonetheless express sectarian hatred toward the minority Alawite sect, which forms Mr. Assad’s base. Mr. Abu Nuh shrugged at the news that 18 civilians were wounded in pro-government neighborhoods on Wednesday, saying, “They are Alawites.”



BASSAM KHABEJI/REUTERS

One wounded resident in Douma, Syria, helped another on Wednesday after airstrikes hit a market. Government raids on insurgent-held areas have taken on a fierce precision.

Irak: les tribus, pivot de la lutte contre l'État islamique

Anticipant des frappes contre les djihadistes, des clans sunnites ont entamé un rapprochement avec les Occidentaux.



Des membres des forces de sécurité irakiennes, accompagnés de milices tribales, patrouillent dimanche dans la banlieue de Ramadi, une ville située à l'ouest de Bagdad et partiellement contrôlée par l'État islamique. REUTERS

GEORGES MALBRUNOT
gmalbrunot@lefigaro.fr

MOYEN-ORIENT Elles sont à la fois une partie du problème et de la solution à « l'anéantissement » de l'État islamique (EI), promis par Barack Obama. Par leur soutien – fût-il tacite – aux djihadistes, la plupart des tribus sunnites du nord et de l'ouest de l'Irak ont facilité la conquête d'un tiers de leur pays par les ultraradicaux de l'EI. Mais après trois mois de vie sous le joug du califat, des clans commencent à tourner casaque. Ces derniers jours, la presse irakienne s'est fait l'écho de tribus qui ont commencé à organiser la contre-offensive contre les djihadistes, après l'annonce en ce sens faite mi-août par plusieurs cheikhs tribaux. Formées par les habitants de la région, les « Brigades d'al-Qaem », une ville de la province d'al-Anbar, ont attaqué des sièges de l'EI, rapportait dimanche le journal *Bayyna*. Ailleurs d'autres tribus, exaspérées par les exactions commises par Daech, ont fait de même, encouragées par les promesses du nouveau premier ministre chiite, Haïdar al-Abadi, de ne plus bombarder des quartiers peuplés de civils, sous prétexte de frapper les djihadistes.

Réparer les erreurs du passé

« Des clashes entre ces tribus et les djihadistes sont inévitables, affirme un diplomate en poste à Bagdad. Elles n'ont souvent soutenu Daech que parce qu'elles n'en pouvaient plus de voir les sunnites marginalisés par l'ancien pre-

mier ministre Nouri al-Maliki », qui vient de démissionner. Son successeur, al-Abadi, a promis de réparer les erreurs du passé et de mieux coopérer avec les tribus. Mais pour sceller un retournement d'alliances de chefs tribaux madrés, il faudra plus que des promesses – fussent-elles de leur confier la sécurité sur leur circonscription au travers d'une future Garde nationale. Nombre d'entre elles ont encore en mémoire la déconvenue des Sawha (Réveil), ces ex-rebelles que les tribus avaient convaincus de déposer les armes en 2006-2007 contre l'occupant américain, pour les retourner contre l'État islamique première version, qui, déjà, semait la terreur chez tous ceux qui ne lui obéissait pas. Couplé au « Surge » – un renforcement militaire américain –, cet appui tribal avait été déterminant pour stopper la montée en puissance d'al-Qaïda. En contrepartie, l'État central – c'est-à-dire le premier ministre, Nouri al-Maliki – devait intégrer une centaine de milliers des ex-miliciens dans l'armée, les forces de sécurité ou dans l'administration.

Jouer sur plusieurs tableaux

Cet engagement ne sera jamais tenu : bien peu seront admis dans les rouages d'un État de plus en plus concentré entre les mains des chiïtes, la communauté sur laquelle Maliki a fini par se recroqueviller. Ainsi floués, les chefs tribaux, des hommes à la fierté ombrageuse, ont alors juré qu'on ne les tromperait plus. Leur déception alimenta la grogne de la minorité sunnite qui manifesta dans ses fiefs d'al-Anbar à partir de la fin de l'année 2012, avant de se faire réprimer par l'armée de Maliki,

pour finalement laisser les djihadistes occuper le terrain afin de se débarrasser de leur premier ennemi, le chef du gouvernement.

Habitues à jouer sur plusieurs tableaux, les tribus ont déjà exprimé des revendications au nouveau premier ministre. Celui-ci aurait promis d'enrôler dans l'armée quelque 20 000 hommes issus des tribus. Elles ont d'autres doléances, en particulier l'arrêt des exactions commises par les milices chiïtes. Pour garantir qu'elles seront exaucées, certains clans sunnites ont d'ores et déjà engagé des contacts avec des représentants américains.

Tel est le cas de la puissante tribu des Dulaymi dans la province d'al-Anbar, dont l'une des figures, Ali Hatem al-Suleiman, a créé un Conseil commun des tribus irakiennes et arabes, autour d'autres clans d'al-Anbar, mais aussi des provinces de Ninive, Salah ad-Dine et Diyala. La plupart de ces clans combattent encore aux côtés de Daech, mais ils seraient prêts à se retourner contre les djihadistes si leurs exigences sont satisfaites par Bagdad. Ils entendent notamment obtenir une large autonomie par rapport au gouvernement central. Comme leurs voisins kurdes.

À défaut de reconquérir le pouvoir à Bagdad, les tribus – et derrière elles la minorité sunnite – optent désormais pour une large autonomie dans un État fédéral reformaté. En coulisses, leurs voisins saoudiens et jordaniens œuvrent en faveur d'un tel retournement d'alliances. Depuis Riyad, le prince Bandar Ben Sultan, le conseiller royal pour les crises en Irak et en Syrie, s'active ainsi à isoler les djihadistes des puissantes tribus d'al-Anbar. ■



Une femme de la branche syrienne du Parti des Travailleurs du Kurdistan

KURDISTAN

LA VENGEANCE DES FEMMES SOLDATS

Entre le Tigre et l'Euphrate, des combattantes kurdes prennent les armes contre l'Etat islamique. Une façon de venger les terribles exactions que le groupe fait subir aux femmes

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL: CHRISTOPHE BOLTANSKI
REPORTAGE PHOTO: ÉMILIEN URBANO/MYOP

Dilan, un nom de guerre, affirme être une bonne gâchette, mais ignore si elle a déjà tué quelqu'un. « Comment le savoir ? On opère de nuit et on tire de loin. » Une silhouette menue, des cheveux attachés derrière la nuque avec une barrette mauve, des chaussettes colorées, elle arbore un air d'enfant sage, malgré ses 19 ans, son uniforme vert olive et son gros bandage à la main gauche. Une balle reçue, vingt jours plus tôt, lors d'une attaque contre les djihadistes de Daech à Rabia, une bourgade située à 30 kilomètres de là, en Irak, juste de l'autre côté de la frontière. « C'était un assaut très violent. En face, ils avaient toutes sortes d'armes, dit-elle. On a quand même réussi à libérer la ville. »

Elle se remet de sa blessure dans un bâtiment qui sert de base arrière aux « Yapajan », les « forces de protection féminine », à Gir Ziarat, un hameau dominé par un cimetière et par la tombe d'un saint, dont personne, ici, ne se souvient du nom. Elle combat depuis deux ans dans les rangs d'une guérilla kurde très disciplinée, d'inspiration marxiste-léniniste, qui règne sur le nord-est de la Syrie. Tout autour, des portraits de martyrs, hommes et femmes confondus, ornent la salle. Au sein du PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan, et de sa branche syrienne, le PYD, seul le « président » Abdullah Öcalan, actuellement détenu en Turquie, a droit à des photos de son vivant.

Originaire d'un village des environs, Dilan n'est pas kurde, contrairement à la plupart de ses compagnes d'armes, mais arabe. Une façon pour le mouvement de démontrer sa diversité ethnique. « Je me suis engagée pour défendre notre président [Öcalan], notre peuple et la femme », récite-t-elle, devant sa chef, assise en tailleur sur la banquette. Une milicienne massive aux chaussettes roses barrées d'un « love » qui tranche avec son treillis. Prénommée Zilan, un autre nom de guerre, celle-ci avoue avoir « beaucoup baroudé ». Cela fait seize ans qu'elle crapahute entre les monts Qandil, fief du PKK, à la lisière de l'Irak et de la Turquie, et ces hauts plateaux désertiques aux confins de la Syrie. Bien qu'elle dirige le camp, elle ne porte pas de signe distinctif, à part une montre à l'effigie d'Öcalan à son poignet. « Nous sommes toutes des camarades », déclare-t-elle.

MONDE



Ces soldates sont en première ligne face à l'Etat islamique. « *Leurs émirs qui font trembler le monde tombent sous nos balles, s'esclaffe Zilan. Ils hallucinent en nous voyant, car, pour eux, nous ne sommes rien.* » Les récits de tueries, d'enlèvements, de viols commis par les djihadistes et leurs alliés arabes contre leurs semblables en Irak n'ont fait qu'accroître leur ardeur. « *Nous luttons pour l'ensemble des femmes*, poursuit-elle. *Nous sommes nombreuses. Chaque jour, nous faisons de nouvelles recrues.* » Une vieille dame qui attend dans le hall se dit « *fière de toutes ces combattantes* ». Sa fille, adolescente, une casquette de base-ball vissée sur la tête, jure de prendre les armes dès qu'elle aura 18 ans. Daech terrorise les femmes. Elles lui font la guerre.

Mais cette enclave, grande comme deux départements et appelée, comme il convient, Al-Jazeera, « l'île » en arabe, ne peut opposer que des kalachnikovs à un adversaire équipé de tanks et de canons volés dans les arsenaux irakiens. Elle subit un blocus de toutes parts. Les djihadistes, déployés autour des cités de Raqqa et de Deir ez-Zor, lui interdisent l'accès au reste du pays et ont détruit les pylônes qui l'alimentaient en électricité. La Turquie n'entrouvre sa frontière que pour des convois humanitaires et ouvre le feu sur chaque civil qui s'en approche. Même son voisin, son frère, le Kurdistan irakien, lui ferme régulièrement sa porte – un pont flottant jeté sur le Tigre

Nous luttons depuis deux ans contre Daech. Pourquoi les Occidentaux ne nous aident-ils pas ?

KHADILJA AL-IBRAHIM, VICE-GOUVERNEUR D'AL-JAZEERA



Des femmes et enfants yazidis fuient le massif de Sinjar après une attaque de l'Etat islamique

pour les marchandises, un canot à moteur pour les personnes.

Pour pouvoir traverser le fleuve, à Pech Khabour, il faut l'autorisation du ministère kurde de l'Intérieur, à Erbil, la capitale. Des camions chargés de moutons – seule denrée permise – gagnent péniblement la rive irakienne pendant que des familles débarquent de la nourriture et des matelas, sur un quai en bois, côté syrien. La route serpente entre des collines ocre pâle hérissées de centaines de vieux derricks à l'arrêt, le balancier relevé, faute de débouchés. « *Nous n'extrayons que le pétrole dont nous avons besoin* », explique un responsable du PYD. Un brut distillé artisanalement, en plein air, dans des bidons, qui, changé en essence, provoque de multiples pannes de voiture. Ailleurs il se déverse à gros jet et forme à travers champs d'immenses encriers.

« *Nous sommes coupés du monde !* » s'écrie Khadija al-Ibrahim, la vice-gouverneure d'Al-Jazeera. Même internet ne fonctionne pas. « *Nous luttons depuis deux ans contre Daech. Pourquoi les Occidentaux ne nous aident-ils pas ?* » En 2013, la région est devenue autonome, sans qu'un coup de feu ne soit tiré, après le retrait de l'armée syrienne. Elle continue d'entretenir des liens avec le régime de Bachar al-Assad et lui vendait du pétrole jusqu'à ce que les islamistes coupent le pipeline. Damas paie toujours le salaire de ses fonctionnaires et tient le centre et l'aéroport de

Qamishli, le chef-lieu de la province. Un entre-deux illustré par ce portrait du dictateur syrien découvert dans un couloir de l'unique hôtel de la ville voisine de Derike. Le propriétaire l'a décroché du mur et posé sur un sofa, afin, sans doute, de pouvoir, au gré des circonstances, le remettre rapidement en place ou le cacher derrière le meuble.

En guerre depuis trente ans contre la Turquie, classé comme organisation terroriste par l'Amérique et l'Europe, le PKK ne fait pas partie de la coalition internationale contre l'Etat islamique. Pourtant, ce sont ses combattants qui ont sauvé de l'extinction les Yazidis, assiégés sans eau ni nourriture dans le massif de Sinjar, en leur ouvrant un corridor à travers les lignes djihadistes. Plus de 80 000 adeptes de cette religion syncrétique qui puise dans le zoroastrisme, la Bible et le Coran ont transité par la Syrie. Ils sont encore 8 000 dans le camp de Nauruz, près de Derike, entassés sous des bâches, séparés par des remblais de terre et encadrés par des « camarades ». Considérés par certains musulmans comme des adorateurs du diable, ils font tous état de massacres, d'exécutions sommaires. Et de rapt. Surtout de femmes et d'enfants. Plusieurs d'entre eux sont en contact téléphonique avec des captives de Daech.

Gule (1), une paysanne de 20 ans, vivait à Siba Cheikh Khader, un village yazidi cerné par des localités arabes, à une vingtaine de kilomètres de Sinjar. Quand les pick-up de Daech ont surgi, dans la nuit du 3 août, elle n'a pas eu le temps de fuir. Au cours d'un de ses transferts d'une maison à une autre, elle a trouvé un portable et un chargeur, qu'elle cache depuis dans ses vêtements. Elle est retenue prisonnière avec huit autres personnes, dont son mari, son fils, 1 an, et sa fille, 2 ans, dans une villa, à Kocho, un bourg vidé de ses habitants, théâtre d'un carnage, d'après des témoins. « *C'est là qu'ils rassemblent tous les Yazidis. Elle nous appelle quand les gardes dorment* », raconte, debout devant sa tente, son beau-frère Ido, un ex-soldat de l'armée irakienne à la barbe grisonnante, abandonné par ses supérieurs, sans un mot, dès la mi-juillet.

Le frère, Bassem, 24 ans, l'a encore eue la veille au téléphone. « *Ils nous vendent* », lui a-t-elle déclaré. « *Entre 300 et 1 000 dollars, à des gens du Golfe*



MONDE



ou à des Syriens, poursuit-il. Il y a une sorte de bazar... Elle dit qu'elle veut mourir. Elle n'attend plus qu'un bombardement qui les écrase, et elle avec. » Mais Gule ne risque rien, selon lui. « Elle n'est pas belle et elle a des enfants. Ils ne s'intéressent qu'aux jolies filles. Ils veulent la convertir. Ils lui répètent qu'il n'y aura plus jamais de Yazidis sur la terre d'Irak. » Ses geôliers sont des Arabes locaux. « Avant l'attaque, nos voisins depuis un siècle nous avaient transmis ce message : "Livrez-nous vos femmes ou vos filles, sinon on vous tue." Ils ont tous rejoint Daech avec leurs armes. » L'homme réprime un sanglot. Durant sa marche éperdue à travers la montagne, son fils de 15 mois est mort de soif. « Les gens étaient épuisés. Ceux qui ne pouvaient plus porter leurs bébés les abandonnaient. »

Les chrétiens, qui, au regard de l'islam, appartiennent aux « gens du Livre », ont eu plus de chance. Ils ne déplorent presque pas de morts ou de disparus, mais ont tout perdu. Biens, logements, sanctuaires millénaires. Shazal Najjar, 80 ans, habitait Karam Less, près de Mossoul. Elle ne possède plus que sa robe et le fichu noir qui entoure son visage asséché. Toute la journée, elle reste assise sur sa paillasse, au deuxième étage d'un centre commercial en construction, à Ainkawa, un faubourg d'Erbil. Dans ce chantier transformé en camp de réfugiés, elle fait partie des derniers arrivants. Pendant dix jours, elle a vécu sous la férule de Daech.

A son réveil, le 7 août au matin, elle découvre un village désert. Durant la nuit, toute la population a décampé. Son téléphone sonne. « Où es-tu ? » lui demande un proche. « Ils m'avaient oubliée ! J'étais seule avec ma belle-sœur, une veuve qui a le même âge que moi. » Les quatre premiers jours, elle n'ose pas sortir. Lorsque l'eau finit par manquer, elle ouvre sa porte et tombe sur trois djihadistes. « Eh, la vieille ! Qu'est-ce que tu fais ici ? » Ils lui donnent à boire et tentent à plusieurs reprises de la convertir et de l'expédier dans un hospice à Mossoul. « Je veux rester avec Marie », répète-t-elle. « Marie est partie, Jésus aussi. Il n'y a plus que Mohamed », lui rétorque un officier. Ils laissent les deux femmes partir en voiture avec trois autres chrétiens. Elles sont rançonnées en route, dépouillées de tout ce qu'il leur reste : portables, bijoux, argent.



Des réfugiées chrétiennes de Qaraqosh, dans un quartier d'Erbil

Berivan, 30 ans, combattante du PKK, ne compte pas se marier, une règle du mouvement

Le visage tordu par la douleur, Aïda Hanna Noh est allongée dans une salle des fêtes d'Ainkawa, au milieu d'autres déplacés. « Je veux retrouver ma fille ! » hurle-t-elle. Cette Syrienne catholique a elle aussi été prise dans les filets de Daech. Impossible de quitter sa ville de Qaraqosh à temps, avec Christina, sa fillette de 3 ans, et son mari aveugle. Au début, ils assistent depuis leur maison au pillage du bazar par des voisins arabes. Des djihadistes veulent leur faire réciter la fatiha, la profession de foi, les menacent, les frappent et, au bout de dix jours, les chassent avec les trente derniers habitants. Des vieux, des handicapés, pour l'essentiel. Leurs gardiens les amènent jusqu'à un centre de santé, non pas pour les soigner, mais pour les détrousser. Puis un milicien s'approche d'Aïda et lui crie : « Donne-moi ta fille ! » Elle voit Christina disparaître à l'intérieur du bâtiment et ressortir, en pleurs, avec un homme plus âgé. « Il portait une barbe et des vêtements noirs. C'était un de leurs chefs. » Elle se jette à ses pieds, le supplie de lui rendre son enfant. D'un geste, il lui signifie de déguerpir. Un bus dépose l'ensemble du groupe en plein désert. Ils devront marcher huit heures pour atteindre le premier barrage tenu par les peshmergas kurdes.

« Nous n'allons pas seulement libérer les prisonnières de Daech, mais aussi les femmes dans leurs foyers », proclame Berivan, une soldate du PKK à Makhmour, au sud d'Erbil. Tout comme son adversaire, la guérilla kurde se joue des frontières. Elle dispose ici d'un camp depuis l'époque de Saddam Hussein et a participé à la reconquête de la ville aux côtés des peshmergas. A 6 kilomètres de là flotte le drapeau noir de l'Etat islamique. La jeune combattante ne compte pas se marier. Une règle du mouvement. En toute chose, elle affiche un enthousiasme et un sourire de témoin de Jéhovah sur un pas de porte. « Nous luttons contre tout ce qu'ils font aux femmes. Parfois, on en rigole avec nos camarades masculins, on leur dit que l'on n'a pas besoin d'eux. C'est notre guerre », insiste-t-elle. « Face aux gens de Daech, nous sommes plus fortes que les hommes, surenchérit une responsable, Sinam Rachid : si une femme les tue, ils croient qu'ils n'iront pas au paradis. » ■

(1) Le prénom a été changé.

Peshmerga look to restore image after defeats

Peshmerga forces are slowly but steadily regaining lost territory to the Islamic State, after initial defeats this summer sent shock waves through Iraqi Kurdistan.



Author Mohammed A. Salih
September 23, 2014
www.al-monitor.com

ZUMAR, Iraq — Standing on a hilltop, Gen. Halgurd Khidir is inspecting through binoculars the situation just a couple of miles farther down in the sea of concrete houses that is Zumar. He appears relaxed, but is keenly aware of the difficult mission his troops are entrusted with: retaking vast territories lost to Islamic State (IS) fighters in early August.

“Over the past month we have advanced a lot and have cleaned this area from IS,” said Khidir, standing amid a couple of dozen peshmerga fighters. He says his troops are ready to retake the town whenever the order arrives. The Kurdish peshmerga forces have in fact captured around a dozen villages and strategic oil fields on the road between Sihela and Zumar. Signs of IS militants’ defeat can be seen: A few damaged vehicles, including a Humvee bombed by US aircraft, are scattered by the side of the road.

Zumar and its nearby oil wells appeared firmly under peshmerga control until early August. But then in a lightning strike, IS forces swept through Zumar on Aug. 2 and Sinjar a day after. It was a defeat as much surprising as damaging for the Kurdish peshmerga forces’ image. When the Iraqi army was routed by militants in June, the peshmerga boasted that they were a different army and could keep the jihadists in check. They clearly underestimated the militants’ power.

The fall of Sinjar and Zumar and the strategic areas near Iraqi Kurdistan’s capital, Erbil, drove a painful point home to Kurdish leaders and the population alike: that the structure and capabilities of the peshmerga needed an urgent revision.

In Sinjar, the followers of the ancient Yazidi religious community bore the brunt of the defeat. Hundreds are believed to have been massacred and many more, including young women, are believed to have been kidnapped by IS. The lucky ones who escaped the onslaught blamed the peshmerga for their misery, saying the Kurdish troops did not put up much of a fight.

“They [peshmerga and security commanders] fled before the people did,” said Qassim Shesho, a local Yazidi official in Sinjar who stayed behind and put up what many see as a heroic fight against the self-proclaimed jihadists. Sporting a big black-dyed mustache and surrounded by bodyguards in the lobby of a hotel in Dahuk, a city near the Turkish-Iraqi border, Shesho insists that had the local officials had the will, they could have prevented the fall of Sinjar.

“When someone gets into business and cares about money, they cannot fight. They were afraid for their lives,” he said in an attempt to invoke corruption as the major reason to explain the incompetence of the officials in charge of Kurdish forces in Sinjar.

It remains to be seen whether the events in Sinjar will serve as a real wake-up call for Iraqi Kurdistan’s leaders to engage in a fundamental revamping of the peshmerga. They face the classic challenge that many guerilla and revolutionary forces have had in the past: the transformation from a period of principled resistance against a brutal enemy to actually running a country or entity.

Lack of adequate measures of accountability have also created a system that is easy to exploit by some of those in power.

Peshmerga officials say they have taken steps to address the structural deficiencies. The two dominant parties of Iraqi Kurdistan, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), still retain tens of thousands of peshmerga fighters who receive orders from their respective party leaders and not the Peshmerga Ministry, which is



Kurdish peshmerga troops participate in an intensive security deployment against Islamic State militants on the front line in Khazer, Aug. 8, 2014. (photo by REUTERS/Azad Lashkari)

an organ of the Kurdistan Regional Government (KRG). Halgurd Hikmat, a spokesman for the ministry, says the minister, who is from another powerful party, Gorran, has started work on integrating those forces not officially under his command into the ministry’s structure.

The chaos in managing these disparate forces was evident in some fronts such as Sinjar, Makhmour and Jalawla. In Jalawla, lack of proper coordination between the peshmerga units that are part of the Peshmerga Ministry, but are essentially affiliated with the KDP and PUK, led to a temporary defeat and the withdrawal of Kurdish forces from the town in late July, after they had taken it following heavy clashes with IS militants.

Hikmat said the peshmerga minister is now granted extensive powers by KRG President Massoud Barzani to carry out reforms, but admits the process has been “slow.” However, he insists the peshmerga will not experience defeat again the way they did in Sinjar, Zumar, Jalawla, large parts of the Ninevah plains and areas around Erbil.

“In Sinjar, in particular, we have set up committees to find out what happened there. ... Three officials are now arrested and some others are being investigated,” Hikmat said. “We are certainly hoping this [Sinjar defeat] will become a lesson and such things would not happen again.”

Apart from the personal failings of some of the senior officials in Sinjar that brought a major tragedy upon the Yazidi community there, Kurdish forces have complained frequently that they are not as well armed as the IS fighters.

When they occupied Mosul and other major areas in the Sunni heartland of western and northern Iraq in June, the jihadists seized advanced and heavy weaponry used by at least four divisions of the Iraqi army.

Since August, a host of Western nations and Iran have delivered arm shipments to Iraqi Kurdistan’s government. Hikmat said Germany and France in particular have delivered some much-needed heavy arms such as anti-tank weapons and large vehicle-mounted automatic machine guns. He said peshmerga officers are now being trained inside Iraqi Kurdistan and abroad on how to use the weapons and that the arms will be distributed at the fronts according to need.

“It’s a great deal of responsibility how these weapons are distributed,” Hikmat said. “They should be handed out to the forces according to a plan and not in a random manner.”

Some Western nations, such as Germany, have made it a condition that the weapons should not fall into the hands of a third party, including the Kurdistan Workers Party (PKK) and its affiliates that are currently ➤

➤ fighting IS forces in Iraq and Syria's Kurdish regions.

During a visit by Al-Monitor to the fronts near the Syrian border, a large convoy of heavy weapons, including artillery guns and tanks, were spotted as they were being transferred to peshmerga forces in those areas. In the convoy were several troop-carrying Mercedes-Benz trucks that Kurdish soldiers said were donated by Germany.

Near Zumar, Khidir complained that his troops use outdated weapons, mostly Russian, "that have been used in several wars." He and his troops were recently lucky to receive some armored vehicles that were left behind by Iraqi troops when they fled the area in June.

But he has a major advantage that has bogged down IS troops for weeks: US airstrikes.

"The US airstrikes have been very helpful. ... They [IS fighters] now cannot move around much, fearing they will be bombed," said Khidir, who, like many other fighters here, was quick to note the effectiveness of US air power in halting IS advances.

For over a month, Kurdish forces have steadily but slowly regained lost ground. They are trying to be careful not to overreach, and are aiming to reclaim their lost territory one front at a time. ♦

Mohammed A. Salih is a journalist based in Erbil, Iraqi Kurdistan. He has written about Kurdish and Iraqi affairs for local and international media.

REUTERS

EXCLUSIVE: Iraqi Kurdistan oil heads to Asia, in talks with China

SEPTEMBER 17, 2014 / LONDON / Reuters
By Ron Bousso, Jonathan Saul and David Sheppard,

AT LEAST 3 MILLION BARRELS of Iraqi Kurdish oil are on ships heading to Asia, with trade sources naming China as a possible destination as the autonomous region expands efforts to establish independent oil sales in defiance of Baghdad.

Two sources with knowledge of the matter said Iraqi Kurdistan was in talks to potentially supply China with 4 million barrels of oil.

Reuters was unable to identify the Chinese parties involved in the talks, which the sources declined to name, and it was not clear if the cargoes currently on the water were part of the discussions.

A deal could place Beijing on a collision course with Baghdad, one of its major crude oil suppliers, which has tried to block the Kurdish sales that it says are illegal. The Kurdistan Regional Government (KRG) argues they are allowed under the Iraqi constitution.

"The Kurds are in the process of negotiations with the Chinese," said one of the sources, who asked not to be identified due to the sensitivity of the matter.

"China is buying up multiple origins of oil. So, there is not an issue from that side," the source added. "It will come down to price."

Since May, Iraqi Kurdistan has shipped over 11 million barrels of crude from the Turkish port of Ceyhan. The Kurdish sales have been shrouded in mystery, and the KRG has declined to say who is helping it arrange the deals. Trading sources said they may have to discount the oil to attract buyers in a well-supplied market.

According to a Reuters analysis of tanker tracking data, at least three Kurdish cargoes of 1 million barrels each have sailed from Ceyhan towards Asia in the past month, including one that was transferred to a supertanker near the Strait of Singapore on Monday.

Prior to the latest shipments only one 1 million barrel cargo had gone to Asia, but the KRG may be seeking a new major buyer after an attempt to sell crude into the United States this summer became embroiled in a legal tangle.

China's giant state-backed energy firms, including China National Petroleum Corporation (CNPC) and PetroChina, together work on over a fifth of the Baghdad-run oil projects. But Beijing also has stakes in Iraqi Kurdistan's oil production through Sinopec's 2009 acquisition of Addax Petroleum [SASAAP.UL].

Establishing a buyer as large as China could provide reassurance to other countries and companies who would like to buy oil from the Kurds but fear the ramifications of crossing Baghdad, which has repeatedly threatened legal action.

Senior officials at CNPC and Sinopec declined to comment. A spokes-

man from the KRG's Ministry of Natural Resources declined to comment when asked about the talks.

"KRG crude, priced at a significant discount, is finding its way across the world to many destinations despite the reluctance of big trading houses due to backlash from (Iraqi state oil marketer) SOMO," said another source involved with the talks, who also declined to be identified.

"As one of the world's biggest crude buyers, China is no exception. I believe that a deal is imminent for Chinese refineries to purchase KRG crude."

SHIP-TO-SHIP

The Ultimate Freedom suezmax tanker, carrying 1 million barrels of Kurdish oil from Ceyhan, this week carried out a ship-to-ship transfer of its cargo to the Northern Star, a Very Large Crude Carrier that can hold 2 million barrels of oil. The vessels were just outside the Singapore Strait in Malaysian waters.

An official at the Malaysian Port of Tanjung Pelepas (PTP) and the ship's captain confirmed a transfer between the two vessels took place.

The Singapore-based head of shipping at Nathalin Offshore Company Ltd, which manages the Northern Star, denied its ship was involved in a ship-to-ship transfer.

Two more Kurdish tankers, the United Dynamic and United Emblem, have sailed through the Suez Canal in the past week and are listed as heading to Asia 'for orders'.

GROWING SALES

After a stuttering start, Iraqi Kurdistan's oil sales now appear to be gaining momentum.

More tankers have loaded at Ceyhan this week, while a number of deliveries in the eastern Mediterranean appear to have been made since the start of this month.

The KRG's oil sales efforts increasingly resemble a cat-and-mouse game with Baghdad, with tankers loaded with crude frequently turning off satellite tracking before reappearing empty several days later. In some instances ships have sailed towards certain ports before sharply changing direction.

A number of cargoes have gone to Israel, sources have said. MOL Group, which has assets in Iraqi Kurdistan, has also bought at least one cargo for its Croatian refinery, industry sources say.

"Baghdad has been very clear and has taken action to block other KRG sales," said Richard Mallinson, a geopolitical analyst at London-based consultancy Energy Aspects.

"But China is a major buyer of (southern Iraqi) Basrah crude, so how willing and able will Baghdad be to respond in the same way?" ○

Turkey's IS predicament with US, Kurds

While Turkey dithered about joining the anti-Islamic State coalition, PKK military chief Murat Karayilan said the Kurdish peace process was over, derailed by Ankara's dealings with IS.



Author Cengiz Çandar
September 23, 2014
www.al-monitor.com

Last Sept. 20, Turkey woke up to surprising news: Early in the morning, the 49 hostages held by the Islamic State (IS) since the day it captured Mosul on June 10 were released. The first public reaction was naturally of joy and great relief. Prime Minister Ahmet Davutoglu cut short his official visit to Baku and flew to Urfa to meet with the released hostages and fly with them to Ankara.

The drama of the hostage issue instantly transformed into a vigorous public relations campaign on the success of President Recep Tayyip Erdogan's rule and the Davutoglu government in Turkey. But that did not pre-empt the question in public opinion: What was the deal behind all this? What is the behind-the-curtain story of the hostage release?

The question received an implicit response from Erdogan, who confirmed that there was a "political and diplomatic deal." On the way to New York to attend the UN General Assembly, he confirmed that a deal was made with IS.

"Of course there will be claims of exchanges, etc.," he said. "Whether there was an exchange or not, our 49 citizens are safely back. ... Let's assume there was an exchange. As a president, what I care [about] is that our 49 citizens are back home with their families."

He reiterated his statement in a speech in New York.

Speaking and answering questions at the Council on Foreign Relations, he also hinted that Turkey had engaged in a prisoner exchange with IS as part of the effort to win the release of the hostages.

"When we say the word operation, people only think of strikes, bombs, weaponry, but operations are also political, diplomatic, civilian, and they involve discussions, contacts," Erdogan said. "I can tell you we have not had any monetary relationship, that's clear. Now as to the rest, you probably cannot expect us to publicly divulge what intelligence agencies do in their business, but the end result is that 49 diplomatic and consular staff have been freed. Some say maybe there's been an exchange. ... But it also takes an effort to prepare for such a thing."

Hence, the deal with IS is certified by the president of Turkey.

Meanwhile, Turkey has already begun to discuss the question: Since the hostages were released, should Turkey be expected to be more ready to cooperate in the joint action against IS because its reluctance had a quasi-legitimate pretext because of its hostages?

The United States badly wants Turkey to take a prominent role in its anti-IS coalition, including allowing its bases to be used to launch airstrikes. US Secretary of State John Kerry, in an exclusive interview on NBC-TV, mentioned Turkey as an ally and friend but voiced his expectation for Turkey to stop IS' smuggling of oil that provides it financial strength, as well as further Turkish concrete cooperation in the US-led effort against the Islamist organization. He said, "Now that the hostage situation has been resolved, Turkey should commit its resources to fight," and concluded with the following sound bite: "The proof will be in the pudding."

However, in terms of meeting American expectations, the signals coming from Turkish government circles are not very promising. First of all, many influential people in and around the government tend to see the US-led joint action against IS as another form of a Crusader mission over the lands of Islam and Turkey, a country that should remain faithful to its past, history and tradition and therefore cannot take part in such an endeavor.



People carry flags bearing the portrait of Abdullah Ocalan, one of the founding members of the Kurdistan Workers Party, during a pro-Kurdish protest against Islamic State militant attacks on Syrian Kurds, in Istanbul, Sept. 21, 2014. (photo by REUTERS/Murad Sezer)

This is never put in so many words publicly, but in the private conversations, including with this writer, that is how the prevailing mind-set operates.

Faruk Logoglu, a former Turkish ambassador to Washington and an opposition member of parliament, a leading figure in foreign policy issues, sees the "deal with IS" as scandalous, which could place Turkey's relations with the Western world on a more problematic course. He asked the government: "There are serious allegations that IS has been supplied with tanks and weapons and that these were carried by train to Tell Abyad. The government must respond to these allegations. What is meant by a 'diplomatic deal' is the freeing of IS militants detained in Turkey. How many? Why were they detained? For example, on March 25, 2014, three IS terrorists were arrested for killing three citizens at Ulukisla-Nigde. Are they part of the deal?"

"Erdogan's remarks on an exchange are scandalous, showing that he recognizes IS as an interlocutor to make diplomatic deals with. Social media close to IS reported 150 IS militants, 50 of them women, detained in Turkey were released. Sources close to the PKK allege Turkey has supplied IS with tanks and other weapons. Finally, IS could have been assured that Turkey will remain outside the coalition."

There are many indicators that Turkey, even after the hostage release, does not have a free hand vis-a-vis IS. While it has rescued its hostages, it still remains hostage to IS.

But more important than all this is the perception on the Kurdish side about the deal with IS. The Syrian Kurdish Democratic Union Party (PYD) leader Salih Muslim, whose hometown Kobani on the frontier is under IS attack, puts the blame on Turkey. He bitterly criticized Turkey: "They are not intervening. They at least should not obstruct others from helping. Should Kobani fall, who will be responsible? Turkey. This will reflect adversely on the peace process."

Much more striking was PKK military commander Murat Karayilan's accusation that to secure the release of its hostages, Turkey let IS capture Kobani, the Syrian Kurdish stronghold on its border, which is just across from Turkey's Suruc, the hometown of Karayilan himself.

Karayilan's statement to Sterk TV had some striking points about the IS attacks, Turkish government policies and the peace process. Karayilan said the IS assault on Kobani "is a joint plan by Turkey and IS. We ➤

➤ have documents of it. Turkey has once again stabbed the Kurds in the back. Turkey wanted to sell Kobani but it can't. Kobani is Kurdistan."

About the peace process, Karayilan said, "Turkey cannot deceive us again. This is a declaration of war. It will be assessed by our leader and command but for HPG [the PKK's armed wing] this process has no more meaning."

Karayilan said, "Kobani will not fall as planned by Daesh [IS in Arabic] and the AKP [Justice and Development Party]. To the contrary. Tell Abyad will fall. It is time to expel this dirty and savage gang from Kurdistan."

Regarding the hostage release, Karayilan said, "They released the hostages on Sept. 20. Their plan was for Daesh to enter Kobani on Sept. 20. They say they didn't make an exchange, but they sold Kobani. Kobani is not theirs. This is not a diplomatic victory but a diplomatic scandal."

Imprisoned PKK leader Abdullah Ocalan, in a message he sent from his Imrali prison cell, guardedly criticized Turkey and called on Kurds to mobilize for Rojava and Kobani. Ocalan's lawyer quoted him saying about the negotiations between the government and IS about the hostages: "The state openly said that it negotiated for the release of the Mosul hostages. But it has yet to start the negotiation process to resolve such a deep issue as the Kurdish problem."

The lawyer said Ocalan called for negotiations to start as soon as possible.

About IS attacks, the lawyer quoted Ocalan saying, "Our people have to adjust their lives to cope with the high-intensity war they are facing. Not only the people of Rojava, but Kurds all over have to [adapt] to it. I am calling on all the Kurdish people to resist this high-intensity war."

It is clear that IS is becoming a predicament for Turkey's government in its relations with the West and simultaneously with the Kurds in the



Refugees wait near the Turkish-Syrian border after fleeing Syria, near Sanliurfa, Turkey, yesterday. More than 130,000 Syrian Kurds fleeing the Islamic State militant group have crossed into Turkey in the past three days, the deputy Turkish prime minister said. Photograph: Ulas Yunus Tosun/EPA.

region.

KRG's disappointment with Turkey for allegedly failing to come to its aid when Erbil was threatened by IS is getting much more menacing dimensions with Turkey's and Syria's Kurds because of the Turkish reluctance to take action against IS in its aggression toward the Syrian Kurdish bastion of Kobani. ♦

Cengiz Candar is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse. A journalist since 1976, he is the author of seven books in the Turkish language, mainly on Middle East issues, including the best-seller *Mesopotamia Express: A Journey in History*.



September 20, 2014

Kurdish Peshmerga forces expand ISIS offensive

Kurdish fighters liberate village near Mosul, KDP spokesman says

By Dalshad Abdullah
20 September 2014
www.aawsat.net

Erbil, Asharq Al-Awsat— Kurdish Peshmerga forces are preparing to launch a broad offensive against militants from the Islamic State of Iraq and Syria (ISIS). Peshmerga forces will seek to recapture the northern city of Mosul—held by the Islamist group since August—as US and French military jets continue to target ISIS positions.

"On Friday, Peshmerga forces began an extended offensive on ISIS-controlled areas east of Mosul," a Kurdistan Democratic Party (KDP) spokesman Saeed Mamozeini told Asharq Al-Awsat.

The step coincides with France beginning airstrikes against ISIS targets in Iraq. French Rafale aircraft carried out a first attack against an ISIS logistics centre in north-east Iraq on Friday.

"After heavy aerial bombardment by US jets and artillery shelling by Peshmerga forces on ISIS positions in Aswad, a large village east of Mosul, our forces advanced and managed to take control of the village following a battle that lasted four hours," the official added.

Kurdish forces also opened fire to prevent a booby-trapped car attacking a Kurdish military checkpoint in the village of Hassan Sham near Mosul, the official said.

A Peshmerga officer, speaking to Asharq Al-Awsat on the condition



Kurdish Peshmerga fighters take position in the Gwer district, 40 kilometres south of Erbil, the Iraqi Kurdistan's capital, on September 18, 2014.

of anonymity because he was not authorized to brief the media, said: "Our forces have arrived in the outskirts of Ba'ashiq, eastern Mosul, and are waiting for the Kurdish political leadership's orders to liberate these areas." ISIS militants are known for booby-trapping areas they have withdrawn from, seeking to slow down advancing troops. Kurdish Peshmerga forces are advancing cautiously but intend to recapture all territory taken by the Islamist militants without suffering heavy losses, the Kurdish military official said.

Peshmerga troops will enter once military engineering units clear these areas.

In comments to Asharq Al-Awsat, military expert Salah Fili said: "US airstrikes have had a significant impact on the battlefield. The more airstrikes on ISIS, the easier the advance on the ground."

Foreign military support to Kurdistan has helped to tilt the balance of power on the ground in the Peshmerga's favor, the expert added. ■

Iraqi cleric warns on West's efforts

BAGHDAD

Ayatollah stops short of opposing military aid as French destroy depot

BY DAVID D. KIRKPATRICK AND DAN BILEFSKY

The influential Shiite cleric Grand Ayatollah Ali al-Sistani urged vigilance on Friday against Western political interference in Iraqi affairs but stopped short of opposing the American-led military campaign against Islamic State extremists.

"All political leaders of the country must be aware and awake to prevent the external assistance against the Islamic State from becoming an entrance to breach Iraq's independence," Ayatollah Sistani said. "Cooperation with the international effort shall not be taken as a pretext to impose foreign decisions on events in Iraq, especially military events."

His carefully balanced comments, in a statement read by his spokesman at Friday Prayer in the Iraqi city of Karbala, underscored the delicate challenge facing the United States and its allies in their efforts to push back the Sunni extremists of the Islamic State without either bolstering or antagonizing rival Shiite factions.

The ayatollah's comments came shortly after the office of President François Hollande of France announced that French fighter jets had carried out their first attacks on Islamic State targets in Iraq, fulfilling Mr. Hollande's pledge a day earlier to join the international military campaign against the extremist group.

In recent days, a handful of other Iraqi Shiite leaders or militias with closer ties to Iran have made statements expressing more wariness or opposition to the American-led military efforts, and American officials have said the Iranian proxies may be seeking to remind the Western states that Tehran, too, should be taken into account. On Friday, the cleric Moktada al-Sadr, another influential voice with ties to Iran, called for a demonstration in Baghdad on Saturday to protest a potential incursion by American ground forces.

But Ayatollah Sistani, considered both independent and uniquely popular here, was more balanced. While he warned Iraqis to guard against foreign interference, he also appeared to endorse the idea that foreign help may be required to push back the Sunni extremists, also known by the acronyms ISIS and ISIL.

"Iraq may be in need of assistance from its friends and brothers to combat black terrorism," Ayatollah Sistani said. But he insisted that "preserving its sovereignty and independence must be the



President François Hollande at the Élysée Palace in Paris on Friday. His office confirmed that French fighter jets had carried out their first attacks on Islamic State targets in Iraq.

most important thing and must be taken into consideration."

Underscoring the point, French Rafale attack planes struck a logistics depot belonging to the Islamic State in northeastern Iraq on Friday. Mr. Hollande said in a statement, "The objective was hit and entirely destroyed."

Mr. Hollande said other operations would take place in the coming days.

Remarking on the violent tactics employed by the Sunni militants, who have conquered wide sections of territory in Iraq and Syria, Mr. Hollande said Thursday at a news conference in Paris that the group had been able to grow partly because the international community had failed to intervene. But he

"Cooperation with the international effort shall not be taken as a pretext to impose foreign decisions."

emphasized that France's role would be limited to providing air support, including strikes, in Iraq.

He indicated that France would not expand its mission into Syria, and French officials have made it clear that the government does not want to give the impression that it supports the Syrian government of President Bashar al-Assad.

Gen. Martin E. Dempsey, the chairman of the Joint Chiefs of Staff, who was visiting a military cemetery in Normandy on Friday, praised the French airstrikes. The Associated Press reported. "The French were our very first ally and they are there again for us," The A.P. quoted him as saying.

The strikes come as Mr. Hollande seeks to reinvigorate his presidency, which is suffering from France's 10 percent unemployment rate and flat eco-

nomie growth. His approval rating of 13 percent makes him the most unpopular president in recent memory.

France was a vociferous opponent of the American-led effort to overthrow Saddam Hussein in 2003, and analysts say the French public remains wary of sustained Western intervention in the region. Mr. Hollande, for his part, has framed the fight against the Islamic State as important for French national security.

David D. Kirkpatrick reported from Baghdad, and Dan Bilefsky from Paris. Omar Hikamt contributed reporting from Baghdad, and Maia de la Baume from Paris.

Senate agrees to training

The United States Senate gave overwhelming approval to the training and arming of Syrian rebels, before leaving the Capitol with the House for the fall campaigns, sidestepping the debate over the extent of American military action until the lame-duck session of Congress later this year, Jonathan Weisman and Jeremy W. Peters reported from Washington.

The training measure was pushed hard by President Obama, who will now sign it into law. It was tucked into a larger Senate bill to keep the government funded past Sept. 30, a maneuver that leaders of both parties favored to ensure as few defections as possible. The Senate's 78-to-22 vote on Thursday, a day after the House passed the measure, masked the serious doubts that some senators have expressed.

Lawmakers are divided about whether to simply extend the narrow training authorization or take up a broader authorization of military force against the Islamic State.

Syrie: la ville kurde de Kobané "totalement assiégée" par les jihadistes de l'EI, exode de milliers de Kurdes

www.courrierinternational.com

Frontière syro-turque (Turquie) (AFP)

Par Bulent KILIC

20 septembre 2014

Les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) assiégeaient dimanche une ville clé kurde syrienne à la frontière turque, après avoir pris une soixantaine de villages dans une offensive fulgurante qui a poussé à la fuite des dizaines de milliers de Kurdes syriens en Turquie.

Une prise d'Aïn al-Arab (Kobané en kurde), troisième agglomération kurde de Syrie, est cruciale pour l'EI car elle lui permettrait de contrôler une large portion de la frontière syro-turque sans discontinuité.

Fort de quelque 35.000 hommes recrutés dans plusieurs pays notamment occidentaux, ce groupe ultra-radical sunnite continue de s'emparer de régions en Syrie comme en Irak, malgré l'annonce par les Etats-Unis de leur intention de le détruire avec l'aide d'une large coalition internationale.

Selon le chef de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane, Kobané est "totalement assiégée" par les jihadistes qui ont pris plus de 60 villages dans les environs depuis le lancement de leur nouvelle offensive pour reprendre la ville. Ils "ont encore progressé et se trouvent dans certains endroits à une dizaine de km seulement" de Kobané.

Les combats font rage entre les jihadistes, munis d'armes lourdes et de chars, et les combattants kurdes qui défendent Kobané avec l'aide de leurs frères d'armes venus de Turquie. Ils ont fait au moins 39 morts côté jihadiste et 27 côté kurde en plus d'au moins 11 civils exécutés par l'EI depuis mardi. "La grande majorité des jihadistes tués sont des non-Syriens, dont des Tchétchènes et des ressortissants du Golfe", selon M. Abdel Rahmane.



Plus de 130.000 Kurdes de Syrie se sont réfugiés en Turquie ces derniers jours fuyant la poussée des jihadistes du groupe Etat islamique (EI) dans le nord-est de la Syrie. Ici, une famille attend près de la frontière, le 20 septembre. (BULENT KILIC/AFP)



Devant l'intensité des violences et les craintes des exactions des jihadistes, les civils kurdes de la ville et de ses environs, qui comptaient quelque 450.000 habitants avant les violences, continuaient de fuir vers la Turquie, d'après l'OSDH.

Depuis vendredi, quelque 70.000 civils kurdes ont trouvé refuge dans ce pays, selon le Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) qui évoque l'arrivée possible de "centaines de milliers" de personnes supplémentaires, alors que l'opposition syrienne en exil a mis en garde contre un "nettoyage ethnique".

Selon un photographe de l'AFP, des cohortes de milliers de personnes contraintes à la fuite, dont un grand nombre de femmes, d'enfants et de vieillards chargés de sacs et de valises se sont pressés toute la journée de samedi aux alentours du poste-frontière de Mursitpinar (sud de la Turquie). Les soldats ont ouvert les barbelés séparant les deux pays en plusieurs points pour faciliter le passage de ces réfugiés venant de Kobané, notamment près de la localité turque de Suruc (sud-est).

"L'EI est venu dans notre village et a menacé tout le monde. Ils l'ont bombardé et ont détruit les maisons. Ils ont décapité ceux qui sont restés", raconte un réfugié Mohammed Issa qui a fui avec sa famille.

M. Abdel Rahmane a affirmé dimanche

que le sort de 800 habitants de villages pris par l'EI "restait inconnu", après avoir fait état de plus d'une dizaine d'exécutions de civils par les jihadistes.

En lançant l'assaut sur Kobané, l'EI veut s'assurer une liberté de mouvement dans l'important tronçon qu'il contrôle à la frontière turc et renforcer son emprise dans le nord syrien où il occupe de vastes régions, de même que de larges pans de territoires en Irak voisin.

L'EI a été accusé de nettoyage ethnique et de crimes contre l'Humanité par l'ONU dans le nord de l'Irak, après y avoir pris plusieurs localités poussant à la fuite des centaines de milliers d'Irakiens, principalement des membres de minorités.

Dans sa stratégie antijihadistes annoncée début septembre, le président américain Barack Obama, dont le pays mène des frappes contre les positions de l'EI en Irak depuis le 8 août, a affirmé qu'il était prêt à faire de même en Syrie, mais aucune action militaire n'a encore été entreprise dans ce pays.

Le président américain, qui a exclu des L'troupes au sol en Irak comme en Syrie, veut aussi entraîner et mieux équiper les rebelles modérés syriens pour qu'ils puissent faire face à l'EI.

Les frappes américaines, qui se sont poursuivies samedi au sud-est et à l'ouest de Bagdad, ont aidé les forces irakiennes à freiner la progression jihadiste dans le nord et à reprendre certains secteurs.

Outre les exactions dans les régions qu'il contrôle, ce sont les vidéos diffusées par l'EI et montrant l'exécution de deux journalistes américains et d'un humanitaire britannique qui ont révolté le monde et l'ont poussé à agir.

Seule note positive dans ce contexte macabre, 46 Turcs enlevés à Mossoul (nord) aux premiers jours de l'offensive de l'EI en Irak, ont été libérés et sont arrivés samedi en Turquie, pays voisin de l'Irak ♦



Chape de plomb sur Mossoul

Soulagés de s'être débarrassés de l'armée irakienne, les habitants de cette ville ont vite déchanté devant le mode de vie qui leur a été imposé.

—Raseef22 (extraits)
Beyrouth

Chaque matin, après avoir déposé mon enfant à la crèche, je prenais ma petite voiture pour me rendre à l'épicerie que je tiens dans un quartier de la classe moyenne à Mossoul. Ma femme était employée dans une banque de la ville. Le soir, j'allais chez des amis, ou bien on allait au restaurant en famille. Et le week-end on rendait visite à des proches. Voilà comment je vivais avant l'arrivée de Daech [l'Etat islamique].” C'est ce que

raconte Ahmed, jeune trentenaire de Mossoul.

Deuxième plus grande ville du pays, Mossoul était connue pour sa mosaïque ethnique et religieuse. La majorité arabe sunnite cohabitait avec la principale communauté chrétienne d'Irak, en plus des minorités chiite et yézidie vivant dans ses environs, dans la province de Ninive.

Avant l'arrivée de Daech en juin dernier, la corruption était tentaculaire. On pouvait se faire arrêter sur un simple soupçon, et pour sortir de prison il fallait payer de

grosses sommes d'argent, raconte Ahmed. La ville était asphyxiée par les points de contrôle de l'armée, qui n'avaient d'autre effet que de ralentir la circulation et d'obliger les gens à passer des heures dans les embouteillages. Pas un jour ne passait sans qu'une voiture piégée explose et que des gens se fassent assassiner. A cela s'ajoutait le comportement odieux de l'armée et de la police avec la population. Les habitants de la ville voyaient en eux une milice chiite que Bagdad avait envoyée pour les piétiner.

L'habit afghan. Depuis le 10 juin, Mossoul est la vitrine du pouvoir de l'Etat islamique. Ahmed ne cache pas que l'organisation islamiste a pu profiter du ras-le-bol des habitants face aux tracasseries de l'armée, et que les gens se sont sentis soulagés à son arrivée, voire qu'ils n'ont pas voulu croire à la réputation de terreur qui l'avait précédée en Syrie. Ils ont voulu croire qu'après toutes ces années de souffrances sécuritaires et de sectarisme [anti-sunnite] l'organisation allait améliorer leur situation.

Daech a occupé les principaux bâtiments publics, mais aussi les maisons abandonnées par des chrétiens ou des chiites. Même dans la banque où travaille l'épouse d'Ahmed, les djihadistes ont nommé un de leurs membres, formé à la finance, pour mettre la main sur tous les documents, ordonner l'arrêt temporaire de toutes les transactions et interdire aux employés l'accès à leurs bureaux jusqu'à nouvel ordre. Mais petit à petit les gens ont découvert la face sombre de l'organisation. Daech a imposé aux femmes le voile intégral et l'habit "afghan" aux hommes. Et comme il suffit de "se repentir" pour pouvoir rejoindre les rangs de ses "volontaires" qui patrouillent dans les rues de la ville pour imposer son ordre, des gens au casier judiciaire bien chargé se sont transformés en gardiens de la loi.

Ainsi, si la ville est devenue aujourd'hui désertes, ce n'est pas seulement en raison du prix de l'essence, qui a plus que triplé. L'Etat islamique a chassé les chrétiens et détruit les mosquées historiques. L'organisation a également défiguré la vénérable université en séparant les étudiants des étudiantes, en supprimant la faculté des beaux-arts, en imposant un changement complet de l'enseignement du droit

et en fermant un certain nombre de facultés associées, notamment de philosophie, de chimie et d'autres sciences naturelles.

Daech a aussi créé un *diwan al-hisba* [bureau des contrôles], qui surveille les marchés, l'application des poids et mesures et d'autres choses encore, ainsi qu'un *diwan al-zakat* [bureau de l'impôt islamique]. Quant à la commission pour la promotion de la vertu et la répression du vice [la "police religieuse"], elle impose aux habitants sa conception de la morale, à l'instar de son équivalent en Arabie Saoudite.

Daech entretient également des points d'information à travers la ville, pour faire de la prédication et projeter des vidéos sur son action militaire en Irak et en Syrie. Des voitures portant l'inscription "Police - Etat islamique" patrouillent en permanence dans les rues. Ses hommes armés représentent une trentaine de nationalités différentes, avec autant de compétences linguistiques. "J'en

Les hommes armés représentent une trentaine de nationalités différentes

ai rencontré qui parlaient avec l'accent saoudien, yéménite et évidemment syrien et irakien. D'autres ont des traits asiatiques, et il y a aussi des Tchétchènes", témoigne Ahmed.

Des rumeurs disent que les femmes n'auront bientôt plus le droit de travailler. La peur de l'avenir est la chose la mieux partagée parmi les habitants. Leur principal sujet de conversation est la guerre entre Daech et les peshmergas kurdes. Mais l'impression dominante est que le statu quo dans l'Etat islamique est temporaire. Or les gens ont également peur de ce qui pourrait se passer quand l'armée irakienne reviendra dans la ville, craignant des actes de vengeance. Bref, ils ne savent plus à quel saint se vouer. Mossoul est triste et dans l'expectative. Ses chrétiens et le son des cloches de leurs églises lui manquent, ainsi que les mausolées des saints musulmans [détruits par Daech, qui les considère comme une déviance de la religion].

—Ali Adib*
Publié le 27 août

* Journaliste irakien.



La coalition contre l'Etat islamique pousse Bagdad à se réconcilier avec les sunnites

Le combat contre les djihadistes passe par le ralliement des tribus sunnites à l'Etat irakien

Dans la ville de Fallouja, au cœur de la province sunnite d'Anbar, tombée sous la coupe de l'Etat islamique (EI), des centaines d'habitants, qui avaient fui les combats entre les forces irakiennes et le groupe djihadiste, ont regagné leur maison, dimanche 14 septembre. La veille, le premier ministre irakien, Haïdar Al-Abidi, avait demandé à l'armée de l'air irakienne d'arrêter le bombardement des zones civiles, même celles contrôlées par Dae'ch (acronyme arabe de l'EI).

Pendant des mois, son prédécesseur, Nouri Al-Maliki, avait ordonné des bombardements aveugles pour tenter d'y mater l'insurrection née en 2013. Résultat : la politique sectaire et autoritaire du premier ministre chiite a fini par pousser la minorité sunnite (près de 30 % de la population irakienne) dans les bras de Dae'ch et permis au groupe djihadiste de conquérir Mossoul, la deuxième ville du pays, et la plupart des provinces sunnites.

Parmi les participants à la Conférence sur la sécurité et la paix en Irak, qui s'est tenue lundi 15 septembre à Paris, la mesure annoncée par le nouveau gouvernement, nommé le 9 septembre, est vue comme « encourageante ». Elle est en ligne avec « l'approche globale », sécuritaire mais aussi politique, prônée par le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius. Pour les membres de la coalition internationale qui se dessine, au premier rang desquels les Etats-Unis et la France, la lutte contre Dae'ch et la reconquête des provinces tombées sous sa coupe ne peut être gagnée qu'en ramenant les tribus sunnites dans le giron de Bagdad. « La question sunnite est au cœur du succès ou de l'insuccès de cette lutte », assure une source diplomatique.



Des militaires irakiens et des membres des tribus sunnites devant le corps d'un combattant de l'Etat islamique, le 7 septembre, dans la province d'Anbar. AZHAR SHALLAL/AFP

Les alliés de l'Irak reconnaissent les limites d'une campagne militaire aérienne. Appelé à l'aide par les autorités irakiennes, Washington a fait de l'inclusion des minorités irakiennes, notamment les sunnites, une condition de son intervention. L'entêtement sectaire de M. Maliki lui a valu son poste, mi-août. Son successeur, M. Al-Abidi, se montre plus conciliant. Lors de l'investiture de son gouvernement, le 9 septembre, il s'est engagé, par un pacte politique, à offrir aux minorités sunnite et kurde une plus grande représentativité dans les instances nationales. Il a proposé de confier davantage de pouvoir aux autorités locales et de confier la charge de la sécurité dans les provinces à une garde nationale.

« Le gouvernement est déterminé à sauvegarder l'unité nationale et à inclure toutes les composantes à tous les niveaux », a assuré, lundi à Paris, le ministre des affaires étrangères irakien, Ibrahim Al-Jaafari, reconnaissant que « les problèmes politiques » et le « climat » qui a prévalu en Irak ont « facilité la pénétration de Dae'ch jusqu'à Mossoul ».

« Désormais, la possibilité de réintégrer des responsables tribaux existe. Au sein des autorités, il y a des sunnites qui peuvent travailler directement au cœur de l'Etat irakien », assure une source diplomatique. Le modèle promu par les membres de la coalition internationale est celui des milices sunnites Sahwa, ces Conseils du réveil, qui avaient été mis sur pied en 2007

par le cheikh Ahmed Abou Risha. Ce chef de tribu avait mobilisé, avec l'appui et le soutien militaire de l'armée américaine, des dizaines de milliers d'hommes pour lutter contre Al-Qaïda, qui avait profité du vide laissé après la chute en 2003 de l'ancien dictateur Saddam Hussein pour s'implanter au sein des populations. Ce mouvement de reconquête avait permis de reprendre le contrôle total de ces zones, en 2009.

« Les chefs de tribus sunnites ne se feront pas avoir une seconde fois »

Pierre-Jean Luizard
politologue

« Les chefs de tribus de sunnites ne se feront pas avoir une seconde fois, craint le politologue, Pierre-Jean Luizard. En 2011, Nouri Al-Maliki a dissous ces milices sunnites et a intégré 20 % de leurs combattants à des postes subalternes au sein des forces de sécurité et des autorités du pays. » « Ça a été l'erreur clé de M. Maliki qui s'est aliéné ces relais locaux, qui auraient pu contrer les djihadistes, renchérit Myriam Benraad, spécialiste de l'Irak. Il a arrêté de les payer, les a désarmés et a tout fait pour coopter des figures tribales au sein des autorités pour casser la dynamique et les diviser. »

L'espoir de voir une dynamique similaire au phénomène Sahwa a été relancé avec la « révolution populaire » lancée mi-août contre

l'EI par 25 tribus, réunies derrière le cheikh Abduljabbar Abou Risha, dans la province sunnite d'Anbar. L'entrée en action de tribus sunnites aux côtés des forces gouvernementales pour reprendre le barrage d'Al-Haditha mi-septembre est aussi un signe positif.

Les représailles des djihadistes ne se sont pas fait attendre : l'EI a multiplié les exactions contre les chefs de tribus menaçant de se retourner contre lui. « Pour les tribus [sunnites], il est risqué de s'attaquer à l'Etat islamique sans assurer leurs arrières. Les chefs tribaux n'auront les moyens de rallier les populations que quand l'aide américaine sera garantie et que la certitude sera acquise que Dae'ch peut-être détruit », estime Peter Harling, analyste au sein de l'International Crisis Group. « Il faudra du temps. Il faut restaurer la confiance entre représentants sunnites et chiites mais aussi envers l'administration américaine car l'inactivité de l'administration Obama a conduit à un déficit de crédibilité », poursuit le spécialiste.

Au sein de la communauté sunnite, l'idée de créer une région autonome sur les quatre provinces où elle est majoritaire, sur le modèle du Kurdistan, s'impose peu à peu. Bagdad, qui n'a plus ni la possibilité ni l'ambition d'exercer son autorité, ne rejette pas l'idée. « Si les provinces sunnites veulent créer leur propre territoire, elles le peuvent au regard de la Constitution », a indiqué le président irakien Fouad Masoum à Paris. ■

HÉLÈNE SALLON

La Turquie rechigne à s'engager dans la coalition contre l'Etat islamique

L'alliance entre les Etats occidentaux et les organisations kurdes inquiète Ankara

Istanbul

Correspondante

Tout en étant le pays de l'OTAN le plus directement menacé par l'avancée de l'Etat islamique (EI), la Turquie rechigne à soutenir activement la coalition internationale destinée à en venir à bout. Pas question pour Ankara de participer aux opérations militaires contre les radicaux sunnites que les Etats-Unis entendent poursuivre en Irak et en Syrie, encore moins d'autoriser Washington à utiliser la base aérienne d'Incirlik, au sud de la Turquie.

Pourtant, non content d'avoir considérablement réduit le commerce avec l'Irak (le second marché à l'exportation turc après l'Allemagne), le groupe djihadiste représente dans son expansion une sérieuse menace pour la sécurité turque. Profitant de la tolérance manifestée par Ankara envers la rébellion syrienne, les militants de l'EI ont développé leurs propres réseaux et centres de recrutement à l'intérieur de la Turquie.

Officiellement, la Turquie ne veut pas compromettre la vie de ses 49 ressortissants otages des djihadistes depuis juin à Mossoul, dans le nord de l'Irak. Par ailleurs, « s'engager contre l'EI reviendrait, de fait, à s'aligner complètement sur la politique américaine. En 2003, déjà, la Turquie avait refusé, comme la France, de suivre les Etats-Unis dans leur folle invasion de l'Irak. Ce souvenir est assez présent dans les esprits », explique Bayram Balci, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales-Sciences Po.

« L'EI a beau être terroriste et barbare, il est une force sunnite, et son émergence est, dans une certaine mesure, une réaction face à la prédominance chiite au sein du pouvoir en Irak, laquelle a été facilitée par les forces américaines après 2003. La Turquie craint que la coalition en cours d'édification contre l'EI ne finisse, une fois l'EI éliminé, par marginaliser davantage les sunnites », ajoute le chercheur.

« Les 49 otages ne suffisent pas à expliquer cette frilosité, estime Ahmet Insel, économiste et enseignant à l'université Galatasaray, à Istanbul. Il y a aussi la peur de voir les sunnites turcs accuser l'AKP [le

parti islamo-conservateur au pouvoir en Turquie depuis 2003] de faire partie d'une coalition de "croisés". Les musulmans turcs sont très embêtés face à l'Etat islamique. L'immense majorité n'approuve pas leur barbarie. Mais ils ne savent pas comment les maudire sans que l'islam soit entaché. C'est un peu la position des communistes européens face aux crimes de Staline. »

La coopération accrue entre les Etats occidentaux et les Kurdes est une autre explication de la réticence turque. « La coalition contre l'EI est en train de renforcer toutes les organisations kurdes au Moyen-Orient, les Kurdes de Syrie, d'Irak, mais aussi le PKK de Turquie avec qui Ankara mène des pourparlers. A ce titre, le pouvoir turc ne voudrait pas que le PKK devienne trop puissant à l'échelle régionale, une situation qui obligerait à faire plus de concessions », rappelle Bayram Balci.

Pour les officiels turcs, le problème, c'est le président syrien Bachar Al-Assad, plus que l'EI. Le 16 septembre, Numan Kurtulmus, premier vice-premier ministre, a expliqué à la télévision qu'éradiquer le groupe djihadiste était vain « tant que les conditions qui ont favorisé son émergence, soit la menace de division de l'Irak et la guerre en Syrie, ne sont pas résolues ». Le ministre des affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu, a fait valoir le même argument lors de la conférence organisée le 15 septembre à Paris.

« L'EI est perçu comme un symptôme de ce qui va mal en Syrie et dans la région, assure Sinan Ulgen, ancien diplomate, aujourd'hui directeur du think tank FEDAM. Les 49 otages turcs ne suffisent pas à expliquer la faible adhésion envers la coalition, il y a aussi le manque de stratégie à long terme du côté de Washington. Se focaliser sur l'EI ne suffit pas, il faut trouver des solutions pour l'avenir de la Syrie et de l'Irak. Une intervention, à supposer qu'elle soit victorieuse, ne règlera pas le problème. D'autres mouvements djihadistes pourront toujours resurgir, le terrain s'y prête. »

Dès le début du conflit syrien, les dirigeants turcs n'ont eu de cesse de répéter que, faute d'un soutien suffisant de la part des Occidentaux, l'opposition à Bachar



Recep Tayyip Erdogan (au centre) et John Kerry (à gauche), le 12 septembre, à Ankara. BRENDAN SMIALOWSKI/REUTERS

Al-Assad allait se radicaliser. Favorable au renversement du régime en place à Damas, membre éminent du groupe des « Amis de la Syrie », la Turquie a été lâchée en août 2013 par ses alliés britanniques et américains, qui ont négocié la restitution de l'arsenal chimique syrien, renonçant à leur projet de frappes.

Un an plus tard, la Turquie doit gérer la présence de 1,4 million de réfugiés (dont 400 000 dans les camps proches de la frontière), son territoire servant de base arrière aux djihadistes, tandis que la contrebande de pétrole syrien et irakien bat son plein.

« La Turquie ne s'est pas rendu compte des risques qu'elle prenait en adoptant une politique peu discriminatoire envers les différentes composantes de l'opposition syrienne, forte du principe : "l'ennemi de mon ennemi est mon ami", note Sinan Ulgen. Mais depuis avril, les choses ont changé. La sécurité des frontières a été renforcée, la liste des ressortissants étrangers interdits de séjour est passée de 2 000 à 6 000, il y a davantage de coopération des services, la vigilance est plus grande envers la contrebande de pétrole. »

« Les musulmans turcs face à l'EI sont comme

les communistes européens face aux crimes de Staline »

Ahmet Insel

économiste et politologue

Pour Kadri Gursel, éditorialiste au quotidien Milliyet (« La Nation »), la situation actuelle est le fruit de la politique étrangère erronée de l'AKP : « L'idée était de faire de la Turquie un pays leader grâce au dynamisme créé par les "printemps arabes". Tout le bassin de la Méditerranée orientale, la Tunisie, l'Egypte, la Syrie, la Turquie, aurait été géré par des régimes sous influence des Frères musulmans. Cette stratégie a tourné au cauchemar. »

Rappelant le « tropisme évident du gouvernement pour les Frères musulmans », l'économiste Ahmet Insel décrit une suite de mauvais calculs. « Au départ, l'idée était de les aider en Syrie pour que Bachar Al-Assad tombe rapidement. Ensuite, nos dirigeants ont commencé à faire feu de tout bois et ils n'ont pas pu contrôler. Les associations humanitaires musulmanes proches de l'AKP portent une responsabilité encore plus grande. Avec l'autorisation du gouvernement, elles sont allées au-delà de l'aide humanitaire par solidarité sunnite. » ■

MARIE JÉGO



Des combattants kurdes, mercredi, à 800 mètres de la ligne de front de Jaloula, où ils ont stoppé l'offensive estivale de Daech. Ce gros bourg est cependant toujours aux mains des djihadistes. EMILIEN URBANO POUR LE FIGARO

Sur le terrain, l'Iran aide les Kurdes face à l'État islamique

THIERRY OBERLÉ toberle@lefigaro.fr - ENVOYÉ SPÉCIAL DANS LA PROVINCE DE DIYALA (IRAK)

LORSQUE les combattants de l'État islamique (EI) ont pris d'assaut, le 10 août, Jaloula, à l'extrême sud-est du Kurdistan, Téhéran a réagi sans tarder. Le régime iranien ne pouvait accepter de rester les bras croisés alors que les djihadistes se rapprochaient de son territoire et risquaient de couper l'étroite bande de terre frontalière reliant encore Bagdad à la province kurde. « Un représentant du gouvernement iranien est venu nous voir pour nous offrir une aide. Il était préoccupé par la progression de Daech (acronyme en arabe de l'État islamique en Irak et au Levant). Téhéran nous a proposé une force d'appui et des conseillers militaires, surtout des experts en artillerie. Une centaine de pasdarans (les gardiens de la révolution) sont venus se battre à nos côtés. Ils se sont depuis retirés », assure Jaafar Mustafa, le responsable de la branche de la région de Khanaqin du Parti du Kurdistan démocratique (PDK), le mouvement du président kurde, Massoud Barzani.

Cette forte implication iranienne dans la crise irakienne n'était jusque-là pas aussi ouvertement abordée. Les deux parties n'évoquaient officielle-

ment qu'un soutien logistique. Il a fallu attendre les déclarations d'Ali Khamenei, le guide suprême iranien, pour que les langues commencent à se délier. « Les États-Unis via leur ambassadeur en Irak ont demandé une coopération contre Daech. Certains responsables n'étaient pas hostiles, mais j'ai refusé car les Américains ont les mains souillées et des intentions malsaines », avait affirmé le 15 septembre Ali Khamenei. Ses propos ont servi de signal. Ils témoignaient de la volonté perse de se positionner en rival face au retour américain dans la région.

Verrou stratégique

À Khanaqin, une ville noyée sous les palmiers, les gardiens de la révolution sont invisibles. Il en va de même sur le front distant d'une vingtaine de kilomètres. Dans ce bout de désert, l'offensive lancée en août par Daech a été stoppée mais le gros bourg de Jaloula est toujours aux mains de l'insurrection sunnite. Environ 200 pechmergas surveillent les djihadistes depuis des mamelons. Daech, comme disent les combattants kurdes, est à 800 mètres. De temps en temps, les ennemis se jaugent à distance à coups de mortier. « Le 10 août, nous avons tenté de tenir la ville malgré les bombardements de Daech, mais nous nous sommes retirés



après six heures de combat. Un premier kamikaze a lancé sa voiture contre notre quartier général, puis un deuxième s'est fait exploser à bord d'un camion rempli d'explosifs : 20 pechmergas sont morts dans l'attentat. On ne pouvait plus tenir », raconte le capitaine Bhaktiar Salah Ahmed.

De nombreux habitants de Jaloula, des femmes et des enfants arabes sunnites surtout, ont trouvé refuge côté kurde dans un camp à l'entrée de Khanaqin, mais une partie des jeunes combattait aux côtés des insurgés. Les « déplacés » sont surveillés comme le lait sur le feu par les autorités, qui craignent des infiltrations. Ils sont issus de tribus aux allégeances changeantes. « Ces gens étaient avec Saddam sous



« Téhéran nous a proposé une force d'appui et des conseillers militaires, surtout des experts en artillerie »

JAAFAR MUSTAPHA RESPONSABLE LOCAL DU PARTI DU KURDISTAN DÉMOCRATIQUE

Saddam, avec al-Qaïda après la chute du dictateur, puis avec les officiers de l'armée irakienne pendant la stratégie américaine de contre-insurrection et maintenant ils sont avec Daech. Il ne faut pas les croire lorsqu'ils vous disent le contraire. Ce sont des menteurs. Nous les accueillons pour des raisons humanitaires, mais nous les soupçonnons de collaborer avec les insurgés », grogne Jaafar Mustafa.

Verrou stratégique, Khanaqin, la plus méridionale des villes kurdes, est sous influence culturelle iranienne. Au poste frontière tenu par des fonctionnaires de Bagdad, l'ambiance est détendue. Les autochtones - des Kurdes chiites - ont souvent de la famille en face chez les Kurdes iraniens. L'histoi-

re leur a appris à jouer à saute-mouton avec les frontières, au gré des périls. Dans le centre circulent de rustiques taxis, des jeeps bâchées de fabrication soviétique, fantômes sortis tout droit de la « guerre patriotique » du « Petit Père des peuples ».

Khanaqin ouvre sur la plaine de Diyala, où les insurgés sunnites affrontent en de durs combats les pechmergas, les brigades chiïtes comme la redoutable milice chiïte Badr soutenue et entraînée par l'Iran, et l'armée nationale irakienne ou ce qu'il en reste. Cette coalition hétéroclite est parvenue, début septembre, à briser le siège d'Amerli sur l'axe routier Bagdad-Kirkouk. Là encore l'intervention des gardiens de la révolution iraniens aurait été précieuse. « 300 pasdarans ont été envoyés à Amerli par Téhéran. Ils sont encore sur place », assure Jaafar Mustafa, le dignitaire du PDK. Son leader, le président Massoud Barzani, a remercié les Iraniens d'avoir été les premiers à voler à son secours en livrant des armes aux pechmergas. C'était au début de l'offensive de nettoyage ethnique visant les chrétiens et les yazidis. Mais Massoud Barzani reste avant tout tourné vers Washington et Paris.

« Dans cette guerre, le ciel appartient aux États-Unis avec leurs raids aériens, mais le rôle de l'Iran est plus important au sol », commente, pour sa part, Mala Bakhtiar, le chef du front sud. « Pourquoi l'Iran, qui a 1 600 kilomètres de frontière commune avec l'Irak, n'a-t-il pas le droit de s'inquiéter des visées de Daech ? C'est un pays chiïte et l'Irak est majoritairement chiïte. Il est légitime qu'il s'intéresse à ce qui se déroule ici », ajoute cette figure de la résistance kurde, qui est également le secrétaire général de l'Union patriotique kurde (UPK), l'organisation de l'ex-président irakien Jalal Talabani. Son parti lorgne vers Téhéran alors que les frères ennemis du PDK au pouvoir à Erbil, la capitale kurde, préfèrent s'appuyer régionalement sur la Turquie. Mais Ankara, qui a observé sans broncher la progression de l'État islamique, a déçu.

Engagés dans un conflit qui gomme les frontières, les responsables kurdes n'oublient pas qu'au-delà de la lutte contre des djihadistes, ils sont pris dans un conflit plus vaste dominé au-delà de la Mésopotamie par la grande guerre entre chiïtes et sunnites. Un affrontement dans lequel ce peuple peu porté sur les clivages sectaires joue sa propre carte, celle de son indépendance. ■

La France ouvre le feu sur l'État islamique

Deux avions Rafale ont procédé vendredi aux premières frappes contre l'EI non loin du barrage de Mossoul.

ALAIN BARLUET

IRAK Un dépôt logistique de Daech (l'État islamique, EI) a été détruit vendredi matin lors de quatre frappes aériennes françaises dans le nord-est de l'Irak. Ce raid, le premier effectué par des avions français dans le cadre de la coalition formée contre les djihadistes et en coordination avec les autorités irakiennes, a été mené par deux avions Rafale équipés de bombes air-sol de 250 kg guidées au laser. « L'objectif a été complètement détruit », a déclaré François Hollande dans une intervention solennelle à l'Élysée pour annoncer ces frappes. « D'autres actions auront lieu dans les prochains jours avec un même but : affaiblir cette organisation terroriste et venir en appui des soldats irakiens et des pechmergas du Kurdistan irakien », a ajouté le chef de l'État. La veille, lors de sa conférence de presse, il avait indiqué que les premières frappes françaises interviendraient « dans un délai court ».

Préparée par des vols de reconnaissance réalisés depuis lundi, l'intervention française incluait également un avion ravitailleur C-135 et un Atlantic 2 chargé de recueillir les renseignements qui serviront à évaluer ces frappes. Tous ces appareils ont décollé de la base dont dispose la France à al-Dhafra, non loin d'Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis.

La cible « traitée » était située à Tall Mouss, une localité du secteur de Zumar, non loin du barrage stratégique de Mossoul. Cette région est le théâtre depuis le 1^{er} août de combats acharnés entre pechmergas et djihadistes. Ces derniers s'étaient rapidement emparés de plusieurs positions importantes, dont la ville de Zumar, avant d'en être partiellement chassés fin août-début septembre. Jeudi, à la veille des raids, des journalistes français présents dans le secteur avaient été témoins d'échanges de tirs au mortier et avaient croisé des militaires des forces spéciales.

« Libération des terres »

« Le but des frappes est de mettre les adversaires à portée de l'armée irakienne et des pechmergas et de rétablir un rapport

de force favorable à ces deux derniers », indique-t-on à l'état-major des armées (EMA), qui dit ignorer si des djihadistes ont été tués au cours de l'opération. Le dépôt détruit est vraisemblablement un ancien camp de l'armée irakienne. Il n'y a pas de « dommages collatéraux », donc pas de victimes civiles à déplorer, affirme-t-on de même source.

« Nous remercions la France pour ces premiers bombardements », a déclaré vendredi à l'envoyé spécial du Figaro à Erbil, Thierry Oberlé, le ministre des pechmergas (l'équivalent kurde d'un ministre de la Défense), Mostafa Said Qader. Ce dernier a souligné que les troupes kurdes allaient maintenant poursuivre leurs efforts sur le terrain. « Mais la mission est difficile car le secteur est miné. Les pechmergas progressent avec prudence. Ils vont avancer très lentement », a-t-il souligné. Selon Mostafa Said Qader, l'objectif est de reprendre dans un premier temps les localités yazidies et chrétiennes. « Nous pourrions ensuite avancer dans les directions qui seront prioritaires. Mossoul en fait bien entendu partie », poursuit le responsable kurde. Celui-ci place également au rang de priorité la protection d'environ 200 000 personnes déplacées, chassées de leurs villages par l'avancée des djihadistes. « La meilleure aide que nous pouvons leur apporter est militaire. Elle passe par la libération de leurs terres. Nous devons leur permettre de rentrer chez elles », relève Mostafa Said Qader. Car l'EI continue d'avancer. En 48 heures, 60 villages kurdes du nord de la Syrie sont tombés aux mains des djihadistes.

Ces frappes françaises sonnent les trois coups d'une intervention qui s'annonce longue et difficile. Le choix de la cible - un dépôt logistique utilisé par les djihadistes pour poursuivre leurs offensives - traduit cette inscription dans la durée, explique-t-on à l'EMA. Washington et Paris seront les fers de lance de la coalition en cours de formation. La participation française aux opérations devrait néanmoins rester relativement limitée par rapport à l'engagement militaire des États-Unis. ■

Offensive djihadiste au Kurdistan syrien

Alors que plus de 130 000 réfugiés syriens ont traversé la frontière turque ces derniers jours, le PKK a appelé les Kurdes de Turquie à aller se battre contre les djihadistes.



Des Kurdes syriens traversent la frontière turque pour fuir l'avancée de l'État islamique, vendredi près de Suruç. BULENT KILIC/AFP

NARE HAKIKAT
ISTANBUL

DES MILLIERS de personnes, majoritairement des femmes et des enfants, continuent d'affluer vers Suruç, ville de Turquie située sur la frontière syrienne. Selon les autorités turques, près de 130 000 personnes ont déjà fui la ville de Kobané (appelée « Aïn al-Arab », en arabe), au Kurdistan syrien, cible d'une offensive de l'État islamique, pour se réfugier en Turquie.

Face aux djihadistes qui ont encerclé

Kobané, les Kurdes syriens de l'YPG résistent pour ne pas lâcher cette ville stratégique. Mais ils sont seuls, privés pour le moment du soutien des frappes aériennes de la coalition ou de l'envoi

« J'appelle l'ensemble du peuple kurde à entrer en résistance face à cette guerre à haute intensité »

ABDULLAH ÖCALAN, LEADER DU PKK

de renforts d'autres groupes kurdes, notamment des pechmergas du Kurdistan irakien. Malgré cette situation très délicate, ils auraient réussi à stopper la progression des djihadistes vers l'est de la ville. Un appel à la mobilisation a été lancé lundi par Abdullah Öcalan, leader du PKK emprisonné sur l'île d'Imrali, en Turquie, pour défendre Kobané. « J'appelle l'ensemble du peuple kurde à entrer en résistance face à cette guerre à haute intensité », a-t-il déclaré par le biais de son avocat.

Pour les habitants de Kobané, atteindre la frontière turque ne signifie pas pour autant des jours paisibles. Les premiers groupes de réfugiés arrivés jeudi dernier ont dû attendre pendant toute une journée, sans nourriture ni eau, avant de pouvoir entrer sur le territoire turc. Alors qu'elle a accueilli sur son sol près de 1,6 million de réfugiés depuis le début de la crise syrienne et que ses frontières ont été presque en « libre passage » jusqu'en avril dernier, la Turquie s'est montrée très réticente à accueillir ces réfugiés kurdes.

La frontière a finalement été ouverte vendredi et des milliers de Kurdes syriens ont été reçus dans les écoles, les salons de mariage, les mosquées ou encore les rues de Suruç transformées en camp de réfugiés improvisé. De nombreux Kurdes de Suruç, qui ont des liens de parenté avec les habitants de Kobané, tentent aussi de les accueillir chez eux. Mais leurs efforts, ainsi que ceux des municipalités de la région et de la Direction centrale des situations d'urgence, ne suffisent pas à



faire face à un tel afflux.

En plus du drame humanitaire, le poste frontière de Suruç a vu de violents affrontements entre des civils et l'armée turque. La raison du conflit : une fois passés en Turquie, les réfugiés se voient interdire de retourner à Kobané. Or nombre d'entre eux envisageaient de continuer à combattre en Syrie contre l'État islamique, après avoir installé leur famille en lieu sûr. En plus des Kurdes syriens, de nombreux Kurdes de Turquie tentent aussi de passer la frontière pour venir en

renfort aux forces du YPG. Des violences entre les groupes tentant de passer la frontière et les soldats turcs se sont produites durant toute la journée de lundi. Dans la soirée, des manifestations contre la fermeture des frontières se sont formées dans le centre-ville de Suruç.

« Si au cours des quatre dernières années, la Turquie avait gardé ses frontières avec autant d'énergie qu'elle le fait aujourd'hui, l'État islamique n'aurait pas pu devenir aussi fort », lançait lundi un habitant de Suruç sur une chaîne télévisée kurde. Pour de

nombreux Kurdes, cet intérêt soudain d'Ankara pour la sécurité de ses frontières provient de son souci de priver le YPG d'éventuels renforts et de donner ainsi un avantage aux djihadistes. « Visiblement, pour la Turquie, la priorité n'est pas la menace de l'État islamique, mais sa phobie kurde », écrit le chroniqueur Ümit Kıvanç sur le site d'information T24. « Or, en faisant cela, Ankara sabote le terrain du processus de paix mené avec le PKK et ouvre la voie à des menées qui risquent de gravement entacher sa réputation au niveau international. » ■

LE FIGARO mardi 23 septembre 2014

La Turquie conserve une posture ambiguë

NARE HAKIKAT
ISTANBUL

LES 46 RESSORTISSANTS turcs détenus depuis 101 jours par les djihadistes de l'État islamique ont été libérés et ont regagné, samedi matin, vers 5 heures, la Turquie. Les ex-otages, parmi lesquels se trouvent le consul général de Turquie à Mossoul, des diplomates, des militaires et des enfants, sont sains et saufs. Selon le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, les otages ont été libérés à l'issue de longues négociations. Ankara affirme n'avoir payé aucune rançon, ni accepté aucune condition en contrepartie de leur libération.

La Turquie avait refusé la semaine dernière de prendre un rôle militaire dans la coalition contre l'État islamique, officiellement pour ne pas mettre en péril la vie de ces otages. Sur les chaînes télévisées turques, on pouvait entendre samedi matin qu'Ankara pouvait désormais agir plus librement et prendre une position plus nette contre l'État islamique. Mais comment les djihadistes ont-

ils pu renoncer à un tel atout vis-à-vis d'Ankara ? Selon les autorités turques, il s'agit de la réussite d'une opération « 100 % nationale » menée par les services secrets turcs. Ankara aurait gardé un contact permanent avec son consul retenu en otage, par le biais d'un téléphone portable qu'il aurait su astucieuse-



MURAU SEZER/REUTERS

« Il n'y a pas eu de négociation matérielle, mais il a été question d'une négociation politique et diplomatique »

RECEP TAYYIP ERDOGAN, PRÉSIDENT TURC
À PROPOS DE LA LIBÉRATION DES OTAGES

ment cacher sur lui. Par la suite, des tribus arabes sunnites d'Irak, contactées par la Turquie, auraient exercé une influence sur les djihadistes et les auraient incités à libérer les otages.

Mais de nombreuses zones d'ombre demeurent dans cette « histoire officiel-

le », alimentant des rumeurs et des allégations venues de tous bords. Selon le site Takva Haber, diffusant en turc et réputé proche de l'État islamique, les otages ont été libérés parce que « la Turquie a refusé de participer à la coalition d'occupation des États-Unis ». Sur les réseaux sociaux, on pouvait aussi lire que 180 membres d'al-Qaïda qui avaient été arrêtés en Turquie ont été remis à l'EI en contrepartie de la libération des otages. Questionné à ce sujet, le président Recep Tayyip Erdoğan a donné une réponse ambiguë dimanche, sans démentir un éventuel échange et reconnaissant une « négociation politique ». « Supposons qu'un échange de cet ordre ait pu avoir lieu. Rien ne vaut pour moi la vie de mes 46 citoyens (...) Il n'y a pas eu de négociation matérielle, mais il a été question d'une négociation politique et diplomatique », a-t-il affirmé.

Selon les journaux kurdes de Turquie, ces « négociations » auraient essentiellement porté sur Kobané (Aïn al-Arab en arabe), ville stratégique du Kurdistan syrien. Les djihadistes de l'EI y mènent actuellement une lourde offensive pour prendre le contrôle de la ville, exercé par le YPG, branche syrienne du PKK (lire ci-dessus). Refusant de voir une entité kurde se former en Syrie, de surcroît gérée par le PKK, Ankara soutiendrait les djihadistes sur ce front. Selon l'agence de presse kurde Firat, cinq véhicules militaires turcs auraient livré samedi des armes aux djihadistes se trouvant à l'est de Kobané, alors que de violents combats continuent d'y opposer le YPG à l'EI.

Après la libération des otages, Ankara n'a plus de prétexte, en dehors de son « allergie kurde », pour rester à l'écart de la coalition anti-EI. Mais avant de se prononcer à ce sujet, la Turquie tente d'obtenir certaines garanties pour faire face à l'afflux vers son territoire des réfugiés fuyant les djihadistes. Elle souhaite notamment l'instauration d'une « zone tampon » dans le nord de la Syrie. Le sujet devrait être à l'ordre du jour des rencontres d'Erdoğan à New York, qui devrait participer lundi à l'Assemblée générale des Nations unies. ■

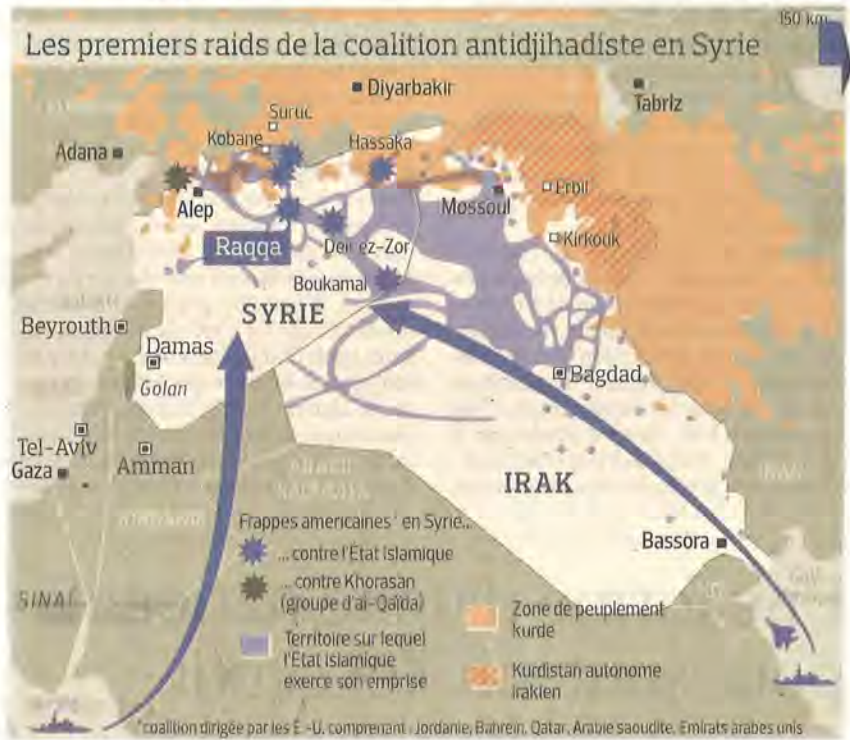


47

missiles Tomahawk

ont été tirés mardi par l'US Navy opérant dans les eaux internationales de la mer Rouge et du Golfe persique

parmi celles-ci l'article 51 de la Charte. L'une d'elles serait d'utiliser la notion de « légitime défense collective » pour porter secours à l'Irak, attaqué depuis la Syrie. Le problème est que cet article concerne une attaque menée par un autre État, ce qui n'est pas le cas de l'État islamique. « Les options juridiques prises séparément sont faiblardes, mais ensemble, elles constituent une masse critique », a avancé la semaine dernière un diplomate. La France, premier pays à suivre l'Amérique sur le chemin des frappes en Irak, a cependant écarté l'idée de frapper la Syrie, même si le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius a évoqué lundi la validité de l'article 51. La Grande-Bretagne n'a toujours pas engagé d'action militaire aux côtés de son grand allié, même si elle a soutenu l'action menée lundi.



L'autre point noir concerne la situation militaire en Irak, où six semaines de frappes américaines n'ont toujours pas produit de revers significatifs pour l'État islamique, révélant au contraire la dé-

route de l'armée irakienne. Un énorme problème pour Barack Obama qui a promis de ne pas engager de troupes au sol. ■ (AVEC PAULE ROUZÉ)

LE FIGARO

mercredi 24 septembre 2014

Saleh Muslim: « Que l'Occident nous aide à exterminer les djihadistes ! »

PROPOS RECUEILLIS PAR
RENAUD GIRARD rgirard@lefigaro.fr

SALEH MUSLIM, 63 ans, est président du PYD, Parti de l'union démocratique, principal mouvement des Kurdes syriens. Le PYD est idéologiquement proche du PKK d'Abdullah Öcalan, emprisonné par l'État turc. Il subit une offensive de l'État islamique depuis le 15 septembre.

LE FIGARO. - Après l'exode que connaît le Kurdistan syrien, combien de Kurdes sont-ils restés sur le territoire de la Syrie ?
SALEH MUSLIM. - Cet exode ne concerne que la province de Kobané. Les autres régions kurdes n'ont pas été touchées.

Pourquoi Daech, bien occupé en Irak, s'est-il soudain mis à vous attaquer ?
Ce n'est pas la première fois que Daech nous attaque. Les islamistes s'en prennent aux Kurdes syriens depuis novembre 2012, sous diverses appellations. En mars 2014, Daech s'était livré à une of-

fensive générale contre nous, qui avait duré deux mois et avait été repoussée. Daech est en fait instrumentalisé par plusieurs puissances régionales.

Lesquelles ?

Les puissances qui ne veulent pas d'une démocratisation laïque au Moyen-Orient. Et celles qui craignent l'établissement d'un État kurde indépendant.

Quel a été le jeu de la Turquie ?

La Turquie a aidé et continue à aider l'État islamique. Elle soigne ses blessés. Elle laisse passer et soutient en logistique les djihadistes venus d'Europe, du Maghreb, d'Asie centrale. Le 18 septembre, cinq blindés de l'armée turque ont aussi pénétré en Syrie pour aider Daech à briser la première ligne de défense kurde. Nous craignons que la Turquie obtienne des Américains le droit de créer sur notre territoire une zone tampon, sous le prétexte de protéger les civils. Dans ce but, la Turquie a gonflé le nombre de réfugiés kurdes. Elle a parlé de 130 000 personnes, alors que le chiffre ne dépasse pas les 10 000.

Pourquoi la Turquie joue-t-elle, en

cache de ses alliés occidentaux, un jeu aussi dangereux ?

Elle ne supporte pas l'idée que la province kurde de Syrie s'autoadministre depuis juillet 2012.

Mais Erdogan n'entretient-il pas de bonnes relations avec les Kurdes d'Irak ?

Cela ne vaut que pour le parti de Massoud Barzani, qui représente les Kurdes irakiens frontaliers de la Turquie. Mais la réalité est qu'Ankara ne voudra jamais d'un Kurdistan indépendant !

De quelles armes avez-vous besoin ?

De missiles antichars, du type de ceux que l'Allemagne est en train de livrer aux Kurdes irakiens.

Avez-vous demandé l'aide de l'Occident ?

Oui. Mais nous n'avons pour le moment rien reçu, en raison du lobbying des Turcs. Que l'Occident nous aide à exterminer les djihadistes !

Pourquoi les Kurdes irakiens de Massoud Barzani ne vous aident-ils pas ?

Parce qu'il veut continuer à vendre son pétrole aux Turcs ! ■



www.ekurd.net



KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

GERMANY TO SEND 40 MILITARY TRAINERS TO KURDISTAN

September 13, 2014

Germany plans to send about 40 paratroopers to Erbil, the capital of Kurdistan Region, to provide weapons training to Kurdish fighters of Peshmerga battling Islamic State (IS) insurgency. The defense ministry says about six soldiers will accompany each shipment of German arms that will start being flown to Iraq later this month. Separately, some 30 Peshmerga fighters will start training on more complex weapons systems in southern Germany at the end of the month. Germany has said it will provide the Kurds with 16,000 assault rifles, hundreds of anti-tank weapons and armored vehicles to help fight the extremist Islamic State group. The decision to send soldiers to Iraq was first reported by the website Augen Geradeaus, which covers German military news. Germany has traditionally been reluctant to send troops abroad because of its history of militarism. kurdpress.ir

CHILDREN AND WOMEN EVACUATED FROM 100 VILLAGES IN KOBANI

September 20, 2014

Kobani: All children and women in 100 villages in three regions of Kobani have been evacuated to the Kobani centre in order for the protection of civilians from the attacks and artillery shootings of inhuman militants now calling themselves the Islamic State. Fierce clashes are continuing in east, west and south parts of the Kobani Canton in West Kurdistan since ISIS militants launched a new wave of attacks on 15 September. Intense clashes are taking place in the region of Qeremox, Celebiyê, Xerbesan and Lehê villages that ISIS militants are targeting with heavy weaponry besides mortar shells and tanks. Sources close to YPG report that clashes have intensified in the village of Piling in the west, and that all women and children in a total of 100 villages, which all have turned to a battlefield, have safely been evacuated to the Kobani centre due to heavy clashes. firanews.com | Ekurd.net

YPG CAPTURES 3 BELGIAN AND FRENCH ISIS MILITANTS AT BORDER

September 21, 2014

Kobani: Three Islamic State militants captured by Kurdish YPG fighters as they tried to cross the border from Turkey into Kobani in Syrian Kurdistan were found to have Belgian and French citizenship. The three, two of them Belgian and one French, were captured as they tried to cross the border Saturday evening. The three were captured as they strayed into a YPG controlled area near the village of Ashmê in Kobani canton. The Belgian citizens are brothers, Yasin Ahmet Cemii and Emin Ahmet Cemmi, of Moroccan origin. The French citizen's name is Omar Bil-Qasim. There are hundreds of EU citizens involved in the attacks on the Kobani Canton which began on 15 September. EU citizens join ISIS by going through Turkey, which not only turns a blind eye to the transit of ISIS gang members, but also provides logistic support at different points on the border. We are publishing the photos of the three gang members captured by the YPG. They are continuing to be questioned. firatnews.com | Ekurd.net

CLASHES IN AREA BETWEEN KOBANI AND JAZEERA CANTON

September 21, 2014

Serêkaniyê: Fierce clashes are taking place around the town of Serêkaniyê (Ras al-Ayn) in Syrian Kurdistan between Islamic State militants and YPG/YPJ forces. The area where the clashes are taking place is between Kobani (Ayn al-Arab) and the Jazeera Canton. An operation launched by Kurdish YPG/YPJ forces on militants in Serêkaniyê is continuing. Last night at around 10 pm many militants were killed in an operation in the villages of Mebruka, Dehma and Rawiya. Two vehicles with anti-aircraft

weapons mounted on them were destroyed. YPG forces also ambushed reinforcements coming from Tel Abyad. This area between Serêkaniyê and Tel Abyad (Grê Spî) is the link between Kobani and Jazeera canton. It is known that the militants have stepped up their attacks on both cantons thanks to military and logistic aid from the Turkish border. firatnews.com | Ekurd.net

YPG: 232 ISLAMIC MILITANTS KILLED IN KOBANI IN ONE WEEK

September 22, 2014

Kobani: The most recent wave of Islamic State attacks launched with an aim to occupy the Kobani Canton of Syrian Kurdistan is continuing on the seventh day, having however failed to achieve its purpose in the face of the determined resistance by Kurdish YPG/YPJ fighters and the people of Kobani. Releasing a balance sheet for the clashes going on in Kobani since 15 September, YPG Press Centre said that 232 jihadi militants were killed and 32 YPG/YPJ (People's/Women's Protection Units) have lost their lives in the last one week. The ISIS advance on the eastern front has been halted by West Kurdistan fighters while fierce clashes are continuing on the southern and western fronts, the statement said. YPG Press Centre stated that fierce clashes continue to take place in the villages of Ayn Betê, Qişlê, Xirxiryê, Seylim and Koff to the east and south of Kobani. The YPG statement said that IS militants attempted an attack from the village of Çemalî bordering Bakurê Kurdistan early Monday morning, but were inflicted a heavy blow by YPG forces that immediately responded to the attack...firatnews.com | Ekurd.net

THERE ARE 300 US MILITARY ADVISORS IN KURDISTAN REGION: OFFICIAL

September 22, 2014

Erbil: Kurdistan's Peshmerga ministry Spokesman Halgurd Hikmat said there are more than 300 US military advisors in Kurdistan Region to train the region's forces how to use Americans weapons in Peshmerga fight against the jihadi militants of the Islamic State (IS). Stating that anti-IS coalition in Iraq help the Kurdish forces against the radical group, Hikmat added the number of the US forces have not increased in the past month and they are just the forces that the US sent to the region last month. kurdpress.ir | Ekurd.net

IS EXECUTE FOUR OF ITS OWN KURDISH MEMBERS IN DIYALA ON CHARGES OF COOPERATION WITH PESHMERGA

September 22, 2014

Diyala: According to a local source in Diyala, the Islamic State jihadi militants executed four of its own Kurdish fighters on the outskirts of Saadia sub-district, on charges of cooperation with Kurdistan's Peshmerga forces. The source, who asked not to be identified said that "IS organization executed four Kurdish fighters on the outskirts of Saadia who had been arrested last week on charges of cooperation with Peshmerga." The source added that "ISIS detained a number of Kurdish fighters in Mosul and Salahuddin on charges of spying for the Peshmerga, their fate is still unknown." ISIS has executed dozens of Kurdish fighters in Mosul, Salahuddin and Diyala provinces on charges of spying for Peshmerga, after the strikes that it has received from warplanes and American Aviation in several regions of the country. IS controlled Saadia town (60 km north-east of Baquba), since last June, and executed dozens of civilians and the security forces, along with blowing up more than 40 houses belonging to local officials, Kurdish citizens and security elements. shafaaq.com | Ekurd.net

JABBAR YAWAR: 7 COUNTRIES WITH AMERICA PROVIDED AID TO KURDISTAN

September 22, 2014

Erbil: Secretary General of Kurdistan's Ministry of Peshmerga, Lt. Gen. Jabbar Yawar: declared that "7 countries with the United States have provided various aid to the Kurdistan region," adding that any part of Kurdistan if needed to help of the Peshmerga forces, the Peshmerga is ready to help to counter terrorism. Yawar said in a press statement Monday that "the assistance provided to Kurdistan were of the varied kinds, and there are countries provided arms, ammunition and other ensured the transfer of weapons and ammunition, and some of them gave humanitarian aid to the refugees in the Kurdistan region, and some trains →

⇒ Peshmerga forces." He added: "Some of the weapons arrived in the Kurdistan region and some of them on their way to arrive, because sending them on stages," pointing out that "the distribution of these weapons on the Peshmerga are through a Committee and in accordance with the movements and activities of the Peshmerga." Yawar explained that "the countries of Finland, Hungary and the Czech Republic expressed their willingness to help the region against terrorism". ninanews.com | E Kurd.net

OCALAN CALLS FOR MASS MOBILISATION AGAINST THE WAR IN KURDISTAN

September 22, 2014

Istanbul: PKK (Kurdistan Worker's Party) leader Abdullah Ocalan's lawyer Mazlum Dinç has paid a visit to the Kurdish leader in İmralı prison on Monday. Speaking to the press after returning from the island prison, lawyer Mazlum Dinç said that the Kurdish leader has called on all Kurdish people to initiate mass mobilisation against the intensified war. According to Dinç, the Kurdish people's leader pointed out during Monday's meeting that the Turkish government has taken no steps and continued to avoid initiating a negotiation process despite him being ready to make any democratic move in order for the advancement of the process of resolution. Dinç quoted Öcalan as saying the followings regarding the negotiations between the Turkish government and ISIS for the release of Turkish captives; "In relation to the release of Mosul captives, the Turkish state has made it publicly known that it has openly negotiated with the ISIS, while it has however failed to initiate a process of negotiation for the resolution of the deep-rooted Kurdish question."...firatnews.com...

KURDISH SHABAK COMMUNITY FORMS MILITARY FORCE OF 1500 FIGHTERS TO FIGHT IS IN NINEVEH

September 23, 2014

Nineveh: The Kurdish Shabak Community announced the formation of a military force to fight the Islamic State militants in Nineveh. The Representative of the Shabak Community in the parliament Salim Juma'a said "a verbal approval was obtained by the Ministry of Defense to form a military force from the Shabak Community to fight the ISIS terrorists." "The force was formed and it comprises 1500 fighters and they are ready to liberate their areas in Nineveh from the ISIS terrorists," he concluded. iraqnews.com

TURKEY: NO PERMISSION TO KURDS TO RETURN BACK TO KOBANI

September 24, 2014

Urfa: 5 thousand Kurds who crossed the border from Syrian Kurdistan's Kobani and went to Suruç in Turkey following attacks by ISIS are not being allowed to cross the border and return to Kobani. People from Kobani angry at the AKP government's propaganda to the effect that 'Kobani has been evacuated', are not being allowed to return home. They are being halted at the Mürşitpınar border by Turkish troops. The people said that the Turkish state wants to empty Kobani, adding that they will find a way to get across the border and return home. Three thousand people halted at the border at Mürşitpınar Tuesday crossed despite attempts to prevent them doing so. Around 2 thousand others in Suruç town and nearby villages are continuing to wait. 62 year-old Teyyar Ahmed, who said he arrived 4 days ago, said he had witnessed the hypocrisy of Turkish policy. Ahmed said: "In fact, we abandoned our homeland because an atmosphere of panic was created. After crossing the border Turkish government ministers received us with open arms and showed their innocent face. Now we are attempting to return to Kobani they attack us with truncheons." Huseyin Muhamed, who came to Suruç with his family after IS jihadi militants attacked the village of Qeremox, said they would return to defend Kobani. He said: "I've left my family here, but I want to go to Kobani to protect it. The Turkish state is holding us hostage here. We brought our elderly, the sick and children here, but now we want to protect our homeland. The Turkish state doesn't want us to go. We are aware they want to empty Kobani. Those who smiled when we arrived are now attacking us because we want to return." firatnews.com | E Kurd.net

US, SAUDI ARABIA AND UAE TARGET ISIS CONTROLLED OIL REFINERIES IN IRAQ

AND SYRIA

September 25, 2014

U.S. officials said that a third night of air strikes led by the United States bombed the oil refineries controlled by the Islamic State of Iraq and Syria IS east of Syria with the pursuit of the United States and its partners to dry a major source of funds of ISIS militant. The American Army said that Saudi Arabia and the United Arab Emirates (UAE) have participated in strikes that targeted fields and facilities around Al-Hasaka and Abu Kamal areas. The United States Central Command said in a statement, it has performed in total 13 strikes on 12 oil refinery controlled by ISIS in addition to another strike that destroyed a vehicle belonging to the organization. The leadership added, "We continue to assess the result of the strike on the refineries, but we have preliminary evidence that the strikes were successful." The American army said that refineries produce millions of dollars and provide fuel for the operations of the militant group. The army said "This are small-sized refineries that provide fuel for ...shafaaq.com | E Kurd.net

IRAQI KURDISH MP: ESTABLISHING SUNNI REGION DEPENDS ON THE CONTROL OF TRIBAL MEMBERS ON THEIR AREAS AND THE EXPULSION OF (IS) ELEMENTS

September 25, 2014

Baghdad: The Chairman of the Committee of the Regions and the provinces in Iraqi Parliament MP, Derbaz Mohammed said the establishment of the region depends on the control of Sunni tribal members on their areas and the expulsion of elements of the (IS), and the consent of all parties on the idea of the Sunni region. He said "The prospects for the establishment of the province of Sunni depends on two basic things: first, the control of the sons of the tribes and the real security forces in their areas after the expulsion of the elements of the Islamic State (IS) from these areas, and this is fundamental point that the region cannot be formed without achieved it." He added: "The second thing is to support the idea of establishing a Sunni territory by all parties and popular Sunni political, tribal and religious, and the idea must be acceptable to at least 70 % of the public and political organizations." He continued: "Then comes the constitutional and legal contexts through a formal request to form a province by the provincial council and a referendum and the ratio of approvers in the results of the referendum are the majority of votes, then the formation of a Legislative Council and the presidency of the territory". ninanews.com

SYRIA'S ISLAMIC GROUP AL-NUSRA FRONT TO JOIN WITH ISLAMIC STATE

September 26, 2014

Beirut: Al Qaeda's affiliate in Syria, the Nusra Front, is facing mounting pressure from its own members to reconcile with its rival Islamic State and confront a common enemy after U.S.-led air strikes hit both groups this week. But that move would require pledging loyalty to Islamic State, which has declared a caliphate in territory it controls in Iraq and Syria, which would effectively put an end to the Nusra Front, fighters in the group say. Nusra, long one of the most effective forces fighting Syrian President Bashar al-Assad, was weakened this year by battles with Islamic State, an al Qaeda splinter group that routinely employs ruthless methods such as beheadings and mass executions. The two share the same ideology and rigid Islamic beliefs, but fell out during a power struggle that pitted Islamic State head Abu Bakr al-Baghdadi against al Qaeda chief Ayman Zawahri and Nusra Front leader Abu Mohammad al-Golani. Sources close to Islamic State said some Nusra fighters were joining them after the strikes and there was a growing sense among many that it was time to put their differences aside. "There are hardline voices inside Nusra who are pushing for reconciliation with Islamic State," a source close to Nusra's leadership told Reuters, though he doubted it would happen...Reuter

ISLAMIC STATE TO CREATE SECURITY CORRIDOR BY TAKING KOBANI: ARON LAND FROM CARNEGIE INSTITUTE

September 27, 2014

The jihadi militants of the Islamic State (IS) are intended to create a safe security corridor and secure their control on Syrian eastern regions by occupying the Kurdish city of Kobani, the center of Kobani canton in Syrian Kurdistan region, analysts believe. The militants have taken control of 60 Kurdish villages and are attacking the Kobani city on three fronts as ⇒

⇒ the US-led coalition is bombing the bases of the radical group both in Iraq and Syria. Taking control of Kobani is a big victory for the militants, Aron Land from Carnegie Institute told Bloomberg, adding that the IS is seeking to secure its power in eastern Syria to borders with Iraq to ease logistic and commanding ties with its command center in Raqqa. The expert went on to say that taking Kobani will help the militants transfer helps and smuggle goods better and will also cut relation for other groups. [kurdpress.ir](#) | [Ekurd.net](#)

TWO POLICEMEN OF KURDISTAN KILLED NORTHEAST OF KIRKUK

September 27, 2014

Kirkuk: A security source said that two policemen of Kurdistan region killed by armed attack which occurred northeast Kirkuk province Saturday. The source added " Unidentified gunmen opened fire on the policemen of Kurdistan region in Jammin area located on the road between Kirkuk and Slemani (Sulaimaniyah), 30 kilometers northeast of Kirkuk city which resulted of their death. [ninanews.com](#) | [Ekurd.net](#)

BRITAIN JOIN US-LED COALITION AGAINST ISLAMIC STATE

September 27, 2014

London: Parliament in Britain approved British participation in joining the U.S.-led air strikes, setting the stage for Britain to wage its first military campaign since taking part in air strikes against Muammar Gaddafi's forces in Libya in 2011. The UK Parliament has backed British participation in air strikes against Islamic State extremists in Iraq. After a seven-hour debate, MPs voted for military action by 524 votes to 43. Speaking after the vote, Defence Secretary Michael Fallon said a long campaign lay ahead and there would not be a "series of immediate hits". He told the BBC the priority would be to stop the "slaughter of civilians" in Iraq and the UK and its allies would continue to be guided by Iraqi and Kurdish intelligence in identifying targets. Britain already has delivered aid and weapons to Kurds in Iraq and promised them training. Britain has said any strikes in Syria would be more complicated because they could not be carried out in cooperation with Assad's government...[Reuters](#) | [BBC](#) | [Ekurd.net](#)

GREEK GOVERNMENT TO SEND AMMUNITION TO KURDISTAN

September 27, 2014

The Greek government is to support Kurdish Peshmerga forces with ammunition seized by port authorities. The confiscated bullets are suitable for use with Kalashnikov assault rifles. According to the officers of the General Staff of National Defense, the authority that proposed military support, the ammunition is of no use to the Greek army. Under international law it cannot be sold. Therefore the Ministry of Defense sees that by providing Kurds with the ammunition they can relieve themselves of the burden of storing it. This decision raises a number of questions, as it was announced without the knowledge of the Greek parliament. It also comes at a time when NATO is putting renewed pressure on Greece to increase defense spending in the midst of the crisis and to allow unmanned aircraft to fly missions from Suda or Kastelli in Crete. Since the Islamic State (IS) militants' attacks on the Kurdistan Region and northern Iraq, dozens of countries have provided military aid to Kurdish Peshmerga forces in their fight against the jihadi group. [basnews.com](#)

ISLAMIC STATE IS RETREATS FROM SEVERAL VILLAGES AS AIRSTRIKES HIT KOBANI REGION

September 28, 2014

Kobani: Islamic State IS has withdrawn from several villages around Kobani in Syrian Kurdistan (Rojava) following US-led air strikes, a source from the Kurdish militia YPG told Rudaw on Sunday. IS have hit Kobani seven times since Saturday, killing one and injuring 15 others, but the method of attack was not known, Rudaw's Omar Kalo reported. After IS strongholds were shelled, militants were forced to withdraw and cease fighting on the outskirts of Kobani, he said. They withdrew from the villages of Siftak, Ali-Shar and Sheran. Refugees trapped between Kobani and the Turkish border, meanwhile, were caught in heavy rain overnight - the sole crossing to Turkey shuts at 8pm. Some 160,000 refugees have already fled to Turkey...[rudaw.net](#) | [Ekurd.net](#)

KURDS INITIATE SIT-IN AND HUNGER STRIKE IN FRONT OF COUNCIL OF EUROPE

September 29, 2014

Strasbourg: Kurdish people living in Europe will initiate a sit-down protest and hunger strike Monday in front of the Council of Europe in Strasbourg to protect the resistance of Kobani and to condemn the ISIS (Islamic State of Iraq and Syria) militants attacks. The attacks by ISIS militants on Kobani are continuing to be protested in Europe. The sit-down protest and hunger strike in front of the Council of Europe is one of these protests. People living in the Alsace Lorraine region of France, in Zurich, Basel and Bern in Switzerland, in cities in Belgium and in Ulm, Freiburg, Forstheim and Mannheim in Germany will attend the protest. Salih Muslim will also make some official contacts at the Council of Europe. The co-president of the PYD (Democratic Union Party), Salih Muslim, will carry out some official contacts while the people make their protests. Muslim will inform the Council of Europe about the attacks by ISIS militants on Kobani. [firatnews.com](#) | [Ekurd.net](#)

SYRIAN MINISTER: IRAN, RUSSIA COULD JOIN US-LED COALITION

September 29, 2014

Damascus: Syria's national reconciliation minister said that Iran and Russia could become part of the US-led coalition fighting Islamic State IS jihadists in his country and Iraq. "There is a possibility that the coalition widens and Iran and Russia will join the efforts in coordination with both Syria and Iraq," Ali Haidar said. "We support any international effort to destroy terrorist groups such as the IS and (al-Qaeda's) al-Nusra Front," he said. US air raids against the religious fanatics have been ongoing in Iraq since last month. The US and five Arab countries began pounding the IS in Syria in air raids that began only last week. There has been greater reluctance by Western allies -- in the coalition of some 50 nations that have come together to defeat the jihadi forces -- for air raids over Syria. That is because Iraq's government had asked for the raids but the Syrian government had not. Haidar said that, while the strikes were welcome, his government had certain conditions. "This means that the Syrian state institutions and the Syrian army bases should not be targeted under any circumstances," he said. "In other words, there should be complete coordination with the Syrian government..."[rudaw.net](#) | [Ekurd.net](#)

SINJAR: KURDISH YAZIDI FIGHTERS WITHDRAW FROM TWO REGIONS AND CRITICIZE WESTERN AVIATION

September 29, 2014

Sinjar: Kurdish Yazidi fighters in the Shingal (Sinjar) district were forced to withdraw from two areas in Sinjar district due to their ammunition turn out, as well as accusing western warplanes of not being serious in striking Islamic State IS communities. A Yazidi detachment commander in Sinjar mountain said that "Yazidi fighters in Dokri and Zorafa compounds were forced to withdraw due to their ammunition turn out in clashes lasted for about 24 hours ago." He added "We have not had the necessary supplies of ammunition, as well as warplanes were hovering over the battlefield and did not hit IS tanks that are obvious." According to the source, "competent authorities have been provided with coordinates on IS gatherings accurately, but unfortunately did not get what we had hoped for from the air strikes, we were forced to withdraw from Dokri and Zorafa compounds..."[shafaaq.com](#) | [Ekurd.net](#)

YPG AND PESHMERGA IN JOINT OPERATION IN RABIA

September 30, 2014

Rabia: YPG (People's Protection Units) and Iraqi Kurdistan Peshmerga forces have launched a joint operation against ISIS militants in Rabia town of Mosul on Tuesday. In a statement released today, YPG Press Centre reported that YPG forces launched an expansive attack on the town from the direction of the Tel Kocer border gate while Peshmerga forces joined the offensive attacking from the northwestern side early this morning. YPG Press Centre said that the operation coordinated by YPG and Peshmerga forces from their own areas is continuing. HPG (People's Defence Forces) guerrillas and Peshmerga forces have also launched a joint operation against ISIS militants in Kirkuk early Tuesday morning. The joint ⇒

⇒ operation in an area between the town of Daquq and the city of Kirkuk is continuing and witnessing fierce clashes, according to the initial reports coming through. firatnews.com | Ekurd.net

IS MOVES FORCES TO SYRIA FROM NORTHWEST IRAQ

September 30, 2014

Sinjar: Large numbers of Islamic State (IS) militants withdrew from Shingal (sinjar) region on Monday and headed to the Syrian border, Kurdish Peshmerga forces told Rudaw. "Around sunset a convoy of about 30 IS vehicles left the area and drove towards the Syrian border," said Haji Ibrahim, a veteran Yezidi Peshmerga. Ibrahim said that the IS militants were holding their front lines against the Peshmerga forces until Monday. Ibrahim said that the IS positions around Shingal have been the target of intense US airstrikes in the past few weeks. IS militants captured Shingal in early August, killing many Yezidi Kurds, taking hundreds captive and displacing around a quarter million. Ibrahim said that American airstrikes and Peshmerga ground assaults have taken their toll on the IS forces in the border region. With American and Arab airstrikes increasing against IS bases on both sides of the border, the radical group has been noticed moving its forces from several front lines in the Kurdistan Region to other parts of the country and across the border into Syria. IS militants are currently concentrated around Kobani in Syrian Kurdistan (Rojava) where the Peoples Protection Units (YPG) try to save the Kurdish town from falling to the radical group. rudaw.net

KURDISH PESHMERGA FORCES LIBERATE TWO VILLAGES SOUTH OF KIRKUK FROM IS

September 30, 2014

Kirkuk: The Peshmerga forces imposed its control on the entire Khalid and

Saad villages south of Kirkuk and chased out Islamic State militants from them. Major General Wasta Rasul the military official in Kirkuk said that the Peshmerga forces, backed by air forces, attacked IS militants in the Saad and Khalid villages 35 km south of Kirkuk, adding that the gunmen left the villages after fierce battles. He added that the Peshmerga forces trying to control the Wahda village despite the presence of resistance by militants inside the village. ninanews.com | Ekurd.net

KURDISH PESHMERGA FORCES RETAKE KEY SYRIAN BORDER TOWN

September 30, 2014

Erbil: Peshmerga officials reported on Tuesday that Kurdish forces retook the strategic border town of Rabia from Islamic State forces who seized the area in late July. Peshmerga commander Shiekh Ahmad Mohammad told Rudaw: "Rabia is under the control of Kurdish forces. We are leaving their bodies behind and picking up their abandoned weapons." He said clashes began at 5am on the outskirts of Rabia, which is close to the Syrian border. In what appeared to be a multi-pronged offensive against the jihadist militants, who seized Iraq's second largest city of Mosul in mid-June, officials also reported heavy fighting south of Kirkuk and at Zumar, near the strategic Mosul dam. The capture of Rabia would be the most significant setback for IS forces in northern Iraq since the launch of U.S. and allied air strike earlier this month. Commander Mohammad said: "Rabia will help us to retake Zumar and Sinjar." Sinjar – or Shingal – is the town from which thousands of minority Yezidis fled to nearby mountains in the face of an IS onslaught in early August. On other fronts, south of Kirkuk, six Peshmerga were injured by roadside bombs planted in the Daquq district. Peshmerga have reported that IS have been planted such devices in every area where they have withdrawn...rudaw.net ■



September 27, 2014

Kurdish Leader Calls for US Airstrikes around Kobane

rudaw.net

By Yerevan Saeed
27 septembre 2014

WASHINGTON—Salih Muslim, leader of the Kurdish Democratic Union Party (PYD) in Syria, is warning of an imminent genocide by the Islamic State (IS) against Kurds in Kobane and is calling on the international community to intervene.

"A massacre has begun in Kobane," Muslim told participants of a conference titled the New Kurdish Reality in the Middle East, held by the pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP) in Washington on Friday.

Muslim spoke via Skype because the US State Department did not issue him a visa to attend the event. The PYD is affiliated with the Kurdistan Workers' Party (PKK) which is designated a terrorist organization by the United



Muslim spoke via Skype because the US State Department did not issue him a visa to attend the event. Photo by author

States, Europe and Turkey.

"I ask the international community and democratic forces to stand with Kobane We are appealing to the United Nations, the United States, NATO and the European Union," he said.

The Kurdish town of Kobane has been besieged by IS militants for the last week, forcing an estimated 140,000 civilians to flee to the Turkish border.

Earlier this week, US President Barack Obama autho-

rized the US military to target IS positions in Syria, but Kurdish officials report that airstrikes have not been carried out around the city of Kobane, which is strategically located near the Turkish border.

"We see all the fighter jets flying around, but they never target IS near Kobane. Airstrikes will be very helpful to repel IS attacks on Kobane," said Muslim.

"We are looking to interna-

tional forces to do something to stop the massacre against Kobane. They see it happening, but aren't doing anything to stop it," Muslim added.

Muslim maintained that Kurds want to work with the US and other international partners, including Turkey, to combat IS.

"We are open to everyone to coordinate and cooperate to defeat ISIS. We want a good relationship with the US and would like to convince them, to talk to them have them listen to us," he said.

The PYD leader criticized Turkey for not helping Kurdish forces in Syria, known as the People's Protection Units (YPG) halt the advance of the Islamic extremists.

"If Turkey really wants to fight IS, they can support YPG in Kobane and provide them with weapons," he said.

Muslim said the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) has deployed troops to the border crossing area of Tel Kochar in Nineveh province "to aid YPG forces against IS, but the help has not been extended to Kobane." ■

U.S. goal in Syria: Make rebel groups a viable force

REYHANLI, TURKEY

Fighters themselves say extensive help is needed against seasoned foes

BY BEN HUBBARD

In a secret office near the Syrian border here, intelligence agents from the United States and its allies are laying the groundwork for what they hope will become an effective force of Syrian rebels to serve as ground troops in the international battle against the extremist Islamic State.

The office, the Military Operations Command, has slowed funding to Islamist groups, paid salaries to thousands of "vetted" rebels and given them ammunition to bolster their battlefield mettle.

But even the program's biggest beneficiaries — the rebels themselves — acknowledge that turning this relatively small group into a force that can challenge the well-funded and well-armed Islamic State will require tremendous support from its foreign backers.

In President Obama's strategy of building an international coalition to fight the Islamic State without American troops, these moderate rebels loom large as the best force to fight the extremists in Syria. While the House approved an aid package for the rebels on Wednesday and the Senate followed on Thursday, at present the rebels are a beleaguered lot, far from becoming a force that can take on the fanatical and seasoned fighters of the Islamic State.

Short of arms, they are struggling to hold their own against both the military of President Bashar al-Assad and the jihadists of the Islamic State. Their leaders have been the targets of assassination attempts. And some acknowledge that battlefield necessity has put them in the trenches with the Nusra Front, Al Qaeda's Syrian affiliate, an issue of obvious concern for the United States.

While they long for greater international support and hate the Islamic State, sometimes called ISIS or ISIL, ousting Mr. Assad remains their primary goal, putting them at odds with their American patrons.

"Just as the priority of the international community is to fight ISIS, our priority is to fight Assad," said Hamza al-Shimali, the head of the Hazm Movement, which has received arms and salaries from the Military Operations Command.

On Tuesday, Gen. Martin E. Dempsey,

the chairman of the Joint Chiefs of Staff, and Defense Secretary Chuck Hagel told the Senate Armed Services Committee that the fight against the militants would include the training and equipping of 5,000 Syrian rebels and that Saudi Arabia had volunteered to host the training program on its territory.

This scaled-up training program would be overseen by the Defense Department, unlike the current covert program here and a similar program in Jordan, both overseen by the C.I.A.

While much about the new program remains unclear, the work of the command here since it began operations this year gives a sense both of how the United States seeks to build this force and the challenges it will face in doing so.

So far, the program has focused on a small number of vetted rebel groups from the hundreds that are fighting across Syria, providing them with military and financial help, according to rebel commanders who have received support.

The process is run by intelligence officials from a number of countries. The United States provides overall guidance, while Turkey manages the border, and Gulf states like Saudi Arabia provide much of the funding.

Throughout Syria's civil war, analysts have blamed the multitude of funding streams for creating a divided rebel movement with hundreds of groups seeking to please foreign backers.

This has changed in recent months. Turkey, which once allowed smugglers and fighters to move freely across its border with Syria, has clamped down, making it harder for private funders to get in.

At the same time, most of the support from governments who back the rebels is now channeled through the Military Operations Command.

This sidesteps the Syrian National Coalition, the exile body that is supposed to guide the rebellion but has little credibility inside Syria. Also sidelined was the coalition's Supreme Military Council, which was widely accused of mismanagement and all but collapsed this year amid a leadership dispute.

Instead, the military command has built direct ties with rebel leaders it deems moderate and active inside Syria.

The groups' leaders include a former aviation engineer in the Syrian Army and a fighter pilot who defected in his jet to Jordan in 2012. Others have more modest backgrounds. One was a farmer. Mr. Maarouf worked in construction in Lebanon. Mr. Shimali sold office supplies and real estate.

An opposition official involved in the



Sheikh Tawfiq Shahabuddin, right, a rebel leader, in Reyhanli, Turkey. He mainly wants to fight the Syrian president, Bashar al-Assad.

program said that it now helped eight main groups, although others had received support, too. It is now paying monthly salaries of at least \$100 to about 10,000 fighters in northern Syria, the official said, speaking on the condition of anonymity to discuss a covert program.

In debate Wednesday before the House approved Mr. Obama's request for aid to the rebels, questions were raised about whether there were, indeed, any moderates among them. Andrew J. Tabler, a senior fellow at the Washington Institute for Near East Policy who tracks Syria, said the answer depends on definitions.

"There is definitely a moderate opposition if what you mean by that is non-jihadist, willing to confront the Islamic State and not working openly with other jihadists in the country," he said. "But are they Western liberals? No."

Mr. Tabler said that most of the rebels hail from rural, Sunni areas where Islamist thinking has long held sway and often colors their thinking.

The commanders have reacted cautiously to Mr. Obama's announcement that he would strike the Islamic State in Syria as well as in Iraq. Like most in Syria's opposition, they remain angry that the United States backed away from bombing Mr. Assad after his forces killed hundreds of people in chemical attacks near Damascus last year.

While most support the strikes, they consider them proof that the United States only wants to protect itself, not save Syrian lives.

"The international position has to be

Turkey ends hostage crisis but is quiet on its methods

ANKARA, TURKEY

BY BEN HUBBARD, SEBNEM ARSU AND CEYLAN YEGINSU

Turkey has secured the release of 49 hostages who were held for more than three months in Iraq by the jihadists of the Islamic State on Saturday, marking a moment of joy for Turkey while raising questions about how it had managed to set them free.

Turkey said on Saturday that its intelligence agency had led a covert operation to bring home the hostages, who included diplomats and their families, but insisted that no military actions had been taken and that no ransoms were paid.

But Turkish officials provided no information on why or how the captives were transported from Mosul in Iraq to Raqqa in Syria before being brought to the Turkish border. Nor did they explain how they extracted such a large group, which included women and children, from Raqqa, the de facto capital of the world's strongest jihadist group, without facing significant resistance.

"Right now, the government is on top of things because they got the release of

The Turkish government "should be congratulated for that, but a lot of people will be asking how this happened."

the hostages, and they should be congratulated for that, but a lot of people will be asking how this happened," said Soli Ozel, a professor of international relations at Kadir Has University in Istanbul. "I still don't understand what ISIS got out of this," he said, using an alternative name for the Islamic State.

The State Department on Saturday criticized Turkey over attempts to intimidate and threaten a New York Times correspondent whose reporting about Turks recruited by the Islamic State, the militant group, has deeply offended Turkey's president.

Personal attacks conveyed through email and Twitter aimed at the correspondent, Ceylan Yeginsu, have intensified in Turkey since the publication of her article on Tuesday about the Islamic State's recruitment efforts.

On Friday, Turkish newspapers controlled by allies of President Recep Tayyip Erdogan, published front-page photographs of Ms. Yeginsu and asserted that she was a traitor and foreign agent who was seeking to falsely imply that Mr. Erdogan is a closet supporter of the Islamic State.

Turkey, along with the United States and most other countries, regards the group as a terrorist organization.

The release of the hostages will most likely give a boost to the presidency of Mr. Erdogan, the former prime minister, and could affect Turkey's participation in the international coalition that the United States is seeking to build to fight the Islamic State.

Turkey, a predominantly Sunni Muslim country and a NATO ally, declined to sign a communiqué calling for a military campaign against the Islamic State, saying that it feared repercussions for the hostages.

Some analysts said the end of the hostage crisis would give Turkey more strategic flexibility, although the fear of reactions could still keep it from getting involved militarily.

"One of the main hurdles for Turkey's strategy was the hostage crisis and, therefore, the release of the hostages will no doubt give Turkey more freedom with respect to its own strategy to resist the Islamic State," said Mensur Akgun, director of the Global Political Trends Center in Istanbul. "This doesn't mean that Turkey will forget about its other reservations regarding national security when giving the green light to the demands from partners."

The hostages were seized in June from the Turkish Consulate in Mosul, in northern Iraq. The semiofficial news agency Anadolu said Turkey had used drones to track the captives as they were moved.

The Times has stood by the reporting in Ms. Yeginsu's article, called the intimidation efforts against her in Turkey unacceptable, and requested that the Turkish authorities take steps to ensure the safety of its journalists working legally in the country.

"We have seen reports of efforts to intimidate a New York Times journalist in Turkey," the State Department spokeswoman, Jen Psaki, said in a statement. "Singling out individual journalists endangers their safety and puts them at risk of retaliation."

Mr. Erdogan was particularly offended by a photograph that had been posted on the Times website with Ms. Yeginsu's article, showing him at a mosque in Ankara. The newspaper promptly removed the photograph in response and a published a correction saying editors had erred in using it.

Dean Baquet, the Times executive editor, also issued a statement that the article never said or implied that Mr. Erdogan supported the Islamic State or condoned its recruitment in Turkey, nor was the photograph meant to imply such support.

Ben Hubbard reported from Ankara, Sebnem Arsu from Istanbul, and Ceylan Yeginsu from London. Michael R. Gordon and Rick Gladstone contributed reporting from Washington.

to fight all kinds of terrorism, both ISIS and the regime," said Sheikh Tawfiq Shahabuddin, the head of the Nureddin Zengi Movement. "You can't treat only one part of the disease."

The program's results so far have been limited. While the groups receiving support can boast no major advances, they say they are gaining fighters, some of them from Islamist groups who now struggle to get funding, with the rerouting of state money and the Turkish clampdown on the border.

Still, the challenges are many.

Lt. Col. Fares al-Bayyoush, the former aviation engineer who now heads the Fursan al-Haq Brigade, acknowledged that his men had fought alongside the Nusra Front because they needed all the help they could get.

Sometimes, he said, that help comes in forms only a jihadi group can provide. He cited the rebel takeover of the northern town of Khan Sheikhoun, saying that the rebels were unable to take out one government position until the Nusra Front sent a suicide bomber to blow it up.

In another town nearby, Nusra sent four bombers, including an American citizen.

"We encourage them actually," Mr. Bayyoush said with a laugh. "And if they need vehicles, we provide them."

Geography is also a problem. Most of the groups are centered in the northern provinces of Idlib, Aleppo and Hama, putting them at least 100 miles across open terrain from the Islamic State's stronghold in the northeastern city of Raqqa. Moving fighters in that direction would mean abandoning fronts with the government.

The United States also participates in a similar command center in Jordan that helps rebels in southern Syria, but its fighters are farther away.

Even if the training goes as planned, the rebels will be outnumbered. While the United States has proposed to train and equip 5,000 rebels, the C.I.A. has said it believes that the Islamic State has 20,000 to 31,500 fighters in Iraq and Syria.

And in starting the process now, the United States will have to play catch-up with the group, which has been training its recruits at four camps in Raqqa Province, the largest of which is based in a seized oil company compound and named after Osama bin Laden.

Despite the challenges, the rebel commanders remain optimistic that the United States will provide the support they need to become an effective fighting force capable of taking on the Islamic State.

"We want to be hand in hand with the West, and for the future of Syria to be with the West," said Col. Hassan al-Hamada, the former fighter pilot. "The problem is that the Americans work very slowly, and we are paying the price in blood."

Karam Shoumali contributed reporting from Reyhanli, and an employee of The New York Times from Raqqa, Syria.

Fuyant l'Etat islamique, les Kurdes affluent en Turquie

Les djihadistes ont lancé une offensive sur la ville syrienne de Kobané, à la frontière, et tirent sur les cohortes de réfugiés

Istanbul
Correspondante

Poussés à l'exode par les récentes conquêtes territoriales de l'Etat islamique (EI) au nord de la Syrie, plus de 130 000 personnes, en majorité des Kurdes, ont trouvé refuge en Turquie, dimanche 21 septembre, selon un ministre turc. Des « centaines de milliers » pourraient suivre, assure l'ONU, alors que les combats font rage pour le contrôle de la ville de Kobané (Ain Al-Arab), troisième ville kurde de Syrie et véritable verrou régional.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, basé à Londres, l'EI s'est récemment rendu maître de plus de 60 villages dans le nord de la Syrie. L'offensive sur Kobané vise à parachever la mainmise des djihadistes sur la zone frontalière, source de juteux trafics. Selon des témoignages de réfugiés, l'EI incendie les villages kurdes, tue les habitants et tire sur les cohortes de réfugiés. Selon Mustafa Ebdî, un militant syrien kurde cité par l'Agence France-Presse, des civils, parmi lesquels « des personnes âgées et handicapées, ont été exécutés dans les villages ». « Nous n'avons pas de chiffre exact », indique-t-il.

Encerclée par les djihadistes de l'EI, pourvus de blindés, de lance-roquettes multiples et de pièces d'artillerie lourde, Kobané est défendue avec acharnement par quelques milliers de combattants

Après la libération des otages turcs détenus par l'EI, M. Erdogan a mis en avant une « victoire de la diplomatie »

sous-équipés, membres de l'Union des protecteurs du peuple (YPG), le bras armé du Parti de l'union démocratique (PYD), principal parti kurde de Syrie.

Réputé proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le



Des Kurdes syriens réfugiés franchissent la frontière turque, samedi 20 septembre, à Suruc. BULENT KILIC/AFP

PYD a lancé un appel à la solidarité vers les « frères » kurdes de Turquie. Dans la nuit de samedi à dimanche, des milliers de combattants ont franchi la frontière avec armes et bagages, notamment à Mursitpinar, pour aller défendre Kobané, située juste en face.

D'autres continuent d'affluer en autobus ou en voiture depuis Mersin, Bitlis, Batman, les grandes villes kurdes de Turquie, selon le quotidien prokurde *Özgür Gündem*.

Dimanche 21 septembre, les autorités turques ont fermé plusieurs points de passage sur la frontière afin d'empêcher ces combattants de passer. Des heurts ont éclaté entre forces de sécurité et jeunes Kurdes qui manifestaient leur soutien à la résistance syrienne.

Le gouvernement islamoc-conservateur du Parti pour la justice et le développement (AKP) a beau mener des pourparlers avec le PKK, il ne voit pas d'un bon œil le renforcement militaire des Kurdes dans la région. Très aguerris, les combattants du PKK se battent contre l'EI au côté des peshmergas kurdes du nord de l'Irak et de l'YPG en Syrie.

Le MIT (les services secrets turcs), dont le chef, Hakan Fidan, un proche du président Recep Tayyip Erdogan, est très impliqué dans les négociations avec le PKK, ne souhaite pas que les armes livrées par les Américains, les Français et les Allemands se retrouvent entre les mains de cette organisation. Toutefois, Yasar Yakis, ancien ministre des affaires étrangères, a expliqué au quotidien *Taraf* que « pour venir à bout de l'EI, il faut armer le PKK hors des frontières ».

Bien que membre de l'OTAN, la Turquie était jusqu'ici réservée sur sa participation active à la coalition, arguant du fait que l'EI retenait en otages 49 diplomates et employés du consulat de Mossoul (46 Turcs, 3 Irakiens), capturés en juin lors de la prise de la ville par les djihadistes. Le 20 septembre, les otages ont été ramenés sains et saufs en Turquie. Le détail des tractations avec l'EI n'a pas été dévoilé. « Diriger un Etat n'est pas comme gérer une épicerie. Nous devons gérer avec précaution les dossiers sensibles, sinon il y aura un prix à payer », a expliqué le président



Recep-Tayyip Erdogan à la presse dimanche, avant de prendre l'avion pour New York afin d'assister à l'Assemblée générale de l'ONU.

Les détails de la libération n'ont pas filtré. Öztürk Yilmaz, le consul turc de Mossoul, détenu en otages trois mois durant avec sa femme et ses enfants, a raconté à la presse turque comment, tout au long de sa détention, il avait pu communiquer avec Ankara au moyen d'un portable disloqué, dont les morceaux étaient détenus séparément pour ne pas éveiller les soupçons des geôliers. Selon la chaîne de télévision privée NTV, les otages ont été emmenés à huit endroits différents durant leur captivité passant de l'Irak à la Syrie ; le MIT les a suivis à la trace, notamment au moyen de drones.

Après avoir parlé samedi d'une « opération secrète de sauvetage » brillamment menée par le MIT, M. Erdogan a mis en avant dimanche « une victoire de la diplomatie ». Il n'a pas formellement démenti la possibilité d'un échange lorsque la question lui a été posée. « Echange ou pas, 49 personnes sont rentrées en Turquie », a-t-il coupé court, démentant catégoriquement le paiement d'une rançon.

Le président turc a semblé indiquer que la Turquie pourrait changer d'avis, au moins partiellement, quant à sa participation à la coalition antijihadiste, dès lors que les otages ont été libérés. « Nous pouvons arriver à une feuille de route après des négociations intensives avec les membres de la coalition », a-t-il ajouté.

L'afflux de nouveaux réfugiés en Turquie, où 1,4 million de Syriens ont été accueilli ces trois dernières années, constitue une bombe à retardement tant elle pèse sur les régions du Sud-Est, cassant les prix sur le marché du travail et faisant tripler les loyers. En août, des affrontements violents ont eu lieu à Gaziantep, à Urfa et à Kilis, entre habitants turcs et réfugiés syriens. ■

MARIE JÉGO



Près de la ville turque de Suruc, à 10 kilomètres de la frontière syrienne, samedi. 70 000 Kurdes ont fui l'avancée et les exactions de l'Etat islamique dans le nord-est de la Syrie.

Etat islamique : le trouble jeu d'Ankara

La Turquie a longtemps soutenu les jihadistes contre Damas et les Kurdes. Avant d'être pris à son propre piège avec le rapt, en juin, de 46 de ses ressortissants à Mossoul, libérés samedi.

Par **MARC SEMO**
et **RAGIP DURAN** (à Istanbul)

Pendant des mois, les autorités turques verrouillaient étroitement la frontière avec les zones kurdes de Syrie, tandis qu'elles laissaient passer armes et combattants vers celles passées aux mains des jihadistes. La vaste offensive de l'Etat islamique contre Kobané (Aïn al-Arab), troisième plus grande agglomération kurde syrienne, a changé la donne. Elle a obligé Ankara à ouvrir la frontière aux dizaines de milliers de réfugiés fuyant l'avance des égorgeurs (*lire ci-contre*). Discrètement, de nombreux volontaires kurdes la traversent en sens inverse pour aller se battre.

Accueillant déjà plus d'un million et demi de réfugiés, la Turquie, pilier du flanc sud-est de l'Otan, se retrouve encore un peu plus impliquée dans ce conflit. Au même moment, les critiques de ses alliés montent contre les ambiguïtés du président islamo-conservateur, Recep Tayyip Erdogan, vis-à-vis

ANALYSE

de l'Etat islamique, qui avait pris en otage le 11 juin, lors de la conquête de Mossoul, 46 Turcs dont des diplomates et leur famille. Leur libération, samedi, dans des conditions pour le moins floues, risque de relancer les polémiques, alors que jusqu'ici Ankara ne s'est engagé qu'à minima dans la coalition contre l'Etat islamique. Les autorités arguant de la sécurité de concitoyens «retenus», n'employant jamais le mot de «terroristes» pour qualifier leurs géoliers. Le président de la République parle «d'une opération préparée minutieusement et depuis longtemps par les services de renseignements turcs», tandis que le Premier ministre, Ahmet Davutoglu, a évoqué «des pourparlers menés avec beaucoup de patience avec toutes les parties».

CAMION. Les deux hommes (Erdogan à l'époque Premier ministre, Davutoglu alors aux Affaires étrangères, maître d'œuvre d'une diplomatie «néo-ottomane»), après avoir en vain espéré que Bachar al-Assad «écoute son peuple», ont pris, dès juin 2011, fait et cause pour

la rébellion syrienne. Ils ont soutenu à fond l'Armée syrienne libre (ASL) en fermant les yeux sur les activités des groupes les plus radicaux, estimant qu'ils représentaient un contrepoids face aux Kurdes syriens du PYD (Parti de l'union démocratique), proche des rebelles kurdes turcs du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Il y a un an, la police avait ainsi arrêté un camion transportant des armes convoyées par des hommes du MIT, les services secrets

tenus par Hakan Fidan, très proche d'Erdogan et grand organisateur du soutien à la rébellion syrienne. Encore maintenant, les autorités restent en parole très mesurées pour dénoncer les groupes rebelles devenus, pour certains, des organisations jihadistes. «L'Etat islamique n'est pas une cause mais une conséquence : quand la partici-

Ankara s'est abstenu de signer, le 11 septembre, la déclaration finale du sommet de Jeddah contre le terrorisme de l'Etat islamique.

pation politique en Irak et en Syrie est interdite et quand les gens n'ont pas la possibilité de s'exprimer, alors il y a alors des phénomènes comme l'Etat islamique», a ainsi déclaré le vice-Premier ministre, Numan Kurtulmus.

Les familles des otages ont l'espoir de connaître enfin la vérité. «Pourquoi le consulat n'a-t-il pas été évacué malgré les alertes des autorités irakiennes et kurdes ? Pourquoi, pendant cent un jours, y avait-il une censure totale sur le destin de nos enfants ? Pourquoi, pendant ces cent un jours, aucun officiel n'est venu nous informer sur nos enfants ?» s'indigne Muammer Tasdelen, le père d'un otage. Takva Haber, un site internet proche de l'Etat islamique, assure que «la Turquie a très bien fait quand elle a refusé d'intégrer la coalition anti-islamique dirigée par Washington». Ankara s'est en effet abstenu de signer, le 11 septembre, la déclaration finale du sommet de Jeddah contre le terrorisme de l'Etat islamique. Même après la venue du secrétaire d'Etat américain, John Kerry, la Turquie n'a accepté d'ouvrir sa grande base d'Incirlik que pour des opérations humanitaires.

PÉTROLE. Les troubles liens tissés entre les services secrets turcs (MIT) et les groupes les plus radicaux du jihad en Syrie sont désormais dénoncés par les alliés. On évolue à 1 million de dollars

par jour les revenus tirés par l'Etat islamique de la vente de son pétrole transitant en contrebande par le Liban mais surtout la Turquie. Washington a durci le ton face à Ankara, accusant des hommes proches du pouvoir de profiter de ce trafic. «Nos efforts pour affaiblir et détruire l'Etat islamique sont en danger : il n'est pas clair si ce partenaire majeur de l'Otan a la volonté et la capacité de couper ce flot d'argent et de volontaires pour le jihad», déclarait au *New York Times* Juan Zarate du Centre pour les études stratégiques et internationales.

C'est aussi par le territoire turc que transitent facilement les jeunes Occidentaux volontaires pour le jihad ou les combattants plus aguerris arrivant du Caucase. Et les experts évaluent à plus d'un millier les citoyens turcs dans les rangs de l'Etat islamique. Un ex-otage, photjournaliste du quotidien *Milliyet*, a ainsi raconté avoir été enlevé, détenu, jugé et condamné à mort exclusivement par des combattants turcs.

Le choc de la prise d'otage de Mossoul, la conscience des risques de métastases et la pression des alliés incitent aujourd'hui la Turquie à changer d'attitude. Depuis avril, les contrôles aux frontières ont été renforcés ainsi que la coopération avec les polices occidentales. Mais les passages d'islamistes radicaux continuent, certes de façon plus

discrète, et nombre des personnes appréhendées sont libérées. «La Turquie s'est enfoncée dans un tel marais qu'il lui est difficile de faire marche arrière», rappelait récemment Fehim Tastekin,

journaliste au quotidien *Radikal* et spécialiste de la région, soulignant «qu'en établissant des relations aussi anormales avec une telle organisation, les autorités turques en sont devenues l'otage». Avec le risque, si elles font trop drastiquement marche arrière, de devenir une cible directe pour les tueurs de l'Etat islamique. ◆

Les combattants du PYD peinent à freiner l'Etat islamique.

Les Kurdes de Syrie abandonnés à leur sort

C'est un nouvel assaut des jihadistes de l'Etat islamique. A leur manière, brutale et fulgurante, ils se sont emparés de plus de 60 villages du Kurdistan syrien, à proximité de la frontière turque, en seulement cinq jours. Dimanche, ils assiégeaient Aïn al-Arab (Kobané, en kurde), la troisième ville kurde de Syrie. Ils n'en sont désormais plus qu'à une dizaine de kilomètres, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Cette progression éclair a provoqué depuis vendredi la fuite de 70 000 civils, dont des femmes, des enfants et des vieillards. Chargés de sacs et de valises, ils ont rejoint, pour certains après plusieurs heures de marche, la frontière turque. Devant l'afflux de réfugiés, Ankara a été contraint d'ouvrir plusieurs points de passage. Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) estime que plusieurs centaines de milliers d'autres civils pourraient s'exiler en Turquie, terrorisés par les exactions des jihadistes. Des réfugiés ont déjà raconté avoir été témoin de décapitations. Selon l'OSDH, une dizaine de civils auraient été exécutés tandis que le sort de 800 habitants de villages pris par l'Etat islamique reste inconnu. L'opposition syrienne en exil dit craindre un «nettoyage ethnique».

Vétustes. En lançant un assaut sur Aïn al-Arab et les villages environnants, Daech (l'acronyme arabe de l'Etat islamique) tente d'abord de prendre le contrôle d'un nouveau tronçon de la frontière turco-syrienne. Depuis 2013, c'est par la Turquie que les jihadistes étrangers rejoignent la Syrie (lire ci-contre). Il vise également à agrandir son califat en renforçant sa présence dans le nord-est syrien alors que les bombardements des armées américaines et françaises bloquent ses tentatives d'avancées dans l'Irak voisin.

Vont-ils réussir ? Le rapport de force est largement en leur faveur. Face à eux, les combattants kurdes du YPG (Unités de protection du peuple, branche armée du Parti de l'union démocratique, le PYD), rejoints par leurs homologues turcs du PKK, sont disciplinés et entraînés. Mais ils manquent d'armements lourds et de véhicules

blindés. Même leurs armes légères sont vétustes. A l'inverse, les jihadistes sont particulièrement bien équipés. Outre les armes prises à la rébellion syrienne, ils peuvent compter sur l'arsenal récupéré lors de leurs offensives en Irak, dont des tanks, des roquettes et des mitrailleuses lourdes. Une partie de ces équipements provient directement des Etats-Unis, qui les avaient fournis ces dernières années à l'armée irakienne. L'Etat islamique dispose enfin de kamikazes, prêts à se faire exploser sur les positions kurdes.

Depuis plusieurs mois, les leaders du Kurdistan syrien demandent l'aide de pays étrangers, dont les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni. Sans succès. A la différence des peshmergas irakiens, ils n'ont pas reçu de livraison d'armes car le PYD, tout puissant dans le Kurdistan syrien, est proche du PKK turc, classé organisation terroriste par l'UE et les Etats-Unis. Ils n'ont pas bénéficié des bombardements américains et français. Même si les premiers se sont dits prêts à mener des frappes en Syrie – une option rejetée par Paris –, ils ne sont pas passés à l'action. Et ont catégoriquement exclu tout envoi de troupes au sol.

Méfiance. Seul soutien annoncé pour l'instant, celui de rebelles syriens. Des groupes, issus du Front islamique et de l'Armée syrienne libre, ont annoncé début septembre qu'ils s'associaient avec les Kurdes au sein d'une coalition baptisée Burkan al-Forat («le volcan de l'Euphrate») pour combattre «les gangs d'Al-Baghdadi», le chef de l'Etat islamique. Mais les relations entre rebelles et combattants kurdes restent chaotiques. S'ils peuvent parfois s'allier, comme à Alep, ils combattent d'ordinaire chacun de leur côté. La méfiance est réciproque : les Kurdes reprochent aux rebelles leur manque de coordination et leur indiscipline ; les rebelles leur reprochent de s'être engagés tardivement contre l'armée de Bachar al-Assad. Un soutien massif des rebelles est de toute façon exclu. Ils sont déjà engagés sur plusieurs fronts et peinent à conserver leurs positions, voire reculent, dans la banlieue de Damas, la province de Hama et à Alep.

LUC MATHIEU

REPÈRES



LE PKK TURC

Fondé en 1978 par Abdullah Ocalan, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), à l'origine séparatiste et d'inspiration marxiste-léniniste, mène depuis 1984 une lutte armée contre Ankara qui a fait plus de 40 000 morts. Condamné à la prison à vie et emprisonné depuis 1999, Ocalan a proclamé en mars 2013 un cessez-le-feu et entamé des négociations pour un processus de paix avec le pouvoir turc.

LE PYD SYRIEN

Longtemps ambigu vis-à-vis de Damas, le Parti de l'union démocratique (PYD) de Salih Muslim a conquis l'hégémonie au Kurdistan syrien, abandonné de fait par le régime, en marginalisant – y compris par la force – les autres partis kurdes. Liée au PKK turc, la formation a créé ses propres forces d'autodéfense, les Unités de protection du peuple (YPG), qui revendiquent 40 000 combattants.

LE FIGARO

mercredi 24 septembre 2014

Gérard Chaliand :

«Éradiquer le djihadisme est une œuvre de longue haleine»

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARIE-LAETITIA BONAVIDA
@mlbo

Qui sont ces Algériens qui ont enlevé un Français ? Appartiennent-ils à l'État islamique (EI) comme ils le disent ?

Les Algériens qui ont enlevé un citoyen français appartiennent sans doute au noyau initial de l'Aqmi (al-Qaida au Maghreb islamique) dirigé par Abdelmalek Droukdel. Cette mouvance, qui s'est abritée sous la bannière d'al-Qaida en 2006, vient maintenant de se ranger sous celle du califat (toujours pour redorer son blason), et naturellement nous nous confrontons à eux dans le Sahel. Il y a d'ailleurs longtemps qu'ils rêvent de commettre un attentat sur le territoire français. Dans leurs perspectives, ils nous reprochent notre présence militaire au Mali.

La France a-t-elle raison de participer aux frappes contre l'EI ?

Nous avons raison de participer, car cette affaire nous concerne dans la mesure où l'islamisme radical a des conséquences chez nous. De façon peut-être inattendue pour le public, nous en avons les moyens sur le plan militaire, plus que les Britanniques en matière de forces spéciales, par exemple. Nous aidons aussi les Kurdes, qui sont dans la région nos alliés objectifs. Nous les aidons en armes, en formation, en soutien logistique et

contribuons, ainsi, à amenuiser la liberté d'action de l'État islamique. À cet égard, il faut souligner le rôle du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian.

En quoi les djihadistes de l'EI sont-ils vraiment dangereux ? Combien comptent-ils d'hommes, quels sont leurs moyens financiers, militaires ?

Les djihadistes de l'EI sont dangereux. Ils se sont développés depuis des

années en Irak, comme conséquence de l'intervention américaine. Puis ils se sont aguerris en Syrie à partir de 2011 et viennent, en juin dernier, d'investir en une opération éclair une partie sunnite de l'Irak, conséquence des erreurs sectaires de l'ancien premier ministre irakien Nouri al-Maliki. Ils capitalisent sur la frustration justifiée des Sunnites (20 % en Irak) et cherchent à s'imposer seuls en Syrie, ce qui

Comme les Britanniques l'ont décidé chez eux, la révocation de la nationalité est parfaitement envisageable. Nous sommes un État de droit, avec des règles qui doivent être respectées

n'est pas encore gagné car, outre le régime, il y a la branche d'al-Qaida, Jabhat al-Nosra et le Front islamique notamment. Les djihadistes de l'EI ont, comme d'autres mouvements islamistes, bénéficié d'aides, privées ou non, d'États du Golfe. Ils ont revendu du pétrole (à la Turquie), ils ont pillé la banque de Mossoul. Militairement, ils ont récupéré une importante partie du matériel de l'armée chiite irakienne en déroute. On estime le nombre d'hommes entre 20 000 et 40 000, dont probablement plus près de 15 000 combattants aguerris.

Quel a été le rôle des pays arabes dans leur financement ?
Le rôle de l'Arabie saoudite

est généralement estimé central, bien qu'il s'agisse officiellement de fonds privés. Afin de lutter contre l'Iran, le pays a, depuis au moins 1979, été à l'origine de la diffusion d'un Islam militant à l'échelle du monde musulman. Le Koweït n'est pas en reste. Ce n'est pas le cas, en revanche, du Qatar et de la Turquie, qui, eux, appuient les Frères musulmans et, par voie de conséquence, le Hamas. La Turquie, pour sa part, n'a cessé d'accorder un libre passage aux islamistes de tous bords, ce qui lui permet entre autres d'affaiblir, par alliés

circonstanciels interposés, les Kurdes de Syrie. L'offensive actuelle de l'État islamique contre les Kurdes de Syrie rend service à l'État turc, afin de saigner le PKK.

Pour l'instant, l'EI est en conflit avec al-Qaida. Peut-on envisager à terme une alliance entre plusieurs branches terroristes ?

Le conflit entre le Jabhat al-Nosra et l'État islamique porte sur la prééminence en Syrie de l'un ou de l'autre. Les représentants d'al-Qaida ont toutes les raisons de nourrir du ressentiment à l'égard d'un

mouvement qui vient de leur damer le pion. Cela n'empêche pas que les forces de Jabhat al-Nosra sont évaluées à au moins 20 000 hommes aguerris. Peut-être peut-on jouer des dissensions ?

Les chiïtes et Téhéran sont désormais perçus comme des alliés de la France et des États-Unis. Jusqu'où ira la redistribution des cartes ?

Dans un Moyen-Orient volatil où les alliés locaux sont à la fois ambigus et ont des agendas différents, la question qui doit être essentiellement posée est : qui dans les circonstances actuelles est l'ennemi principal ? Le régime dictatorial de Bachar el-Assad n'a pas pour objectif de frapper l'Occident. Quant à l'Iran, il a tout intérêt à ne pas voir se renforcer le sunnisme militant dans sa version la plus extrême. L'Iran n'est pas un allié mais il permet aux États-Unis de conserver au Moyen-Orient son rôle d'arbitre, malgré les apparences.

La Russie continuera de soutenir le régime de Bachar el-Assad et se méfie tout naturellement d'une poussée



GÉRARD CHALIAND

Le spécialiste des conflits armés* livre sa réflexion sur l'intervention de la coalition internationale contre l'État islamique.

islamiste qui pourrait la concerner un jour. L'EI a eu pour allié de facto les baasistes et autres nationalistes sunnites qui n'ont cessé depuis 2003 de contester leurs évictions d'un pouvoir qui a toujours été le leur. La prétention de l'État islamique de détenir ce pouvoir peut le desservir. La très imparfaite coalition actuelle peut contribuer, par ses bombardements, à sérieusement affaiblir l'EI (un État est beaucoup plus vulnérable qu'une organisation clandestine). En revanche, éradiquer le djihadisme est une autre entreprise. Il manquera toujours des troupes au sol. C'est donc une œuvre de longue haleine.

La France a-t-elle raison de bloquer

les départs des aspirants djihadistes ? Que faire de ceux qui vont revenir et doit-on les autoriser à revenir ? Il est désagréable que certains médias, particulièrement télévisuels, diffusent un sentiment d'angoisse sur le retour éventuel d'une poignée de djihadistes. Il est évident que les retours doivent être surveillés et que les éléments désireux de commettre des attentats sur le territoire national soient neutralisés. Quant aux déçus, leur réinsertion peut être envisagée. Cela n'empêche pas qu'il faille renforcer, comme dans toute situation conflictuelle, notre arsenal répressif. Rappelons que cela a déjà été le cas sur le plan juridique au cours des années 1980, avec une garde à vue rallongée... Comme les Britanniques l'ont décidé chez eux,

la révocation de la nationalité est parfaitement envisageable. Nous sommes un État de droit, avec des règles qui doivent être respectées.

La France et l'Europe sont-elles vouées à prendre davantage de mesures de rétorsion, quitte à passer pour être liberticides ?

Oui, nous sommes en conflit avec des adversaires déterminés à semer le désordre et à répandre la haine. Ils doivent être traités en conséquence, sans se masquer derrière un libéralisme hors de saison.

*Auteur (avec Michel Jan) de « Vers un nouvel ordre du monde », Seuil, nouvelle édition 2014.

LE FIGARO

mercredi 24 septembre 2014

Barack Obama lance sa bataille avec cinq alliés arabes



Des avions de chasse F-18 Super Hornet décollent mardi matin du porte-avions américain George H. W. Bush dans le Golfe persique pour effectuer une mission en Syrie contre l'État Islamique. US NAVY - REUTERS

LAURE MANDEVILLE
ENVOYÉE SPÉCIALE À NEW YORK

LE SYMBOLE est fort et Washington compte bien capitaliser dessus. C'est en compagnie de cinq nations arabes que l'Amérique a mené lundi soir ses premières frappes en Syrie contre les rebelles de l'État islamique, ouvrant un nouveau front dans la guerre qu'elle a déclarée à ce groupe ultraradical. L'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, la Jordanie et le Qatar - si souvent en désaccord - ont fait front commun avec les États-Unis pour participer à l'opération, certains avions de ces pays, comme ceux de Bahreïn, volant aux côtés des chasseurs américains qui sont allés bombarder plusieurs centres et l'EI, notamment dans la « capitale » du califat, Raqqa. Une action commune qui prouve que « cette bataille n'est pas seulement celle de l'Amérique », a affirmé Barack Obama ce mardi avant de s'envoler pour New York. « Je ne peux trop souligner » l'importance de ces cinq alliés, a insisté le chef d'état-major, Martin Dempsey.

Surgi à la veille de l'arrivée d'Obama à l'Assemblée générale des Nations

unies, ce front militaire américano-arabe en Syrie fournit au président américain un effet d'annonce puissant, alors qu'il va travailler durant trois jours de rencontres tous azimuts, à renforcer une coalition anti-islamiste déjà forte de près de 40 pays. Obama a rappelé ce mardi les autres éléments de la stratégie que la coalition s'efforcera de déployer : aide aux rebelles modérés de l'armée libre syrienne, qui seront entraînés en Arabie saoudite. Lutte contre les réseaux de financement du terrorisme... « Cet effort prendra du temps », a averti Barack Obama, qui va présider une réunion du Conseil de sécurité destinée à stopper le flot des djihadistes étrangers vers la Syrie. « Nous ne tolérerons aucun havre qui permette de préparer des attentats contre notre peuple », a ajouté le chef de l'État, annonçant que l'Amérique avait aussi frappé lundi un

autre groupe terroriste, Khorasan, émanation d'al-Qaïda qui préparait « des attaques majeures » contre les intérêts américains, selon le Pentagone.

L'Iran dénonce des frappes « illégales »

Si le soutien des nations arabes sunnites du Golfe confère une aura de légitimité à l'action américaine en Syrie, les risques de l'aventure n'en restent pas moins évidents. Les États-Unis ont informé Damas qu'ils allaient frapper en Syrie, mais ils n'ont jamais requis d'autorisation formelle. Un contexte qui rend leurs frappes « illégales », a dénoncé le président iranien. La Russie parle elle aussi d'une violation du droit international. Les diplomates occidentaux à l'ONU ont suggéré ces derniers jours que certaines « justifications juridiques » pourraient être invoquées, et



BARACK OBAMA
PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

« Nous ne tolérerons aucun havre qui permette de préparer des attentats contre notre peuple »

GARY CAMERON/REUTERS

The Washington Post September 23, 2014

Islamic State offensive is Syrian Kurdistan poses problems for Turkey

The US-led air strikes and fierce fighting between the Islamic State militant group and Kurdish forces just over the border in Syria has brought the battle closer to Turkey.

washingtonpost.com

23/09/2014

By DESMOND BUTLER Associated Press

SURUC, Turkey —Tens of thousands of refugees are seeking refuge in Turkey, raising pressure for the government to step up efforts to take on the Sunni extremists and now the United States and partner nations have launched the first air strikes in Syria against Islamic State (IS) fighters.

The IS offensive against the Syrian city of Kobani, a few miles from the border, has sent 130,000 refugees to head for Turkey in the last few days. The conflict in Syria had already led to more than one million people flooding over the border in the past three and a half years.

As the IS fighters pushed into Kurdish territory in Syria near the Turkish border, the government in Ankara is facing increasing pressure to step up efforts to battle the Islamic State extremists.

Turkey is resisting because it fears that arming Kurdish men to fight the group could complicate peace talks with Turkish insurgents within its own borders.

In addition to the refugee crisis, hundreds of Kurds in and around Kobani have clashed with Turkish police, who fired tear gas and water cannons. The Kurds say Turkey is hampering their efforts to let them cross into Syria and help their brethren.

An 18-year-old Turkish citizen in Suruc, who identified himself only by his first name of Azam for fear of reprisal from authorities, said he wanted to join the Kurdish fighters in Syria.

"The Islamic State is on the other side of the border and moving freely, slaughtering people, but they are just sitting and watching," he said of the Turkish authorities.

"If I get a chance to get a weapon, I'll go to help our brothers by end of the day. Kobani is our land, too, and people there are our people."

Syrian Kurdish fighters were crossing back and forth over the border, while other Syrian Kurds were seen selling livestock to raise money for weapons.

Not far away on the border, the black flag of IS could be seen flying in a captured Syrian



A car burns as riot police use tear gas to disperse Kurdish demonstrators as thousands of Syrian refugees arrive at the border in Suruc, Turkey (AP)

village along with the smoke from mortar fire.

Spillover from the Syria poses a problem for Turkey. The only local fighters capable of resisting IS are Syrian Kurds aligned with the Kurdistan Workers' Party, or PKK, which has fought a three-decade uprising in south-eastern Turkey.

Turkish officials have said PKK militants from Turkey are streaming to Syria to join the fight. The conflict in Syria already is inflaming tensions with Turkish Kurds and could undermine peace talks with the PKK.

Turkey's ambivalence about the fight between Kurds and IS, which could leave the PKK either drained or emboldened, could further complicate its participation in a US-led coalition against the Islamists.

While joining the coalition, Turkey had declined to take part in combat, citing the Turkish hostages held by IS in Mosul, Iraq. But even after the 46 Turks and three Iraqis were freed, Turkey has not changed its stance.

Turkish government officials have not revealed how they managed to secure the release of the captives. President Recep Tayyip Erdogan denied paying a ransom but has been vague on whether there was a prisoner swap.

He indicated for the first time yesterday that



Syrian Kurds cross in to Turkey at the Syrian border. Turkey is preventing many Kurdish men from entering Syria to fight the Islamic State group.

his country may have traded Islamic State group prisoners it held captive in exchange for the Turkish hostages held by the militants.

Asked about it in New York, he said "such things may be possible". He said Israel released 1,500 Palestinian prisoners in exchange for one Israeli hostage. "So you see, it's possible," he added.

Speaking at the Council of Foreign Relations in New York, Mr Erdogan tried to sidestep the question.

"This process that took 102 days involved ➔



Syrian Kurdish refugees wait after crossing into Turkey near the southeastern Turkish town of Suruc in Sanliurfa province on Tuesday. — Reuters photo

► an operation by the national intelligence agency ... it was a historic, very important process," he said.

US secretary of state John Kerry said Washington now expects Turkey to step up in the fight against the militants.

Mr Erdogan has said that Turkey will discuss its participation in the coalition during this month's United Nations General Assembly. The US ally and member of the

Nato military alliance has made commitments of only limited help in the fight against IS, which has seized large parts of Syria and Iraq and rules by its harsh version of Islamic law.

The US is looking for major participation from nations in the region in the campaign to destroy the Islamic State group. President Barack Obama has pledged that no American troops will be involved in combat missions against the group and the US expects nations

in the region to provide those.

General Martin Dempsey, chairman of the US Joint Chiefs of Staff, said yesterday he remained hopeful that Turkey would participate in the coalition.

"We need Turkey, frankly," he said during a visit to Croatia, because of its military capability, regional influence and political gravitas in the Muslim world.



September 25, 2014

German Weapons Arrive in Erbil, With Minister in Tow

By Alexander Whitcomb
25 september 2014
rudaw.net

ERBIL, Kurdistan Region — A cargo plane carrying the first delivery of high-tech German weapons arrived in Erbil today, ready to boost Kurdish Peshmerga forces in the fight against Islamic State militants.

"We assure you that we are beside you to tackle this crisis," German Defense Minister Ursula von der Leyen told Kurdistan Regional Government (KRG) President Massoud Barzani at a press conference.

"It is clear that a lot of support has arrived but more is needed," she added.

The minister landed in Erbil shortly after a plane full of German-made military goods, a second tranche that is designed to outfit a 4,000 soldier brigade. The first delivery of non-lethal goods arrived earlier this month.

The plane's cargo includes

520 G3 assault rifles, 20 heavy machine guns, 50 anti-tank rockets, protective eyewear, and medical equipment. Subsequent deliveries are expected in October, with the total value estimated at \$89 million.

The weapons are part of an international effort to equip and train an under-armed Peshmerga force which found itself outgunned by Islamic State (IS or ISIS) forces, particularly before the

United States intervened in the conflict with airstrikes that began last month.

IS is in possession of sophisticated military hardware, stolen from the retreating or defeated Iraqi Army and various Syrian forces.

Barzani emphasized the importance of international support, stating "we are fighting ISIS on behalf of the world."

He complained about the qua-

lity of the materiel sent so far by international partners, and heartily welcomed the newly-arrived supply. The German defense minister expressed an interest in examining the weapons the Kurds have received thus far.

Seven German soldiers arrived in the semi-autonomous region last week to train Kurdish fighters on how to use MILAN antitank-weapons. Meanwhile, Kurdish officers will be sent to Germany later this month, for further MILAN training.

During her stay, Von der Leyen will meet with other high-ranking defense officials and German officers on the ground.

The visit is the second high-level arrival from Germany in two months. Foreign Minister Frank-Walter Steinmeier came to the region following the devastating IS offensive against Yezidis and other minorities in early August.

Van den Leyen arrived in Erbil ready to congratulate her partners on their military and humanitarian efforts.

"I am going to convey to the Kurds our absolute respect, and that they are the ones who rose up against ISIS," she told the German press in anticipation of the visit. ■



German Defense Minister Ursula von der Leyen and President Massoud Barzani.

German weapons delivery heads to Iraqi Kurdistan

The first plane carrying German weapons to aid the Kurdish Peshmerga forces in Iraq has left the country. The arms delivery is intended to help in the fight against the militant "Islamic State" forces.

<http://www.dw.de>
25 september 2014

A military transport plane took off from Leipzig airport at 1:52 local time (2352 UTC) on Thursday bound for the Kurdish capital of Irbil, a Bundeswehr spokesman said. The weapons delivery had been scheduled to depart on Wednesday, but was delayed due to a defective aircraft. On board the plane are 50 anti-tank rockets, 520 G3 assault rifles



and 20 rifles and 20 heavy machine guns, as well as protective eyewear and medical equipment.

The arms are to be given to the Peshmerga forces from Iraq's northern autonomous Kurdistan region.

The controversial delivery was agreed to by the government in August, in order to help combat "Islamic State" militants who control vast swathes of northern Iraq and Syria.

Further weapons deliveries are scheduled at the beginning of October.

Some 70 million euros (\$89 million) worth of arms will be sent to the 10,000 Kurdish fighters in Iraq. *dr/crh (dpa, AFP)* ♦

Iran general helped Iraq's Kurds battle IS group

ALI AKBAR DAREINI | AP
September 24, 2014
www.huffingtonpost.com

TEHRAN, Iran (AP) — A top Iranian general and 70 of his forces were on the ground in Iraq this summer, helping Kurdish fighters defend the regional capital Irbil against Islamic State militants, a senior commander from Iran's Revolutionary Guard said Wednesday.

The commander's remarks appeared to confirm for the first time that Iranian military forces are playing a battlefield role alongside Iraqis against the Islamic State extremist group, though it was not clear whether they were involved in combat or merely serving as advisers. Iran has said it provides advice to Iraq's government but has denied sending combatants or weapons.

Gen. Amir Ali Hajizadeh, who runs the Guard's aerospace

division, said top Gen. Ghasem Soleimani was instrumental in preventing the fall of Irbil.

"If it were not for Iran's help, the IS would have captured (Iraq's) Kurdistan," he said on state television late Tuesday. "Our respected General... Soleimani stood up to IS with only 70 forces and did not allow them to enter Irbil."

The Islamic State militants approached the outskirts of Irbil in August, prompting the United States to launch airstrikes that helped Kurdish forces drive them back.

Soleimani has since 1997 been head of the Quds Force, a division of the elite Revolutionary Guard that carries out special operations outside Iran. He is believed to have played a key role in mobilizing Iranian allies across the region, including the Lebanese Hezbollah group and Shiite militias in Iraq.



Gen. Amir Ali Hajizadeh, senior commander from Iran's Revolutionary Guard.

Iran's Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei, who has the final say on all state matters, has reportedly described Soleimani as a "living martyr" in recognition of his work.

Although Iran and the United States share a common enemy in the Islamic State group, a deep-seated lack of trust has so far kept the longtime foes from publicly allying against the extremists.

While the U.S. has led air

strikes against Islamic State militants, Iran is believed to have played a key role on the ground mobilizing Iraqi Kurdish and Shiite forces, including for last month's retaking of the northern Iraqi city of Amirli, which had been besieged by Islamic State militants for more than two months.

Iran fears that the U.S. wants to use the fight against the Islamic State group as a pretext to strike Syrian President Bashar Assad's government, a close ally of Tehran. The Obama administration has repeatedly called on Assad to resign and ruled out any cooperation with Damascus, even against the Islamic State group.

The U.S. has not invited Iran to join the emerging coalition fighting the Islamic State group and Iran has said it would not join in any case. Iran's parliament speaker Ali Larijani on Wednesday accused some coalition members of aiding the same militants they are now fighting - a veiled reference to Saudi Arabia and Qatar, which are strong backers of the Syrian rebels.

○○○

Syrie: l'attitude de la Turquie vis-à-vis des jihadistes au coeur des soupçons



Des familles kurdes à la frontière entre la Syrie et la Turquie près de la ville de Suruc, le 20 septembre 2014 AFP / Bulent Kilic



Des enfants kurdes traversant la frontière entre la Syrie et la Turquie près de la ville de Suruc, le 20 septembre 2014 AFP / Bulent Kilic

Mursitpinar (Turquie), 22 septembre 2014 (AFP)

LA PORTE OUVERTE n'a pas levé tous les soupçons. Même si elle a accueilli en urgence des dizaines de milliers de réfugiés kurdes de Syrie, la Turquie reste accusée d'entretenir des relations ambiguës avec les jihadistes qui les ont contraints à l'exode.

Depuis trois jours, Ibrahim Binici a passé le plus clair de son temps au poste-frontière turco-syrien de Mursitpinar. Face aux barbelés, le député du Parti démocratique populaire (HDP) tente d'y faciliter le passage de ses "frères" qui fuient les combats qui ravagent la ville syrienne Ain al-Arab, à portée de canon.

Balloté entre les soldats turcs qui, véhicules blindés à l'appui, encadrent les réfugiés et les autorités locales, il ne décolère pas contre le gouvernement islamo-conservateur d'Ankara.

"Quand les fous de Daesh (le groupe jihadiste de l'Etat islamique) sont partis de Mossoul pour attaquer Ain al-Arab (Kobané en kurde), il aurait suffi de deux avions pour les empêcher de revenir mais rien n'a été fait", grommelle-t-il sous son épaisse moustache.

"Les autorités turques sont en partie responsables de cette situation. Elles protègent Daesh qui est une organisation terroriste", poursuit M. Binici, "aujourd'hui, elles empêchent les jeunes Kurdes de revenir vers la Syrie pour défendre leur territoire".

Selon le député, de très nombreux jeunes Kurdes de Syrie sont entrés en Turquie pour y mettre leur famille à l'abri et ont tenté de repartir vers leur pays pour y poursuivre le combat contre l'EI, aux côtés des autres combattants kurdes.

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a renouvelé lundi son appel aux Kurdes de Turquie à combattre l'EI.

Mais les forces de sécurité turques s'opposent à tout retour de réfugiés vers la Syrie. "Raison de sécurité", répètent les officiels croisés à la frontière.

A quelques kilomètres à l'est de Mursitpinar, trois jeunes Syriens qui vivent à Istanbul depuis un an tentent justement de profiter de la pagaille pour se glisser côté syrien.

- "Les fous de Daesh" -

"On vient pour retrouver notre famille", glisse l'un d'eux aux policiers qui leur font barrage. "Tu rigoles ?", lui répond un des fonctionnaires à peine plus âgé que lui, "on sait que vous allez rejoindre le PYD (un des principaux partis kurdes de Syrie)".

Cette fois, l'affaire en est restée là. Mais dimanche, elle a provoqué au bord de la frontière de violentes échauffourées entre la police et la gendarmerie turques et des centaines de jeunes militants Kurdes venus de tout le sud-est turc.

Lundi, de nouveaux heurts ont éclaté entre quelque centaines de jeunes kurdes et les forces de l'ordre dans des champs aux abords de la petite ville turque de Suruç, située près de la frontière, a constaté l'AFP.

Les gendarmes ont fait usage de gaz lacrymogène et de canons à eau pour les repousser.



Des colonnes de fumée visibles le 20 septembre 2014 depuis la ville de Suruc à la frontière entre la Turquie et la Syrie. AFP / Bulent Kilic

Dans leur ligne de mire des manifestants, ce qu'ils considèrent comme le double jeu du gouvernement turc.

"Le pouvoir ne veut pas que nous défendions notre ville", accuse Mehmet Eminakma, un jeune militant du HDP venu faire le coup de poing depuis Cizre (sud-est). "Il soutient les fous de Daesh et pas les populations syriennes".

Sur le même thème, quelque 10.000 personnes ont défilé dimanche à Istanbul derrière des banderoles proclamant "L'Etat islamique tueur, AKP (le Parti de la justice et du développement au pouvoir depuis 2002) complice".

Sous la menace des jihadistes de l'EI, Feyad Bekir a quitté en urgence vendredi son village de Kule pour rejoindre la Turquie. Lui aussi s'en prend aux responsables de son pays d'accueil.

"Les Turcs disent qu'ils ne peuvent rien faire à cause de leurs otages. Mais maintenant ils sont libres, qu'ils viennent nous aider", confie le quinquagénaire syrien. "Mais non, ils continuent à les soutenir en cachette", tranche-t-il.

La Turquie a obtenu samedi la libération de 46 de ses citoyens retenus en otage par le mouvement jihadiste depuis la prise de son consulat général à Mossoul (Irak) en juin.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a expliqué que cette libération avait été obtenue par des "négociations diplomatiques et politiques" et accredité ainsi l'idée d'un accord passé avec les ravisseurs, sans en préciser les termes.

Même s'il l'a toujours farouchement nié, M. Erdogan est accusé d'avoir soutenu les groupes rebelles syriens les plus radicaux, dont l'EI, pour accélérer la chute du régime du président Bachar al-Assad.

Ismail Emer Ziravek, qui a quitté la Syrie il y a deux jours, a son explication sur l'attitude ambiguë de ses hôtes. "Leur peur", dit-il, "c'est qu'il y ait un Kurdistan sur leur territoire comme il y en a un en Irak". "Ils sont prêts à tout pour l'éviter, y compris soutenir Daesh". ●

La Turquie est-elle encore notre alliée ?

Afin de lutter contre l'État islamique (EI), cette monstruosité totalitaire destinée à soumettre le Moyen-Orient puis à terme le monde entier, dix États de la région ont signé le « communiqué de Jeddah », dans lequel ils s'engagent à aider Barack Obama dans sa campagne contre l'EI. Une signature manquait à cet appel : la Turquie d'Erdogan...

Lorsque le secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel, a tenté de convaincre la Turquie de participer à la coalition internationale contre l'EI, Ankara a catégoriquement refusé.

Rompant l'élémentaire solidarité atlantique, Ankara a refusé que des avions américains ou de l'Otan décollent des pistes turques, pourtant les plus opérationnelles pour atteindre l'Irak.

Rappelons que l'armée de l'air turque dispose des dernières technologies issues de l'industrie militaire américaine, que ses pilotes sont formés par les États-Unis et que la Turquie abrite vingt-quatre bases de l'Otan.

L'argument officiel avancé par Recep Tayyip Erdogan était, jusqu'au

20 septembre dernier, le sort des quarante-six prisonniers turcs capturés à Mossoul par l'EI en juillet. On sait aujourd'hui qu'ils ont été libérés en échange de l'aide turque aux djihadistes qui combattent les Kurdes en Syrie... Le prétexte des otages a servi à masquer une autre réalité, totalement inacceptable de la part d'un État « allié » qui se dit opposé au terrorisme, qui veut intégrer l'Union européenne et qui est un pilier de l'Alliance atlantique : la Turquie d'Erdogan soutient - tant en Syrie qu'en Irak - des groupes islamoterroristes, dont l'EI, qui compte 1 000 djihadistes turcs... Depuis le début de la guerre civile syrienne, Ankara a fermé les yeux sur les camps d'entraînement de l'EI en Turquie et sur le passage par son territoire d'armes et de djihadistes du monde entier venus combattre en Syrie ou en Irak.

Les djihadistes sont recrutés au grand jour en Turquie dans les mosquées, les écoles et même parmi les forces de sécurité... La réalité de l'appui du gouvernement turc à l'EI est dénoncée par l'opposition turque elle-même (parti CHP), qui déplore que son pays soit devenu la plus sûre base arrière de l'EI, dont l'une des composantes, la puissante confrérie islamiste des Naqshbandi, est très proche de l'AKP et d'Erdogan... Le président turc détesterait-il l'alaouïte Bachar al-Assad plus encore qu'il ne craint l'EI ? Ou serait-il carrément solidaire des djihadistes (nostalgiques comme lui du « califat »), qui combattent par les armes les alaouïtes laïques syriens comme il combat politiquement leurs cousins turcs alévis tout aussi « infidèles » ?

Ces dernières semaines, la Turquie a agi comme un véritable allié de l'EI face aux Kurdes de Syrie, hélas bien moins armés, et dont les défaites récentes à Kobané (nord de la Syrie) s'expliquent par le fait que l'armée turque a livré au moins cinq chars et nombre d'armes

combattent par les armes les alaouïtes laïques syriens comme il combat politiquement leurs cousins turcs alévis tout aussi « infidèles » ?

Ces dernières semaines, la Turquie a agi comme un véritable allié de l'EI face aux Kurdes de Syrie, hélas bien moins armés, et dont les défaites récentes à Kobané (nord de la Syrie) s'expliquent par le fait que l'armée turque a livré au moins cinq chars et nombre d'armes

lourdes à l'EI... Enfin, la Turquie a également refusé de faire cesser la contrebande d'hydrocarbures en provenance d'Irak et de Syrie alors

que les dizaines de champs pétroliers et de raffineries d'Irak et de Syrie contrôlés par l'EI génèrent de 2 millions de dollars par jour...

Plus personne ne peut nier le rôle ambigu d'Erdogan et son soutien à l'EI. Les États-Unis et l'Otan, si prompts à dénoncer la Russie dans le dossier nucléaire iranien ou la crise ukrainienne, devraient faire preuve d'une aussi grande vigilance vis-à-vis d'un pays qui a encore bien moins d'excuses de ne pas jouer le jeu de la solidarité occidentale car il est un membre majeur de l'Otan. Face à un danger aussi grave que l'État islamique, Erdogan et son premier ministre, Ahmet Davutoglu, artisan de la stratégie « néo-ottomane », doivent choisir leur camp : soit la Turquie reste membre de l'Alliance et alors elle participe à la coalition contre l'EI et cesse de lui livrer des armes, soit elle continue d'agir en allié du pire ennemi des démocraties depuis le III^e Reich et l'URSS et alors elle quitte l'Otan.

De son côté, l'organisation atlantique doit être plus cohérente : elle a toléré depuis 1974 l'invasion turque de 37 % de l'île de Chypre - pourtant membre de l'Union européenne - puis le viol permanent des frontières de la Grèce

(pourtant membre de l'Alliance), notamment en mer Égée. Elle ne peut plus tolérer le soutien d'Ankara aux djihadistes que dénoncent

les kémalistes eux-mêmes. La France, qui a rejoint le commandement intégré de l'OTAN en 2009 après l'avoir quitté en 1966 sous le général de Gaulle, doit en tirer les conséquences si la Turquie ne clarifie pas ses positions. Allons-nous supporter encore longtemps les agissements inqualifiables d'Erdogan ?

*Fabien Baussart est président du Center of Political and Foreign Affairs (CPFA) ; Alexandre del Valle, géopolitologue, auteur du « Complexe occidental. Petit traité de déculpabilisation » (Éditions du Toucan, 2014) ; Randa Kassis, opposante syrienne laïque, présidente du Mouvement de la société pluraliste.



FABIEN BAUSSART, ALEXANDRE DEL VALLE ET RANDA KASSIS

Les auteurs* pointent l'ambiguïté de la politique du président Erdogan, qui a refusé de participer à la coalition internationale pour lutter contre l'État islamique.

La Turquie d'Erdogan soutient
- tant en Syrie qu'en Irak -
les groupes islamoterroristes, dont l'EI,
qui compte 1 000 djihadistes turcs...

Damas veut profiter des frappes antidjihadistes

Beyrouth
Correspondant

Le changement de décor est frappant. Il y a un peu plus d'un an, en représailles au bombardement au sarin des faubourgs de Damas, les Etats-Unis et la France se préparaient à frapper le régime syrien. Bachar Al-Assad, acculé, n'avait réussi à se rétablir que grâce à une initiative diplomatique de dernière minute de son allié russe, impliquant le démantèlement de son arsenal chimique. Aujourd'hui, épuisés par trois ans et demi de guerre civile, le dictateur syrien et ses opposants assistent, peu ou prou impuissants, à une intervention américano-française – rejointe par leurs alliés arabes – cette fois-ci bien réelle, dirigée contre leur ennemi commun, l'Etat islamique (EI). Une fois n'est pas coutume, les représentants des deux camps ont applaudi de concert, mardi 23 septembre, le début des frappes, chacun se disant persuadé qu'un affaiblissement des djihadistes tournerait à son avantage. Mais cette approbation de façade, dissimule beaucoup d'arrière-pensées. La course pour profiter de la nouvelle donne induite par l'offensive anti-EI est lancée.

C'est par un communiqué de l'agence officielle SANA que Bachar Al-Assad a réagi. Sans mentionner spécifiquement les bombardements, le président syrien a déclaré qu'il soutenait « tout effort international antiterroriste ». Longtemps complaisant à l'égard des djihadistes, dont l'extrémisme nuisait à l'image de la révolution, le régime de Damas s'est décidé à les combattre, à partir du mois d'août, lorsqu'ils sont devenus les ennemis prioritaires de la communauté internationale. La guerre contre l'EI donne un nouveau souffle à sa propagande qui s'est toujours efforcé de dépeindre les insurgés comme des islamistes sanguinaires.

« En un seul missile Tomahawk, l'armée américaine a réduit en poussière le quartier général de Daech [l'acronyme arabe de l'EI] à Rakka, que notre aviation s'échinait à détruire depuis des jours, se félicite le rédacteur en chef d'un quotidien proche du pouvoir. C'est une bonne chose pour l'humanité et une bonne affaire aussi pour l'Etat syrien. »

Soucieux d'apparaître comme

un partenaire de la coalition formée sous l'égide de Washington et de briser ainsi l'ostracisme dont il fait l'objet en Occident, le président syrien a confié à son ministère des affaires étrangères le soin d'affirmer que la Syrie avait été prévenue de l'imminence des frappes. Damas assure que son représentant aux Nations unies, Bachar Jaafari, avait été mis dans la confiance et que des messages des Etats-Unis lui avaient été transmis par l'intermédiaire du ministre irakien des affaires étrangères.

« Au niveau politique, il n'y a pas de contact et le pouvoir syrien n'a d'ailleurs pas intérêt à renouer avec Washington, assure le journaliste syrien. Mais au niveau des agences de renseignements, il y a un vrai partenariat. On ne se parle pas, mais les radars des uns et des autres se voient. » L'argument a aussi pour vocation d'atténuer, auprès de la base du régime, l'affront que constitue la violation de l'espace aérien syrien par l'aviation « impérialiste » américaine. Et de justifier que, contrairement aux menaces proférées il y a quelques semaines, la défense antiaérienne syrienne n'est pas entrée en action.

Mais tous ces efforts oratoires ont été balayés par Washington. « Nous n'avons pas demandé la permission du régime. Nous n'avons pas coordonné nos actions avec le gouvernement syrien. Nous n'avons pas donné de notification à l'avance aux Syriens, ni donné d'indication sur le moment des frappes ni sur les cibles spécifiques », a lancé Jennifer Psaki, la porte-parole du département d'Etat. Si M. Jaafari a été contacté, a précisé la diplomate américaine, c'est pour dissuader la Syrie de « s'en prendre à un avion américain ». « Personne, aux Etats-Unis, n'a l'intention de discuter avec ce régime, soutient un très bon connaisseur du dossier syrien, de retour de Washington. Quelques services secrets occidentaux ont approché leurs homologues syriens ces derniers mois, mais ils ont vu que cela ne servait à rien. On ne peut pas sauver ce régime, il se détruit lui-même quoi qu'il fasse. Comment pourrait-il apporter une solution à la radicalisation des sunnites ? »

Du côté de l'opposition, la clarification du département d'Etat a été accueillie avec soulagement. Dans un jeu de miroirs paradoxal avec le



Le croiseur américain « Philippine-Sea » tire un missile Tomahawk depuis le golfe Arabo-Persique vers les zones contrôlées par l'Etat islamique, le 23 septembre. U.S. NAVY/REUTERS

régime, la Coalition nationale syrienne (CNS), vitrine politique de la rébellion, s'est félicitée que la communauté internationale ait « rejoint [notre] combat contre Daech ». « C'est un développement majeur, assure Monzer Akbik, un cadre de la CNS. Le régime a trop longtemps profité de la présence des djihadistes pour salir notre cause. » Sur le terrain, cependant, le scepticisme prédomine. L'un des groupes armés les plus modérés, le mouvement Hazm, à qui les Etats-Unis ont livré des missiles anti-chars, a affirmé que les frappes « nuiraient à la révolution syrienne ». Sur son compte Twitter, ce groupe, affilié à l'Armée syrienne libre (ASL), soutient que « le seul bénéficiaire de ces ingérences étrangères en Syrie est le régime, particulièrement en l'absence d'une véritable stratégie pour le renverser ».

Les combattants de l'ASL s'inquiètent de l'impact sur l'opinion publique syrienne des bavures inévitables de l'aviation américaine

Les combattants de l'ASL, harassés par des mois de combats sur un double front, s'inquiètent de l'impact sur l'opinion publique syrienne des bavures que commettra inévitablement l'aviation américaine.

Une dizaine de civils aurait déjà péri dans les bombardements de mardi, ainsi que 70 à 120 djihadistes selon les sources. Les insurgés redoutent aussi que l'élargissement de l'éventail des cibles à des formations cousines de l'EI ne contribue à jeter de nombreuses brigades dans les bras de celui-ci. Mardi, les Etats-Unis ont ainsi bombardé des positions de Khorasan, un groupe membre du Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaida. « Il y a une vraie paranoïa parmi les insurgés, qui redoutent de se retrouver dans le collimateur des Etats-Unis », témoigne un diplomate occidental, en contact avec les milieux d'opposition.

Les deux camps affûtent désormais leurs armes en vue de la prochaine manche : la récupération des territoires contrôlés par l'EI. En prévision des raids américains, les hommes de l'EI avaient déjà dispersé leurs forces et évacué leurs bases les plus voyantes. Ils pourraient dans les prochains jours être obligés de plonger dans la clandestinité et donc de relâcher leur emprise sur le terrain. L'ASL saura-t-elle profiter de cette occasion pour avancer ses pions ? La survie de la révolution syrienne en dépend. ■

BENJAMIN BARTHE

À Suruç, les réfugiés kurdes tentés par le retour en Syrie



Des réfugiés kurdes de Syrie rejoignant la ville turque de Suruç, mercredi.



Chaque semaine, la frontière s'ouvre aux Syriens dans les deux sens, les lundi et jeudi. Mais pour la première fois, mercredi, quelques dizaines de Kurdes originaires de la région de Kobané – femmes, enfants et personnes âgées – ont été autorisés à passer ce minuscule poste-frontière. À une condition : qu'ils possèdent un passeport et vivent dans la région d'Aïn al-Arab (le nom arabe de Kobané).

« Je veux vraiment rentrer pour aller me battre »

REBER, SYRIEN DE 26 ANS

Les combattants ou aspirants combattants ne sont pas les seuls à vouloir regagner cette zone martyrisée de la Syrie. De nombreuses victimes de cet exil forcé, au terme de deux ou trois heures de marche pour parcourir les 7 km qui séparent Kobané de Suruç, ne pensent qu'à rentrer chez elles ou, à tout le moins, à aller reprendre ce qu'il leur reste de biens. « Une fois encore, nous avons dû tout laisser derrière nous, bétail, maisons, voiture, se lamente Mohamed, un fermier de 55 ans, originaire de Raqqa. Avec sept membres de sa famille, il a été contraint de changer cinq fois d'endroits pour vivre, au fur et à mesure de l'avancée de l'État islamique, ces deux dernières années. Et même s'il a vu un de ses voisins se faire massacrer sous ses yeux à Raqqa, Mohamed compte braver la menace et retourner sur ses terres, à Kobané.

Déséquilibrée par le poids du sac qu'elle porte péniblement, Halima, 61 ans, affiche la même détermination. « Je ne crains pas de mourir, on ne meurt qu'une fois. Mais j'ai peur d'être capturée et violée, explique-t-elle, le souffle court sur la route de Mursitpinar. J'ai vu une femme exécutée par Daech. Ils l'avaient violée et lui avaient tranché les seins », ajoute-t-elle tout en se rapprochant du point de passage, fermement surveillé par l'armée et les gendarmes. Après avoir parlé au téléphone avec son époux, resté dans leur village bombardé par l'EI, près de Kobané, Halima passera la nuit chez des proches, dans le centre de la ville, toujours à l'abri des djihadistes.

Si, depuis mardi, le flux de réfugiés venus de Kobané et de sa région s'est tari, beaucoup à Suruç redoutent qu'un déluge humain ne se reproduise et n'engendre de nouveaux affrontements avec les forces de l'ordre. Mardi, la coalition internationale a visé les alentours de Kobané, tenus par les djihadistes de l'EI. « Quelles seront les conséquences si le flux ne s'arrête pas ? s'interroge Sinan Ulgen, ancien diplomate et directeur du think-tank stambouliote Edam. C'est un scénario très préoccupant, car on peut très bien revoir ce type d'exode se répéter à mesure que les frappes vont s'accroître. » ■

noirs siglés « Polis » et conduits par des hommes cagoulés sillonnent encore jeudi la route qui fend la plaine aride et rocaillieuse reliant Sanliurfa à Suruç. Ces échauffourées ont commencé dimanche, alors que de jeunes militants du BDP et des militants du Kesk (Confédération des syndicats de fonctionnaires) dénonçaient le refus du gouvernement de laisser des réfugiés syriens regagner leur domicile. Ankara craint par-dessus tout que des combattants kurdes turcs puissent rejoindre les rangs du PYD, ce cousin syrien du PKK. Surtout depuis que ce dernier a appelé dimanche – avec un certain succès – les jeunes Kurdes de toute la Turquie à rejoindre la lutte armée contre l'État islamique.

Les mains agrippées aux barbelés, Reber fait partie de ces hommes prêts à en découdre. Sous le soleil sans merci de Mursitpinar, considérée comme la partie turque de Kobané la kurde, à quelques kilomètres de Suruç, ce chauffeur syrien de 26 ans attend depuis quatre jours de pouvoir passer de l'autre côté de la frontière. « J'ai passé un an à Erbil, en Irak, j'ai essayé d'aller en Syrie depuis là-bas, mais j'ai été stoppé. Je veux vraiment rentrer pour aller me battre », explique-t-il d'un ton résigné, mais combatif. Comme lui, une quarantaine d'hommes patientent en file le long du grillage érigé par l'armée pour faire office de « pré-frontière », au pied d'une voie de chemin de fer abandonnée. De l'autre côté de cette zone tampon, six ombres énigmatiques dominent la scène, assises sur des chaises campées sur le toit d'un immeuble abandonné à l'entrée de Kobané.

JULIE CONNAN @JulieConnan
ENVOYÉE SPÉCIALE À SURUÇ ET MURSIPTINAR (TURQUIE)

« FAITES ATTENTION aux gaz en allant là-bas ! » La sage mise en garde soufflée sur un trottoir de Suruç n'émane pas d'une vieille dame apeurée, mais d'une petite fille au regard espiègle, tout juste réfugiée de Kobané. La zone qui entoure cette ville kurde d'environ 60 000 habitants a été le théâtre d'une violente offensive de Daech ces derniers jours, causant un exode inédit depuis onze jours. Un minuscule segment de la frontière – pourtant longue de 900 km – franchi dans le chaos et le désespoir le plus profond par 70 000 Kurdes, fuyant à la hâte l'offensive.

Mais, depuis dimanche, la police turque a également déployé des dizaines de véhicules et des centaines d'hommes dans ce havre par défaut. « Mardi, alors que nous procédions à une distribution de nourriture, la police a tiré des gaz lacrymogènes, sans aucune sommation, raconte Orhan, 28 ans, qui a mis entre parenthèses son travail d'ingénieur agronome pour venir en aide aux réfugiés. Deux députés du BDP (principal parti kurde, vitrine politique du PKK) ont été battus avec des matraques ! » ajoute-t-il, outré, mais pas surpris.

Zone tampon

Quatre jours après des affrontements spectaculaires, des colonnes de chars

La coalition a les moyens de répondre aux djihadistes

Gérard Chaliand

Géopolitologue

En menaçant les Occidentaux, et plus particulièrement les Français, l'Etat islamique (EI) a choisi de jouer l'intimidation par la terreur, ce qu'il a déjà fait sur le terrain. Cet effet d'annonce est essentiellement psychologique et quelques coups portés de façon spectaculaire peuvent inquiéter les foules, dans les esprits comme dans les volontés.

Nous n'avons pas à faire le jeu des islamistes. Nous disposons des moyens de riposter, et il ne saurait être question de répandre une atmosphère de panique devant des menaces dont l'adversaire sait qu'il lui est difficile de les mettre à exécution, sauf de manière exceptionnelle.

Le président américain, Barack Obama, a été, sur sa politique au Moyen-Orient, critiqué sur tout et son contraire, alors que, contrairement à son prédécesseur, il n'a commis aucune erreur grave. Poussé par les circonstances, il vient néanmoins de s'engager dans un conflit à haute teneur idéologique. Il n'a pour alliés régionaux, malgré la constitution d'une importante coalition de pays musulmans, que des partenaires incertains et conditionnels ou d'autres ambigus, dont les actes passés ou présents indiquent des buts contraires à ceux de Washington et poursuivis avec duplicité.

Il s'agit, pour les Etats-Unis (et ses alliés occidentaux aux engagements diversifiés), en intervenant contre l'Etat islamique, d'affaiblir l'organisation djihadiste qui s'est proclamée « califat » sur une partie de l'Irak et de la Syrie, sans paraître servir les intérêts de l'Irak et du régime de Bachar Al-Assad en Syrie. Un exercice piégé dont compte bien profiter l'Etat islamique pour s'opposer en champion anti-américain et comme défenseur du sunnisme contre le chiisme, dans une version rigide destinée à mobiliser une fraction du monde musulman, particulièrement parmi une jeunesse sans grande perspective.

Pour les Etats-Unis, il faut ménager avant tout les relations cordiales avec les Etats arabes modérés telle la Jordanie, préserver l'alliance avec la Turquie, membre de l'OTAN, mais de plus en plus encline à se préoccuper de son destin régional. La frontière turco-syrienne est restée ouverte pour les djihadistes de tous bords, parfois manipulés par les services turcs contre les Kurdes de Syrie.

La désunion règne dans les divers camps proche-orientaux : la Turquie et le Qatar soutiennent les Frères musulmans et, par voie de conséquence, le Hamas, tandis que l'Arabie saoudite et le Koweït, entre autres, ont soutenu les islamistes dont la frange la plus radicale, aujourd'hui, les inquiètent. Par ailleurs, l'Arabie saoudite, le Koweït et les Emirats arabes unis aident financièrement l'Egypte où le régime militaire, boudé par les Etats-Unis, est très hostile aux Frères musulmans. L'Egypte est soutenue par la Jordanie, le Maroc et l'Algérie. La partie est complexe et le seul adversaire désigné est l'Etat islamique d'Irak et du Levant, qui bénéficie de la frustration des sunnites d'Irak et de Syrie.

L'intervention en Irak de 2003, menée par George Bush et préconisée par les néo-conservateurs qui avaient pour but de remodeler le « Grand Moyen-Orient », s'est soldée par un échec, mais portait un coup très sévère aux sunnites d'Irak (20 %) qui exerçaient le pouvoir politique depuis toujours. Ceux-ci se voyaient soudain marginalisés, le pouvoir revenant à leurs yeux, à cause de Washington, à des chiites hérétiques (60 %) qu'ils avaient toujours dominés et à des Kurdes (20 %) qu'ils avaient combattus et réprimés depuis des décennies.

C'était, pour les Etats-Unis, sans le vouloir, avantager l'Irak, le principal Etat de « l'axe du Mal ». En Irak, la résistance des sunnites fut quasi immédiate. D'emblée, l'appareil d'Etat intact des sunnites disposait d'armes, d'argent, de savoir-faire et d'un soutien qui se nourrissait des erreurs politiques américaines. Jamais les élites sunnites n'ont accepté d'être écartées du pouvoir. La venue d'Al-Qaïda envenimait gravement les rapports sectaires et, dès 2007, la montée au pouvoir du premier ministre Nouri Al-Maliki ne faisait que creuser le fossé avec les sunnites, plus particulièrement après le départ des troupes américaines (2011), dans un pays en guerre civile chronique.

Les Kurdes qui, depuis la fin des années 1990, ont pu s'organiser administrativement, assurer leur sécurité et un développement fondé sur les hydrocarbures, ont tiré profit de l'intervention américaine de 2003 et des erreurs politiques de Nouri Al-Maliki. Ils ont récupéré l'assiette territoriale qu'ils estiment être la leur et démontré leur ouverture à l'égard des minorités menacées. Il leur faut désormais réformer leurs forces de guérilla montagnardes après quinze ans de paix en une armée semi-classique dotée d'un armement lourd et d'assurer la sécurité de leurs territoires, ce qu'ils ont

remarquablement réussi jusqu'à présent. Mais il est douteux qu'ils sortent beaucoup de leur périmètre pour se mêler au conflit interarabe où ils n'ont rien à gagner.

Pour les Etats-Unis, il serait incohérent d'opérer seulement en Irak, en laissant à l'EI un sanctuaire en Syrie où Rakka est leur centre de gravité. Le Front Al-Nosra qui est affilié à Al-Qaïda reste une force redoutable qui conserve aujourd'hui un profil bas. On verra ce que pourra faire l'Armée syrienne libre mieux épaulée.

Quant au califat, il veut, par l'usage de la terreur, frapper psychologiquement (quand on est peu nombreux, il est utile d'être précédé d'une aura de terreur). Il va tenter de désigner les Etats-Unis comme l'adversaire du monde musulman sunnite afin de renforcer sa capacité de mobilisation.

Les vulnérabilités de l'Etat islamique sont évidentes. Il est plus prudent d'être un mouvement clandestin que de s'expo-

Il s'agit, pour les Etats-Unis, d'affaiblir l'organisation qui s'est proclamée « califat » sur une partie de l'Irak et de la Syrie, sans paraître servir les intérêts de l'Irak et du régime Assad

ser en tant qu'Etat en construction, particulièrement dans le relief plat de la Mésopotamie ou celui souvent désertique de Syrie, qui constitue l'aire qu'il domine. Les bombardements aériens devraient être limités à stopper des offensives éventuelles et surtout à frapper tout déplacement de troupes en ménageant villes et zones peuplées sunnites.

La perspective d'un Irak réconcilié est sans doute utopique. L'idée du partage du pouvoir n'est pas dans la tradition régionale. La suspicion et la haine intersectaire sont profondes et la parole est aux armes. Contenir et affaiblir l'Etat islamique est possible, parer aux effets de l'idéologie islamiste est autre chose. A cet effet, on ne peut guère compter actuellement sur une action concertée d'Etats musulmans aux agendas contradictoires, les modérés étant souvent les plus prudents.

Le monde arabe a déjà beaucoup perdu de temps dans la course à la modernité, cette poussée d'islamisme creuse encore le retard. ■

G

Gérard Chaliand est l'auteur, avec Michel Jan, de *Vers un nouvel ordre du monde* (Le Seuil, 2013)

Iraqi Kurdistan shipped 19 oil tankers since May, earning \$1.3 bln

September 25, 2014 - (Reuters)

ISTANBUL, – Iraqi Kurdistan has shipped a total of nineteen tankers carrying 13.7 million barrels of crude oil since May via a pipeline to Turkey's Mediterranean port of Ceyhan, a Turkish energy official told Reuters on Thursday.

"The flow of Kurdish oil continues without any issues. The 20th tanker will be loaded in the coming days," the official said, adding that the storage tanks in Ceyhan currently held 445,000 barrels of oil.

Turkey's state-run lender Halkbank, where buyers of the Kurdish oil make their payments to, holds \$400 million for the sold oil,

Turkish Energy Minister Taner Yildiz told reporters on Wednesday.

"This is a business in which so far \$1.3 billion worth of revenues have been made," Yildiz added.

The Kurdistan Regional Government (KRG) began exporting oil in May via its independent pipeline, linking up with the existing Iraq-Turkey pipeline on the Turkish side of the border.

Baghdad strongly rejects the KRG's independent oil exports through Turkey and has launched www.Ekurd.net a series of legal cases to try to halt the sales.

The Kurds argue they hold the right to sell oil under Iraq's constitution. ♦



Turkey's Ceyhan port. Photo: BOTAS

Kurds lose patience: Advance of IS puts truce with Turkey in doubt

KCK says executive council has decided 'state of no conflict' has been effectively ended by actions of ruling AKP.

<http://www.middle-east-online.com>
First Published: 2014-09-24

DIYARBAKIR - Kurdish rebels on Wednesday cast doubt on continuing a truce with the Turkish authorities, accusing the ruling party of fighting a "war" with Kurds amid the advance of Islamic State (IS) militants.

The statement by the Kurdistan Communities Union (KCK) -- considered the urban wing of the mountain-based and outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) -- is the latest sign of the worsening climate between Turkish Kurds and the authorities.

The KCK said its executive council had decided the "state of no conflict" had been effectively ended by the actions of the ruling Justice and Development Party (AKP).

It said it resolved "to step up the fight in every sphere and by using any kind of measure to reciprocate the war waged by AKP against our people."

The statement accused the AKP government of exploiting the PKK's imprisoned leader Abdullah Ocalan's efforts for peace, saying this made the truce "meaningless."



PKK's military chief Murat Karayilan. Photo: Reuters

The truce has been in place since March 2013 as both sides seek to find peace after a 30-year insurgency by PKK militants in search of self-rule that claimed some 40,000 lives.

Battling an influx of refugees from Syria, Turkey has blocked attempts by Turkish Kurds to enter Syria to join the fight against IS, sparking protests at the border.

To the fury of Kurdish militants, Ankara appears to be deeply concerned that involvement in fighting IS could embolden and strengthen the PKK.

"In the face of the AKP's policies, our executive council has been tasked to take any kind of political and military step and invalidate the inauspicious and dirty policies pursued against Kurdish people," the KCK statement said.

It accused the government of "playing for time" and creating a perception a solution will be found by continuously talking about the peace process.

Ocalan this week issued a statement through his lawyer expressing impatience with the AKP's stance on the peace process and accusing the authorities of being more ready to negotiate with IS than Kurds.

The PKK's military chief Murat Karayilan, who leads the armed rebels at their Kandil Mountain base in northern Iraq, has gone even further, saying that the peace process has "ended".

"But Ocalan has the final say," Karayilan was quoted as saying. ■



Turkish and Syrian Kurds tear down the border fence to cross into neighbouring Syrian Kurdistan during a demonstration near the Mursitpinar border crossing in Sanliurfa province on September 26, 2014.



A Turkish police officer arrests a Kurdish protester during a demonstration near Turkish-Syria border Sanliurfa, in the Suruc district in Turkish Kurdistan. The Islamic State assault against dozens of Kurdish villages in Syrian Kurdistan [northern Syria]. Photo: EPA

Turkey's Kurds turn on Erdogan amid border chaos

www.bloomberg.com
September 26, 2014
By Selcan Hacaoglu

MURSITPINAR, Turkey— Turkish police in riot gear guard the Mursitpinar frontier post with Syria and army personnel carriers patrol nearby stretches of a border where Islamic State's advance has opened new political fault-lines.

Kurds are crossing it in both directions. Tens of thousands have fled to Turkey in the past 10 days as the militants seized their villages in Syrian Kurdistan [northern Syria]. Others are heading the opposite way to join the fight, and clashes broke out this week when the Turkish security forces tried to stop some of them.

The latest twist in Syria's civil war is straining an alliance that had shown the potential to transform Turkey. President Recep Tayyip Erdogan has taken steps shunned by past leaders to engage with Kurdish demands for wider rights, and pledged to end a three-decade guerrilla war. In turn, he's received broad support in the largely Kurdish southeast of Turkey, where fighting has subsided during his decade in power.

Now, the jihadist onslaught has united the region's Kurds -- there are minorities in Iraq and Iran as well as Syria and Turkey -- in condemnation and support, and some say Turkey's efforts to feed and shelter the refugees aren't enough. They accuse the government of favoring Islamic State over the Kurdish fighters battling it, for example by allowing the jihadists to come and go across the border while stopping Kurds from doing so, charges that Turkey denies.

'TRYING TO SUFFOCATE'

Turkey is "trying to suffocate" the autonomous Kurdish region that emerged in Syria during the civil war, said Sebahat Tuncel, a lawmaker from the pro-Kurdish People's Democracy Party, in a phone interview. The policy "also jeopardizes the process to find a solution

with Kurds in Turkey," she said.

Speaking at the Council on Foreign Relations in New York this week, Erdogan said media reports suggesting Turkey supports Islamic State are "very unjust and ill-intentioned." He told the United Nations General Assembly that Turkey "isn't a country that supports or turns a blind eye to terrorism." Erdogan and President Barack Obama spoke yesterday about the Islamic State threat, according to the White House. Turkey is a NATO member and the U.S. is seeking allies in the region as it leads airstrikes against the militants in Iraq and Syria.

In the town of Suruc, near the border, Turkish efforts to ease the plight of Syrian Kurdish refugees are evident. Across the road from Mayor Mustafa Denktas's office, dozens of refugees line up to get lentil soup from a state-run kitchen, as hundreds more sit in the shade of a park.

'BUFFER ZONE'

Yet Turkey has been wary of the Syrian Kurds too. In an interview with Cumhuriyet newspaper this week, deputy premier Yalcin Akdogan said the Kurds must denounce President Bashar al-Assad if they want a rapprochement with Turkey, which seeks Assad's ouster.

The Kurds, the largest ethnic group in the Middle East without their own state, have made gains across the region in recent years. They extended their control over energy-rich northern Iraq after the Baghdad army was routed by Islamic State

The Syrian Kurds took advantage of the power vacuum created by civil war to declare self-rule in November last year. Their effective autonomy has been tolerated by Assad, whose reach no longer extends to that region. In Suruc and elsewhere, fueling the anger against Erdogan is a concern that Islamic State's onslaught is threatening to take away Kurdish gains.

The Turkish government is working in alliance with Islamic State and seeking "a pretext to create a militarized buffer zone," Denktas said in an interview at his office.

'ALL-OUT RESISTANCE'

Sitting at a nearby open-air cafe, Ruhut Sidar, a 23-year-old Syrian Kurd, said he was returning home to fight Islamic State after six months working at a textile plant in Istanbul.

"I'm planning to cross the border with three friends in a few days," he said as he sipped tea. "I'll show my Syrian ID to Turkish soldiers =>

⇒ and just go. They can't stop me."

The onslaught has spurred solidarity among Kurds in the region.

Nechirvan Barzani, premier of Iraqi Kurdistan, said his government may send fighters to help. From his Turkish jail, Abdullah Ocalan, leader of the Kurdistan Workers' Party or PKK, called for "all-out resistance." The PKK, which has close ties with Syria's armed Kurdish groups, is classified as a terrorist organization by Turkey, the U.S. and the European Union.

Turkish forces at Mursitpinar were seen yesterday allowing Syrians in civilian clothes to cross, while sending Turks back. Earlier this week, they used teargas to disperse hundreds of Turkish Kurds seeking to join the forces defending the Kurdish town of Kobani across the border in Syria.

BORDER MONITORS

"We fought them with stones several times this week when they gassed us and refused to allow volunteers for Kobani to cross," said a young Turkish Kurd who only identified himself as Ilyas out of fear for reprisals. Still, about 1,000 volunteers from Turkey including 200 from Suruc, managed to join the Kurdish forces in Kobani, he said.

Some Kurdish and other opposition politicians say that Turkey hasn't been so strict when it came to Islamists crossing the border to fight against the Assad government. Semra Demir, a member of the Kurdish party's executive board, said in an interview in the mayor's office in Suruc that she'd come to the town with about a dozen colleagues to "monitor crossings by Islamist fighters into Syria."

The frontier, marked in places only by waist-high barbed wire and empty watch towers, has for almost three years been a key conduit for weapons and foreign fighters seeking to oust Assad. As interna-

tional condemnation of Islamic State grew, Turkey has stepped up patrols, added highway checkpoints and erected new fencing.

PR COUPS

Turkey may have "turned a blind eye" to the activities of jihadist groups "whom many in the government believed could most effectively counter Assad," Paul Andrew Williams, a political analyst at Bilkent University in Ankara, said by e-mail. "Maybe these groups appeared indistinguishable from the so-called 'moderate opposition' at first," he said. The distinction became clearer after the seizure of hostages at the Turkish consulate in Mosul in June, Williams said.

Those captives were freed this week after what Turkish authorities described as an intelligence operation. No details have been revealed, fueling speculation that concessions were offered to Islamic State, which Turkey has denied.

As they battle Islamic State, Kurdish groups such as the PKK have "scored a number of key public relations and/or propaganda coups," Williams said.

He pointed to the role of the Kurdish fighters in helping to rescue members of Iraq's Kurdish Yezidi minority who were stranded after an Islamic State assault. The result is that the Kurds are "slightly better poised to obtain a wider geographical autonomy or semi-sovereignty," he said.

Sidar, preparing to battle for that cause, said his mother is crying for him. "But she understands that I should go and fight to defend our land." □



25 September 2014

Germany to supply arms to Kurds fighting 'IS' militants

Chancellor Angela Merkel is to address parliament to explain a decision to supply German weapons to Kurdish forces fighting "IS" militants in Iraq. The decision marks a major policy shift and is not universally popular.

www.dw.de

25 September 2014

Chancellor Merkel is to address a special session of Germany's Bundestag lower house of parliament on Monday, a day after the cabinet agreed to send 70 million euros (\$92 million) worth of high-end weaponry to Kurdish forces fighting "Islamic State" (IS) militants. The decision was announced in a joint press conference held by Defense Minister Ursula von der Leyen and Foreign Minister Frank-Walter Steinmeier in Berlin on Sunday.

"The situation in Iraq is extremely critical," von der Leyen said, adding that the IS, which has captured large swathes of northern Iraq in recent months, had been acting with "merciless brutality."

Steinmeier said the arms shipments would complement the humanitarian aid that Germany has already sent to help civilians displaced by the fighting.

"This isn't an easy decision for us, but it's the right decision in a situation that is difficult in every way," Steinmeier said. "The terror group Islamic State is a deadly threat for hundreds of thousands," he added.

Among the weapons to be delivered are 500 anti-tank missiles, 8,000 G36 assault rifles, 40 machine guns, as well as five heavily armored Dingo infantry vehicles.

Break with tradition



Merkel - von der Leyen - Steinmeier

The decision to arm the Kurds in northern Iraq marks a break with Germany's long-standing policy of not sending arms to conflict zones.

A government statement released after Sunday's cabinet meeting argued that the situation in northern Iraq justified the unusual decision.

"The lives of millions of people, the stability of Iraq and the whole region and ... due to the high number of foreign fighters, our 17891034:security in Germany and Europe are being threatened," the statement said.

"It is our humanitarian responsibility and in the interests of our security to help those suffering and to stop the IS" it added.

Non-binding Bundestag vote

Following Monday's Bundestag debate, lawmakers are to hold a non-binding vote on the weapons deliveries. They are expected to approve the measure easily, as Chancellor Merkel's conservatives along with their coalition partners, the Social Democrats, hold a large majority in the legislature.

However, it appears that the chancellor still has a lot of work to do to convince ordinary Germans that it is the right course of action. In a recent Infratest dimap opinion poll conducted for ARD public television, 60 percent of respondents said they opposed shipping weapons to Iraq while only 34 percent supported the idea. *ptd/crh (AFP, AP, dpa, Reuters)* ■

Les ambiguïtés de la Turquie face aux djihadistes de l'EI

Les combats entre Kurdes et djihadistes de l'organisation Etat islamique en Syrie ainsi que la libération de 46 otages turcs mettent en relief le double jeu d'Ankara face à cette crise. Explications.

Par Catherine Gouëset

22 septembre

www.lexpress.fr

Depuis la montée en puissance, à la fin du printemps, de l'organisation Etat islamique (EI), la Turquie est restée très en retrait dans la lutte menée par tous les acteurs régionaux et internationaux contre le groupe djihadiste.

Jusqu'à ce week-end, Ankara a justifié cette frilosité par la nécessité de ne pas mettre en danger les 49 otages, (dont 46 Turcs), enlevés le 11 juin à son consulat de Mossoul (Irak). Certes, toute crise d'otages se règle toujours mieux dans la discrétion. Mais le rapt des citoyens turcs ne suffit pas à expliquer les zones d'ombre de la position d'Ankara. Plusieurs facteurs, diplomatiques et internes sont à l'origine de l'embarras des autorités turques. Et toutes ces motivations s'articulent autour de la région frontalière de la Turquie avec la Syrie et l'Irak.

L'ENNEMI DE MON ENNEMI: LE RÉGIME D'ASSAD

Depuis le début de la guerre en Syrie fin 2011, la frontière turque est une véritable passoire, dans un sens comme dans l'autre, pour les rebelles syriens en lutte contre le régime de Bachar el-Assad.

Après avoir un moment tenté de nouer des relations avec le dictateur syrien, le président turc Recep Tayyip Erdogan a pris le parti de l'opposition syrienne en 2011, "en partie sur des bases identitaires", explique à L'Express



Des Syriens fuyant l'Etat islamique dans la ville de Kobani se massent à la frontière turque près de Suruç. Malgré les raids aériens de la coalition conduite par les Etats-Unis, les djihadistes ont resserré leur étau autour de Kobani, près de la frontière turque. /Photo REUTERS/Murad Sezer

le politologue Samim Akgönül. La population syrienne, et à plus forte raison l'opposition au régime d'Assad --qui s'appuie essentiellement sur la minorité alaouite dont il est issu-- est très majoritairement sunnite, comme la population Turque.

"Si elle n'a pas directement soutenu l'EI en tant que tel, la Turquie a fermé les yeux sur le passage d'islamistes dont certains ont ensuite rejoint Daech, à mesure que les autres groupes rebelles syriens s'affaiblissaient au profit de cette dernière", constate Jordi Tejel, professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID, Genève), interrogé par L'Express.

Maintenant que le monstre djihadiste a pris

une ampleur incontrôlable, Ankara a changé de ligne et surveille de plus près sa frontière.

L'ENNEMI DE MON ENNEMI : LE PKK

Le Président turc joue aussi un jeu d'équilibriste sur le plan intérieur: "Le principal objectif d'Erdogan, après son élection à la présidence en août, est que son parti obtienne un score élevé aux législatives de juin 2015, afin d'atteindre la majorité absolue indispensable pour instaurer le système présidentiel de ses rêves", ajoute Jordi Tejel. Pour cela, il a besoin de l'électorat kurde. Erdogan cherche donc à se concilier la frange de l'opinion kurde qui n'est pas acquise à son parti.

Dans le même temps, Ankara a engagé des négociations avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) pour mettre fin au conflit qui ensanglante l'est de la Turquie depuis trois décennies. Mais pour garder la haute main dans la négociation, il convient que le PKK ne soit pas en position de force. "La grande crainte d'Erdogan est que le combat contre les djihadistes n'apporte une légitimité politique au PKK", analyse Samim Akgönül. Or, la lutte contre l'EI a permis au PKK de gagner du terrain. "C'est le PKK qui a repris aux djihadistes les régions yézidis en Irak, souligne Jordi Tejel. C'est pourquoi les autorités turques observent avec une certaine satisfaction les difficultés des combattants kurdes face à l'EI dans la région de Kobané, en Syrie ces derniers jours, souligne Jordi Tejel.

"Cette région kurde de Syrie est le lieu de très violents affrontements entre Kurdes →



Des milliers de Kurdes syriens arrivent à la frontière syrio-turque, située à une dizaine de kilomètres de la ville de Konabi où les djihadistes du groupe Etat islamique (EI) sèment la terreur © REUTERS/Kadir Celikcan

⇒ et djihadistes depuis un an, parce qu'elle constitue un secteur stratégique de sortie et d'entrée pour l'EI, à proximité de son fief de Raqqa.

Face aux difficultés des peshmergas kurdes à Kobané, le PKK a appelé les Kurdes de Turquie à aller combattre les djihadistes -- un petit nombre de Kurdes installés en Europe s'y seraient d'ailleurs joints, selon Jordi Tejel. Mais les autorités turques ont tout récemment fait obstacle au passage de Kurdes venus de Turquie vers la Syrie.

LA MENACE QUE FAIT PLANER L'EI SUR LA TURQUIE

Depuis la libération des 49 otages, les autorités turques ont laissé entendre qu'elles pourraient assouplir leur refus initial de participer à la coalition anti-EI, mais jusqu'à quel

point ? Daech (le nom de l'EI en arabe), qui a fait de sa sauvagerie une marque de fabrique, n'a certainement pas libéré les captifs turcs sans contrepartie. Les djihadistes ont probablement obtenu l'assurance qu'Ankara s'en tiendrait la ligne annoncée auparavant: pas d'engagement militaire et pas d'utilisation de son territoire par la coalition menée par Washington.

Parmi les centaines de milliers de Syriens réfugiés des camps de réfugiés en Turquie le long de la frontière, "les groupes armés rebelles, y compris l'EI, ont créé des cellules", assure Samim Akgönül. "Il n'est pas difficile d'imaginer que le groupe terroriste fait planer la menace d'attentats sur le sol turc au cas où Ankara ferait le choix de s'opposer trop ouvertement à lui."

○○○



Des affrontements ont éclaté dimanche 21 près de la frontière entre les forces de sécurité turques et des centaines de jeunes Kurdes qui manifestaient contre une fermeture temporaire du point de passage. (BULENT KILIC/AFP)

L'EI a pris le contrôle de 60 villages kurdes en 48H dans le nord de la Syrie

Beyrouth, 19 septembre 2014 (AFP)

LES JIHADISTES du groupe Etat islamique (EI) ont effectué une percée fulgurante dans le nord de la Syrie, en prenant le contrôle de 60 villages kurdes en 48H, dont 40 vendredi, autour d'Aïn al-Arab (Kobané en langue kurde), a affirmé une ONG.

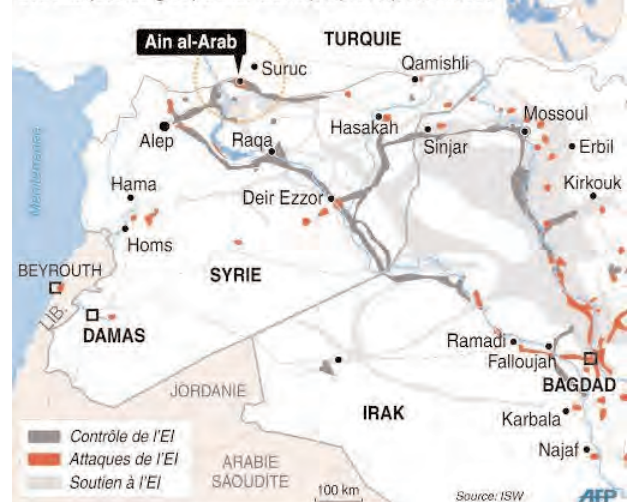
"Depuis 48 heures, ils ont pris 60 villages, dont une quarantaine dans la seule journée de vendredi. Les combattants kurdes battent en retraite car le rapport de force leur est défavorable", a déclaré à l'AFP Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

"Il y a 800 habitants de ces villages dont le sort est inconnu", a-t-il ajouté.

Fuyant cet assaut et craignant les terribles exactions que cette organisation ultra-radical fait subir à ceux qui tombent entre ses mains, plus de 5.000 habitants de la région ont fui vers la Turquie voisine, qui a été contrainte d'ouvrir sa frontière. ●

Les Kurdes de Syrie fuient en Turquie

Les attaques du groupe État islamique provoquent l'exode



LaMeuse.be 23 septembre 2014

Un djihadiste de Verviers tue un combattant kurde et raconte: "Boum! Un chien abattu!"

Un Verviétois parti combattre sous la bannière de l'État islamique a expliqué comment il avait tué sa première victime, un combattant kurde. « Une belle histoire », commente-t-il sur Facebook

<http://www.lameuse.be>
23 Septembre 2014

Selon Het Laatste Nieuws, il ajoute avoir pu approcher à dix mètres « et puis boum ! Un chien abattu ! ». C'est ce

qu'écrit le journal flamand dans son édition de ce lundi.

Ce combattant de l'État islamique se fait appeler Abou Hamza ou Abou Abbas. D'après Het Laatste Nieuws, il aurait été impliqué dans une fusillade, à Liège, en 2013.

Arrivé en Syrie quelques mois après un autre jeune Verviétois, prénommé Redwane, parti, lui, au début de cette année, il participerait à l'offensive contre des localités kurdes, dans la province d'Alep.

D'après Abou Hamza, l'homme qu'il aurait abattu montait la garde, de nuit. Deux ou trois des frères d'armes de la victime se sont alors enfuis. ○



A gauche, le Verviétois qui a raconté l'attaque du groupe de gardes kurdes. A droite, Redwane



IRAK

LE DERNIER COMBAT DES PESHMERGAS

Face aux djihadistes de l'«Etat islamique», les combattants kurdes manquent d'armes, d'entraînement et surtout d'unité. Longtemps rivales, leurs deux milices doivent fusionner en une véritable armée nationale

**DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL CHRISTOPHE BOLTANSKI
REPORTAGE PHOTO : ÉMILIEN URBANO/MYOP**

Des punaises de différentes couleurs hérissent la carte d'état-major étalée sur une partie du mur. En vert, les forces kurdes. En rouge, les djihadistes. A l'ouest et à l'est, les têtes d'épingle forment des lignes plus ou moins parallèles, conformément aux lois habituelles de la guerre. Au milieu, elles s'entremêlent, produisant une impression désagréable de pagaille. « *Ces villages derrière nous? Nous les soupçonnons d'avoir fait allégeance à Daech, lâche Saadi Hamad, général des peshmergas. Mais ils sont sous contrôle.* » Il montre volontiers le plan de ses posi-

tions aux trois journalistes de passage et, décidément peu cachottier, les autorise même à prendre des photos.

Le drapeau noir de Daech, acronyme de l'« Etat islamique » (EI), claque au vent à 9 kilomètres de sa ferme, transformée en poste de commandement, à l'orée de Karadara, un hameau fantôme hanté seulement par quelques chèvres et des volailles à l'abandon. L'ennemi jouit, selon lui, du soutien de « 32 des 40 » localités environnantes. Il est, en outre, « *très bien organisé* » et masse à proximité au moins « *trois tanks* », volés dans les arsenaux irakiens, alors que

Des soldats kurdes sur la base de Mollah Abdullah, près de Kirkouk. Les lignes djihadistes se trouvent à 50 mètres de là

ses forces ne disposent que de Humvees, des transports blindés. Mais rien n'ébranle son optimisme : « *Le plus important pour nous, c'est le moral et la volonté. Nous sommes prêts à passer à l'offensive.* »

Ce chef de division dirige le front centre. Une zone clé qui inclut Kirkouk – une ville multiethnique dont les Kurdes rêvent de faire un jour leur capitale – et des forêts de derricks tout aussi convoités. Un pipeline longe la route rectiligne qui mène à son PC. Au loin, des torchères crachent des boules de feu. Il y a un mois, des officiers français

lui ont rendu visite. « Ils voulaient savoir de quoi on avait besoin, dit-il, toujours avec cette franchise déroutante. Après cette réunion, des armes sont arrivées. » Avec leurs pétoires de fabrication soviétique ravies à Saddam Hussein lors de la première guerre du Golfe, en 1991, ses soldats, répartis dans des tranchées et des petits fortins, en plein désert, manquent toujours de matériel et, plus encore, d'unité.

« Ma force est mixte », reconnaît-il. Les deux colonels moustachus qui l'encadrent à une équidistance presque parfaite relèvent chacun d'une formation politique distincte. L'officier à sa droite, un géant en treillis, appartient au Parti démocratique du Kurdistan, le PDK de Massoud Barzani, président de cette région autonome d'Irak. Le second, à sa gauche, revêtu d'un uniforme sable, dépend de sa grande rivale, l'Union patriotique du Kurdistan, l'UPK de Jalal Talabani. Les deux mouvements, qui se sont affrontés à de multiples reprises dans l'histoire, possèdent leurs milices respectives reconnaissables à leur béret dont les tons rappellent étrangement ceux des pointes antagonistes fichées au mur : vert pour le PDK, rouge pour l'UPK.

Depuis la débâcle des peshmergas face à Daech, début août, un troisième personnage a fait son apparition. Une sorte de commissaire politique. Un pantalon bouffant traditionnel, un keffieh autour du cou, des cheveux teints en brun-roux, le Dr Kemal Kerkuki, 60 ans, a été envoyé spécialement par Massoud Barzani pour superviser cette partie du front. Ensemble, ils ont combattu le régime baassiste dans les années 1970. Depuis, il a été son représentant à Paris et a présidé le Parlement kurde à Erbil. Un « héros », selon le général Saadi Hamad, qui, en signe de respect ou de soumission, lui cède la parole la plupart du temps. « On se bat pour un Kurdistan indépendant, claironne l'émissaire du président. Si on demeure rattaché à l'Irak, on subira un nouveau génocide. Ce n'est juste pas possible. »

Les peshmergas, combien de divisions? Une question cruciale depuis le début de la guerre contre les djihadistes de Daech. En l'absence de troupes au sol (hormis des forces spéciales), Américains et Français misent en premier lieu sur leurs alliés kurdes pour prendre d'assaut un califat surgi de la nuit et imposé par la terreur entre le Tigre et

l'Euphrate. « On est les seuls déployés sur le terrain. Il n'y a personne d'autre, insiste Fouad Hussein, le chef de cabinet et principal conseiller de Massoud Barzani. Mais pour libérer des villes, comme Mossoul, nous avons besoin de chars, d'artillerie, de missiles et aussi de soldats plus professionnels, plus disciplinés, mieux entraînés. »

Il reçoit ses hôtes dans une des résidences à colonnades qui composent le palais présidentiel, sur les hauteurs de Salaheddine. Un faste qui ne correspond guère au siège d'une autorité locale. Les Kurdes n'ont jamais été aussi prêts d'avoir un Etat. Ils en possèdent tous les attributs. Des institutions démocratiques, un territoire où ne flotte que leur drapeau vert, blanc, rouge frappé d'un soleil rayonnant, une langue, une unité ethnique, une Cour

Downtown ou Empire World, ses hôtels quatre étoiles et ses centres commerciaux – Royal Mall, Family Mall, Tablo Mall, Majidi Mall... – toujours plus grands. Son calme apparent tranche avec l'instabilité qui règne à Bagdad. Dix ans plus tôt, la ville n'était qu'une bourgade poussiéreuse, blottie autour de sa citadelle en ruine. Une revanche pour un peuple persécuté, éparpillé dans quatre pays à l'issue du premier conflit mondial alors qu'on lui avait promis un Etat autonome aux termes du traité de Sèvres de 1920 consacrant le partage de l'Empire ottoman. « L'indépendance? Les dirigeants kurdes ne parlent que de ça. Ils sont convaincus que leur heure a enfin sonné », dit Emmanuel de Dinechin, d'Altai Consulting, un cabinet spécialisé dans les marchés émergents.

Le général Saadi Hamad, de dos à droite, et le Dr Kerkuki, au centre, étudient une carte d'état-major



suprême, une douane, un aéroport flamant neuf, avec une piste capable d'accueillir des A380, du pétrole à foison exporté directement vers la Turquie via un oléoduc relié au port de Ceyhan. Et même un début de reconnaissance internationale illustré par la toute récente visite de François Hollande, la première d'un chef d'Etat occidental. Une courte halte, mais hautement symbolique. Tapis rouge, parade militaire, hymnes, salut au drapeau. Le dirigeant français s'est plié au protocole d'une nation, non d'une région.

Erbil, la métropole, aspire à devenir un « petit Dubai », avec ses tours de bureaux surgies de terre et baptisées

Dans un premier temps, la prise, le 9 juin, par les djihadistes, de Mossoul, la deuxième ville du pays, s'apparente même à une divine surprise. Les peshmergas profitent de la percée ennemie pour récupérer les territoires dits « disputés », arabisés de force sous Saddam Hussein, à commencer par Kirkouk, et pillent eux aussi les stocks de l'armée irakienne en déroute. Durant deux mois, ils se contentent de tenir leurs nouvelles positions. Une vidéo postée sur internet les montre alors sur un pont, l'air détendu, face aux hommes en noir de l'EI. « Pour Massoud Barzani, cela signifiait la fin de l'Irak », explique l'anthropologue Hosham Dawod,



Erbil, la capitale de la région, aspire à devenir un « petit Dubai »

LES FRÈRES ENNEMIS

En 1946, l'éphémère République kurde de Mahabad s'effondre. En évacuant l'Irak où elle était née, l'Union soviétique vient de lui retirer son soutien. Son général, Moustafa Barzani, fuit une fois de plus avec ses peshmergas et crée le Parti démocratique du Kurdistan (PDK). En 1979, son fils, Massoud Barzani, lui succède, après une énième trahison : un accord scellé à Alger, quatre ans plus tôt, entre l'Irak et l'Iran, sur le dos des Kurdes. Des dissidents emmenés par Jalal Talabani fondent alors l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Une formation qui se veut plus progressiste et moins clanique que sa rivale. En 1994, une guerre civile éclate entre les deux mouvements qui se partagent un Kurdistan irakien protégé par l'aviation occidentale (opération Provide Comfort). Massoud Barzani fait même appel à l'armée de Saddam Hussein pour reconquérir Erbil, siège du Parlement. Une paix est signée en 1998 à Washington.

à l'un ou l'autre camp, 300 journaux, mais presque tous scindés selon le même clivage. Les deux grands mouvements se partagent même le budget reversé par le pouvoir central irakien, 17% des recettes selon la Constitution, qu'ils allouent ensuite à leurs administrations respectives. Du moins quand l'argent arrive. Bagdad n'a pratiquement pas payé un sou depuis janvier.

« Le PDK et l'UPK contrôlent tout. Y compris nos grands hôtels, nos tours modernes et nos rares usines! » dénonce Amanj Abdullah, porte-parole d'une formation créée en 2009 par des dissidents déterminés à mettre fin au « bipolarisme, au népotisme et à la corruption » de la vie politique locale. Son nom : Goran, « changement », en kurde. Très populaires auprès des jeunes diplômés, ces nouveaux venus sont arrivés en deuxième place, devant le parti de Jalal Talabani et derrière celui de Massoud Barzani, lors des dernières élections régionales, en septembre 2013. Au sein du gouvernement de coalition fondé cet été dans un élan d'union sacrée, ils détiennent quatre ministères dont celui de la Défense. La mission de celui-ci ? Détruire l'EI, mais aussi unifier les peshmergas. Un vaste chantier dont dépend l'existence du Kurdistan.

« Quand les terroristes ont attaqué, on ne disposait même pas de 10 000 vrais combattants, affirme Amanj Abdullah. On aurait pu les contrer si on avait eu une armée nationale. » Le président Barzani semble avoir pris la mesure du danger. Il a envoyé sur le front ses proches, dont le Dr Kemal Kerkuki, mentionné plus haut, ou son propre fils, Masrouf, chef d'un des deux services de sécurité, et a décidé de traduire en conseil de guerre les officiers responsables de la chute de Sinjar et de Qaraqosh. Il se dit surtout résolu à fusionner les bérets verts et les bérets rouges. Début août, les deux milices se sont encore disputé les premières cargaisons d'armes envoyées par les Etats-Unis. Un cafouillage qui a entraîné des plaintes des Occidentaux, notamment des Allemands. « Ils veulent naturellement savoir où partent leurs armes, dit Khaled Salih. Au début, il y a des problèmes de coordination, mais c'est terminé. » Depuis, le ministère des Peshmergas centralise les livraisons de matériel militaire et les distribue aux différentes unités. Un premier pas. ■

responsable de l'antenne de l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo), à Erbil. Il y avait un accord tacite de non-agression entre lui et Daech. »

Un opportunisme qui a failli lui coûter cher. Début août, les combattants islamistes repartent à l'attaque. Cette fois, contre son pays en devenir. En quelques jours, ils bousculent ses défenses, conquièrent presque sans coup férir Sinjar et Qaraqosh, fiefs respectifs des minorités yazidie et chrétienne, font sauter le verrou de Makhmour et approchent dangereusement de sa capitale. « C'était la débâcle. Les Kurdes ne tenaient plus que deux barrages avant Erbil, raconte un diplomate. Les manettes ne répondaient plus. » La panique s'empare de cette ville d'un million et demi d'habitants. Des flots de voitures fuient vers les montagnes en empruntant l'autoroute de Shaqlawa dans les deux sens. « Entre les 2 et 9 août, les terroristes ont eu l'initiative », concède Fouad Hussein.

Depuis, grâce aux frappes de l'aviation américaine et maintenant française, couplées à des livraisons d'armes massives, les Kurdes regagnent du terrain, mais sont encore sous le choc de leurs déboires face à Daech. « Nos soldats ont toujours lutté dans des montagnes qu'ils connaissent par cœur. En annexant les territoires disputés, ils se sont retrouvés dans le désert où ils sont beaucoup moins à l'aise, confrontés à un adversaire doté de matériel américain dernier cri », plaide Khaled Salih, vice-recteur de l'université du Kurdistan. « Nos chefs militaires ont beaucoup d'expérience. Comment expliquer leur échec? » s'interroge Saadi Ahmed Pire,



un ex-ministre, membre de la direction de l'UPK. « Ce n'est pas vrai pour tous, s'empresse-t-il d'ajouter au risque de raviver les tensions entre les deux partis rivaux. A Kirkouk, les nôtres ont bien tenu. A Sinjar, comme à Makhmour, les officiers appartenaient au PDK. »

Les peshmergas, littéralement « ceux qui se tiennent debout devant la mort », ne sont plus ces guerriers prêts à tous les sacrifices qui terrifiaient leurs ennemis. Sur le papier, ils comptent près de 250 000 hommes dont 340 généraux, un titre le plus souvent honorifique. « Les vrais ne sont plus là, souligne Hosham Dawod. Ils font des affaires ou occupent des postes politiques. » La dernière fois qu'ils ont combattu, c'était entre eux, il y a vingt ans. Une guerre civile opposant le PDK et l'UPK, soldée par 4 000 à 5 000 morts et dont les séquelles persistent jusqu'à maintenant. Le Kurdistan demeure coupé en deux. Deux milices, deux services de renseignement, deux opérateurs de téléphonie mobile, Asia et Korek, liés eux aussi

International New York Times

TUESDAY, SEPTEMBER 23, 2014

Fleeing Islamists, refugees flood into Turkey

ANKARA, TURKEY

Officials say 130,000 have arrived as fighting escalates on Syria border

BY BEN HUBBARD

More than 130,000 refugees have flooded into Turkey from Syria in recent days, fleeing attacks by Islamic State militants on their villages, Turkey's deputy prime minister said on Monday, though local officials in Syria said Kurdish militias had blunted the militants' advance there.

For nearly a week, the militant group, also called ISIS or ISIL, has been using tanks and heavy artillery to sweep through hamlets with mostly Kurdish inhabitants near the north-central Syrian border town known to Arabs as Ayn al-Arab and to Kurds as Kobani.

The fighting near its border poses major problems for Turkey, which already had more than one million Syrian refugees on its hands, including 200,000 living in camps near the border. The new influx is one of the largest since the crisis in Syria began more than three years ago, and it is prompting Kurdish fighters in Turkey to rush across the border and join the fight in Syria.

"What we are faced with is a man-made disaster," Numan Kurtulmus, the deputy prime minister, said on Monday. "We don't know how many more villages may be raided, how many more people may be forced to seek refuge."

He said the crisis caused by the Islamic State's advance was "worse than a natural disaster."

A local official in Ayn al-Arab, Enver Muslim, said Kurdish militias had mobilized there and had halted the militants' advance about five miles outside of town.

"I am here, and my wife is here, and we are not leaving," Mr. Muslim said in a telephone interview. "There are thousands of fighters here who have not gone to the front lines yet."

He said Kurdish fighters and civilians had evacuated a number of villages that were deemed indefensible, adding to the flow of refugees. But he said the local forces dug in around Ayn al-Arab had been reinforced by many fighters from the Kurdistan Workers' Party in Turkey, known as the P.K.K.

Turkey is nervous about any military action by the P.K.K., which has been battling the Turkish government for decades in pursuit of autonomy for the country's Kurds, a conflict that has resulted in more than 30,000 deaths.



Syrian refugees on Monday near Sanliurfa, Turkey. There are over one million Syrians in Turkey, which regularly opens its border to them.

Turkey has closed its border near Ayn al-Arab to Turkish Kurds in the hope of preventing them from joining the fight in Syria. A few hundred young men protested the policy near the border on Monday, throwing stones at members of the Turkish security forces, who responded with tear gas and water cannons.

Barazani Hamam, a relief worker near the border, said that Turkey regularly opened its crossings to allow refugees in but that many thousand more remained displaced inside Syria.

Many Kurds near Ayn al-Arab are outraged that they have come under attack from the Islamic State, saying they

"We don't know how many more villages may be raided, how many more people may be forced to seek refuge."

are Sunni Muslims and cannot be considered infidels by the militants.

Omar Alloush, another local leader reached in Ayn al-Arab, said he had spoken by phone with an Islamic State leader who was a Saudi citizen and who had demanded that the Kurds in the town pledge allegiance to the Islamic State's leader, who has declared himself caliph.

"I told him, 'Why should I negotiate with you? Who are you? What do you have in this land?'" Mr. Alloush said.

While a few dozen fighters have been reported killed on each side, the fighting in the area has been hard on the civilians, mostly women and children, who have crossed the desert border with Turkey on foot, carrying few belongings.

Kurdish leaders have drawn parallels between the militants' anti-Kurdish offensive around Ayn al-Arab and their siege of the Yazidi minority in Iraq this year, which figured in President Obama's decision to conduct airstrikes against the militants there.

Mr. Obama has said that the United States may strike the Islamic State inside Syria as well, but it has yet to do so. The United States is building an international coalition to fight the group, and last week Washington approved \$500

million to support opposing rebel groups in Syria who also oppose that it regards as more moderate.

The Islamic State responded on Monday by taunting Mr. Obama and calling on its supporters around the world to carry out individual attacks on non-Muslims.

"Wherever you are, hinder those who want to harm your brothers and the state as much as you can," the group's spokesman, known as Abu Mohammed al-Adnani, said in a 55-minute audio recording posted online early Monday. "The best thing you can do is to make an effort to kill any infidel — French, Amer-

ican or any of their allies.”

He continued: “If you are not able to use an explosive charge or a bullet, then single out the American or French infidel or any of their allies and smash his head with a rock, slaughter him with a knife, run him over with a car, throw him from a high place, choke him or poison him.”

Calls for attacks on the West had been rare in the group’s copious communications, which have included releases on social media sites and high-quality propaganda videos. Mostly, the Islamic State had appeared more interested in building up the caliphate it has declared

on the territory it has seized in Syria and Iraq and in battling local enemies.

Some of its recent videos, though, like one last week that featured a British hostage, asked the West to reconsider military action, and threatened revenge attacks for any strikes against the group.

The militants’ call for “lone wolf” attacks was part of a wider warning in the audio recording that the United States and its allies were choosing to begin a war with the world’s Muslims.

“O Americans, O Europeans, the Islamic State did not initiate a war against you, as your governments and media

try to make you believe,” Mr. Adnani said in the recording, which included an English translation. “It is you who started the transgression against us, and thus you deserve blame and you will pay a great price.”

Mr. Adnani said the West had not yet realized that there was “no cure” for the danger his group poses.

“If you fight it, it becomes stronger and tougher,” he said. “If you leave it alone, it grows and expands.”

Hwaïda Saad contributed reporting from Beirut, Lebanon, and Karam Shouali from Istanbul.

International New York Times

THURSDAY, SEPTEMBER 25, 2014

Confronting the ISIS crisis



Thomas L. Friedman

There is a tension at the heart of President Obama’s campaign to confront the Islamic State, and it explains a lot about why he has so much trouble articulating and implementing his strategy. Quite simply, it is the tension between two vital goals — promoting the “soul-searching” that ISIS’s emergence has triggered in the Arab-Muslim world and “searching and destroying” ISIS in its strongholds in Syria and Iraq.

Get used to it. This tension is not going away. Obama will have to lead through it.

The good news: The rise of the Islamic State, also known as ISIS, is triggering some long overdue, brutally honest, soul-searching by Arabs and Muslims about how such a large, murderous Sunni death cult could have emerged in their midst. Look at a few samples, starting with “The Barbarians Within Our Gates,” written in Politico last week by Hisham Melhem, the Washington bureau chief of Al-Arabiya, the Arabic satellite channel.

“With his decision to use force against the violent extremists of the Islamic State, President Obama ... is stepping once again — and with understandably great reluctance — into the chaos of an entire civilization that has broken down. Arab civilization, such as we knew it, is all but gone. The Arab world today is more violent, unstable, fragmented and driven by extremism — the extremism of the rulers and those in opposition — than at any time since the collapse of the Ottoman Empire a century ago.

“Every hope of modern Arab history

has been betrayed,” Melhem added. “The promise of political empowerment, the return of politics, the restoration of human dignity heralded by the season of Arab uprisings in their early heydays — all has given way to civil wars, ethnic, sectarian and regional divisions and the reassertion of absolutism, both in its military and atavistic forms. ... The jihadists of the Islamic State, in other words, did not emerge from nowhere. They climbed out of a rotting, empty hulk — what was left of a broken-down civilization.”

The liberal Saudi analyst Turki al-Hamad responded in the London-based Al-Arab newspaper to King Abdullah’s call for Saudi religious leaders to confront ISIS ideology: How can they? al-

The mounting tension involved in the fight against the Islamic State is not going away anytime soon.

Hamad asked. They all embrace the same anti-pluralistic, puritanical Wahhabi Sunni ideology that Saudi Arabia dif-fused, at home and abroad, to the mosques that nurtured ISIS.

“They are unable to face the groups of violence, extremism

and beheadings, not out of laziness or procrastination, but because all of them share in that same ideology,” al-Hamad wrote. “How can they confront an ideology that they themselves carry within them and within their mind-set?”

The Lebanese Shiite writer Hanin Ghaddar in an essay in August on Lebanon’s Now website wrote: “To fight the I.S. and other radical groups, and to prevent the rise of new autocratic rulers, we need to assume responsibility for the collective failures that have produced all of these awful tyrants and fanatics. Our media and education systems are liable for the monster we helped create. ... We need to teach our children how to learn from our mistakes instead of how to master the art of denial. When our educators and journalists start to understand the signifi-

cance of individual rights, and admit that we have failed to be citizens, then we can start hoping for freedom, even if it is achieved slowly.”

Nurturing this soul-searching is a vital — and smart — part of the Obama strategy. In committing America to an air-campaign-only against ISIS targets in Syria and Iraq, Obama has declared that the ground war will have to be fought by Arabs and Muslims, not just because this is their war and they should take the brunt of the casualties, but because the very act of their organizing themselves across Shiite, Sunni and Kurdish lines — the very act of overcoming their debilitating sectarian and political differences that would be required to defeat ISIS on the ground — is the necessary ingredient for creating any kind of decent, consensual government that could replace ISIS in any self-sustaining way.

The tension arises because ISIS is a killing machine, and it will take another killing machine to search it out and destroy it on the ground. There is no way the “moderate” Syrians we’re training can alone fight ISIS and the Syrian regime at the same time. Iraqis, Turkey and the nearby Arab states will have to also field troops.

After all, this is a civil war for the future of both Sunni Islam and the Arab world. We can degrade ISIS from the air — I’m glad we have hit these ISIS psychopaths in Syria — but only Arabs and Turks can destroy ISIS on the ground. Right now, Turkey’s president, Recep Tayyip Erdogan, stands for authoritarianism, press intimidation, crony capitalism and quiet support for Islamists, including ISIS. He won’t even let us use our base in Turkey to degrade ISIS from the air. What’s in his soul? What’s in the soul of the Arab regimes that are ready to join us in bombing ISIS in Syria, but rule out ground troops?

This is a civilization in distress, and unless it faces the pathologies that have given birth to an ISIS monster in its belly — any victory we achieve from the air or ground will be temporary.

A la frontière du djihad

RÉMY OURDAN

Frontière turco-syrienne
Envoyé spécial

Le drapeau noir de l'organisation Etat islamique (EI) flotte sur Tal Abyad, un village syrien au bord de la frontière, face à la ville turque d'Akçakale. Les pirates du Proche-Orient qui ont porté l'esprit du djihad à son extrémité la plus radicale, se moquant des Etats, assassinant et déportant les populations, et qui défient dorénavant sur leur sol les pays étrangers engagés dans une guerre contre eux, restent invisibles au-delà des barbelés et des postes militaires de l'armée turque. Leur drapeau, qui ondule fièrement au vent, parle pour eux.

Partout ailleurs, à la lisière des territoires conquis en Syrie et en Irak, l'organisation djihadiste contrôle des fronts, pas des frontières. L'unique frontière, évidemment non reconnue, entre l'Etat islamique autoproclamé et le monde extérieur, est ici, en bordure de la Turquie.

C'est par les villes turques de Sanliurfa et Akçakale – comme auparavant par les deux axes Hatay-Reyhanli, puis Gaziantep-Kilis, au gré des changements des lignes de front du conflit syrien – que les djihadistes étrangers rejoignent l'EI et que l'organisation entretient ses réseaux extérieurs.

Achat d'armes, de faux papiers, de véhicules, et, dans le sens inverse, vente de pétrole: cette frontière est devenue le royaume des trafics, du «business de guerre». Des aventuriers en tout genre, trafiquants, mafieux, espions turcs et étrangers, combattants islamistes, humanitaires, journalistes – et quelques illuminés à l'objectif indéfinissable – y traînent plus ou moins discrètement, comme souvent



Le drapeau noir de l'organisation Etat islamique flotte sur Tal Abyad, la ville syrienne qui fait face à Akçakale, en Turquie. LAURENT VAN DER STÖCKT POUR «LE MONDE»

lorsque les conflits durent.

Côté syrien, le territoire conquis de force depuis le printemps 2013 par Abou Bakr Al-Baghdadi, le djihadiste irakien à la tête de l'Etat islamique, proclamé calife le 29 juin. De l'autre, une Turquie qui, par souci d'aider l'opposition à la dictature sanglante de Damas et d'accueillir 1,3 million de réfugiés ayant fui le conflit, a pratiqué une politique de «frontière ouverte», si profitable aux djihadistes. Entre eux, fragmentée le long de la frontière, comme elle l'est politiquement et militairement, la rébellion syrienne, avec sa multitude de factions et de commandants, tente de survivre et voit dans l'intervention internationale contre l'EI une éventuelle occasion de redresser la tête.

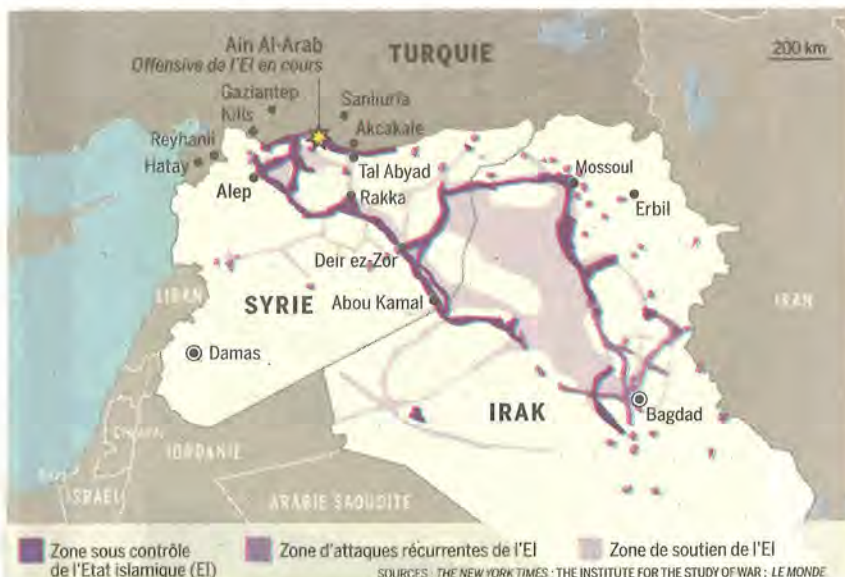
Cette frontière, Abou Liath (un pseudo-

nyme) la connaît par cœur. Durant un an, jusqu'à ces derniers jours, ce Syrien a été mêlé à tous les trafics, du passage de djihadistes à la confection de faux passeports syriens – avec une spécialité d'origine, les armes.

Tout a commencé dans l'un des hôtels minables qui, le long de cette frontière, servent de plaque tournante aux trafiquants, le plus fameux étant l'Hôtel Paris, de Kilis, avant qu'Akçakale ne devienne la principale porte de l'EI vers la Turquie.

«J'ai rencontré un homme que j'appellerai "Mr. C.", un Turc de la mafia d'Istanbul qui a combattu en Tchétchénie et qui a également un passeport russe. Il m'a dit qu'il allait y avoir environ 5 000 combattants étrangers à faire passer en Syrie pour le compte de l'Etat islamique, et que l'opération était protégée par les services de renseignement turcs. Il m'a assuré que je ne serais donc pas inquiet», raconte Abou Liath.

Deux hommes arrivent alors du Caucase pour organiser le passage des djihadistes et les transferts d'armes, poursuit-il. L'un d'eux se présente comme un cousin d'Omar Al-Shishani, dit «Omar le Tchétchène», de son vrai nom Tarkhan Batirashvili, en réalité un Géorgien, devenu un commandant militaire influent de l'Etat islamique. «Avec Mr. C., ces deux types étaient le lien entre les services turcs et les djihadistes de Russie et du Caucase. Je devais acheter des armes à des brigades de l'Armée syrienne libre [ASL] et les leur livrer en territoire syrien à chaque arrivée de combattants», dit Abou Liath.





Jeunes trafiquants au poste-frontière de Kilis. A droite, l'Hôtel Paris, par où transitent les djihadistes occidentaux. LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

« Je voulais aider [l'Etat islamique] à combattre autant que faire du business. Mais j'ai senti que ça tournait mal »

« Abou Liath »
trafiquant

La première opération à laquelle il participe se déroule côté syrien à Hatme, en face de la ville de Reyhanli. « Une centaine de Tchétchènes et d'autres Caucasiens sont arrivés via Istanbul et ont été dispersés dans des hôtels de Gaziantep, Kilis et Reyhanli. Mr. C. protégeait leurs mouvements en Turquie. Les managers des hôtels sont, comme lui, liés aux services turcs. » Abou Liath s'installe lui aussi dans un hôtel de djihadistes.

Les deux organisateurs caucasiens lui donnent de l'argent et un délai de cinq jours pour les attendre du côté syrien de la frontière avec des armes : 30 fusils d'assaut Kalachnikov, 6 mitrailleuses BKC, 7 lance-roquettes RPG, 5 fusils de snipers Dragatov et beaucoup de munitions. Ils ne veulent que du matériel russe. La livraison s'élève à 100 000 dollars. « Ils ne m'ont demandé aucun reçu et ont juste dit : "Ne joue pas avec nous." Je les ai attendus à Hatme, où ils ont franchi la frontière avec 34 voitures. J'ai gagné 20 000 dollars, moins ce que j'ai versé à des gars pour porter les caisses d'armes. J'ignore combien Mr. C. a gagné et ce qu'il a dû verser aux services turcs. »

Après quelques mois, Abou Liath commence à douter, à culpabiliser. Il est certes un trafiquant d'armes, mais il est aussi un Syrien acquis à la cause de la révolution. « Je voulais les aider à combattre autant que faire du business. Mais j'ai peu à peu senti que ça tournait mal. D'une part, parce qu'ils combattaient la rébellion syrienne davantage que le régime de Damas et, d'autre part, parce qu'il m'a semblé que les différentes branches des services secrets turcs n'étaient pas forcément d'accord

avec ce que le département de Mr. C. faisait avec les djihadistes. Le problème est que, quand on commence à travailler avec ces gens-là, il est difficile d'arrêter. »

Afin de ne plus être mêlé à un trafic d'armes qui affaiblit la rébellion en profitant de commandants corrompus, Abou Liath se spécialise dans la confection de faux papiers, passeports et cartes d'identité. Il exhibe les copies des cartes d'identité des deux organisateurs caucasiens de la filière. « Ils ont utilisé ces papiers syriens pour louer des bureaux à Sanliurfa. »

Quand l'Etat islamique décapite des combattants de l'ASL faits prisonniers lors d'une bataille à Azaz, à 30 km au nord-ouest d'Alep, sa région d'origine, Abou Liath décide de rompre. Se sachant menacé à la fois par l'EI et par l'ASL, qui se combattent désormais violemment, il exfiltre sa famille vers le territoire gouvernemental syrien et vers la Turquie.

Il s'apprête aujourd'hui à fuir vers l'Europe, en bateau. En attendant, pour grossir encore son trésor de guerre, il organise les voyages maritimes illégaux des migrants syriens. Au cours de l'entretien, il s'absente trois heures pour aller sur le littoral vérifier que le départ d'une vedette avec 50 personnes à bord se déroule bien. « Un bateau a jeté l'ancre dans les eaux internationales et attend. A la fin de la nuit, nous aurons envoyé plus de 200 personnes vers l'Italie. »

A 7 000 dollars le passage, 1,4 million de dollars seront encaissés avant l'aube, dont « 50 000 dollars pour l'achat du bateau et 150 000 dollars pour la police turque », précise Abou Liath. En deux mois, depuis qu'il est arrivé sur la côte, il affirme avoir vu passer 10 000 migrants, et donc participé à un trafic à 70 millions de dollars, répartis entre les diverses strates de la filière mafieuse, dont il n'est qu'un rouage. Il a le trafic dans le sang.

Abou Liath en veut aujourd'hui autant à l'Etat islamique qu'au pouvoir de Damas d'opprimer le peuple syrien et de combattre la rébellion. Il en veut aussi beaucoup à la Turquie et à

« Etat islamique »

L'unique zone de contact entre l'organisation djihadiste et le monde extérieur est ici, aux confins de la Turquie. Plongée dans cette région devenue le royaume des combines de guerre en tout genre

son président. « Erdogan a certes accueilli les réfugiés, mais il ment sur son soutien à l'opposition syrienne. Il n'a rien fait pour aider à défendre Homs ou Alep, alors qu'il a vraiment contribué à bâtir l'Etat islamique. » Le trafiquant assure que « cette guerre est bonne pour son parti, l'AKP, et pour le business. Les services secrets turcs savent tout de l'EI, et l'armée ferme les yeux sur le trafic de pétrole : des camions-citernes passent par un poste militaire protégé ». Le baril se vend à 30 dollars en ce moment. « Ce n'est pas le gouvernement turc qui achète le pétrole, c'est un autre Mr. C., un autre mafieux. Le gouvernement ferme les yeux, et certains doivent forcément toucher leur part. »

La Turquie a officiellement renforcé sa frontière face à l'Etat islamique. Contrairement à des zones qui bordent l'Armée syrienne libre et où l'armée turque est invisible, la région d'Akçakale est constellée, le long du tracé de la frontière, de positions militaires. De l'autre côté, l'EI a confié Tal

Abyad, ce village syrien en face d'Akçakale, à la Brigade Sultan Mohammed Al-Fatah, composée majoritairement de djihadistes turcs et turkmènes.

« La Turquie favorise les passages des djihadistes vers la Syrie, parce qu'elle a longtemps soutenu l'Etat islamique et pour qu'ils aillent s'y faire tuer. Elle tente en revanche de leur interdire de revenir. Les gardes-frontières tirent parfois à vue sur ceux qui tentent de franchir la frontière de nuit », raconte un journaliste syrien exilé dans la région.

Cela n'empêche pas, d'après lui, des agents de l'EI de passer la frontière clandestinement, de vivre et de circuler à Sanliurfa. Ils sont plus discrets qu'à l'époque où ils avaient littéralement envahi Kilis, mais ils sont toujours là. Les Turcs, qui ont un bon réseau d'indicateurs, le savent forcément, pense-t-il. « Ils soutiennent l'EI tout en participant à la coalition internationale contre l'EI. Ils jouent avec le feu. Et je crois qu'ils ont peur. Ils ont contribué, par leur politique à la fois anti-Damas et antikurde, à créer un monstre qui peut à tout moment se retourner contre eux, perpétrer des attentats et mettre à mal l'économie turque. Ils sont piégés. »

Abou Yasser est arrivé à Akçakale il y a un an, depuis que sa ville de Shaddadi est contrôlée par l'Etat islamique. Ancien propriétaire terrien de la puissante tribu Al-Jbour, il a tout perdu. « Je souhaitais res-

ter et négocier avec l'émir de l'EI de ma région, Abou Oussama Al-Iraqi. Mais le jour de notre rendez-vous, en arrivant à sa base, j'ai accidentellement croisé et reconnu un officier de renseignement syrien qui travaillait pour Damas avant de s'engager dans l'EI. Le rendez-vous a été annulé, et j'ai reçu dès le lendemain des menaces de mort. Je suis parti. » Quelques jours plus tard, l'assaut était lancé contre sa maison. Ses fils ont résisté, ont perdu un homme, puis sont parvenus à fuir eux aussi. Tous sont réfugiés à Akçakale. Leur unité, qui souhaitait rester fidèle à l'ASL, est dispersée.

Dans une maison presque vide, son fils Yasser, qui commandait l'unité, raconte la vie sous le règne de l'EI et d'Abou Oussama Al-Iraqi. « L'Etat islamique achète les gens grâce à l'argent du pétrole et rackette les riches et les hommes d'affaires. Lorsque les djihadistes sont arrivés à Shaddadi, ils étaient cinq. Quelque temps plus tard, ils étaient 3 000, venus de l'étranger par la Turquie ou libérés des prisons par les gouvernements de Damas et de Bagdad. Ils n'ont jamais combattu le régime de Damas et n'ont fait qu'étendre leur pouvoir sur les territoires libérés par nos unités. D'ailleurs, avant leur arrivée, nous étions bombardés chaque jour par l'aviation syrienne. Lorsqu'ils ont pris le contrôle de la région, les bombardements se sont aussitôt arrêtés. »

Abou Yasser et son fils, comme beaucoup de commandants et de notables de l'opposition syrienne, louent en revanche le rôle de la Turquie. « La Turquie a vraiment aidé le peuple syrien et l'opposition à Damas, pense Abou Yasser. On se sent bien

ici. Le principal problème est que la vie est chère et qu'il n'y a pas de travail. » Autour de lui, de jeunes neveux et cousins désœuvrés boivent le thé.

Au poste-frontière d'Akçakale, une famille s'apprête à rentrer à Tal Abyad. Un gamin bilingue, de père syrien et de mère turque, propose ses services de porteur. Un vieux Kurde affirme que les djihadistes sont « des monstres qu'il faut bombarder », puis hurle que, de toute façon, « tous les Arabes sont responsables de ce bazar »...

Il y a là, le long de la route qui mène à Sanliurfa, bordée de champs de maïs et de vignes, un camp de 30 000 réfugiés et des camions qui attendent de passer en Syrie. Ce n'est rien, au regard des dizaines de kilomètres de véhicules qui attendent aux postes-frontières de Reyhanli et de Kilis, face aux zones contrôlées par des brigades de l'ASL ou par des mouvements islamistes rivaux de l'EI. Des camions qui transportent essentiellement du matériel de construction.

Les Turcs « soutiennent l'EI tout en participant à la coalition internationale contre l'EI »

Un journaliste syrien exilé en Turquie

« Le business se porte bien, commente un Syrien de Kilis. Le passage coûte 150 dollars par camion. Ensuite, une fois à l'intérieur de la Syrie, ça dépend des checkpoints. Si tu as de l'argent, tu peux aller presque n'importe où via les territoires libérés, y compris dans les régions contrôlées par l'Etat islamique ou par Damas. » C'est assez surréaliste, dans une guerre si brutale et aux fronts si violents, mais il semble que rien n'arrête vraiment le commerce.

Les groupes militaires de l'opposition syrienne louent également le soutien turc. « La Turquie est notre soutien numéro un, militairement, politiquement et dans le domaine humanitaire », affirme Islam Aloush, un porte-parole du Front islamique, un groupe rival de l'EI. « La coordination avec la Turquie est primordiale. C'est un des rares pays qui aient véritablement soutenu la révolution syrienne, pense aussi Abou Azam, un commandant de la Brigade Farouk. Les seules vraies tensions existent parfois entre les businessmen des deux pays, parce que des hommes d'affaires syriens ont transféré leurs affaires, voire leurs usines, en Turquie. »

A Gaziantep, un seul incident sérieux a été répertorié récemment : l'assassinat d'un Turc par un Syrien. « On ignore la raison de l'assassinat. C'est peut-être politique, ou peut-être un différend sur le paiement d'un loyer », avance Abou Yassin, le propriétaire du restaurant Alep, où la communauté syrienne se retrouve. La seule conséquence fut une descente de la police turque dans la rue, à 200 mètres de la mosquée et du restaurant d'Abou Yassin, et l'expulsion vers un camp de réfugiés d'un



« Abou Liath » a été mêlé à tous les trafics : armes, passage de djihadistes, confection de faux passeports syriens... LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

groupe de Gitans d'Alep qui occupaient des immeubles abandonnés depuis six mois. « La population turque a été formidable avec nous. Un voisin s'est même porté garant pour que je puisse louer ce restaurant, et il m'a présenté à tout le monde dans le quartier », s'enflamme le restaurateur. A la table, un client raconte qu'il occupe une maison turque gratuitement, un autre qu'il a monté une affaire sans payer de taxes. « Les Turcs sont des frères », concluent les trois hommes.

Cet accueil exceptionnel, autant que des intérêts partagés, a aussi permis à l'Etat islamique de prospérer. Maintenant que la Turquie paraît s'engager plus fermement dans la coalition internationale contre l'EI, cet équilibre dans le chaos risque d'être remis en cause. A Kilis, Akçakale et Sanliurfa, la présence djihadiste est déjà moins visible, ce qui ne veut pas dire que des cellules clandestines n'officent pas aussi efficacement qu'avant. Leur présence est simplement plus discrète.

« A Sanliurfa, j'ai croisé deux combattants que je connaissais de Rakka, raconte Maher, un djihadiste renégat qui vient de quitter l'Etat islamique et de fuir la Syrie. Ils m'ont reconnu. Quiconque a un problème avec l'Etat islamique n'est pas en sécurité en Turquie. » Alors Maher fuit, toujours plus loin. Il veut aller à Istanbul, puis en Europe. Et oublier la trace de violence et de sang qu'il laisse derrière lui. ■



Une fillette kurde syrienne à la frontière syro-turque samedi.
PHOTO BULENT KILIC. AFP

Quelques heures après avoir franchi la frontière turque, des réfugiés du Kurdistan syrien racontent leur fuite devant l'avancée des jihadistes de l'Etat islamique.

«Ils ont décapité une vieille femme qui ne pouvait fuir»

Ragip, sa femme, ses quatre filles et son fils de 9 mois se sont installés à l'avant du minibus. Ils ne disent rien, ils restent prostrés, le regard dans le vide.

L'une des filles, 5 ans à peine, se met à chanter à voix basse, à peine un murmure. «Chut, ne te fais pas remarquer», lui dit doucement sa mère. La famille de Ragip, un ouvrier d'une vingtaine d'années, vient de fuir Aïn al-Arab (Kobané en kurde), une ville du Kurdistan syrien menacée par les assauts des jihadistes de l'Etat islamique.

Orange. Quelques heures plus tôt, ils ont rassemblé vêtements et nourriture dans une vieille valise et des sacs en plastique. Ils ont franchi la frontière turque à Yumurtalik et se sont retrouvés en fin d'après-midi au milieu d'un champ pelé, quadrillé par les blindés de la police. Ils ont aperçu un minibus blanc qui stationnait là. «Bien sûr, montez, je vous emmène où vous voulez», leur a dit le chauffeur, en prenant leurs sacs. «Et ne vous inquiétez pas pour l'argent, ce n'est pas grave si vous n'en avez pas», a-t-il ajouté. Ragip, sa femme et ses enfants sont donc montés. Ils ne savent pas vraiment

où aller, peut-être à Gaziantep, une ville turque à 150 kilomètres de là. Ragip y connaît quelqu'un. Il l'appelle sans arrêt mais personne ne répond. Les enfants observent, par la vitre, l'orage qui vient d'éclater. On n'y voit pas à plus de 10 mètres, les bourrasques charrient une terre ocre qui tape contre la carrosserie.

Des silhouettes se rapprochent, le minibus se remplit peu à peu. Une autre famille, deux vieilles femmes, un homme seul d'une quarantaine d'années montent tour à tour. Certains ont des matelas et des couvertures, qu'ils entassent entre les sièges. Kaniwar, un peintre en bâtiment de 37 ans, s'assied à l'avant, juste à côté du chauffeur. Il paraît

plus serein, moins hagard que les autres. «C'est normal, ma famille est déjà à l'abri, ici, en Turquie, depuis trois jours. Je viens juste de faire un aller-retour à Aïn al-Arab pour récupérer quelques affaires. C'est horrible là-bas, il n'y a plus rien, ni nourriture, ni eau, ni électricité. Les jihadistes sont bloqués à l'Est et à l'Ouest par les combattants kurdes mais ils continuent à se rapprocher par le Sud, ils sont à moins de 8 km, juste à la lisière de la ville», explique-t-il.

A l'arrière du minibus, les deux vieilles femmes discutent à voix basse. Elles tentent de se rassurer. «Mais tu penses que la famille aura assez de place pour nous loger? Sinon on fait comment? On dort où, on mange comment?» «Ça ira, ça ira, lui répond l'autre. Au pire, nous ferons un nouveau Aïn al-Arab, ici, en Turquie. Après tout, nous sommes déjà plusieurs dizaines de milliers à avoir passé la frontière.»

Son amie éclate d'un rire un peu forcé. Selon Ankara, 140 000 civils se sont réfugiés en Turquie depuis vendredi face aux attaques de l'Etat islamique au Kurdistan syrien. L'ONU estime que 300 000 autres pourraient les imiter si les jihadistes continuent à progresser.

Le bus a quitté le poste-frontière. Il roule au milieu de collines sèches, sans arbre ni plante, à peine quelques cailloux. Au bord de la route, des soldats turcs ont érigé des murailles de terre derrière lesquelles ils ont caché des canons, pointés vers la Syrie. Des soldats, des policiers et des gendarmes sont positionnés aux carrefours. Ils contrôlent les véhicules qui se dirigent vers la frontière syrienne, pas ceux qui en reviennent, de toute évidence plus inquiets de l'afflux de combattants kurdes venus défendre Aïn al-Arab que du retour de jihadistes en Turquie. Le chauffeur ralentit et se retourne vers ses passagers. «Bon, alors, qui va où?» Ragip répète qu'il veut aller à Gaziantep. «Tu es sûr? C'est loin. Tu ne veux pas passer la nuit chez moi? Tu pourras manger et te laver.» «Non, merci, non, répond Ragip. Il faut que j'aïlle là-bas.» Derrière lui, un jeune dit qu'il espère toujours être rappelé par le patron d'un champ de coton d'Urfa, à une cinquantaine de kilomètres.

Sa famille le connaît, il a promis de l'embaucher. Mais lui non plus ne répond pas. Les autres veulent s'arrêter à Suruc, la première ville après la frontière. D'ordinaire, elle compte 100 000 habitants, tous kurdes. Depuis vendredi, ils sont plus de 200 000.

Le minibus stoppe devant la gare routière pour laisser descendre Ragip et sa famille. Ils sont trop épuisés pour porter leurs sacs, le chauffeur et un passager les aident à traverser la route. Le jeune espère toujours rejoindre son futur patron. Les autres passagers descendent tour à tour. Un passant leur indique une mosquée où ils pourront passer la nuit.

«Sauvez-vous!» Dans la cour, le

Aux carrefours, soldats, policiers et gendarmes turques s'inquiètent de l'afflux de combattant kurdes vers la Syrie.

long de murs peints en vert, une centaine de réfugiés ont installé des matelas et des couvertures sous un auvent en béton. Les femmes et les enfants dorment à l'intérieur, dans une salle de prière. Au total, 300 personnes vivent là. Il y a six toilettes et autant de robinets. Le linge sèche aux grilles des fenêtres et d'un escalier. Aucune ONG n'est venue jusqu'à maintenant, la nourriture est donnée par des voisins et de riches familles kurdes. Mah-



moud Ahmad, 37 ans, a échoué à la mosquée vendredi, au premier jour de l'exode kurde, le plus rapide depuis le début de la guerre en Syrie, il y a trois ans. Il a fui en courant son village de Seran, à une dizaine de kilomètres à l'est de Kobani. «C'était au début de l'après-midi, nous avons vu arriver les habitants d'un village voisin qui criaient : "Sauvez-vous, sauvez-vous, ils arrivent !" Nous n'avons pas hésité, nous som-

mes partis en n'emportant que quelques vêtements pour les enfants. De toute façon, nous ne pouvions plus rester. Depuis une semaine, les explosions se rapprochaient. Les enfants étaient terrorisés, ils ne dormaient plus.» Mahmoud se tait un instant et se met à pleurer, sans honte face à ses voisins qui l'entourent. «Ils ne sont pas humains, ces jihadistes, ce sont des bêtes, reprend-il. Ils ont décapité une vieille femme dans

un village à l'ouest d'Aïn al-Arab. Elle n'avait pas eu la force de fuir avec les autres.» Mahmoud veut quand même repartir chez lui. Fermier, il a une cinquantaine de moutons, son seul moyen de subsistance. «Ils vont mourir de soif si je n'y retourne pas», répète-t-il. Est-ce seulement possible de revenir ? Il dit que oui, peut-être, grâce aux frappes américaines de mardi, à proximité d'Aïn al-Arab. Peu im-

porte qu'elles n'aient pas été confirmées et que les officiels kurdes se contredisent, il y croit : «Ils doivent les bombarder tous les jours, sans arrêt. Nous n'avons rien fait, nous n'avons décapité personne. Ce sont eux qui doivent mourir, pas nous.» Envoyé spécial à Yumurtaalik (frontière turco-syrienne) LUC MATHIEU

International New York Times MONDAY, SEPTEMBER 29, 2014

Obama says U.S. failed to grasp rise of Islamic State

WASHINGTON

Strikes hit Kurdish areas in Syria as coalition broadens campaign

BY DAVID E. SANGER AND ANNE BARNARD

President Obama, in an interview taped for airing on Sunday, acknowledged that the United States had underestimated the rise of the Islamic State while placing too much trust in the Iraqi military, allowing the region to become "ground zero for jihadists around the world."

"That's true," he said in an interview with CBS's "60 Minutes" when asked about such an assessment by James R. Clapper, director of national intelligence. "That's absolutely true."

The United States and its allies have conducted airstrikes on Islamic State targets in Syria and Iraq since last week. On Saturday, the Pentagon said allied aircraft for the first time struck targets in a besieged Kurdish area of Syria, along the Turkish border. They destroyed two armored vehicles in an area that has been the subject of a weeklong onslaught by the Islamic State.

Air attacks, bolstered by warplanes from Arab partner countries, continued into Sunday, both in Iraq and in Syria, the Pentagon said, as the coalition assembled against the Islamic State continued to broaden its campaign.

Meanwhile, a senior Obama administration official said on Sunday that he could not confirm persistent reports that airstrikes last week had killed a top leader of a second terrorist organization, the Khorasan group, but that there were "serious indicators that he was removed."

Asked about reports that the leader, Muhsin al-Fadhli, was dead, Anthony J. Blinken, the deputy national security adviser, said on "Fox News Sunday": "We can't confirm it. We're obviously trying to dig into this, get confirmation, we want to make sure that he's not trying to, in effect, fake his death and go underground, but there are serious indicators that he was removed."

The little-known Khorasan group includes Qaeda fighters seasoned by fighting in Pakistan and Afghanistan.

Mr. Blinken was noncommittal when asked about suggestions that a flight-exclusion zone be created over Syria to help protect the coalition effort. Administration officials have said the idea would be costly and difficult to enforce.

The weekend military action around the Syrian city of Kobani, where at least 150,000 refugees have crossed into Turkey, appeared to signify the opening of a new front for allied airstrikes in Syria, and came on a day when other strikes took place in Raqqa, the de facto headquarters of the Islamic State's forces.

Symbolically, the modest strikes around Kobani demonstrated some American and Arab commitment to the direct defense of the Kurds in an area that, village by village, has been falling to forces of the Islamic State.

After days of pleading for air cover, scores of Kurds watching the fighting from across the Turkish border west of Kobani were gleeful Saturday as jets roared overhead and two columns of smoke could be seen from the eastern front miles away. They hoped it meant that American warplanes had finally come to their aid.

Without President Obama, said Sheikh Mohammad Bozan, a Syrian Kurd, "we would all lose our heads."

Nearby, Syrian and Turkish Kurds

cheered from hilltops as Kurdish fighters scaled a ridge and fired a heavy machine gun mounted on a pickup truck at an Islamic State position less than a mile from them.

The fighting took place just a few hundred yards inside Syria, clearly visible from hilltop olive groves in Karaca, a frontier village on the Turkish side of the border. Over all, the Kurdish fighters still appeared to be outgunned by the Islamic State militants.

In a statement Saturday, the United States Central Command said that airstrikes around the country had been carried out with forces from Saudi Arabia, Jordan and the United Arab Emirates and that "all aircraft exited the strike areas safely."

And on Sunday, the Central Command reported eight further airstrikes in Syria, involving both United States warplanes and those of Saudi Arabia and the United Arab Emirates; and four more strikes in Iraq by American fighter jets and drones.

The administration has been eager to show that Saudi Arabia, Jordan and the United Arab Emirates, all dominated by Sunnis, are part of the effort against the Islamic State, which is also known as ISIS and ISIL. Two airstrikes near Dayr ar Zawr, on the banks of the Euphrates in eastern Syria, destroyed one Islamic State tank and damaged another, the Pentagon said. One airstrike in northeast Syria destroyed three of the group's vehicles and one of its Humvees.

David E. Sanger reported from Washington, and Anne Barnard from Karaca, Turkey. Brian Knowlton contributed reporting from Washington.

Besieged Kurds of Kobani plead 'don't send us food or aid. Send us weapons'

By **Hermione Gee**
The Independent
September 28, 2014

KOBANI, Syrian Kurdistan,— The Syrian town of Kobani lies a mere 100 yards or so from Turkey, across a railway track that marks the border between the two countries.

The small crossing from Suruc on the Turkish side into Kobani used to be a gateway for trucks transporting goods in and out of Syria. These days, the only passage allowed out is for Syrian Kurds fleeing the advance of Islamic State (Isis) militants.

Employees at the Suruc customs and weigh station now sit idle, their compound a base for the Turkish Red Crescent, which is desperately trying to meet the needs of tens of thousands of refugees from Kobani and the surrounding villages.

On the other side of the border, guerrilla fighters belonging to the Kurdish People's Protection Units, or YPG, are holding off an onslaught by Isis militants who have besieged the small town for over a week.

Guarding one of the pedestrian gates into Kobani were two female guerrilla fighters belonging to the YPG, which has been in control of Kobani since 2012.

In stark contrast to the army uniforms worn by the Turkish soldiers on the other side of the border, the guerrillas wear traditional loose Kurdish trousers, topped with flack jackets and AK47s, with colourful embroidered scarves holding back their hair. The main entrance to the town is

kept closed and guards cautiously peer through a small window in the heavy metal gate before opening it to cars that need to come through.

Ambulances bringing injured fighters back from the front-lines blare their sirens in warning, and the gate is quickly pulled back to allow them through. A convoy of small trucks taking fighters to the battlefield also signals its arrival with a blaze of horns as it speeds down the main street leading out of the town.

One fighter wearing a camouflage jacket and scarf tied around his head stands in the back of a pickup truck, his gun already poised and at the ready.

More than 140,000 Kobani residents fled the town last week but many people have started to come back – some driven home by the miserable conditions in Suruc, others wanting to join the fight against Isis.

"I didn't want to leave my home," said Sabah, who fled to Turkey with her four young children. "But my children were frightened and they were crying all the time."

Their situation in Turkey was so bad, she said, that they after five days they decided to come home. "I'd rather be in my home. I'm scared, but I don't have a choice."

Like many of Kobani's residents, she is haunted by the memory of the recent massacres of Yazidi at the hands of Isis militants in the Sinjar region of Iraq. "We don't know what could happen to us."

Turkey has been intermittently preventing people from returning



Smoke sweeps through the Kurdish town of Kobani

to Syria, worried about members of its own Kurdish guerrilla group, the Kurdistan Workers Party, or PKK, trying to join the YPG in the fight against Isis.

Kobani has been cut off for months; residents survive using small petrol-fuelled generators and the basic supplies they can smuggle in from Turkey.

Shops in the town sit empty and shuttered, with nothing to sell, while dozens of half-built buildings line the main road, their construction halted when the supply of materials was stopped.

On Thursday, the first humanitarian aid reached the town, when 12 trucks were allowed to cross the border into Kobani. Sent by the Barzani Charity Foundation, an NGO based in the Kurdistan Region of Iraq, the trucks brought rice, beans, baby formula, blankets and other supplies, both to the refugees in Suruc and to Kobani's besieged residents.

"We are the first NGO to enter Kobani," Musa Ahmed, deputy director of the foundation, told the handful of journalists allowed to accompany the convoy. "It is our duty to help Kurds everywhere; we want to serve outside the borders of the Kurdistan Region."

During a walk through the town, residents said that they really needed soldiers, not aid supplies.

"Don't send us food, we don't need food," one man screamed. "We will eat mud if we have to.

Send us weapons, send us Peshmerga," he continued, and then fell on his knees in front of Musa Ahmed and started kissing his shoes. Another man in the crowd watched the scene silently, tears pouring down his face.

Both tears and desperate appeals for weapons are ubiquitous in Kobani. While the IS militants have weapons and armoured vehicles captured from the Iraqi army, the YPG has nothing but AK47s, rockets and a few revamped armoured vehicles. But equally prevalent is the residents' determination to fight.

"This is my uncle's gun," one young girl of about 12 told members of a Kurdish parliamentary delegation who visited Kobani last week. Holding up a rifle, she said: "But I want my own gun. If I had a gun, I could go and fight."

On Thursday, Maher Khalil returned to Kobani after taking his sister to Suruc to get her out of harm's way. "We saw what Isis did to women in Sinjar. They kidnapped them and now they're being sold in the market. But I'm going to defend my land," he said. "Now [the US] has started bombing, we can fight again. I don't care if I lose my life. If I die, I'll die fighting for my homeland."

Yesterday, explosions were heard again in and around the Kobani enclave, with US air strikes reported in the region. Speaking from Kobani, another resident said: "The situation is better now after the bombing, people have more hope. But we need more bombs, more bombs." ●

Conflicting goals of airstrikes in Syria bedevil Obama

BEIRUT, LEBANON

U.S. struggles to attack Assad's enemies without aiding his government

BY BEN HUBBARD
AND ANNE BARNARD

President Obama said that the American-led airstrikes in Syria were intended to punish the terrorist organizations that threatened the United States, but that the attacks would do nothing to aid President Bashar al-Assad of Syria, who is at war with the same groups.

In the first week of strikes, however, it was increasingly uncertain whether the United States could maintain that delicate balance.

A Syrian diplomat crowed to a pro-government newspaper that "the U.S. military leadership is now fighting in the same trenches with the Syrian generals, in a war on terrorism inside Syria." And in New York, the new Iraqi prime minister, Haider al-Abadi, said in an interview that he had delivered a private message to Mr. Assad on behalf of Washington, reassuring him that the Syrian government was not the target of American-led airstrikes.

The confident statements by Syrian leaders and their allies showed how difficult it already is for Mr. Obama to go after terrorists operating out of Syria without getting dragged more deeply into that nation's three-and-a-half-year conflict. Indeed, the American strikes have provided some political cover for Mr. Assad, as pro-government Syrians have become increasingly, even publicly, angry at his inability to defeat the militants.

On the other side, Mr. Obama's Gulf allies, whom he has pointed to as crucial to the credibility of the air campaign, have expressed displeasure with the United States' reluctance to go after Mr. Assad directly. For years, Qatar, Saudi Arabia and the United Arab Emirates have pressed Washington to join the fight to oust the Syrian president.

And for years, the United States has demurred.

"We need to create an army to fight the terrorists, but we also have to fight the regime," Sheikh Tamim bin Hamad al-Thani, emir of Qatar, said Thursday in an interview with New York Times editors. "We have to do both."

Mr. Obama told the United Nations General Assembly on Wednesday that the United States would work with its allies to roll back the Islamic State

through military action and support for moderate rebels. But he added, "The only lasting solution to Syria's civil war is political: an inclusive political transition that responds to the legitimate aspirations of all Syrian citizens, regardless of ethnicity, regardless of creed."

Yet as the Syrian conflict transformed from peaceful, popular calls for change to a bloody unraveling of the nation, it also became a proxy battlefield for regional and global interests. Iran and Russia sided with Mr. Assad. Arab Gulf nations sided with the rebels, though not always with the same rebels. The United States called for Mr. Assad to go, but never fully engaged.

The rise of the Islamic State militant group, also known as ISIS or ISIL, prompted Mr. Obama to jump in, but under the auspices of an anti-terrorism campaign. The United States was not taking sides in the civil war, or at least it did not intend to. But the minute it entered the battlefield, it inevitably muddled its standing in Syria and across the Middle East, analysts and experts in the region said.

When American attacks, for example, killed militants with the Nusra Front, a group linked to Al Qaeda, it angered some of the same Syrian insurgents who Mr. Obama has said will help make up a ground force against the Islamic State.

Some of the groups that had said they would support the United States' mission have now issued statements condemning the American strikes on the Qaeda-linked militants. Those groups have also expressed concern that by

"The U.S. military leadership is now fighting in the same trenches with the Syrian generals."

making the Islamic State its priority, the United States has acknowledged that it does not seek to unseat Mr. Assad.

Conversely, supporters of the Syrian government say hitting the Nusra Front is proof that the United States has switched sides.

"Of course coordination exists," said a pro-government Syrian journalist speaking on the condition of anonymity for fear of retribution, who had criticized the prospect of the strikes but turned practically jubilant once they began. "How else do you explain the strikes on Nusra?"

Both sides are trying to spin the Amer-

ican involvement to their advantage, pressing Washington to shift even as Mr. Obama tries to stay his course. The Arab allies have made no effort to hide their involvement in the bombing raids. They have, in fact, even boasted of their roles.

Saudi Arabia has released "Top Gun"-style photos of its pilots posing with their jets, and the United Arab Emirates has bragged that one of its pilots is a woman. But the delight has as much to do with the countries' hope that the United States will eventually come around to helping oust Mr. Assad as it does with aiding the United States in a fight against extremism, analysts said.

"The key Gulf states agreed to the American request in a large part to try to steer America's Syria policy after years of frustration," said Emile Hokayem, a Middle East analyst at the International Institute for Strategic Studies. "They believed that if they had said no to the Americans, the hope for a shift in U.S. policy toward Syria would be nil."

Other commentators said Gulf nations frustrated with Mr. Obama's hesitancy had gladly joined in when his tone changed.

"Once there is a determined America and a determined President Obama, he will find a receptive ally in the region to work with him," said Abdulkhaleq Abdulla, a political analyst in the United Arab Emirates.

At the same time, these Arab partners see that the United States is once again depending on regional strongmen and monarchs with absolute authority to pursue its interests in the region.

For a time, it appeared that Washington was moving away from that decades-old model toward supporting popular movements that sought to bring democracy and greater rights to the region. That infuriated Saudi Arabia and the other monarchies, but with the collapse of the Arab Spring and the rise of the Islamic State, the old alliances have been reinvigorated.

"We are back to the future," said Salman Shaikh, the director of the Brookings Doha Center, a Qatar-based branch of the Brookings Institution. "After the rush of the Arab Spring, there is a realization that they are our real friends and allies in the region and in this fight."

Hwaida Saad and Mohammed Ghanam contributed reporting from Beirut, and Somini Sengupta and Michael R. Gordon from the United Nations.

Britain votes to join airstrikes against Islamic State

LONDON

Cameron plans to target sites in Iraq, but rules out putting troops on ground

BY STEPHEN CASTLE,
ALAN COWELL AND ANNE BARNARD

The British Parliament voted overwhelmingly on Friday to approve airstrikes in Iraq against the Islamic State, broadening coalition efforts to turn the tide of Sunni extremists' advances as conditions deteriorate for those fleeing the violence in the region.

Near the Turkish town of Suruc, security forces fired tear gas into crowds on Friday after desperate Kurds broke down a fence and streamed in both directions across the Turkish-Syrian border. The melee deepened tensions on the sensitive frontier as Islamic State militants continued to advance through a Syrian Kurdish enclave.

Shortly afterward, Islamic State fighters could be seen from the Turkish side of the border, climbing up a hill overlooking the main population center of the enclave, Kobani, also known as Ain al-Arab.

American-led airstrikes on the Islamic State, which has seized parts of Syria and Iraq, continued for a fourth day in eastern Syria, according to residents. But there were no strikes on the militants attacking Kobani, a constellation of mostly Kurdish farming villages, where the militants' advance has sparked fears of massacres in the wake of Islamic State attacks on Kurdish civilians in Iraq.

The vote in Britain brought a country weary of international engagements belatedly into the American-led campaign against Sunni extremists.

Prime Minister David Cameron called Parliament back from recess to consider the motion, which authorizes the government to conduct air operations in Iraqi territory. It does not authorize deployment of ground troops, nor does it authorize action in Syria.

The decision was seen as significant because British lawmakers voted last year not to join proposed strikes against Syria over its use of chemical weapons.

Among America's European allies, France and the Netherlands have already said they will take part in the bombing campaign in Iraq, and Denmark did the same on Friday.

Wary of a defeat in Parliament and eager to avert opposition from the Labour Party, Mr. Cameron said on Friday that Britain would not, at present, join the United States in attacking targets in Syria, and would not commit ground forces to fight the Islamic State, also known as ISIS or ISIL.

Mr. Cameron said that while he did not believe there was a legal barrier to Britain's conducting airstrikes in Syria, he was proposing action exclusively in Iraq for the sake of political consensus.

"We would want to see a stable Iraq and, over time, a stable Syria, too; ISIL degraded and then destroyed as a serious terrorist organization," Mr. Cameron told Parliament. "But let me be frank: We should not expect this to happen quickly. The hallmarks of this campaign will be patience and persistence, not shock and awe."

Mr. Cameron said the militant group had "already murdered one British hostage and is threatening the lives of two more," adding that, for Britain, there "isn't a walk-on-by option."

Supporting the call for airstrikes, Ed Miliband, leader of the opposition Labour Party, said that he understood the unease in parts of Britain about another military engagement. "Let us be clear at the outset what is the proposition: airstrikes against ISIL in Iraq," Mr. Miliband said. "Not about ground troops, nor about U.K. military action elsewhere. And it is a mission specifically aimed at ISIL."

The Islamic State has called for attacks worldwide against citizens of countries opposing it. In addition to the Briton, two Americans and a Frenchman have been beheaded, and the prime minister of Iraq said Thursday that it had received credible information about threats to transit systems in France and the United States, though officials in those two countries said the threats had not been confirmed.

The Spanish Interior Ministry said on Friday that Spanish and Moroccan law enforcement officials had arrested nine people suspected of being part of a terrorist cell linked to the Islamic State. The ministry said the suspects had been arrested in Melilla, a Spanish enclave on the north coast of Africa, and Nador, an adjacent city in Morocco. The Spanish news media said that those arrested included eight Moroccan nationals and one Spaniard, who was accused of being the leader of the group.

The investigation was completed under the auspices of a judge who had sealed the details of the investigation,

the ministry said, adding that the investigation was continuing.

Also Friday, the British police arrested two men suspected of plotting terrorist acts, a day after nine others were rounded up on suspicion of belonging to a banned Islamic extremist group.

A senior official at Scotland Yard, speaking on condition he not be identified under agency rules, said that the Spanish-Moroccan and British operations were not coordinated. Europol and Interpol declined to comment, and the office of the European Union's counterterrorism coordinator was not available for comment.

The Spanish newspaper El País said that Melilla had become a center of operations for jihadists and that investigators had uncovered three terrorist cells in recent months. It added that in March, the authorities discovered a group based in Melilla that had sent dozens of fighters, a majority of whom were French and Moroccan, to fight in Syria, Mali and Libya.

Spain has spoken out against the brutality of the Islamic State, but it has not participated in military strikes against the militant group in Iraq or Syria.

In Turkey and Syria, Kurdish citizens are increasingly angry and perplexed that the United States has not attacked to protect Kobani, especially given that an assault on Kurds belonging to the minority Yazidi religious sect in Sinjar, Iraq, last month triggered the first American airstrikes against the Islamic State.

The Kurds accuse Turkey, which has a long history of conflict with separatist Kurds, of tacitly condoning the Islamic State advance. And they suspect that the United States is ignoring the attack in an effort to keep Turkey, which has been vague about how it will contribute to the campaign against the Islamic State, on board with its coalition. In particular, American officials say, they are pushing Turkey to close its borders to

foreign militants flocking to join the Islamic State, whose militants have long been an open presence in Turkish border towns.

At the border, tensions have flared as the Turkish authorities have worked to prevent Kurdish citizens of Turkey from crossing into Syria to help defend Kobani, while also limiting the flow of refugees fleeing the Islamic State.

Numerous male Kobani residents interviewed at the border in recent days said they had brought their families to safety in Turkey and planned to head

back to fight. Some were allowed in after checks at a border post.

On Friday, as the Islamic State fighters came closer, larger crowds gathered on both sides of the border fence and broke it down. Hundreds of people streamed across. Entering Turkey were women, children and elderly men, one leading a cow. Entering Syria were hundreds of men, some carrying backpacks, one riding a motorcycle.

Shortly afterward, Islamic State fighters could be seen and gunfire heard close by. CNN footage showed black-clad militants engaging in a gun battle on a ridge near the town, just across a border where the Turkish military presence has been beefed up with tanks, artillery, infantry units and riot police.

On Thursday, a convoy of 15 to 20 large trucks, emblazoned with posters indicating they came from the Iraqi Kurdish leader Masoud Barzani, drove down the main street of Suruc toward the border, escorted by cars driven by men with walkie-talkies. Kurdish activists from Kobani said they bore aid for refugees in Turkey as well as for those inside Syria.

But when the trucks approached the border, military police closed off the customs post and refused to allow anyone, including journalists, to approach, leading some residents to speculate that the trucks contained weapons. A man who identified himself as a Kurdish fighter had said earlier that the Kurds hoped to establish a supply line from Iraqi Kurdistan.

The following day, images were shared on Twitter of anti-tank weapons being used by Kurdish fighters in Kobani.

Meanwhile, other fighters also appeared to have little trouble crossing the border and blending into bustling Turkish towns. Turkey has long allowed Syrian insurgents to cross the border, along with many foreign fighters who joined the Islamic State.

In a manicured garden cafe on Friday in Gaziantep, a large border town used as a base by aid groups and Syrian activists, a clean-shaven man in a crisp collared shirt, who at first glance gave the impression of a traveling business executive, spoke urgently in Arabic on a cellphone.

He said he had been fighting in Syria and had escaped across the border, and that another friend needed help to flee. He described the ease of being smuggled across the border from the town of Reyhanli and told the caller he would return to Syria in a couple of weeks.

Stephen Castle and Alan Cowell reported from London, and Anne Barnard from Gaziantep, Turkey. Reporting was contributed by Karam Shoumali from Gaziantep; Bryan Denton from Suruc, Turkey; and Dan Bilefsky and Doreen Carvajal from Paris.

Erdogan prône une zone tampon pour protéger la Turquie

JULIE CONNAN @JulieConnan
ENVOYÉE SPÉCIALE À SANLIURFA (TURQUIE)

TURQUIE C'est devenu un leitmotiv de la politique turque à l'égard de la Syrie. Samedi, à son retour de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, Recep Tayyip Erdogan a appelé de ses vœux la création d'une zone tampon (*buffer zone*) à la frontière turco-syrienne. Dans un entretien accordé au quotidien *Hurriyet*, le président turc a précisé qu'il faudrait pour ce faire « une légitimité au sein de la communauté internationale ». Si la stratégie de la Turquie a manqué de lisibilité, cette revendication est une constante depuis le début de la guerre en Syrie. Jusqu'à présent, elle avait surtout attiré à des considérations humanitaires et pratiques, liées à l'afflux

massif de réfugiés - aujourd'hui estimés à 1,5 million - le long de ses 900 km de frontières avec la Syrie. Mais désormais, l'État islamique est aux portes de son territoire.

Sans préciser l'étendue ou les modalités de sécurisation du glacis frontalier envisagé, le leader turc a annoncé que le pays « protégerait ses propres frontières ». « La logique qui consiste à dire que la Turquie ne prendra pas part militairement (à la coalition) est fautive », a-t-il ajouté. Erdogan confirme ainsi le virage amorcé mardi par Ankara après la libération, le 20 septembre, des 49 ressortissants turcs retenus par l'EI depuis le mois de juin. Jeudi, ce sera au tour du Parlement turc de se prononcer - un vote sans suspense - sur un projet de mandat autorisant l'utilisation des forces armées. « Erdogan veut montrer aux Occidentaux que la Turquie

a un vrai problème de sécurité à sa frontière, analyse Bayram Balci, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales-Sciences Po. Il espère aussi prouver qu'il avait raison avant les Occidentaux, comme lorsqu'il réclamait des frappes en Syrie il y a trois ans. »

Divergences avec Washington

Ce projet de glacis devra surtout recueillir l'approbation de la coalition internationale - à commencer par celle des États-Unis, qui y étaient jusque-là hostiles. Or le plus haut gradé américain, le général Martin E. Dempsey, a fait savoir samedi qu'« une zone tampon pourrait devenir une possibilité, mais cela ne fait pas partie de nos plans pour le moment ».

Le lobbying d'Ankara en faveur de cette *buffer zone* ne tient pas seulement à l'avancée de l'État islamique. La Turquie est tout aussi préoccupée par les

centaines de Kurdes turcs, qui ont déjà rejoint les rangs du YPD (allié syrien du PKK turc) pour lutter contre Daech. Ankara craint que la campagne de frappes menée par la coalition internationale aux abords du fief clef de Kobané ne renforce in fine les Kurdes de part et d'autre de la frontière. Et là encore, la posture américaine diffère de celle de la Turquie : le général Martin E. Dempsey a déclaré samedi que les milices kurdes pouvaient être une force au sol aussi importante en Syrie qu'elles ne l'étaient en Irak. « La Turquie a effectivement tout intérêt à les associer dans la lutte contre l'État islamique », confirme Bayram Balci.

Anciens alliés brouillés, Washington et Ankara semblent encore avoir du chemin à parcourir pour définir une stratégie commune contre les fous de Daech. ■



La vie presque normale de l'école française du Kurdistan irakien

www.laprovence.com/
Par Emilienne MALFATTO
29 septembre 2014

Erbil (Irak) (AFP) - Les murs ont été rehaussés et des gardes armés sont postés aux portes de l'école française d'Erbil, capitale du Kurdistan irakien. Mais les expatriés veulent continuer à mener une vie normale malgré les menaces du groupe Etat islamique à l'encontre de la France.

Une fillette entre dans l'école, traînant un cartable rose à roulettes, et passe sans émotion apparente devant des hommes en treillis armés de Kalachnikov. Ces assayesh -- membres des forces de sécurité kurdes -- n'étaient que trois l'an dernier. Ils sont maintenant seize, se relayant nuit et jour.

Ces mesures de sécurité ont été prises en accord avec le gouvernement régional kurde pour l'école de la Mission Laïque française où 164 élèves, Kurdes et enfants d'expatriés d'une vingtaine de nationalités différentes -- dont dix Français --, sont scolarisés de la maternelle jusqu'à la 3e.

"Cette année, il y a plus d'assayesh autour de l'école parce qu'il y a le Daesh (acronyme arabe de l'EI, NDLR)", explique timidement Romane, 11 ans.

Les murs couverts de dessins naïfs et colorés qui entourent l'établissement ont été aussi rehaussés de barrières métalliques d'un mètre de haut.

"Ces mesures étaient prévues depuis cet été", quand "l'EI est arrivé aux portes d'Erbil le 6 août", précise le proviseur, Bertrand Malifarges.

Hasard du calendrier, leur mise en place est intervenue le jour du début des frappes françaises en Irak, le 19 septembre.



Les élèves arrivent à l'école de la Mission Laïque française "Danielle Mitterrand", le 28 septembre 2014 à Erbil, capitale du Kurdistan irakien Photo - AFP - Safin Hamed



Une élève de l'école française d'Erbil, passe devant un garde kurde qui surveille l'établissement scolaire, le 28 septembre 2014 Photo - AFP - Safin Hamed

Malgré les gardes armés, l'ambiance est détendue à l'entrée de l'école. Le front contre l'EI n'est pourtant situé qu'à une vingtaine de kilomètres au sud de la ville.

Ce groupe ultra-radical connu pour ses exactions s'est éparpillé depuis juin de larges pans du territoire irakien, infligeant notamment début août de sérieux revers aux forces Kurdes et s'approchant dangereusement d'Erbil.

A la suite des premières frappes françaises, le porte-parole de l'EI a notamment appelé à tuer "les méchants et

sales Français". Mais dans l'école, on ne s'en émeut pas outre mesure.

- FAIRE PROFIL BAS -

Dans l'été, des parents d'élèves inquiets ont certes contacté le directeur pour connaître quelles mesures de protection seraient prises.

"Ils avaient besoin d'être rassurés", estime M. Malifarges.

Mais aujourd'hui, ce sont des parents détendus qui déposent -- la plupart en véhicules 4X4, d'autres à pied ou en taxi -- leurs enfants.

Charles Homsy vient de dire au revoir à sa fille Romi, bientôt six ans. Pour ce franco-libanais, "c'est un peu normal" que la sécurité soit renforcée mais "ça ne change pas grand chose".

"La sécurité en général est bonne" au Kurdistan et "le consulat a toujours dit qu'il ne fallait pas paniquer", relativise-t-il.

A la rentrée, il y a quinze jours, seule une poignée d'élèves manquait à l'appel "à cause de l'EI", explique le directeur: trois Canadiens, trois Libanais, un Ecossais et un Français dont les parents ont quitté le pays.

Pour M. Malifarges, arrivé il y a trois ans à Erbil avec sa femme et sa fille -- elle-même scolarisée en 5e à l'école -- la sécurité n'a jamais été un problème au Kurdistan. "On s'est toujours sentis à l'aise. J'ai des gardes du corps... mais je ne les utilise pas".

"Malgré tout, en ce moment, la politique de la France est telle qu'il vaut mieux faire profil bas et ne pas trop parler français en public", par exemple. Environ 150 Français vivent à Erbil, selon le directeur.

Dans sa classe de CM1-CM2, Anne-Charlotte Lequeux passe de pupitre en pupitre, corrigeant les tables de multiplication d'une trentaine d'enfants. Cette jeune femme de 31 ans est arrivée à Erbil il y a un mois seulement, alors que la psychose de l'EI battait son plein dans les médias. "Ca m'a fait réfléchir", admet-elle.

Après avoir été rassurée par l'école et le consulat, elle est finalement venue et ne le regrette pas. "J'ai trouvé une école normale dans une ville normale", assure-t-elle. "Il faut simplement faire profil bas et respecter des règles de sécurité basiques". ○

Irak : les troupes kurdes lancent une offensive contre l'EI sur trois fronts

Les opérations, qui ont commencé mardi à l'aube, se déroulent à Mossoul, au sud de la ville pétrolière de Kirkouk et contre une ville à la frontière syrienne.

www.lepoint.fr
30 septembre 2014

Les forces kurdes ont lancé mardi une offensive sur trois fronts contre les djihadistes du groupe État islamique (EI) dans le nord de l'Irak, ont annoncé à l'AFP des officiers peshmergas. Les opérations, qui ont commencé avant l'aube, se déroulent au nord de la ville de Mossoul, contrôlée par les djihadistes, au sud de la ville pétrolière de Kirkouk et contre une ville à la frontière syrienne, ont-ils précisé. Un haut gradé a indiqué que des peshmergas, les combattants kurdes, étaient entrés dans la ville de Rabia, à la frontière syrienne, après avoir pris deux villages, As Sa'diyah et Mahmoudiyah. "Les soldats sont en train de se battre dans le centre de Rabia", située à



Soutenus par des frappes aériennes, les peshmergas ont également attaqué la ville de Zoumar, à environ 60 km de Mossoul et à proximité du barrage de Mossoul. © AFP

une centaine de kilomètres au nord de Mossoul, deuxième ville d'Irak, a-t-il précisé.

Soutenus par des frappes aériennes, les peshmergas ont également attaqué la ville de Zoumar, à environ 60 kilomètres de Mossoul et à proximité du barrage de Mossoul. L'officier, qui s'exprimait sous le couvert de l'anonymat, n'a pas donné de détails sur la nature du soutien aérien. Les appareils de l'armée irakienne effectuent des missions quotidiennes au-dessus du pays, tandis que ceux de la coalition, notamment américains et français, mènent des raids ciblés sur des installations de l'EI.

FORTE RÉSISTANCE

Rabia et Zumar sont deux localités dont les forces kurdes avaient pris le contrôle lors

de la vaste offensive lancée en juin par l'EI qui avait mis en déroute l'armée irakienne, notamment à Mossoul. Deux mois plus tard, les combattants djihadistes avaient mené une offensive contre les positions des peshmergas qui avaient été contraints de reculer.

Plus au sud, les forces kurdes ont repris des villages autour de Daquq qui étaient contrôlés par l'EI depuis juin. "Ils ont libéré les villages de Saad et Khaled, et ont pris le contrôle total de la zone après de durs combats", a souligné le général kurde Westa Rasul. Il a précisé que les peshmergas faisaient face à une forte résistance en avançant vers un autre village, Al-Wahda, à une trentaine de kilomètres au sud de Kirkouk. ♦



28 septembre 2014

Des combattants kurdes se forment en Bavière



Ursula von der Leyen a fait le déplacement en personne pour la première livraison d'armes aux Kurdes, dont elle a rencontré le président Masoud Barzani



La ministre allemande de la Défense Ursula von der Leyen avec des officiers peshmergas près d'Erbil, le 25 septembre 2014., Ayad Rasheed/NEWSCOM/SIPA

20minutes.fr
28 septembre 2014

Quelque 32 Kurdes s'initient en Bavière (sud de l'Allemagne) à l'utilisation des missiles antichar Milan de l'ar-

mée allemande, a-t-on appris dimanche auprès du ministère de la Défense.

Les 32 combattants kurdes sont arrivés samedi et vont suivre leur entraînement jusqu'au 3 octobre. Samedi, le magazine «Der

Spiegel» avait affirmé que l'armée allemande prévoyait en début de semaine de commencer sur le sol irakien à former les combattants kurdes à l'utilisation des armes qu'elle leur fournit pour lutter contre le groupe État islamique.

Selon l'hebdomadaire, «environ 150 officiers et sous-officiers» doivent ainsi commencer à être formés à partir de lundi au maniement des fusils G3, fusils mitrailleurs MG3 et d'assaut G36 ainsi qu'à celui des armes antichar, fournies par la Bundeswehr.

Au total, quelque 10'000 combattants kurdes doivent être équipés d'armes allemandes, pour un montant de 70 millions d'euros (85 millions de francs), poursuit le journal.

Fin août, le gouvernement allemand a annoncé qu'il allait fournir des armes aux Peshmergas, les combattants kurdes, afin qu'ils puissent se défendre contre le groupe État islamique (EI). Pour la formation au maniement de ces équipements, Berlin va envoyer au total une quarantaine de soldats en Irak, tandis que la venue d'une trentaine de Kurdes en Allemagne avait effectivement été annoncée mi-septembre. ■

"État islamique" : qui a joué à l'apprenti sorcier ?

De nombreux pays et hommes politiques ont contribué à la fulgurante montée en puissance de l'organisation en Syrie et en Irak. Explications.



www.lepoint.fr
Armin Arefi
Journaliste international
29 septembre 2014

En un temps record, l'organisation État islamique s'est imposée comme la principale menace au Moyen-Orient et dans le monde. Pourtant, peu de gens connaissent ce groupe djihadiste il y a encore un an. Qui blâmer pour expliquer sa fulgurante montée en puissance ?

George Bush : le grand artisan du délitement de l'Irak. En se débarrassant de Saddam Hussein en 2003 - l'Irak est alors membre de son "axe du Mal", bien qu'il n'ait rien à voir avec les attentats du 11 Septembre -, le président américain fait voler en éclat un pays multi-ethnique qui ne tenait que sous l'emprise sans partage du dictateur sunnite, au pouvoir depuis vingt-quatre ans. D'autant que, loin de proposer un véritable projet politique de gouvernance, George Bush joue la carte confessionnelle : il dissout le parti unique Baas et démantèle les forces de sécurité du pays, majoritairement sunnites, ouvrant la voie à un pouvoir chiite (confession majoritaire en Irak, NDLR). Pour lutter contre l'armée américaine, devenue "force d'occupation", le djihadiste jordanien Abou Mousab al-Zarqawi crée en 2004 al-Qaida en Mésopotamie, un groupe sunnite radical qui n'est autre que l'ancêtre de l'organisation État islamique. Devant la mainmise chiite, les djihadistes étrangers de l'EI sont rejoints par d'anciens généraux baasistes et insurgés sunnites en soif de revanche.

L'Iran : le pompier pyromane de la "crise État islamique". D'un côté, la République islamique apporte sur le terrain une aide cruciale aux autorités irakiennes déliquescents. Dès le début de l'offensive djihadiste en juin, Téhéran dépêche en Irak ses "Gardiens de la révolution" pour entraîner et armer les milices chiites afin de reconquérir le pays du joug de l'EI. Pour ce faire, elle bénéficie de l'appui aérien de l'aviation américaine, mais également du soutien des combattants kurdes peshmergas, armés par l'Occident. De fait, l'Iran se retrouve propulsé au rang d'allié objectif des États-Unis et de la France dans la lutte contre le "terrorisme". Pour le plus grand plaisir des autorités iraniennes qui, soucieuses de retrouver



Shakir Waheib, membre de l'organisation État islamique (à gauche), pose à côté d'un véhicule en feu de la police irakienne, dans la province d'al-Anbar. © Uncredited / AP...

leur place de "gendarme du Moyen-Orient", ne cessent de répéter la nécessité de s'unir pour combattre ce fléau.

Mais il faut rappeler que l'Iran tient une certaine part de responsabilité dans l'essor de l'EI. Depuis la chute de son pire ennemi - le sunnite laïque Saddam Hussein - en 2003, Téhéran n'a cessé d'user de son influence pour faire tomber l'Irak, majoritairement chiite comme l'Iran, dans son escarcelle. Tout d'abord en finançant, armant et entraînant des milices chiites, mais aussi sunnites, contre les soldats américains. Mais aussi en plaçant des hommes politiques chiites, que l'Iran a accueillis en nombre sous la dictature de Saddam Hussein, au pouvoir à Bagdad.

Nouri al-Maliki, le nouveau Saddam. L'homme politique, qui a vécu de nombreuses années en Iran, accède en 2006 au poste de chef du gouvernement irakien. Sous le contrôle avisé de Téhéran, l'autoritaire Premier ministre mène une politique ouvertement discriminatoire à l'égard de la minorité sunnite, l'écartant peu à peu de toutes les institutions du pays ainsi que de l'armée. Pis, il contribue à sa radicalisation, en choisissant de réprimer dans le sang la vague de contestation pacifique née en décembre 2012. C'est donc en "libérateurs" que les djihadistes de l'EI ont été accueillis par les populations sunnites discriminées en 2014.

L'Iran a appliqué la même politique confessionnelle en Syrie. Dès le début de la révolte démocratique, en mars 2011, Téhéran a envoyé à Damas des Gardiens de la révolution et des armes pour enseigner aux forces de sécurité syrienne l'art de la répression populaire. Hors de question pour la

République islamique de lâcher son allié syrien alaouite (une secte issue du chiïsme, NDLR) au pouvoir à Damas. À l'automne 2012, Téhéran passe à la vitesse supérieure et envoie le Hezbollah libanais et les milices chiites irakiennes combattre directement en Syrie. Le conflit politique devient religieux. Et fait le lit des combattants sunnites ultra-radicaux de l'organisation État islamique.

L'Arabie saoudite : le pendant sunnite de l'Iran. Dès 2011, le royaume saoud (mais aussi le Qatar et le Koweït, NDLR) s'engage activement dans la lutte anti-Bachar el-Assad. Mais pour des raisons tout autres que celles des manifestants syriens. Son but : reprendre en main la révolte populaire pour éviter que ses aspirations démocratiques n'atteignent le Golfe, mais surtout affaiblir son rival millénaire : l'Iran chiite, à travers son allié syrien. Ainsi, Riyad va fermer les yeux sur le versement de millions de pétrodollars en direction des opposants de Bachar el-Assad les plus radicaux.

Encouragées par l'État saoudien, nombre d'associations caritatives appellent à la "zakat" - la collecte de fonds humanitaires dans le cadre de l'islam - afin de venir en aide aux populations sunnites savamment réprimées par le président syrien. À la manoeuvre, des réseaux de prédicateurs religieux, mais aussi des hommes d'affaires réputés pieux, parfois liés à la vaste famille royale saoudienne. Officiellement, le royaume saoud ne finance que les rebelles "modérés" de l'Armée syrienne libre. Pourtant, des fonds saoudiens se retrouvent également entre les mains du Front islamique (rebelles islamistes), ainsi que les djihadistes d'al-Nosra et de l'organisation État islamique. Jusqu'à ce que ➤

➤ la menace se retourne contre eux. Aujourd'hui, les pays du Golfe demeurent parmi les principales cibles de l'EI, en étant considérés comme des régimes corrompus à la botte de l'Occident.

La Turquie : le trouble jeu. Autrefois allié du régime syrien, Ankara a elle aussi rejoint le camp des anti-Bachar el-Assad. Outre leur soutien politique aux rebelles qu'ils ont accueillis sur leur sol, les islamoc-conservateurs ont longtemps fermé les yeux sur le passage à la frontière turco-syrienne de nombreux combattants et armes en direction des groupes djihadistes, dont le Front al-Nosra et l'organisation État islamique. Ils le paient aujourd'hui, en devant accueillir sur leur sol des milliers de réfugiés kurdes fuyant les djihadistes de l'EI qui se sont emparés de vastes pans de territoire dans le nord de la Syrie.

Bachar el-Assad : le prophète anti-terroriste. Pour se maintenir au pouvoir coûte que coûte, le président syrien a tout mis en oeuvre pour discréditer la contestation, tout d'abord pacifique, qui s'opposait à lui. Pour réaliser sa prophétie selon laquelle les manifestants démocratiques n'étaient que des terroristes à la solde de l'étranger, le maître de Damas a tout d'abord libéré de prison en mai 2011 des centaines de djihadistes syriens qui avaient combattu les forces américaines en Irak. Des combattants qui ont créé la même année le Front al-Nosra (devenu filiale syrienne d'al-

Qaida) et qui ont également rejoint les rangs de l'organisation État islamique, après son arrivée en Syrie en 2013.

Or, à la différence des rebelles modérés qu'il continue à bombarder au quotidien, Bachar el-Assad a relativement épargné les positions djihadistes. Les combattants de l'EI ont même profité du retrait de l'armée syrienne dans l'est du pays pour y établir leur fief, à Raqa. Une curieuse bienveillance, d'autant qu'en s'emparant des régions - riches en hydrocarbure - de Deir Ezzor et de Raqa les djihadistes ont fait main basse sur 60 % du pétrole syrien. Il faudra attendre un an et les premiers bombardements américains en Irak pour que le président syrien se décide à frapper l'EI à son tour. Désormais réhabilité sur la scène internationale, en dépit des dénégations américaines, Bachar el-Assad voit son souhait de s'afficher comme le seul rempart contre le terrorisme en Syrie être exaucé.

Barack Obama : le prix de l'inaction. Élu sur une promesse de ramener ses soldats au pays, le président américain a achevé fin 2011 le départ des dernières troupes d'Irak. Par là même, Barack Obama a rendu les clés du pays à l'autoritaire Premier ministre chiite Nouri al-Maliki, autrement dit à l'Iran. Le désengagement américain au Moyen-Orient est encore plus visible en Syrie. Barack Obama a eu beau soutenir publiquement l'opposition syrienne modérée et lui promettre des livraisons

d'armes, les rebelles syriens n'ont rien vu arriver de conséquent sur le terrain.

Au contraire, le président américain, qui avait averti Bachar el-Assad d'une riposte ferme en cas de franchissement de la "ligne rouge" - à savoir l'utilisation d'armes chimiques -, a dramatiquement reculé en décidant de ne pas frapper la Syrie après l'attaque de la Ghouta, en août 2013. Pis, en concluant avec la Russie un accord sur le démantèlement de l'arsenal chimique de Damas en septembre 2013, Barack Obama a sauvé Bachar el-Assad, et signé par la même occasion l'arrêt de mort de l'opposition syrienne modérée. Il le paiera très cher.

Dès lors, le pourrissement du conflit syrien profite à Bachar el-Assad, qui reprend l'avantage militaire sur une rébellion déliquescence, d'autant plus qu'elle est désormais aux prises avec les djihadistes de l'organisation État islamique, qui contrôlent un vaste territoire à cheval sur la Syrie et l'Irak. D'ailleurs, Barack Obama a fait son mea culpa dimanche, en reconnaissant avoir sous-estimé le fait que le chaos en Syrie pourrait fournir un terrain propice à l'émergence de groupes djihadistes aussi dangereux que l'organisation État islamique (EI). ♦

AFP

La Bulgarie a livré des armes et munitions pour les Kurdes d'Irak

Sofia, 30 septembre 2014 (AFP)

LA BULGARIE a livré au gouvernement irakien des "armes légères" et des munitions à l'intention des forces kurdes en lutte contre les jihadistes, a annoncé mardi le ministère bulgare de la Défense dans un communiqué.

La livraison porte sur "1.800 armes à feu légères" et 6 millions de munitions, d'une valeur de 3 millions d'euros, indique le texte, précisant que le don a "déjà été reçu par la partie irakienne". La date n'a pas été communiquée.

Cette "livraison d'aide militaire d'urgence" est destinée aux "forces kurdes de sécurité Peshmerga, qui ont le potentiel pour s'opposer réellement aux forces de l'organisation État islamique", souligne le ministère.

Plusieurs pays, dont l'Albanie, l'Allemagne, le Canada, la Croatie, le Danemark, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, la Hongrie, l'Italie, la République tchèque, le Royaume-Uni ont annoncé ces dernières semaines avoir livré ou avoir l'intention de livrer des armes aux combattants kurdes d'Irak. ●

AFP

Le groupe EI relâche 70 élèves kurdes enlevés en Syrie

Beyrouth - 30 septembre 2014 J.M Lopez (AFP)

LE GROUPE de l'État islamique (EI) a relâché mardi plus de 70 élèves kurdes qui avaient été enlevés dans le nord de la Syrie en mai, a indiqué l'Observatoire syrien pour les droits de l'Homme (OSDH)

Aucune information n'était disponible dans l'immédiat sur les raisons et les circonstances de la libération de ces jeunes, annoncée dans un premier temps par les parents.

Ils faisaient partie d'un groupe de 153 élèves de la ville d'Aïn al-Arab (Kobané en

kurde) enlevés le 29 mai alors qu'ils revenaient d'Alep (nord-ouest) après des examens.

Ils avaient été kidnappés dans le secteur de Minbej, qui a récemment été la cible de frappes aériennes de la coalition anti-jihadistes menée par Washington.

Dans les semaines suivant l'enlèvement, cinq jeunes étaient parvenus à s'échapper et 37 avaient été libérés, dont les 10 filles du groupe, selon l'OSDH.

Une trentaine de jeunes restent captifs de l'EI et, d'après l'ONG basée en Grande-Bretagne, le groupe extrémiste refuse de les relâcher car ils ont de la famille membre d'un parti kurde opposé à l'EI.

Les jihadistes sont actuellement à seulement trois kilomètres d'Aïn al-Arab, où les combats font rage entre eux et des Kurdes syriens aidés de frères d'armes venus de la Turquie toute proche.

Leur assaut sur la région, lancé il y a deux semaines, a provoqué la fuite vers la Turquie d'au moins 160.000 réfugiés. ●

Turkey sends tanks to border as Islamic State closes on Kurdish city

By Roy Gutman, McClatchy Foreign Staff
<http://www.mcclatchydc.com>
 September 29, 2014

Turkey deployed 35 armored vehicles, including at least a dozen tanks, to the border with Syria on Monday as Islamist extremists closed in on the Syrian Kurdish border town of Kobane, raining shells from two directions.

At least two mortar rounds landed on the Turkish side of the border, but it was unclear whether Turkey would intervene to prevent the capture of the city, which was under heavy bombardment Monday night. At least 160,000 Syrian refugees, with more waiting to cross, have entered Turkey in the past week as the Islamic State, also known as ISIS, pushed toward the city.

"Maybe we can survive for a few days," Idriss Nassan, the deputy foreign minister of the Kobane canton, told McClatchy, predicting "great resistance" by the city's defender, a Kurdish militia called the People's Protection Units. "But ISIS will reach the city of Kobane."

Nassan said that at least 20 Islamic State shells had fallen Monday on Kobane, striking the city itself and every suburb, and killing at least three civilians. He said the extremists had been reinforcing their troops with new weapons and fighters. A fighter jet flew over the city for half an hour, he said, perhaps part of the U.S.-led coalition, but it didn't carry out airstrikes.

"The coalition is bombing the Islamic State far away from Kobane, even as the same group is gathering its forces around Kobane," said a Syrian rebel leader fighting with a group called the Brigade of Raqqa Revolutionaries east of Kobane. The rebel leader asked to be referred to only as Abu Issa – Issa's father – for his security.

Anti-regime media activists said many fighters from both sides had been killed in the fighting over three villages outside



Turkish tanks roll to take positions along the Turkey-Syria border near Suruc, Turkey, Monday, Sept. 29, 2014. U.S.-led coalition air raids targeted towns and villages in northern and eastern Syria controlled by the Islamic State group, including one strike that hit a grain silo and reportedly killed civilians, activists said Monday. (AP Photo/Burhan Ozbilici)

Kobane.

The fighting at Kobane and the seeming reluctance of the international community to come to the aid of the People's Protection Units reveals yet another layer of conflict that colors the conflict in Syria. Turkey, the United States and the European Union think the militia is itself a terrorist group, affiliated with the Kurdistan Workers Party. Some have accused it of collaborating with the Assad government, in part because it refused to allow rebel groups it considers radical Islamists to operate in Kurdish areas.

Suspicion runs in both directions. Nassan said the Democratic Union Party, which controls the canton, suspected that Turkey wanted to oust it from power and was using the Islamic State to accomplish this.

"The Turkish army is preparing for something, maybe to invade Kobane," he said. "I was expecting this when we declared our administration," a reference to the declaration of a state of Rojava in July 2012, when Syria government soldiers abandoned the area. "Now's the time to destroy the administration." He asserted that Turkey had pushed the Islamic State to attack Kobane

and was planning to invade.

Turkey hasn't stated its intentions, but President Recep Tayyip Erdogan has indicated that he won't approve of any action that supports the People's Protection Units.

Turkey has been a reluctant partner in the U.S.-led coalition, and what it intends is uncertain. The Turkish Parliament, which is dominated by Erdogan's Justice and Development Party, will meet Wednesday to debate a new war powers act giving the government the authority to use ground troops outside its borders in Iraq or Syria.

In a speech Sunday at the World Economic Forum in Istanbul, Erdogan criticized the U.S. coalition's airstrikes-only strategy, which some in the audience took as a suggestion that Turkey would use its own troops. "I'm not a soldier, but air operations are logistical. If there is no ground force, (any advances) would not be permanent," he said.

Erdogan has repeatedly called for no-fly zones in Syria to protect civilians from government bombardment and to give displaced people a refuge within the country's borders, a proposal the Obama administration has not embraced. The Democratic Union Party is unlikely to welcome such a zone, not only because the Islamic State has no combat aircraft but also out of fear that the real intent may be to oust the party from power.

It seemed unlikely that the government would decide on any steps before Parliament approves the war powers act.

The Democratic Union Party anticipates a Turkish intervention at that time.

"Turkey wants to install a new administration in Kobane," said Nassan. ♦

McClatchy special correspondent Mousab Alhamadee contributed to this article from Istanbul.



Refugees wait near the Turkish-Syrian border after fleeing Syria, near Sanliurfa, Turkey



Kurds seize Iraq/Syria border post; Sunni tribe joins fight against Islamic State

September 30, 2014 /ARBIL Iraq/MURSITPINAR Turkey
By Isabel Coles and Jonny Hogg / (Reuters) -

IRAQI KURDISH troops drove Islamic State fighters from a strategic border crossing with Syria on Tuesday and won the support of members of a major Sunni tribe, in one of the biggest successes since U.S. forces began bombing the fighters.

The victory, which could make it harder for militants to operate on both sides of the frontier, was also achieved with help from Kurds from the Syrian side of the frontier, a new sign of cooperation across the border.

Iraqi Kurdish peshmerga fighters took control of the Rabia border crossing in a battle that began before dawn, an Iraqi Kurdish political source said.

"It's the most important strategic point for crossing. Once that's taken it's going to cut the supply route and make the operation to reach Sinjar easier," the source said, referring to a mountain further south where members of the Yazidi minority sect have been trapped by Islamic State fighters.

The participation of Sunni tribal fighters in battle against Islamic State could prove as important a development as the advance itself.

Members of the influential Shammar tribe, one of the largest in north-western Iraq, joined the Kurds in the fighting, a tribal figure said.

"Rabia is completely liberated. All of the Shammar are with the Peshmerga and there is full cooperation between us," Abdullah Yawar, a leading member of the tribe, told Reuters.

He said the cooperation was the result of an agreement with the president of Iraq's Kurdish region after three months of negotiation to join forces against the "common enemy".

Gaining support from Sunni tribes, many of which either supported or acquiesced in Islamic State's June advance, would be a crucial objective for the Iraqi government and its regional and Western allies in the fight against the insurgents.

WINNING OVER SUNNI TRIBES

Winning over Sunni tribes was a central part of the strategy that helped the U.S. military defeat a precursor of Islamic State during the "surge" campaign of 2006-2007. Washington has made clear it hopes the new Iraqi government of Prime Minister Haidar al-Abadi, who took power last month, can repeat it.

Rabia controls the main highway linking Syria to Mosul, the biggest city in northern Iraq, which Islamic State fighters captured in June at the start of a lightning advance through Iraq's Sunni Muslim north that jolted the Middle East.

Twelve Islamic State fighters' bodies lay on the border at the crossing after the battle, said Hemin Hawrami head of the foreign relations department of the Kurdistan Democratic Party, one of the main Iraqi Kurdish parties, on Twitter.

Syrian Kurdish fighters said they had also joined the battle: "We are defending Rabia ... trying to coordinate action with the Peshmerga against Islamic State. It is true," said Saleh Muslim, head of the Syria-based Kurdish Democratic Union Party (PYD).

If Rabia can be held, its recapture is one of the biggest successes since U.S.-led forces started bombing Islamic State targets in Iraq in August.

It is one of two main border crossings between militant-held parts of the two countries, control of which has allowed Islamic State to declare



*Islamic State flags flutter on the Mullah Abdullah bridge in southern Kirkuk September 29, 2014.
Credit: REUTERS/Ako Rasheed*

a single Caliphate on both sides. The other main crossing, Abu Kamal on the Euphrates River valley highway, has been a primary target of U.S. strikes on both sides of the frontier this past week. The ability to cross the frontier freely has been a major tactical advantage for Islamic State fighters on both sides. Fighters swept from Syria into northern Iraq in June and returned with heavy weapons seized from fleeing Iraqi government troops, which they have used to expand their territory in Syria.

Washington expanded the campaign to Syria last week in an effort to defeat the fighters who have swept through Sunni areas of both countries, killing prisoners, chasing out Kurds and ordering Shi'ites and non-Muslims to convert or die.

In two complex, multi-sided civil wars, the Sunni fighters are battling against Shi'ite-backed government in both countries, rival Sunni groups in Syria and separate Kurdish forces on either side of the frontier.

Washington hopes the strikes, conducted with help from European allies in Iraq and Arab air forces in Syria, will allow government and Kurdish forces in Iraq, and moderate Sunnis in Syria, to recapture territory.

In Iraq, a coalition of Iraqi army, Shi'ite militia fighters and Kurdish troops known as peshmerga have been slowly recapturing Sunni villages that had been under Islamic State control south of the Kurdish-held oil city of Kirkuk.

"At dawn today, two villages near Daquq, 40 kilometres south of Kirkuk, Peshmerga forces liberated them from Islamic State," an Iraqi security official said.

Islamic State fighters had used positions in the villages to fire mortars at neighbouring Daquq, a town populated mainly by ethnic Turkmen Shi'ite Muslims. When Kurdish fighters entered the villages they were empty, the security official said.

GROUND SHAKING BENEATH OUR FEET

Peshmerga secretary-general Jabbar Yawar estimated the Iraqi Kurds had now retaken around half the territory they lost when the

➔ militants surged north towards the regional capital Arbil in early August, an advance that helped to prompt the U.S. strikes.

"We have absorbed the shock and are pushing them back," Yawar said. Peshmerga fighters, Iraqi army troops and pro-government militia were advancing north from the Peshmerga-held city of Tuz Khurmatu to drive Islamic State fighters out of the countryside that surrounds Kirkuk, the official said. He credited U.S.-led air strikes with helping the peshmerga clear the two villages.

"This area witnessed intense air strikes from U.S.-led strikes and Iraqi air strikes overnight and at dawn," the official said.

The explosions shook Kirkuk itself: "We felt the ground shaking beneath our feet, and then we heard that there were air strikes outside Kirkuk," said a policeman in the city contacted by Reuters who asked not to be identified.

In addition to aiding the Kurds in the north, U.S. air strikes have targeted fighters west of Baghdad and on its southern outskirts, difficult rural terrain known under U.S. occupation as the "triangle of death".

"We believe the U.S. air strikes have helped in containing Islamic State's momentum," said lawmaker Mowaffak al-Rubaie, a former head of Iraq's advisory security council.

Iraqi officials said U.S. air strikes, along with strikes by Iraq's own aircraft, had killed dozens of Islamic State fighters the previous day south of the capital.

"It appears that 67 (Islamic State) militants were killed in Fadiliya," said an Iraqi security source, referring to a town in the Euphrates valley south of the capital. He said the casualty estimate came from satellite imagery and informants.

The U.S. military said it had conducted 11 air strikes in Syria and the same number in Iraq in the previous 24 hours, describing a range of tar-

gets including Islamic State tanks, artillery, checkpoints and buildings.

SIEGE IN SYRIA

Unlike in Iraq, where the U.S.-led air strikes are coordinated closely with the government and Kurdish forces, Washington has no powerful allies on the ground in Syria, making its strategy there riskier and more precarious.

The United States and its Western and Arab allies oppose the government of President Bashar al-Assad and are wary of helping him by hurting his enemies. Turkey, the neighbour with the biggest military, has so far held back from joining the U.S.-led coalition, despite an advance in the past 10 days by Islamic State fighters against Kurds near the frontier that has caused the fastest refugee exodus of the three-year civil war.

The fighters have laid siege to Kobani, a Kurdish city on Syria's border with Turkey. The rattle of sporadic gunfire could be heard from across the frontier, and a shell could be seen exploding in olive groves on the western outskirts of town.

A steady stream of people, mostly men, were crossing the border post back into Syria, apparently to help defend the town.

Ocalan Iso, deputy commander of the Kurdish forces defending the town, told Reuters Kurdish troops had battled Islamic State fighters armed with tanks through the night and into Tuesday.

The Syrian Observatory for Human Rights, a body that monitors the war with a network on the ground, said U.S.-led strikes had hit Islamic State positions west of Kobani. Kurdish commanders have complained in recent days that the air strikes hitting other parts of Syria were not helping them at the front.

The Observatory said Islamic State now controls 325 out of 354 villages on the rural outskirts of Kobani. ○

sky NEWS

SEPTEMBER 29, 2014

Iraqi Kurds plead for western troops to battle Islamic State IS



Stuart Ramsay, Chief Correspondent
September 29, 2014
<http://news.sky.com>

ERBIL-Hewlêr, Kurdistan region 'Iraq',— If there is a city that simply has to be taken back, a city whose fall to Islamic State shocked the world and a city which encapsulates the complexity of the IS crisis, it is Mosul.

Lying on a huge plain you can see it through the sand-filled skies in the distance from the Kurdish Peshmerga's newly-built high positions.

In the foreground there is little or no movement in a series of villages that have fallen under the control of IS.

The Peshmerga are waiting. They want to attack, but if truth be told they simply do not have the ability to do so.

It is blowing a gale across their fortified encampments. A huge building programme of berms and camps is at full tilt.

These mountains are where they are strong and where the Peshmerga tradition of survi-



Devastation Left By IS Fighters

ving against all the odds is folklore.

Their ageing weapons are pointed at the roads that lead deeper into Kurdistan and the capital, Erbil.

Their leaders are urging the international coalition's jets to strike here and to strike hard. But theywww.Ekurd.net emphasise that air power will not be enough. A ground attack into urban areas will be needed.

Local commander, Bapin Harki, told me: "These are our lands. We will take them back

and we will get rid of IS. I promise you that.

"We need airstrikes, but eventually it has to be ground forces," he said.

Despite the difficulties of combating IS in Iraq and Syria, the Peshmerga have shown what can be done - even if it is on a small scale.

In the battle-scarred village of Hasan Shami, liberated from IS in the past week or so, buildings are smashed and crumpled.

Bridges were blown by retreating militants and there are booby trap bombs in houses and on the streets.

We came across a car wired to explosives, probably to be set off by a remote device like a mobile phone.

This was a big battle and there will be more to come for sure.

But with the help of coalition jets it happened. That is the point.

The Peshmerga had support from the skies and felt reinvigorated according to their commanders. They drove IS out and they say they will do it again and again until they are gone.

It won't be that simple of course. But it is a start.

As the international coalition plans its airstrikes on IS here in Iraq, as well as Syria, there is a growing understanding that beating IS will take a mixture of politics, air power and ground warfare.

The Kurds are doing it already. They are waiting for help. □

Turkey's clumsy politics and the Kurdish question

Inconsistent Turkish policies and fear of the birth of a Kurdish nation-state are bungling regional relationships.



29 Sep 2014
www.aljazeera.com
Cengiz Aktar

As the US-led war on the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) gathers steam, there has been a great deal of speculation over the role Turkey might play in the campaign. Ankara kept a low profile while 49 of its nationals were held hostage by ISIL in Mosul. Since their release on September 20, President Recep Tayyip Erdogan has made statements affirming Turkey's commitment to take part in the campaign.

Yet Ankara's ISIL policy is not only ambiguous in the eyes of many but appears at odds with its regional Kurdish policy. Conflicting statements made by various Turkish officials do not help either. For instance on September 28, deputy prime minister Yalcin Akdogan declared that he thought the Kurdish Workers Party (PKK), an armed Kurdish group from Turkey, should fight ISIL instead of resting in the mountains of Iraqi Kurdistan where they are currently based.

"If you have the power to do anything at all, go do it to ISIL. Why do you ask for Turkey's help if you have any power?" Akdogan said in an interview on Turkey's Kanal 7. "They just sit back in Kandil and ramble on about Kobane. Instead of talking, go and fight in Kobane."

Well, it so happens that the PKK has been engaged in this fight for some time, supporting the Iraqi and Syrian Kurds in their battles against ISIL. Not to mention, the irony of a Turkish deputy prime minister calling for assistance from a group still designated as "terrorist" by the government -



Female members of the PKK near the frontline of the fight against ISIL in Makhmur [Reuters]



A Turkish military vehicle stands next to the Turkish-Syrian border as Kurdish Syrian refugees gather at the border fence, near the southeastern town of Suruç in Sanliurfa province, Sept. 25. REUTERS Photo / Murad Sezer



1999 - that was 15 years ago. Inside Story - Will Turkey join the fight against ISIL?

Turkish fears transcend geographic borders. Following the second Gulf War when the Iraqi Kurds obtained a measure of autonomy thanks to the new Iraqi Constitution and created the Kurdistan Regional Government (KRG), Ankara immediately assumed a defensive posture by refusing to acknowledge the term KRG in fear of the word "Kurdistan". US government efforts were required to persuade Turkey to establish normal ties with the KRG. In the end, Turkey became one of the top economic partners of Iraqi Kurdistan and its main ally in the region. This continued until the arrival of ISIL on the scene.

especially when on that same day, the president makes a statement comparing PKK to ISIL. This, despite the "peace talks" Erdogan himself inaugurated in January 2013 to resolve the festering decades-long conflict with the PKK.

FEARS AND OBSESSIONS

Obsessed with its security and territorial integrity, Ankara has been engaged in a protracted war with Kurds since the early 1980s. In January 2013, the government realised that the conflict could not be resolved by military means and initiated talks with the jailed PKK leader Abdullah Ocalan. This process is still ongoing and so far, with the exception of a mutual ceasefire or a "neither war nor peace" status quo, nothing has been achieved in terms of post conflict peace-building. The Turkish state apparatus simply does not possess the knowledge and experience to design a policy that can initiate negotiations and lay the foundations of a peace-building process. One must bear in mind that the leader of the PKK Abdullah Ocalan was captured in

As for Kurds in Syria, the same "normalisation" never occurred. Ankara, together with Iraqi Kurdish leaders, never approved of the de facto situation which unfolded following the disintegration of the Syrian state and the unilateral declaration of autonomy by Syrian Kurds. This is partly due to the kinship between the Kurds of Syria and Turkey. The Turkish-Syrian border has no natural demarcation, and arbitrarily divides Kurdish villages.

Turkey opted to ignore and eradicate what it considers as a dangerous development capable of setting an example for Turkish Kurds. For this reason, some Kurdish authorities have claimed that Ankara is providing support to some jihadist groups. One of those groups, ISIL, is eager to consolidate its grip on the border areas with Turkey stretching from the Mediterranean to the Iranian border and in so doing, will

► wipe out the Kurdish stronghold.

FRIENDS LIKE THESE?

But ISIL's recent attack on Syria's Kurdistan region and the town of Kobane in particular, has very likely changed Turkey's game plan - if it ever had one. Ankara's ambiguous ISIL policy has irritated not only Turkey's allies but all three major components of the region's Kurdish community - those in Syria, Iraq and Turkey. The Iraqi Kurds, normally Turkey's best allies, expressed both astonishment and anger when Turkey didn't budge and preferred to watch ISIL's encroachment over parts of northern Iraq

abutting Kurdish territory.

Iraqi Kurds have been disappointed to find that Turkey was interested only in business and absent when they needed military assistance to defend Kurdish territory.

As for Turkish Kurds, they have openly declared that the attack and possible fall of Syria's Kurdish stronghold will be considered as an assault on them too. Thus they made it clear that Turkey's ambiguous position on ISIL will have negative consequences on the ailing "peace talks" with Ankara.

At the end of the day, Turkey's clumsy politicians, fearing the birth of a Kurdish nation-state more than anything but eager on the other hand to assert their regional supremacy, are ending up by alienating all three Kurdish communities. No surprise really when one recalls the other spectacular "achievement" of having no ambassador in three key regional countries - Egypt, Israel and Syria. ●

Cengiz Aktar is Senior Scholar at Istanbul Policy Center. As a former director at the United Nations where he spent 22 years of his professional life, Aktar is one of the leading advocates of Turkey's integration into the EU.

REUTERS

Syrian Kurdish leader fears Kobani massacre if weapons don't arrive

SEPTEMBER 30, 2014 -By John Irish (Reuters)

- PYD chief Muslim says West rebuffing calls to arm Kurdish forces
- Says fighters in Kobani outgunned by tanks, heavy artillery
- Says YPG now coordinating with Free Syrian Army

A SYRIAN KURDISH leader called on Tuesday for Western states to provide weapons to his forces fighting Islamic State in the besieged Syrian border town of Kobani, warning that his fighters were outgunned and risked massacre if help did not arrive soon.

Saleh Muslim, head of the Kurdish Democratic Union Party (PYD), which has close links to the Kurdistan Workers' Party (PKK) in Turkey, said that his calls for arms had so far been rebuffed by the United States and European nations, blaming Turkey for obstructing his efforts.

"We are asking everybody who can help us to provide weapons to the people fighting against tanks and artillery, but nobody is doing anything. There will be many who are martyred," he told Reuters during a diplomatic mission to Europe. "We have sent messages to the Europeans and the United States, but I think there are obstacles... Turkey and other countries are preventing this because they don't want the Kurds to be able to defend themselves."

Turkey, a NATO member with long border with Syria, has so far declined to take a frontline role, fearful partly that the military action will strengthen President Bashar al-Assad and bolster the Syrian Kurdish militants allied to the outlawed PKK in Turkey who have fought for three decades for more autonomy.

This is despite an advance in the past 10 days by Islamic State fighters against the Kurdish YPG forces, the armed wing of the PYD, at Kobani, known as Ayn al-Arab in Arabic, near the frontier that has caused the fastest refugee exodus of the three-year civil war.

The Islamic State has laid siege from three sides to Kobani. The rattle of sporadic gunfire could be heard on Tuesday from across the frontier, and a shell could be seen exploding in olive groves on the western outskirts of town.

"There is heavy fighting," Muslim said. "The Kurdish forces are defending themselves with what they have in their hands to avoid a



Syrian Kurds wait near Mursitpinar border crossing to return to their homes in the Syrian city of Kobani, on the Turkish-Syrian border in the southeastern Turkish town of Suruc in Sanliurfa province, September 28, 2014. REUTERS/Murad Sezer

massacre... but if the Islamic State comes through the city they will destroy everything and slaughter the people.

"In a few days it will be resolved one way or another."

A steady stream of people, mostly men, were crossing the border post back into Syria on Tuesday, apparently to help defend the town. Muslim said most of them were originally from the area and had returned to defend the city after earlier fleeing to Turkey.

He said that Turkey was preventing some fighters from entering Syria and that there were no Turkish Kurds in Kobani.

Unlike in Iraq, where the U.S.-led air strikes are coordinated closely with the government and Kurdish forces, Washington has no powerful allies on the ground in Syria, making its strategy there riskier and more precarious.

"We have said that we want to be part of the coalition because if they carry out air strikes they will need people to fight on the ground," Muslim said.

The United States and its Western and Arab allies oppose Assad and are wary of helping him by hurting his enemies. They have said they will support moderate opposition forces that are part of the Syrian National Coalition (SNC) and its military wing the Free Syrian Army (FSA) to fight Islamic State.

Muslim said his fighters were coordinating efforts to fight Islamic State, although the FSA was not in the Kobani region. ○

Islamic State: Is Turkey jeopardizing peace with Kurdish minority?

Islamic State militants are besieging the Syrian town of Kobane, leading tens of thousands of Kurds to flee into Turkey. Kurdish leaders accuse Turkey of supporting IS in order to curb Kurdish self-rule in Syria.

www.csmonitor.com

By Alexander Christie-Miller,
September 30, 2014

Istanbul — An 18-month-old ceasefire between Kurdish rebels and Turkey is increasingly imperiled by the crisis in the besieged town of Kobane in Syria, as well as by the Turkish government's growing authoritarian streak.

In recent days, fighters of the self-declared Islamic State have tightened a siege on Kobane, which lies near the Turkish border, and over 140,000 mainly Kurdish inhabitants have fled into Turkey. Kurdish politicians are now accusing Turkey of either facilitating or else failing to act against the militants.

Turkey has denied coddling Islamic State. Its parliament is due to vote Thursday on a government proposal to allow foreign forces to launch raids into Syria and Iraq. Turkey's own military already has a mandate for cross-border incursions.

Turkey has been holding informal peace talks with Abdullah Ocalan — the imprisoned leader of the Kurdistan Workers Party (PKK), which has fought a 30-year-long insurgency against Turkey — since Mr. Ocalan declared a ceasefire last March. The peace initiative, widely seen as Turkey's best chance at resolving the conflict, has boosted investment in the impoverished southeast and led to improvements in civil rights for Turkey's 15 million Kurds.

In return for expanded freedoms, the government wants the PKK to lay down its arms. But the strife in Kobane could put those talks at risk. Last week Murat Karayilan, a high-ranking commander in the PKK, told a Kurdish TV station that peace negotiations with the Turkish government were "finished."

"The ceasefire and the peace process is in a very fragile situation," Ertugrul Kurku, a member of Parliament for the pro-Kurdish Peace and Democracy Party, the political affiliate of the PKK, tells The Christian Science Monitor.

"The state of the ceasefire is not only determined by the situation in Turkey, but the situation in the entire Kurdish nation," Mr. Kurku says, alluding to the Kurdish-populated region of Syria, referred to by Kurds as Rojava.

In a report issued Monday, Human Rights Watch said discrimination against Kurds had eased under the ceasefire and that these changes "could further human rights for all ethnic and religious minority groups in Turkey." But it also warned that

Turkish soldiers stand guard as Syrian Kurdish refugees wait behind the border fences to cross into Turkey near the southeastern town of Suruc in Sanliurfa province September 27, 2014.



weakening rule of law and civil rights under the 12-year leadership of President Recep Tayyip Erdogan "may well jeopardize" the peace process.

'BUFFER ZONE'

The Democratic Union Party (PYD), which seized control of a Syrian enclave in 2012 from regime forces, has close links to the PKK and is regarded warily by Turkey. For the past two years it has been one of the main rebel groups fighting IS in Syria. In recent months, however, IS militants armed with US-supplied heavy weaponry looted in Iraq have gained the upper hand.

"The situation in Rojava, and particularly in Kobane, is seen by the Kurdish armed movement as a proxy war by Turkey against Kurdish gains in Syria," says Kurku, reflecting the widespread conviction among Kurds in Turkey that Ankara is aiding IS.

Last week Turkey successfully freed 46 citizens taken hostage by IS after it overran Turkey's consulate in Mosul. The parliamentary vote on cross-border military incursions could allow the creation of a "buffer zone" to help Turkey deal with the flood of refugees from Syria and Iraq.

Kurdish leaders view that possibility as yet another ploy against their kinsmen in Syria, much to the Turkish government's frustration.

"On the one hand you ask Turkey to help, on the other, you say the buffer zone is a source of war," Deputy Prime Minister Yalcin Akdogan said on Turkish television Sunday, addressing the PKK's leadership. "If you have enough power to declare war, then go and fight [against IS]."

Regardless of Ankara's true intent, the growing belief among Kurds that Turkey is willing to allow Kobane to fall could derail peace talks with the PKK, while not neces-

sarily reviving a full-bore conflict that has cost 40,000 lives.

"The perception that the Turks weren't quickly willing to help the Kurds in Kobane has created a trauma in Kurdish minds and it will be very hard to restore trust," says Cenk Sidar, CEO of Sidar Global Partners, a Turkey-focused political and strategic risk consultancy firm.

If Kobane falls and IS carries out massacres of the population and Kurdish fighters, says Mr. Sidar, "the peace process will be over."

Henri Barkey, a professor of International Relations at Lehigh University in Pennsylvania, believes that even in that event, however, a return to war between Turkey and the PKK is unlikely.

"They have been fighting since 1984, and they've had enough," Mr. Barkey says. "The economic situation has improved and people in [Kurdish-populated southeast Turkey] do not want to go back to war."

However, Barkey believes that regardless of what happens in Kobane, Kurdish trust in the Turkish state, which the peace process sought to foster, may be irreparably damaged.

The same may go for the broader trend highlighted by Human Rights Watch, which notes a string of authoritarian responses by Turkey to last summer's protests and corruption probes of Erdogan's inner circle.

The government portrayed both as "coup attempts," and used them to justify broad police crackdowns on dissent, and tighter control of the judiciary.

"Turkey needs to build a comprehensive democratic climate, and only in that context can the Kurdish issue be solved," says Sidar.

□□□

Les Kurdes affluent pour la bataille de Kobané

Alors que les combattants de l'Etat islamique resserrent leur étau sur la ville à la frontière turco-syrienne, la résistance s'organise.

Par **LUC MATHIEU**

Envoyé spécial à Suruç (Turquie)

Kobané est là, juste après le grillage de la frontière turco-syrienne et une voie ferrée. Ses maisons aux murs ocre et aux toits plats se détachent sur une colline terreuse, à moins de 500 mètres. Il n'y a personne, aucune voiture, aucun mouvement dans les ruelles. Pas d'explosion et de tir non plus. Kobané (Ain al-Arab en arabe), troisième ville du Kurdistan syrien, assaillie de toutes parts par les jihadistes de l'Etat islamique depuis plus de dix jours, paraissait, mardi midi, endormie. «Pour une fois, l'armée américaine a été efficace. Elle a bombardé lundi soir une de leurs positions dans le village de Dalé, à une dizaine de kilomètres à l'ouest. Ils ont eu de grosses pertes, ils doivent probablement récupérer et se réorganiser», affirme un jeune Kurde, soutien du Parti de l'union démocratique (PYD) et de ses combattants. Le calme a toutes les chances de ne pas durer. Les jihadistes ne sont qu'à quelques kilomètres. Depuis leur assaut fulgurant du 19 septembre, ils occupent des dizaines de villages qui entourent Kobané, forçant plus de 140 000 Kurdes à se réfugier en Turquie. Dans la nuit de lundi à mardi, ils ont légèrement reculé, repositionnant combattants et blindés à 10 kilomètres à l'ouest et à l'est. Mais le front Sud est à moins de 5 kilomètres. Lundi, pour la première fois, des roquettes ont frappé le centre de la ville kurde.

ASSAUT FINAL. Bombardé à Raqqa et Deir el-Zor, dans le nord et l'est de la Syrie, attaqué dans l'Irak voisin par les peshmergas, l'Etat islamique semble désormais vouloir consolider ses positions aux alentours de Kobané, comme s'il tentait de regagner au Kurdistan syrien les territoires menacés ailleurs. Des activistes syriens ont signalé, lundi soir, que des convois de tanks et de pick-up armés de mitrailleuses lourdes remontaient vers le nord depuis Raqqa. Retranchés à Kobané et dans les villages turcs qui bordent la frontière, les com-

battants kurdes savent que les jihadistes se préparent à l'assaut final.

Ils savent aussi qu'ils sont perdants, sur le strict plan militaire. Leur armement est obsolète, inefficace face aux roquettes et aux blindés de leurs ennemis.

«Nous n'avons pratiquement que des armes légères et très peu d'artillerie, eux sont équipés comme une armée régulière»,

REPORTAGE

soupire un enseignant, qui observe Kobané depuis la frontière. Défiants par rapport à la Turquie, qu'ils accusent d'avoir armé et financé l'Etat islamique (lire ci-contre), les Kurdes ne comptent pas davantage sur la coalition internationale et ses bombardements aériens. «Les frappes américaines ne servent quasiment à rien. La plupart du temps, les avions bombardent des bâtiments vides. C'est incompréhensible, ce n'est quand

«Nous n'avons pratiquement que des armes légères et très peu d'artillerie, eux [l'EI] sont équipés comme une armée régulière.»

Un enseignant kurde

même pas compliqué de viser des blindés et des combattants qui se déplacent au milieu des champs ou qui se sont installés dans des villages vides. Selon moi, la coalition procède à quelques frappes de temps à autre pour pouvoir dire qu'elle aura tenté quelque chose. C'est une posture, rien d'autre», s'énerve Dogon, un représen-

tant du Parti kurde pour la paix et la démocratie (BDP), à Suruç, une ville du sud de la Turquie.

Les Kurdes ne comptent donc que sur eux-mêmes. Depuis plus de dix jours, les volontaires affluent vers la frontière. Hommes et femmes, ils viennent de Turquie, d'Europe, d'Asie centrale et des Etats-Unis. Certains ont répondu à l'appel à la mobilisation générale lancé la semaine dernière par Abdullah Ocalan, le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), depuis sa prison de la mer de Marmara. D'autres arrivent de leur propre chef.

Barron (1), 28 ans, chemise et pantalon noirs, est un fidèle d'Ocalan. Membre du PKK à Diyarbakir (est de la Turquie), il est depuis vendredi à Suruç pour, dit-il, «conseiller et organiser la défense face à l'Etat islamique».

«J'aide à établir les plans de bataille et à coordonner les différentes unités. Même si l'on manque d'armes, on combat depuis des dizaines d'années, on sait faire. Si l'on perd Kobané, on repartira à l'attaque. L'Etat islamique ne pourra pas nous tuer. Ceux d'entre nous qui resteront continueront à combattre, jusqu'à la fin. Nous n'abandonnerons jamais», affirme-t-il avant de repartir à une nouvelle réunion.

Au poste frontière de Murcupinar, Ferat, 26 ans, baskets aux lacets fluo et t-shirt vert pomme, ne tient pas le dis-



cours martial des membres du PKK. Accoudé à la barrière métallique qui le sépare des soldats turcs, il semble simplement ravi d'être là, au milieu d'une cinquantaine de Kurdes qui attendent de franchir la frontière pour rejoindre Kobané. Originaire de la région, il arrive de Beyrouth, au Liban, où il travaille comme ouvrier depuis dix ans. «*Quand j'ai vu à la télé que les jihadistes avaient lancé l'assaut, je suis parti immédiatement. Je me suis exilé pour faire vivre ma famille, qui vit ici. A quoi cela sert-il si elle est chassée par des jihadistes ?*» Le jeune Kurde sourit toujours quand il affirme qu'il n'a pas peur de combattre, même s'il n'a jamais tenu une arme de sa vie : «*Je ne serai pas seul là-bas, les combattants expérimentés me formeront.*»

«TERRORISÉS». «*Pourquoi aurais-je peur ? Nous sommes nombreux, ici, nous nous protégeons mutuellement*», dit aussi Awaz (1), une aide-soignante suisse de 46 ans, en désignant les groupes d'hommes qui discutent devant les maisons de Behté, un village à moins d'un kilomètre de la frontière. Depuis

son arrivée, il y a dix jours, elle passe de bourgade en bourgade. Le jour, elle aide les réfugiés, leur prépare à manger, distribue des vêtements, tente de les rassurer. «*La plupart sont terrorisés, ils se terrent dans les maisons où on les installe*», explique-t-elle. La nuit, elle se joint aux hommes qui installent des check-point sur les routes de terre qui courent entre les champs. Ce mardi, peu avant une heure du matin, elle s'est postée à la sortie de Behté. Personne n'est armé, seul un jeune tend un long bâton pour arrêter les voitures et les minibus qui passent. «*Il y a des jihadistes qui tentent de rejoindre les villages autour de Kobané. Depuis hier [lundi], on en a arrêté quatre*», affirme l'aide-soignante. Dans la nuit sans étoile, une explosion retentit, suivie du grondement lointain d'un avion de chasse. Les volontaires kurdes se taisent un instant, s'éloignent de quelques pas pour tenter de comprendre quel village a été visé, et retournent au bord de la route. ◀

(1) Les prénoms ont été modifiés à la demande des intéressés.

«La Turquie peut réduire la déception qu'elle a causée dans sa population en intervenant.»

Selahattin Demirtas coprésident du Parti démocratique populaire (HDP) de Turquie, exhortant le gouvernement à prendre des mesures contre les jihadistes, mardi

160 000

Kurdes de Syrie sont actuellement réfugiés en Turquie, selon les estimations de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR). Au total, plus de 3 millions de Syriens ont fui leur pays.

Liberation 30 SEPTEMBRE 2014

Les Kurdes dénoncent les ambiguïtés d'Erdogan sur ses relations avec les jihadistes. Ankara rejoint la coalition à reculons

Le parlement turc doit discuter aujourd'hui d'une motion autorisant une intervention en Syrie contre l'Etat islamique. Après de longues hésitations, Ankara rejoint la coalition alors même que l'offensive jihadiste contre la ville kurde de Kobané (Aïn al-Arab) à la frontière turco-syrienne, souligne les ambiguïtés dans cette crise de l'AKP, le parti islamo-conservateur au pouvoir depuis novembre 2002

Les autorités turques s'engagent-elles réellement contre l'EI ?

Pilier du flanc sud-est de l'Otan, la Turquie justifiait sa prudence face à l'EI et son refus d'ouvrir sa grande base d'Incirlik (sud) aux avions de la coalition par la nécessité de préserver la vie des 46 otages pris en juin au consulat turc de Mossoul par les jihadistes. Après leur libération négociée, le 20 septembre dernier, Ankara a amorcé un revirement de sa position. «*Nous serons là où nous devons être ; nous ne pouvons rester en dehors de cela*», a ainsi déclaré le président, Recep Tayyip Erdogan, l'homme fort de l'AKP, de retour des Etats-Unis. «*C'est avant tout un pragmatisme qui peut changer d'attitude très vite mais sur l'EI, il reste am-*

bigu d'autant qu'une partie la base la plus islamiste de l'AKP voit malgré tout les jihadistes comme de vrais musulmans sunnites, des enfants certes terribles, mais qui font quand même partie de la famille», analyse Ahmet Insel, universitaire et directeur de la prestigieuse revue *Birikin*. Soutenant d'abord Assad en espérant qu'il «*écoute son peuple*», Recep Tayyip Erdogan avait rapidement pris fait en cause pour la rébellion, hébergeant l'Armée syrienne libre et la coalition de l'opposition mais laissant aussi passer les volontaires et les armes pour les groupes les plus radicaux, arguant de l'efficacité de leur engagement sur le terrain. Mais ceux-ci combattent aussi les Kurdes syriens du PYD, proches des rebelles turcs kurdes du PKK, ce qui arrange Ankara. «*Le dossier syrien est d'autant plus complexe pour le pouvoir qu'il recoupe des questions sensibles internes, celle de 15 millions de Kurdes et de 15 millions d'alévis*», [fidèles d'une secte moderniste issue du chiisme ndr], souligne Salam Kawakibi de l'Arab Reform Initiative.

Qu'est-ce qui se joue à Kobané ?

«*Cette bataille est à la fois un symbole et un enjeu stratégique crucial pour les*

Kurdes syriens mais aussi turcs», analyse Ahmet Insel. Troisième ville du Kurdistan syrien, région comptant 1,5 million d'habitants, elle est au centre de ce territoire qui s'étend le long de la frontière turque. Si Kobané tombe, les Kurdes syriens ne pourront pas avoir un territoire homogène comme celui dont disposent les Kurdes irakiens, de fait indépendants de Bagdad depuis 1991. Cela explique la mobilisation dans l'opinion kurde. «*En intervenant, la Turquie peut réduire la déception qu'elle a causée dans sa population*», clame, de retour de Kobané, Selahattin Demirtas, le leader du principal parti prokurde de Turquie. Mais cette entité kurde syrienne, adossée aux 800 kilomètres de frontière avec la Turquie, inquiète Ankara. Conscient de l'importance croissante de la question kurde et entretenant de très bonnes relations avec les Kurdes irakiens de Massoud Barzani, Recep Tayyip Erdogan se méfie en revanche des Kurdes syriens idéologiquement et organisationnellement proches du PKK. Un processus de paix a certes été lancé depuis le printemps 2013 et des négociations directes avec Abdullah Ocalan, le leader du PKK condamné à la prison à

vie. Mais il est enlisé et, des deux côtés, la méfiance reste réelle. Le PKK reste classé comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et l'Union européenne. Ankara s'oppose donc à ce que les combattants du PYD bénéficient de livraisons d'armes occidentales comme les Kurdes irakiens.

Que veut faire Ankara ?

Les autorités turques parlent à nouveau d'une éventuelle «zone tampon» en territoire syrien le long de la frontière. L'hypothèse avait déjà été évoquée il y a deux ans afin d'accueillir les réfugiés syriens. Aujourd'hui, ils sont 1,5 million en Turquie. Il n'est pas clair si ce projet, encore à l'état d'ébauche, s'étendrait tout le long de la frontière ou seulement dans certains points. Tout aussi flou est sa profondeur. Il est en outre hors de question pour Ankara d'agir sans un mandat onusien alors même que l'opinion publique est massivement hostile à un engagement. Le but serait de protéger le territoire aussi bien des jihadistes que d'un retour des troupes du régime d'Al-Assad. Mais aussi d'avoir ainsi un moyen de contrôle sur la zone kurde.

MARC SEMO

L'Etat islamique résiste aux frappes de la coalition

Les combattants kurdes et les rebelles syriens reprochent aux Américains de ne pas cibler les lignes de front

Beyrouth
Correspondant

Une semaine après le début des bombardements américains en Syrie, l'« Etat islamique » (EI) ne donne aucun signe d'affaiblissement. Alors qu'en Irak, l'entrée en action de l'aviation américaine a permis aux forces kurdes de regagner du terrain face aux djihadistes, en Syrie, ceux-ci poursuivent leur marche en avant. Durant le week-end, ils ont resserré leur étau sur Kobané, appelée Aïn Al-Arab en arabe, la troisième ville kurde du pays, à la frontière avec la Turquie, qu'ils assiègent depuis deux semaines. Lundi 29 septembre, les djihadistes n'étaient qu'à 5 kilomètres de l'entrée de cette localité, dont le centre a pour la première fois été touché par des roquettes. Près d'Alep, l'EI maintient ses positions face aux rebelles, qui ne semblent pas en mesure, pour l'instant, de passer à l'attaque.

200 djihadistes tués

Et pourtant, depuis le 23 septembre, date du début des bombardements en Syrie, les raids aériens n'ont pas cessé. Selon le Pentagone, les Etats-Unis ont mené 66 frappes et leurs alliés arabes (Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Jordanie, Bahreïn et Qatar) 23 supplémentaires, ce qui représente une dizaine d'attaques par jour. Lundi, une usine à gaz a été touchée, aux abords de la ville de Deir ez-Zor, dans l'est de la Syrie, ainsi qu'un camp d'entraînement de l'EI. Un silo à céréales a aussi été détruit à Manbij, dans le nord du pays, ce qui aurait occasionné la mort de deux ouvriers.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, une organisation basée à Londres qui dispose d'un vaste réseau d'informateurs sur le terrain, 200 djihadistes et 22 civils ont déjà péri dans les bombardements américano-arabes. La Turquie, longtemps ambivalente à l'égard de l'EI, pourrait rejoindre cette coalition si son Parlement vote, jeudi 2 septembre, le projet de mandat du gouvernement, autorisant l'armée à se déployer en Syrie et en Irak. En réaction à des tirs de mortier, provenant de la zone de



Des Kurdes de Syrie affluent à la frontière turque, le 29 septembre 2014 (AFP / Bulent Kilic)



combats autour de Kobané, Ankara a acheminé sur la frontière, en surplomb de la ville, plus d'une dizaine de chars et de véhicules blindés. La perspective d'une intervention turque n'est pas faite pour rassurer les Kurdes, persuadés que président Recep Tayyip Erdogan continue à jouer double jeu.

« Comment la Turquie pourrait-elle nous aider alors que son objectif est d'empêcher toute forme d'autonomie kurde », s'interroge Nilufer Koc, la coprésidente du Congrès national du Kurdistan,

une coalition de partis et d'organisations de la société civile basée à Erbil. Le but véritable d'Ankara est de vider Kobané de sa population

et de créer une zone tampon le long de la frontière. »

En lien permanent avec les autorités de Kobané, ville défendue par les Unités de protection du peuple (YPG), une milice syrienne proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) turc, Nilufer Koc reproche aux bombardements de manquer d'efficacité, en se concentrant sur les bases arrières de l'EI

plutôt que sur les lignes de front. « Si les Etats-Unis veulent faire reculer les djihadistes, ils doivent se coordonner avec les YPG, plaide-t-elle. Ils connaissent le terrain et ils ont prouvé leur bravoure à Sinjar [une région d'Irak, dont la population, à majorité yézidie, a été sauvée du massacre par l'intervention des forces kurdes]. Ce n'est plus le moment de parler du PKK », ajoute-t-elle, en référence au fait que cette organisation est considérée par Washington comme terroriste.

Du côté des brigades rebelles anti-Assad, le même dépit est perceptible. Déjà choqués par le fait que les forces progouvernementales sont épargnées par les tirs de la coalition, les insurgés estiment que ceux-ci sont trop concentrés sur les centres de commandement de l'EI, et pas assez sur les zones de combat. « Les dégâts causés aux djihadistes sont minimes, affirme Hossam Al-Mara'i, le porte-parole de l'Armée syrienne libre (ASL). Juste avant les frappes, ils ont déplacé leur arsenal, qui était entreposé à Rakka, jusqu'à Tabqa, près du barrage sur l'Euphrate, pour éviter qu'il ne soit visé. Si les Etats-Unis faisaient l'effort de nous parler, ils auraient pu éviter de bombarder des bâtiments vides. »

L'opposition s'inquiète aussi des retombées sur les populations de la destruction des réserves de grains et des sites de production pétrolière, à deux mois de l'hiver. « Si la communauté internationale veut lutter contre le marché noir dont profite l'EI, elle ferait bien

mieux de mettre en application la résolution de l'ONU, qui autorise l'acheminement d'aide humanitaire en Syrie sans le consentement du régime », pointe l'analyste Samir Al-Taqi.

« Aucun bombardement ne permettra de gagner la bataille, professe Hossam Al-Mara'i. La seule solution passe par un armement de l'ASL et la mise en place d'une zone d'interdiction aérienne, au-dessus des territoires qui seront repris à Daech [acronyme arabe de l'EI]. » Dimanche, Abou Mohamed Al-Joulani, le chef du Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, visée par les frappes, a menacé l'Oc-

cident de représailles. Le risque est grand que cette organisation se réconcilie avec l'Etat islamique ou

du moins que ses combattants, jusque-là très engagés dans la lutte contre le régime, ne décident de

retourner leurs armes contre « l'alliance des croisés ». ■

BENJAMIN BARTHE

Le Monde

Mardi 30 septembre 2014

« Les nôtres luttent à main nue contre les djihadistes équipés d'armes lourdes »

Sur la frontière, les Kurdes de Turquie assistent impuissants à l'offensive de l'EI côté syrien

Mursitpinar, Suruc (Turquie)
Envoyée spéciale

Sur la portion de la frontière turco-syrienne, dans la petite localité de Mursitpinar, près de Suruc, des centaines de villageois kurdes suivent avec angoisse les combats qui font rage à Kobané. A deux pas de là, plein Sud, la ville kurde de Syrie est assiégée depuis près de deux semaines par l'Etat islamique (EI), qui tente de briser la défense de la cité menée par les combattants des Unités de protection du peuple (YPG), l'organisation des Kurdes de Syrie proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie).

Izet, épicier à Suruc, et Abdullah, réfugié de Kobané, viennent chaque jour à Mursitpinar pour suivre le déroulement des combats depuis un champ situé à la frontière. Arrivé en Turquie la semaine dernière, Abdullah a laissé sa femme et ses enfants dans la ville assiégée, défendue par quelques milliers de Kurdes en sandales et sous-armés. Son fils aîné combattait avec l'YPG, il a été tué. Il n'a pas le temps d'écraser une larme qu'il est pris à partie par les hommes qui l'entourent : « Pourquoi dévoiles-tu les faiblesses de l'YPG ? »

Des centaines de personnes sont massées dans ce no man's land. Les observateurs les mieux nantis ont des jumelles, ils commentent à voix haute pour le reste du groupe ce qu'ils aperçoivent ou croient apercevoir : « Trois djihadistes en noir à découvert sur la route... » Les trois silhouettes sont visées par des tirs. « Ce sont les nôtres qui tirent, c'est l'YPG. » La foule applaudit à tout rompre, mais la joie est de courte durée, gâchée par le bruit sourd des obus et les volutes de fumée qui se rapprochent.

Mustafa, 40 ans, maçon, a de la famille à Kobané, voilà pourquoi il suit les combats qui se déroulent à quelques centaines de mètres, de l'autre côté de la frontière. « Les nôtres luttent à mains nues contre les djihadistes équipés d'armes lourdes. Ils ne pourront pas tenir et

personne ne volera à leur secours », explique ce père de famille à la barbe poivre et sel. Mustafa dit avoir recueilli quinze personnes de Kobané dans sa maisonnette située au beau milieu des pistachiers et des grenadiers. « A défaut d'avoir un Etat, nous, les Kurdes, avons le sens de l'entraide », dit-il, la voix bientôt recouverte par le vacarme des explosions.

Dans toute la région, le ressentiment est grand envers la coalition internationale visant à combattre l'EI

Dimanche 28 septembre, Kobané semblait en passe de tomber aux mains de l'EI. Tirés par les djihadistes, des obus ont frappé le centre-ville. Impuissants, les Kurdes de Turquie assistent à la défaite de leurs, et à leur fuite. Un millier de réfugiés serait passé de l'autre côté malgré les barrages des militaires turcs qui cherchent à éviter ce qu'ils considèrent comme le « nettoyage ethnique » des Kurdes de Syrie.

La semaine dernière, 150 000 personnes, en majorité des Kurdes, ont trouvé refuge en Turquie. Des milliers sont entassés à Suruc, petite localité située à 40 kilomètres de la frontière, dans la mosquée, dans des dépôts, ou sur des chantiers.

Dans toute la région, le ressentiment est grand envers la coalition internationale mise en place sous l'égide des Etats-Unis pour combattre l'Etat islamique. Pour Mustafa, les frappes aériennes touchent « des immeubles vides à Kobané ». On en veut aussi à la Turquie, « qui ne fera rien pour aider, trop contente de voir les combattants kurdes de l'YPG se faire massacrer ». « Les Kurdes n'ont pas d'amis », soupire Cuma, un maçon.

Dimanche, l'aviation de la coalition a bombardé une raffinerie de



La ville syrienne de Kobané visée par un tir de mortier de l'Etat islamique, le 29 septembre 2014. | REUTERS/MURAD SEZER



pétrole tenue par l'Etat islamique en Syrie. Les déflagrations ont été ressenties du côté turc dans les villages les plus proches de la frontière. Des éclats d'obus sont même tombés dans un champ côté turc, blessant trois personnes. A cran, les habitants se sont rassemblés pour réclamer plus de sécurité et crier leur soutien à l'YPG sous l'œil vigilant des gendarmes turcs.

Ibrahim Ayhan, député du Parti démocratique des régions (DBP, pro-kurde) au Parlement de Turquie, sillonne chaque jour la zone et tente de calmer les esprits. Comme beaucoup de Kurdes de Turquie, il veut croire au processus de paix entamé par le gouvernement islamo-conservateur du Parti de la justice et du développement (AKP) avec le PKK mais « si Kobané tombe, tout sera remis en cause », prévient-il.

L'avancée fulgurante de l'EI au plus proche de la frontière turque n'est d'ailleurs pas sans inquiéter à Ankara. Sortant de sa retenue, le

président Recep Tayyip Erdogan l'a promis, son pays participera à la coalition internationale engagée aux côtés des Etats-Unis. Le gouvernement devait déposer, lundi 29 septembre, un projet de mandat autorisant l'intervention des forces armées turques en Irak et en Syrie, dont le Parlement débattrait jeudi.

Mais la Turquie est prise au piège. Comment défaire l'EI sans renforcer le poids du PKK dans la région ? L'émergence d'une zone kurde autonome en Syrie, proclamée en novembre 2013, ne plaît pas aux autorités turques, d'autant que le principal parti kurde de Syrie, le Parti de l'union démocratique (PYD), entretient d'excellentes relations avec le PKK.

Des négociations ont beau avoir lieu entre le chef du PKK emprisonné, Abdullah Öcalan, et les autorités, les Turcs ne sont guère disposés à accepter un nouveau brassage de cartes dans la région car le poids militaire et politique des Kurdes s'en trouverait renforcé. ■

MARIE JÉGO



September /October 2014

Erbil Revealed

How the first excavations in an ancient city are supporting its claim as the oldest continuously inhabited place in the world

By **ANDREW LAWLER**
www.archaeology.org
 Sept/Oct 2014

THE 100-FOOT-HIGH, oval-shaped citadel of Erbil towers high above the northern Mesopotamian plain, within sight of the Zagros Mountains that lead to the Iranian plateau. The massive mound, with its vertiginous man-made slope, built up by its inhabitants over at least the last 6,000 years, is the heart of what may be the world's oldest continuously occupied settlement. At various times over its long history, the city has been a pilgrimage site dedicated to a great goddess, a prosperous trading center, a town on the frontier of several empires, and a rebel stronghold.

Yet despite its place as one of the ancient Near East's most significant cities, Erbil's past has been largely hidden. A dense concentration of nineteenth- and twentieth-century houses stands atop the mound, and these have long prevented archaeologists from exploring the city's older layers. As a consequence, almost everything known about the metropolis—called Arbela in antiquity—has been cobbled together from a handful of ancient texts and artifacts unearthed at other sites. "We know Arbela existed, but without excavating the site, all else is a hypothesis," says University of Cambridge archaeologist John MacGinnis.

Last year, for the first time, major excavations began on the north edge of the enormous hill, revealing the first traces of the fabled city. Ground-penetrating radar recently detected two large stone structures below the citadel's center that may be the remains of a renowned temple dedicated to Ishtar, the goddess of love and war. There, according to ancient texts, Assyrian kings sought divine guidance, and Alexander the Great assumed the title of King of Asia in 331 B.C. Other new work includes the search for a massive fortification wall surrounding the ancient lower town and citadel, excavation of an impressive tomb just north of the citadel likely dating to the seventh century B.C., and examination of what lies under the modern city's expanding suburbs. Taken together, these finds are beginning to provide a more complete picture not only of Arbela's own story, but also of the growth of the first cities, the rise of the mighty Assyrian Empire, and the tenacity of an ethnically



The booming city of Erbil (ancient Arbela) in Kurdistan encircles the ancient citadel where evidence of more than six millennia of human habitation is just beginning to be uncovered.

diverse urban center that has endured for more than six millennia.

Located on a fertile plain that supports rain-fed agriculture, Erbil and its surrounds have, for thousands of years, been a regional breadbasket, a natural gateway to the east, and a key junction on the road connecting the Persian Gulf to the south with Anatolia to the north. Geography has been both the city's blessing and curse in this perennially fractious region. Inhabitants fought repeated invasions by the soldiers of the Sumerian capital of Ur 4,000 years ago, witnessed three Roman emperors attack the Persians, and suffered the onslaught of Genghis Khan's cavalry in the thirteenth century, the cannons of eighteenth-century Afghan warlords, and the wrath of Saddam Hussein's tanks only 20 years ago. Yet, through thousands of years, the city survived, and even thrived, while other once-great cities such as Babylon and Nineveh crumbled.

TODAY ERBIL IS THE CAPITAL OF Iraq's autonomous province of Kurdistan. The citadel remains at the heart of a thriving city with a population of 1.3 million, made up mostly of Kurds, and a boomtown economy, thanks to a combination of tight security and oil wealth. During the twentieth century, the high mound fell into disrepair as refugees from the region's conflicts replaced the town's established wealthy families, who moved to more spacious accommodations in the lower town and suburbs below. The refugees have since moved to new settlements, and efforts are currently under way to renovate the deteriorating nineteenth- and twentieth-century mudbrick dwellings and twisting, narrow alleys. A textile museum opened in a restored, grand, century-old mansion in early 2014, and work rebuilding the adjacent nineteenth-century Ottoman gate, which sits on much more ancient foundations, is nearing completion. The conservation work is also giving archaeologists the chance to dig into the mound—which has just been declared a World Heritage Site—once so wholly inaccessible. "Erbil has been largely neglected, and we know so little," says archaeologist Karel Novacek of the University of West Bohemia in the Czech Republic, who conducted the first limited excavations on the citadel in 2006. Extensive long-term excavations are not feasible in Erbil. Nevertheless, Novacek, MacGinnis, their Iraqi colleagues, and archaeologists from Italy, France, Greece, Germany, and the United States, are using old aerial photographs, Cold War satellite imagery, ↪



Arbela's (modern Erbil) strategic location between the great Assyrian cities to the west and south, and the Zagros Mountains to the east, placed it at the heart of the ancient Near East's most important cities and empires.

⇒ and archives of ancient cuneiform tablets to pinpoint the best spots to dig in order to take advantage of this first real opportunity to examine Erbil's past.

Although the citadel has played an important role in the Near East for millennia, knowledge of the site has been remarkably limited because so little archaeology has been done there and in the surrounding area. Only a few pieces of 5,000-year-old pottery found on the citadel attest to the existence of ancient Arbela. And although the greatest quantity of information about the city's appearance, inhabitants, and role in the region derives from the Assyrian period, almost all of the evidence we have comes from texts and artifacts found at other sites.

THE FIRST MENTION of Arbela is found on clay tablets dating to about 2300 B.C.. They were discovered in the charred ruins of the palace at Ebla, a city some 500 miles to the west in today's Syria that was destroyed by the emerging Akkadian Empire. These tablets, some of the thousands found at the site in the 1970s, mention messengers from Ebla being issued five shekels of silver to pay for a journey to Arbela.

A century later, the city became a coveted prize for the numerous ancient Near Eastern empires that followed. The Gutians, who came from southern Mesopotamia and helped dismantle the Akkadian Empire, left a royal inscription that boasts of a Gutian king's successful campaign against Arbela, in which he conquered the city and captured its governor, Nirishuha. Nirishuha, and possibly other inhabitants of Arbela as well, was likely Hurrian. Little is known about the Hurrians, who were members of a group of either indigenous peoples or recent migrants from the distant Caucasus. This inscription provides our first glimpse into the identities of the multiethnic people of Arbela.

In the late third millennium B.C. the southern Mesopotamian city of Ur began to build its own empire, and sent soldiers 500 miles north to subdue a rebellious Arbela. Rulers of Ur claimed, in contemporary texts, that they had smashed the heads of Arbela's leaders and destroyed the city during repeated and bloody campaigns. Other texts from Ur record beer rations given to messengers from Arbela and metals, sheep, and goats taken to Ur as booty. Three centuries later, in an inscription said to have come from western Iraq, Shamshi-Adad I, who established a brief but large empire in upper Mesopotamia, tells of encountering the king of Arbela, "whom I pitilessly caught with my powerful weapon and whom my feet trample." Shamshi-Adad I had the monarch beheaded.

BY THE TWELFTH CENTURY B.C., Arbela was a prosperous town on the eastern frontier of Assyria, which covered much of northern Mesopotamia. Over the next centuries, the Assyrians, a tight-knit trading people who built an independent kingdom just to the west and south of Arbela, became the largest, wealthiest, and most powerful empire the world had seen. This empire eventually subsumed the city, which became an important Assyrian center, although the city's population seems to have retained a mix of ethnicities throughout this long era, which lasted until 600 B.C.

At the core of Arbela's religious, political, and economic life in this period was the Egasankalamma, or "House of the Lady of the Land." Assyrian texts mention the temple, dedicated to Ishtar, as early as the thirteenth century B.C., though its foundations likely rest on even older sacred structures. In Mesopotamian theology Ishtar was the goddess of love, fertility, and war. Martti Nissinen of the University of Helsinki has closely examined the 265 references to the goddess in



An inscribed clay cylinder found at Nimrud details how the Assyrian King Esarhaddon made Arbela's temple to Ishtar "shine like the sun."

Assyrian texts, and he suggests that the roots of this version of Ishtar may lay deep in the ancient Hurrian pantheon.

THE ASSYRIAN EMPIRE reached its height in the seventh century B.C., when the kings Sennacherib, Esarhaddon, and Ashurbanipal ruled the region, including Arbela. Contemporary Assyrian texts describe the Egasankalamma as a richly decorated and elaborate complex where royals regularly came to seek the goddess' guidance. Esarhaddon claimed that he made the temple "shine like the day," likely a reference to a coating of a silver-and-gold alloy called electrum that gleamed in the Mesopotamian sun. A fragment of a relief from the Assyrian city of Nineveh shows the structure rising above the citadel walls. Some Assyrian royals may have

lived there in their youth, perhaps to keep them safe from court intrigues at the capitals of Nineveh, Nimrud, and Assur in the empire's heartland. On one tablet Ashurbanipal says, "I knew no father or mother. I grew up in the lap of the goddess"—Ishtar of Arbela.

Under the Assyrians, Arbela was a cosmopolitan gathering place for foreign ambassadors coming from the east. "Tribute enters it from all the world!" says Ashurbanipal in one text. A governor oversaw the city's administration from a sumptuous citadel palace where taxpayers brought copper and cattle, pomegranates, pistachios, grain, and grapes. Arbela's own inhabitants were a diverse mix that likely included those forcibly resettled by the Assyrian state, as well as immigrants, merchants, and others seeking opportunity in a city that rivaled the Assyrian capitals in stature. "Arbela at this time was a multiethnic state," says Dishad Marf, a scholar at the Netherlands' Leiden University. Names of its citizens found in Assyrian texts are Babylonian, Assyrian, Hurrian, Aramain, Shubrian, Scythian, and Palestinian.

Assyrian royalty also lavished gifts and praise on Arbela and its patron deity. "Heaven without equal, Arbela!" proclaims one court poem found in Nineveh's state archives. The poem also describes Arbela as a place where merry-making, festivals, and jubilation echoed in its streets, and Ishtar's shrine as a "lofty hostel, broad temple, a sanctuary of delights" resounding with the music of drums, lyres, and harps. "Those who leave Arbela and those who enter it are happy," the hymn concludes.

Not all, however. The Nineveh relief depicting Arbela includes a king, likely Ashurbanipal, pouring a libation over the severed head of a rebel from Arbela. According to ancient records, the king had the surviving agitators chained to the city gates, flayed, and their tongues ripped out.

AFTER SO MANY CENTURIES of regional domination, the Assyrians' fall was sudden and swift—and Arbela proved to be the sole surviving major settlement. A coalition of Babylonians and Medes, a nomadic people who lived on the Iranian plateau, destroyed the Assyrian capitals in 612 B.C. and scattered their once-feared armies. Arbela was spared, perhaps because its population was in large part non-Assyrian and sympathetic to the new conquerors. The Medes, who may be the ancestors of today's Kurds, likely took control of the city, which was still intact a century later when the Persian king Darius I, third king of the Achaemenid Empire, impaled a rebel on Arbela's ramparts—a scene recorded in an inscription carved on a western Iranian cliff around 500 B.C.

By the fourth century B.C., the Achaemenid Empire stretched from Egypt to India. In the fall of 331 B.C., on the plain of Gaugamela to the west of Arbela, the Macedonian king Alexander the



Ishtar of Arbela was a popular goddess throughout the region in the Assyrian period. A stone stela found in northern Syria depicts the statue of the goddess that once stood in her temple in Arbela.

⇒ Great fought the Achaemenid ruler Darius III, routing the Persian army as its king fled. Classical sources say that Alexander pursued Darius across the Greater Zab River to Arbela's citadel, where historians believe the Persian king had his campaign headquarters. Darius escaped east into the Zagros Mountains and was eventually killed by his own soldiers, after which Alexander assumed the leadership of the Persian Empire, possibly in a ceremony held in Arbela's temple of Ishtar, whom he may have equated with the Greek warrior-goddess Athena.



Arbela's formidable walls and arched gate are depicted in a seventh-century B.C. stone relief found at Nineveh.

A team from Sapienza University of Rome recently used ground-penetrating radar to examine what lies under the center of the citadel, and found intriguing evidence of two structures buried some 50 feet below the surface. "This is the rubble of large stone buildings," says Novacek, who believes this material may sit in late Assyrian levels, and could prove to be remnants of the electrom-coated temple.

HOWEVER, EXCAVATING A 50-foot-deep trench in the center of a high mound poses immense engineering and safety challenges, says Cambridge's MacGinnis, who is advising the Iraqi-led team. Thus, instead of focusing on the center of the citadel and the possible remains of the temple, the excavators started work last year on the citadel's north rim with an eye to exposing the ancient fortification walls. At the time, an abandoned early-twentieth-century house had recently collapsed, giving researchers a chance to remove and see beneath the most recent layers. Thus far, 15 feet of debris has been cleared away and investigators have uncovered mudbrick and baked brick architecture, medieval pottery, and a sturdy wall that may rest on top of the original Assyrian fortifications. Next the team will tackle two other small areas nearby before returning to the citadel to attempt the much trickier task of delving into the mound's central interior.

Novacek, meanwhile, has turned his attention to the ancient city that grew up in the citadel's shadow. "The lower town, which has been barely investigated, is the key to understanding the city's dynamics," he says. "Digging there requires a different approach." Today Erbil's thickly settled downtown, in fact, hides traces of the ancient site. Novacek is using British Royal Air Force aerial photos taken in the 1950s and American spy satellite images from the 1960s Corona program to look for remnants of the ancient city that survived into at least the middle of the twentieth century. He has found faint outlines of two sets of fortifications. One of these is a modest system probably dating from the medieval era, while the second is a much larger set of structures that likely dates to some time in the Assyrian period, and had been bulldozed to make way for the modern town in the 1960s.

The earlier fortifications include a 60-foot-thick wall that likely had a defensive slope and a moat. The city's formidable construction, says Novacek, resembles that found at Nineveh and Assur, and places it



An excavation on the north edge of Erbil's citadel is the site's first large-scale dig. Currently, archaeologists are examining the city's medieval layers.

"unambiguously among Mesopotamian megacities." The layout differs from that in other Assyrian cities, where the walls were rectangular, with a citadel as part of the protective fortifications. Arbela, however, had an irregular round wall entirely enclosing both the citadel and the lower town. That design is more typical of ancient southern Mesopotamian cities such as Ur and Uruk—a hint, Novacek says, of Erbil's ancient urban heritage. "This conjecture desperately needs empirical verification," he cautions. Yet, if it can be proven, ancient Arbela might rank among the earliest urban areas and challenge the idea that urbanism began solely in southern Mesopotamia.

Novacek is hopeful that parts of the ancient city, such as those discovered by a German Archaeological Institute team, might still lay buried under the shallow foundations of nineteenth- and twentieth-century buildings. In 2009, the German excavators uncovered a seventh-century B.C. Assyrian tomb just a short walk north of the citadel. The tomb had a vaulted chamber of baked bricks and three sarcophagi containing the remains of five people, a bronze bowl, lamps, and pottery vessels. Using ground-penetrating radar, the team surveyed a 100,000-square-foot area around the tomb and spotted extensive architectural remains under a low mound mostly covered with modern buildings. The discovery provides the first archaeological evidence of an Assyrian presence in Arbela and begins to confirm the Assyrian court records that mention Arbela as an important city. Yet Novacek worries that the deep foundations of the enormous modern structures being built near the citadel could quickly obliterate Erbil's ancient past.

OTHER RESEARCHERS ARE looking further afield, outside the city limits. A team led by Harvard University's Jason Ur began to survey the area around Erbil in 2012. "It's one of the last broad alluvial plains in northern Mesopotamia to remain uninvestigated by modern survey techniques," says Ur, who also made use of old spy satellite photographs to identify ancient villages and towns that could then be explored. Examining 77 square miles, the team mapped 214 archaeological sites dating as far back as 8,000 years. One surprise was that settlements from between 3500 and 3000 B.C. contain ceramics that appear more closely related to southern Mesopotamian types than to those of the north. Ur says this may mean that the plain, rather than being peripheral to the urban expansion that took place in cities such as Ur and Uruk, was related in some direct way to the great cities of the south. This evidence further boosts Novacek's theory that Arbela was, in fact, an early urban center.

The ongoing research of the teams now working in the city is starting to create an archaeological picture of life in Erbil and its environs over the course of millennia. After the Assyrians, Persians, and Greeks were gone, the city went on to serve as a key eastern outpost on the Roman frontier, and was briefly the capital of the Roman province of Assyria. Later it was home to flourishing Christian and Zoroastrian communities under Persian Sasanian rule until the arrival of Islam in the seventh century A.D. Though the city escaped destruction by the Mongols in the thirteenth century—its leaders wisely negotiated surrender—Erbil subsequently slipped into obscurity. When Western explorers arrived in the eighteenth century they dismissed the place as a muddy and decrepit settlement of medieval origin. While Kurdistan's isolation under the latter part of Saddam Hussein's reign placed the area off-limits to most outsiders, in the post-Saddam era, Erbil has been set to play an important role in the region. Conflict, however, threatens again.

Amid the archaeologists' trenches and the mounds of construction materials destined for use in the citadel's conservation, one family still lives on Erbil's high mound, near the ancient citadel gate, preserving the city's claim as the oldest continuously settled place on Earth. ●

Andrew Lawler is a contributing editor at ARCHAEOLOGY.